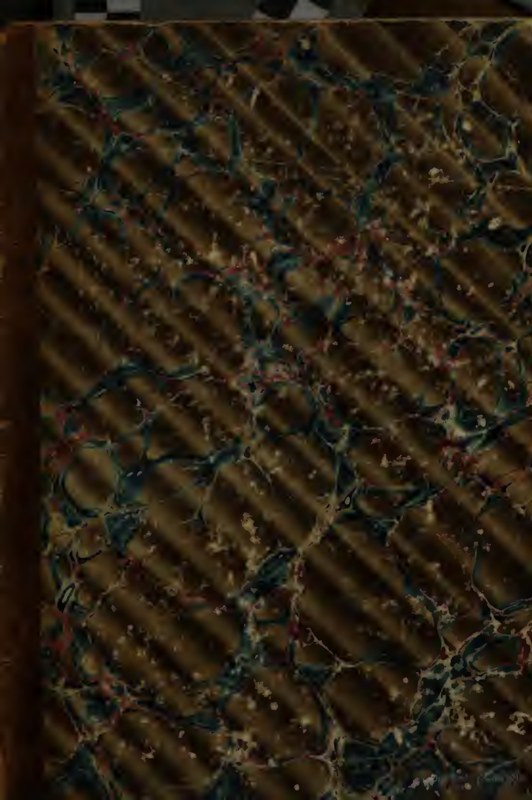


L'ITALIE EN 1860

ESQUISSE

DES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES ET POLITIQUES

Lausanne. — Imprimerie PACHE-SIMMEN

L'ITALIE

EN 1860

ESQUISSE

DES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES ET POLITIQUES

PAR

FERDINAND LECOMTE

major à l'état-major fédéral suisse



PARIS
CH. TANERA, ÉDITEUR
LIBRAIRIE POUR L'ART MILITAIRE, LES SCIENCES ET LES ARTS
Quai des Augustins, 27

1861

L'ITALIE EN 1860

ESQUISSE

DES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES ET POLITIQUES.

CHAPITRE PREMIER.

Coup-d'œil sur la situation politique.

Traits caractéristiques de l'acte de Villafranca. — Son influence sur les affaires de l'Italie centrale. — Etat politique du duché de Parme, du duché de Modène, des Romagnes, de la Toscane. — Leur acheminement vers l'annexion au Piémont malgré les obstacles qui les gênent. — Leur réunion en deux gouvernements. — L'élasticité et les contradictions des traités de Zurich. — La ligue des Etats de l'Italie centrale convertie en régence. — Le congrès ajourné par la brochure *Le Pape & le congrès*. — Protestations violentes du Saint-Père. — Modifications ministérielles à Paris et à Turin. — Annexions de l'Italie centrale au Piémont et de la Savoie et Nice à la France. — Redoublement d'irritation de la cour de Rome. — Projets d'intervention du roi de Naples dans les Marches d'Ancône. — Situation des deux grands partis de l'Italie, en présence dans les Etats-Romains et n'étant plus séparés que par la Cattolica.

Les préliminaires inattendus de Villafranca, de même que les stipulations de Zurich, avaient, dans leur hâte de pacifier le présent, laissé la porte ouverte à de graves complications pour l'avenir, complications que l'exécution stricte des traités n'eût pas réussi à conjurer.

Les négociateurs avaient, en effet, statué avec une égale assurance sur deux ordres de faits fort différents de leur nature, sur des faits déjà passés, acquis à l'his-

toire, satisfaisant d'une part à des vœux vifs et puissants, d'autre part à une dure, mais irrésistible nécessité, à savoir les cessions de la Lombardie, — et sur des faits futurs, éventuels, diamétralement contraires aux vues d'une des trois parties, de valeur secondaire pour la partie directement adverse, et implicitement et explicitement conditionnels pour les uns et pour les autres, à savoir la restauration des anciens gouvernements de l'Italie centrale.

En outre, les stipulations de ce second ordre avaient contre elles l'état matériel des choses et même, à la rigueur, l'état juridique des choses en se plaçant au point de vue des doctrines de droit public proclamées depuis quelques années en Europe et pratiquées entre autres par deux des Etats contractants; nous voulons parler du suffrage universel fonctionnant comme organe légal de la volonté nationale.

Nous avons raconté ailleurs[1] comment des gouvernements populaires s'étaient installés à Florence, dès les premiers jours de la guerre de 1859, à Parme, à Modène et à Bologne, aussitôt après les mouvements de retraite des Autrichiens qui suivirent la bataille de Magenta.

Ces gouvernements, dont le principal et premier but avait été de faire coopérer toutes les forces de l'Italie à la lutte de l'indépendance, s'étaient aussitôt placés sous le patronage de Victor-Emmanuel. Ils s'efforçaient de fonctionner aussi régulièrement que possible en de telles circonstances. Ils déployaient une activité bruyante pour mieux proclamer leur vitalité, et préparaient, par tous les moyens, leur annexion au Piémont, lorsque l'acte

[1] *Relation historique et critique de la campagne d'Italie en* 1859. 2 vol. in-8° avec plans, 2me édition. Paris 1860. Tanera, éditeur.

de Villafranca vint, comme une bombe, éclater sur leurs têtes.

Les préliminaires du 12 juillet disaient, au paragraphe cinquième : « Le grand-duc de Toscane et le duc de » Modène rentrent dans leurs Etats, en donnant une » amnistie générale. » Rien n'était prescrit au sujet du duché de Parme, qui, d'un accord commun, croyait-on, devait cependant rester au Piémont. Quant aux Romagnes, le nom n'en était également pas prononcé; mais il pouvait en être implicitement question au paragraphe septième, portant : « Les deux Empereurs de» manderont au Saint-Père d'introduire dans ses Etats » des réformes *indispensables,* » phrase suffisamment élastique, comme on voit, pour que chaque partie pût, à l'occasion, en déduire le maintien du *statu quo* territorial prétendu par le Pape, tout aussi bien que l'indépendance temporelle des Romagnes.

Ajoutons qu'au-dèssus des germes de difficultés renfermés dans la lettre même des textes, planait une innovation, un principe ressuscité de droit public, susceptible de féconder ces germes et d'en faire sortir de véritables questions d'intérêt européen. Le nouveau principe, à lui seul conquête immense pour l'Italie, est celui de la non-intervention, imposé, dans le cas particulier, à l'Autriche, c'est-à-dire à une puissance qui depuis 1815 avait abusé de l'intervention sous toutes ses formes pour régir la Péninsule. Qu'il devienne un fait général et absolu, qu'il soit, à l'avenir, pratiqué par toutes les puissances avec loyauté, et la paix de Villafranca, son berceau, aura grandement avancé l'œuvre nationale italienne. Malheureusement, il n'est l'objet d'aucune obligation formelle dans les préliminaires; cette règle de haute justice et de haute politique n'a été, malgré sa

nouveauté et son importance, reconnue que dans l'antichambre.

Nous ne rechercherons pas maintenant les conclusions raisonnables qu'on pourrait tirer de ces diverses lacunes des textes; constatons seulement, pour le moment, que ce que les bases de Villafranca comportaient de plus grave pour l'avenir ne s'y trouvait pas, ou y était sous-entendu. Cette particularité seule suffit à caractériser la situation de l'Italie au point de vue du droit, dans la seconde moitié de l'année 1859; elle fait aussi comprendre combien il était facile d'infirmer les engagements publics et les déclarations officielles par des assurances contradictoires d'un caractère plus intime.

Par exemple, on était persuadé, ou on feignait d'être persuadé dans l'Italie centrale et en Piémont, que l'empereur Napoléon n'avait pas dit son dernier mot à Villafranca à l'égard des duchés et des Etats-Romains. On s'appuyait de propos et d'indices des plus futiles pour prétendre qu'il ne serait point désagréable au gouvernement français d'être forcé par la volonté populaire de reconnaître l'état de fait.

Dans de telles conditions, l'événement était facile à prévoir. Nous ne connaissons pas d'exemple d'insurrections triomphantes rentrant dans l'obéissance sous le coup de paragraphes dépourvus de sanction pénale. En pareille matière, au contraire, les menaces lointaines, conditionnelles, et d'exécution problématique vont ordinairement à l'encontre de leur but. Ce fut ici le cas. Les populations de l'Italie centrale, bien loin de s'agenouiller devant les dispositions de Villafranca et de Zurich les concernant, ne pensèrent qu'à se roidir contre elles, et se mirent ouvertement en mesure de résister par la force à leur mise en pratique. Le gouvernement sarde ne pou-

vait faire autrement que de suivre ces efforts et de les seconder par des procédés moins compromettants, mais non moins sûrs.

La question des trois duchés ne renfermait pas en elle-même de grandes difficultés ni de grands périls. Dès la bataille de Solferino, cette portion de l'Italie, abandonnée par ses souverains légitimes, s'était tellement rapprochée du Piémont, que l'union semblait déjà résolue. Le plus fort danger, en changeant l'état convenu avec l'Autriche à Villafranca, c'était de fournir à cette puissance un moyen légal, en même temps qu'un prétexte plausible de s'affranchir à son tour de ses obligations lorsqu'elle en trouverait l'occasion favorable; danger réel pour l'Italie centrale comme pour le Piémont, tant que l'Autriche possède le formidable quadrilatère vénète, qui lui assure en tout temps un facile débouché sur la Lombardie. Mais quand les passions sont surexcitées et les imaginations enflammées, on néglige facilement les soins de l'avenir pour les profits du présent. A Turin, comme dans les capitales des duchés, on passa outre, dans la conviction sans doute que si jamais l'Autriche se départit, à tort ou à droit, du principe de non-intervention contre l'Italie libérale, la France fera de même dans un sens contraire, et que la France, parce qu'elle a vaincu deux fois, est invincible à tout jamais.

Le duché de Parme et de Plaisance, quoiqu'il eût été gouverné dans des sentiments de justice par une noble femme, la duchesse-régente Louise de Bourbon, n'arrêta longtemps ni les libéraux italiens ni la diplomatie européenne. Ce petit Etat, frontière du Piémont et jouissant

du périlleux privilége de posséder une importante place forte aux mains des Autrichiens, était destiné à suivre le sort de sa forteresse et à devenir une victime des péripéties de la guerre. Cette perspective y avait sans cesse entretenu l'activité d'un puissant parti révolutionnaire, qui, dès l'apparition des troupes françaises en Italie, prit le verbe haut et menaçant. La régente, d'abord en fuite, le 1er mai, puis rappelée quatre jours après, par l'armée parmesane, dut quitter définitivement ses Etats le 9 juin, le jour même où le combat de Melegnano, mettant le sceau à la victoire des alliés à Magenta, forçait les Autrichiens d'évacuer Plaisance.

Avant de partir, la duchesse chargea un de ses ministres, M. Draghi, de pleins-pouvoirs pour administrer le pays; elle délia ses troupes de leur serment de fidélité, et fit connaître, dans une proclamation qui commande l'intérêt par son ton de sincérité, que ne pouvant plus suivre la politique neutre qu'elle eût désiré garder, et que se trouvant dans la dure alternative de manquer à ses engagements envers l'Autriche ou de gêner les vœux de l'Italie, elle préférait abandonner les rênes du gouvernement. En effet, elle se retira en Suisse, observant ainsi jusque dans son exil la règle de neutralité qu'elle s'était fixée. Quelques centaines de soldats parmesans passèrent le Pô à sa suite pour se réunir aux Autrichiens; bon nombre de leurs camarades avaient déjà rejoint les Piémontais.

Cette retraite du gouvernement ducal s'effectua sans atteinte à la tranquillité publique, et, aussitôt après, la municipalité nomma une commission de gouvernement[1] dont les débuts furent d'organiser la défense nationale,

[1] Composée de trois membres, MM. Cantelli, Bruni et Armani.

de proclamer le règne de Victor-Emmanuel et d'adresser une députation au nouveau souverain.

Plaisance agit comme Parme, et une junte de trois membres[1] y fut aussi installée par la municipalité.

Le 16 juin, ces pouvoirs provisoires étaient déjà remplacés par un gouverneur piémontais, M. Pallieri, qui fonctionna jusqu'au commencement du mois d'août, c'est-à-dire jusqu'au moment où le cabinet de Turin, sollicité par un délégué extraordinaire du gouvernement français, M. de Reiset, se résolut à dégager sa responsabilité officielle des événements de l'Italie centrale, afin de ménager les susceptibilités des puissances. M. Pallieri, rappelé, fut remplacé par le professeur Manfredi, puis par M. Armelonghi, qui administrèrent au nom des libres populations, mais qui ne restèrent que peu de jours à la tête des affaires. Les comices, convoqués par M. Manfredi, avaient décidé la réunion au Piémont par 63 mille voix contre 500, et une assemblée nationale avait été nommée et installée. Mais l'annexion, par des motifs diplomatiques, ne pouvait pas encore être opérée formellement. Il surgit donc un ingénieux moyen d'arriver au même résultat; ce fut de placer le duché sous le gouvernement de M. Farini, précédemment commissaire sarde à Modène, à cette heure dictateur élu des Modenais, et bientôt gouverneur des Romagnes. Dès le mois de septembre cette union fut consommée, et Parme, doté d'abord d'un ministère séparé présidé par M. Manfredi, puis, en décembre, d'un ministère commun, put patiemment attendre que son sort définitif fût tranché par la diplomatie ou par les circonstances fortuites. Il n'est peut-être pas indifférent de remarquer ici

[1] MM. Manfredi, Mischi et Gavardi.

qu'en mettant en commun ses destinées avec celles de ses voisins, Parme avait compliqué sa situation au profit de ces derniers, car les cabinets de l'Europe paraissaient disposés à céder plus facilement sur l'annexion de ce duché au Piémont que sur celle des autres Etats de la Ligue[1].

Le duché de Modène, par d'autres raisons, se trouvait à peu près sur le même pied devant les puissances, qui reconnaissaient assez généralement que l'ancien régime n'y pouvait pas être rétabli. Le duc François V était en effet un des princes les plus impopulaires de l'Italie ; il avait toujours gouverné par la rigueur et en s'appuyant ouvertement sur les régiments autrichiens. Systématiquement attaché à la fortune de l'Autriche, il était naturel qu'il subît les conséquences de ses revers. Comme la duchesse de Parme, il avait dû, au commencement de la guerre, s'éloigner de sa capitale ; mais les Autrichiens avaient aussitôt occupé Modène et Reggio, et le duc, après s'être mis en sûreté dans sa forteresse de Brescello, put encore user et abuser de son autorité dans la majeure partie de ses Etats, pendant quelques semaines. Le 11 juin, obligé de suivre la retraite des vaincus de Magenta

[1] La lettre connue de l'empereur Napoléon au roi de Sardaigne, datée de St-Cloud, 20 octobre 1859, montre que le cabinet des Tuileries au moins accédait à l'annexion de Parme. « Je ne saurais, di- » sait l'Empereur, dans le Congrès qui va s'ouvrir, me départir de » mes engagements. Le rôle de la France y est tracé d'avance. Nous » demanderons :

» Que Parme et Plaisance soient réunis au Piémont, parce que ce » territoire lui est stratégiquement indispensable.

» Nous demanderons que la duchesse de Parme soit appelée à Mo- » dène.

» Que la Toscane, accrue peut-être de quelques territoires, soit » rendue au grand-duc Ferdinand. »

et de Melegnano, il évacua Brescello, et traversa le Pô emmenant avec lui environ quatre mille hommes de ses troupes. Il fit connaître officiellement aux Modenais cette résolution, prise, disait-il, pour leur éviter les maux d'une défense militaire, et il institua, pour gouverner en son absence, une régence présidée par le ministre de l'intérieur, M. Giacobazzi, qui se tirerait d'affaire comme elle pourrait, mais qui ne quitterait le pouvoir qu'après avoir réservé, par une protestation formelle, les droits de la maison d'Este.

Déjà les 12 et 13 juin, la régence fut remplacée par une municipalité, qui proclama Victor-Emmanuel ; sept jours après, un ancien ministre sarde d'un nom favorablement connu, M. Farini, venait prendre en mains l'autorité comme mandataire du gouvernement piémontais.

Rappelé après la paix de Villafranca, par convenance diplomatique, comme son collègue de Parme, M. Farini fut maintenu dans ses fonctions par les Modenais eux-mêmes, qui l'avaient, quelque temps auparavant, honoré fort à propos du droit de cité, et qui, alors, lui décernèrent la dictature. M. Farini accepta cette mission, dans laquelle il était appelé à rendre de hauts services, et il continua à déployer, au nom des Modenais, la même énergie dont il avait déjà fait preuve au nom du roi de Sardaigne. Il appela les populations à proclamer ouvertement leurs vœux, et 90 mille signatures, répondant à sa voix, demandèrent la réunion au Piémont. Une assemblée nationale, élue le 14 août, se prononça dans le même sens, et vota diverses mesures administratives, tendant toutes à l'annexion directe, si bien qu'au commencement de novembre la fusion politique était déjà à peu près opérée en fait. Il ne restait qu'à oser le dire officiellement et à vaincre pour cela les scrupules de quel-

ques cours, y compris celle de Paris. Cependant les libéraux modenais pouvaient espérer qu'en agissant avec tact et prudence, ils acquerraient à leurs vœux l'appui du gouvernement des Tuileries[1].

En attendant, l'œuvre de l'unité italienne se fortifiait dans les duchés de Parme et de Modène, autant par la volonté des populations, que par le concours des évènements des provinces voisines.

Les Romagnes avaient eu, jusque vers le milieu de juin 1859, en réalité deux souverains, un de droit, le Saint-Père, résidant à Rome en parfaite sécurité sous la garde des baïonnettes françaises, et l'autre de fait, les Autrichiens, qui occupaient militairement les points principaux du pays. Le mouvement de concentration auquel ceux-ci durent se résigner après la bataille de Magenta devint le signal d'une insurrection générale. Dans toutes les villes principales, à Bologne, à Ferrare, à Ravenne, à Faenza, etc., surgirent d'un commun élan des juntes municipales, qui se hâtèrent de proclamer Victor-Emmanuel.

Pour le coup la question se compliquait; car le prince légitime de ces provinces n'avait pas, comme les archiducs, quitté ses Etats pour rejoindre le camp ennemi; il continuait au contraire à résider dans sa capitale, et à donner ses ordres dans les Légations, ordres inexécutés,

[1] Voir ci-dessus, la note de la page 10 reproduisant un passage de la lettre de l'empereur Napoléon au roi de Sardaigne. Voir aussi l'article du *Moniteur* du 9 septembre, sur les affaires d'Italie, renfermant entr'autres les lignes suivantes : « Il est possible même que, par suite » de négociations franches et amicales, on eût amené l'empereur d'Au- » triche à adopter des combinaisons plus en rapport avec les vœux » manifestés par les duchés de Modène et do Parme. »

il est vrai. En outre, ce prince, arbitre des âmes catholiques, avait à sa disposition les foudres de l'Eglise, avec lesquelles les militaires, comme les hommes d'Etat, doivent bien aussi compter quelque peu. L'empereur Napoléon avait d'ailleurs dit au peuple français, dans sa belle proclamation du 3 mai : « Nous n'allons pas en Italie » fomenter le désordre ni ébranler le pouvoir du Saint- » Père. » Le Roi dut donc refuser la dictature qu'on lui offrait ; mais il ne pouvait abandonner absolument à leur sort ces populations si ardentes à demander leur part de coopération dans la lutte de l'indépendance. Il fut convenu, comme moyen-terme, qu'elles recevraient un délégué sarde, dont la mission serait exclusivement militaire. Il ne se présentait plus qu'un obstacle à cette combinaison, c'est que M. Massimo d'Azeglio, désigné de toutes parts pour remplir l'épineux mandat, était précisément tout, sauf homme de guerre. La difficulté se trancha par l'élévation du bienheureux littérateur à la dignité de général. Au reste, le service ne souffrit pas de cet avancement exceptionnel. Précédé dans les Romagnes par le colonel Pianelli, et par les généraux Mezzacappo et Roselli, qui n'y laissèrent nullement en souffrance les soins de la défense nationale, M. Massimo d'Azeglio n'y fit qu'une courte apparition. Son départ avait été retardé par les pourparlers diplomatiques, et son arrivée à Bologne avait la curieuse chance d'y coïncider avec les premiers bruits de la paix de Villafranca. La mission militaire du nouveau général se trouvait ainsi terminée.

Mais les Bolonais, peu disposés aux subtiles distinctions, n'entendaient pas avoir acclamé le représentant du roi Victor-Emmanuel en vain ; ils le forcèrent à recevoir les pouvoirs de la junte, qui donna sa démission *ad hoc*. A peine de laisser le pays en proie à l'anarchie,

M. Massimo d'Azeglio dut bien céder à la force des choses. Il organisa à la hâte un ministère, créa un Conseil d'Etat, nomma quelques hauts fonctionnaires, puis repartit promptement pour Turin. Tout cela fut l'affaire de huit jours. Et, en prenant congé des Bolonais, il avait encore eu soin de laisser provisoirement ses pouvoirs à un colonel sarde, M. Falicon, qui fit de son mieux, comme on pense, pour marcher sur les traces de son prédécesseur.

En août, le colonel Falicon, devant aussi rentrer en Piémont, fut remplacé par M. Cipriani, courtoise déférence envers Napoléon, puisque le principal titre de M. Cipriani, officier toscan, était d'avoir fait la campagne de la Lombardie dans l'état-major de l'Empereur. Une assemblée nationale, nommée par le suffrage universel, s'assembla le 1er septembre, et s'empressa de proclamer la réunion de la province au royaume de Sardaigne.

Mais ces manifestations ne changeaient pas sensiblement la situation diplomatique. On conférait, pendant ce temps, à Zurich, et des ménagements pour l'Europe et pour le Saint-Père étaient indispensables si l'on voulait arriver à une entente finale, sur la forme au moins. Devant ces complications, et pour ne pas compromettre la politique du cabinet de Paris, M. Cipriani dut, à son tour, se retirer, et les ministres ne crurent pas pouvoir mieux faire que d'offrir le gouvernement à l'habile dictateur de Modène, qui l'accepta.

Dans les premiers jours de novembre, M. Farini se trouvait ainsi à la tête de tous les Etats de l'Italie centrale, sauf de la Toscane.

Le grand-duché de Toscane a déjà occupé sa place

dans notre *Relation de la guerre de* 1859, car par la révolution qui s'y accomplit définitivement dès la fin d'avril et par la mission du corps placé sous les ordres du prince Napoléon, son territoire était entré dans la zone d'opérations des alliés.

Après le départ du grand-duc Léopold, la municipalité de Florence avait formé un gouvernement provisoire de trois membres[1], dont la première affaire fut, comme ailleurs, de proclamer Victor-Emmanuel. Le 8 mai, l'ambassadeur sarde à Florence, M. Boncompagni, mis par la logique même des événements à la tête des affaires, en prit sans trop de façon la direction au nom de son souverain. Il désigna aussitôt un ministère, créa une Consulte d'Etat, et s'employa activement, de concert avec le général Ulloa, à organiser les forces militaires du pays pour les faire participer à la guerre en Lombardie.

Toutefois, la Toscane, en ce qui concerne les intérêts spécialement politiques, n'était pas aussi facilement maniable que les autres petits Etats de son voisinage. Une nation de près de deux millions d'âmes, d'une civilisation et d'une législation avancées, fort jalouse jusqu'ici de son autonomie, et possédant pour capitale une des plus illustres cités de l'Italie, ne pouvait pas être annexée au Piémont par simple sous-entente ou par des motifs stratégiques, comme le duché de Parme.

D'ailleurs le grand-duc, malgré ses récentes et folles rigueurs contre la presse, n'avait pas répudié tout principe libéral dans son gouvernement; ses adversaires même lui reconnaissaient des qualités, et son souvenir n'évoquait pas, en tout cas, la même animosité dont le

[1] MM. Malenchini, Perruzzi et Danzini.

duc de Modène était frappé. Léopold eût pu, à la rigueur, espérer de réconcilier, sinon sa personne, au moins sa maison, avec un ordre de choses nouveau.

En revanche, le pays, lors de la paix de Villafranca, avait déjà pris ses habitudes d'indépendance et se trouvait familiarisé avec le régime inauguré en avril. Les liens de peuples, comme d'individus, se forment vite en temps de guerre; la solidarité des périls avait en trois mois intimement lié le sort de la Toscane à celui du Piémont et fusionné leurs intérêts. L'état militaire nouvellement organisé avait donné le dernier coup au divorce fait avec l'ancienne famille régnante.

Aussi les préliminaires de Villafranca furent-ils fort mal reçus à Florence et dans tout le grand-duché. Les communes y répondirent par un vote unanime de déchéance; une Assemblée nationale, nommée par le peuple, ratifia, dans le mois d'août, cette décision et proclama l'annexion au Piémont à l'unanimité. Et si M. Boncompagni avait, à la vérité, dû s'éloigner pour satisfaire aux exigences diplomatiques, ce ne fut pas sans avoir désigné, dans la personne de M. Ricasoli, ministre de l'intérieur, un successeur qui devait poursuivre énergiquement et habilement la réalisation des vues de la population. Cet homme d'Etat s'efforça en effet de rattacher le plus possible la Toscane au Piémont par toutes ses mesures politiques et administratives, et rien ne l'entravait plus, pour toucher au but final, que les mêmes circonstances internationales qui gênaient aussi l'exécution des vœux des autres contrées émancipées.

Dans ces entrefaites, la conclusion des traités s'avançait au sein des conférences de Zurich. Dès le commencement d'octobre, on avait pu déjà savoir ce que les

documents parachevés renfermeraient quant aux Etats de l'Italie centrale.

Il se trouva qu'il n'était question de ceux-ci que dans deux articles du traité spécial entre la France et l'Autriche, les 19e et 20e, articles pleins de réticences et d'idées contradictoires, et sur lesquels, d'ailleurs, le Piémont, qu'il se soit récusé ou qu'on l'ait exclu, ne prit aucun engagement. Mais quelque entortillées qu'elles fussent, les dispositions dont nous parlons étaient claires en un point, c'est qu'elles marquaient un sensible progrès sur celles de Villafranca, au profit de l'Italie libérale. Les préliminaires de juillet avaient prescrit la rentrée des archiducs[1]; les stipulations de Zurich se bornaient (article 19) à réserver expressément les droits de ces princes (y compris ceux du duc de Parme, oubliés à Villafranca), en appuyant cette réserve sur des considérants qui lui ôtaient tout caractère sérieux dans l'état actuel des choses. En effet, cet article 19e dit :

« Les circonscriptions territoriales des Etats indépen- » dants de l'Italie, qui n'étaient pas parties dans la der- » nière guerre, ne pouvant être changées qu'avec le » concours des puissances qui ont présidé à leur forma- » tion et reconnu leur existence, les droits du grand-duc » de Toscane, du duc de Modène et du duc de Parme » sont expressément réservés entre les hautes parties » contractantes. »

Nous ne savons si un protocole ou quelque engagement particulier a complété le sens des textes publics ; mais pour que les lignes précitées eussent une signification, il eût fallu, au moins, que les parties se missent d'accord sur cinq ou six définitions préalables. Qu'entendait-on

[1] Voir page 5.

par « Etats *indépendants* de l'Italie » ? Etait-ce le Piémont, l'Autriche, Naples, tous Etats réellement indépendants de fait et de droit? En ce cas, les traités se trouvaient violés par les cessions de la Lombardie, puis plus tard par celles de la Savoie et de Nice, opérées sans l'agrément des puissances européennes. Si au contraire la dénomination d'Etats *indépendants* s'appliquait aux duchés et aux Légations, occupés primitivement par les Autrichiens en vertu de traités réguliers et occupés subséquemment par les troupes alliées, le terme employé était singulièrement impropre. D'ailleurs, en vertu de quelle règle de droit public ces Etats dits indépendants seraient-ils plus inviolables que ceux ne rentrant pas dans cette catégorie? Où est l'arbitre qui en décidera? D'où sort l'oracle de ce participe présent « ne *pouvant* être changées » ? Existerait-il quelque pouvoir occulte européen condamné à se taire sur une cession aussi importante que celle de la Lombardie, mais forcé de parler contre les modifications de frontières des duchés, et de s'écrier sur ce point seulement : « ne *peuvent* être changées » *non possumus... !*

Puis, que vaut encore cette définition supplémentaire venant aider à l'obscurité de la précédente, à savoir : « des Etats indépendants de l'Italie *qui n'étaient pas parties dans la dernière guerre*? » Lesquels, qu'on veuille bien le dire, n'ont pas été parties? Pourquoi ne pas user ici des noms géographiques, si justement inventés pour remplacer les désignations susceptibles d'équivoque? Quelque habile avocat parviendra peut-être à prouver que Parme et les Romagnes n'ont pas été parties réelles dans la guerre de 1859; mais tous ses efforts échoueraient pour établir une preuve analogue quant à Modène, dont le sol, les troupes et le souverain firent corps dans

les forces autrichiennes, et quant à la Toscane, qui, livrée tour à tour aux Autrichiens et aux alliés, fournit aux premiers ses princes et aux seconds deux divisions.

Enfin nous n'avons su trouver le rapport logique existant entre la sauvegarde donnée à des *circonscriptions territoriales* et la réserve faite en faveur des *droits* des ducs. On brouille ici les lignes et les surfaces. Il ne s'agissait pas essentiellement d'agrandir ou de diminuer les Etats des ducs, par conséquent d'en changer les limites, mais bien de déposséder les princes, ce qui pouvait à la rigueur se faire en respectant scrupuleusement les mêmes circonscriptions à un titre quelconque. Si l'on avait, par exemple, transplanté le duc de Parme à Modène, comme il en fut question, ou fixé le gendre de Victor-Emmanuel en Toscane, point n'eût été besoin pour cela de changer les circonscriptions des duchés.

Quant aux Romagnes, le traité de Zurich est encore plus ambigu. Il ne prononce pas le nom de cette province, mais l'article vingtième porte que les deux Empereurs « désirant voir assurés la tranquillité des Etats de l'E» glise et le pouvoir du Saint-Père ; convaincus que ce » but ne saurait être plus efficacement atteint que par » l'adoption d'un *système approprié aux besoins des popula» tions et conforme aux intentions généreuses déjà manifes» tées du souverain Pontife*.... uniront leurs efforts pour » obtenir de Sa Sainteté que la nécessité d'introduire » dans ses Etats les *réformes reconnues indispensables*, soit » prise par son gouvernement en sérieuse considéra» tion. »

Il eût été difficile, on le voit, d'affiler de plus longues phrases pour ne rien dire, car rien n'était dit tant qu'on n'avait pas précisé :

d'une part les *besoins des populations*, que gouvernants

et gouvernés avaient l'habitude d'entendre d'une façon toute différente ;

et d'autre part les *intentions généreuses déjà manifestées* de Pie IX, qui en a montré de fort diverses, on le sait, dans le cours de son règne.

Enfin, quelles étaient ces *réformes reconnues indispensables?* Etait-ce le temporel séparé du spirituel? était-ce cette séparation pour tout ou partie des Etats-Romains? était-ce simplement une administration mixte? ou bien un vicariat spécial pour les Romagnes? En un mot était-il possible à la France et à l'Autriche, dont les concordats réglant les rapports respectifs avec le Saint-Siége sont si divers, de s'entendre en douze syllabes seulement sur les réformes à introduire dans les Etats-Romains? Ne se préparait-on pas par-là des déceptions, et, qui sait? peut-être des échappatoires pour l'avenir?

Loin de nous la pensée de contester les difficultés immenses auxquelles les négociateurs des traités étaient appelés à faire face. Leur tâche était forcément ardue; leurs embarras étaient ceux de la situation elle-même, et nous sommes prêts à rendre un plein hommage à l'habileté avec laquelle ils ont su les surmonter momentanément. Mais on conviendra que des textes aussi peu concluants n'étaient point faits pour désarmer des populations italiennes insurgées, placées formellement, quoique implicitement, au bénéfice de leur libre volonté, populations ardentes, habituées à la ruse par l'oppression, passionnées dans leurs vues politiques, subtiles dans leurs espérances, et sachant persévérer avec autant d'énergie que de finesse dans leurs cheminements vers le grand but de l'unité nationale.

Déjà dans le mois d'octobre, alors que les duchés et

les Romagnes étaient assez régulièrement constitués et formaient entr'eux une ligue militaire, une idée avait été mise au jour par M. Farini, dit-on, comme moyen d'avancer d'un pas nouveau l'annexion de ces provinces au Piémont. C'était de les réunir toutes quatre sous la régence du prince de Carignan, cousin du roi Victor-Emmanuel. Mais, en dépit des vœux des populations intéressées, l'opposition des cabinets, de celui de Paris entr'autres, fut si vive que le gouvernement piémontais reconnut la nécessité d'ajourner la mesure projetée et de la modifier. Des négociations furent cependant entamées sur cette difficulté; le ministre des affaires étrangères sardes, M. Dabormida, se rendit à Paris dans ce but, en même temps que les esprits déliés s'ingéniaient à trouver un biais convenable. En Italie de telles recherches ne sont pas longues. On apprit bientôt que le prince Carignan se décidait à déléguer son pouvoir à une personnalité engageant moins le trône. L'ancien gouverneur de la Toscane, M. Buoncompagni, fut choisi pour porter le poids de cette faveur, et, dans le but de mieux sauvegarder toutes les convenances, on le mit du même coup à la retraite comme fonctionnaire piémontais.

Quoiqu'il eût semblé plus naturel de voir parvenir à cette dignité le dictateur Farini, déjà revêtu de la confiance de trois provinces, la régence s'établit, non sans quelque opposition intérieure, dès le mois de décembre. Il est vrai qu'elle resta une affaire nominale au fond et qu'elle ne changea rien à l'état existant. Elle comprenait ainsi deux grandes subdivisions, la Toscane, toujours gouvernée par M. Ricasoli, qui eût préféré cependant se rapprocher du Piémont plutôt que de l'Italie centrale, et les trois provinces sous M. Farini, qui prirent la déno-

mination de *gouvernement royal de l'Emilie*, du nom d'une circonscription de l'ancien empire romain.

Ainsi organisée, et poursuivant l'annexion matérielle au Piémont dans chacune de ses lois, l'Italie centrale s'apprêtait à soutenir le choc des décisions qui interviendraient au Congrès des huit puissances, dont on annonçait la réunion à Paris pour le milieu de janvier. Une véritable armée, dite de la Ligue, s'était peu à peu formée et se recrutait sans cesse de nombreux volontaires et déserteurs venant des Etats-Romains. Le général Fanti, appelé à sa tête, l'organisait patiemment, et ses régiments prenaient rang à la suite des numéros de l'armée sarde. Le général Garibaldi, qui en avait d'abord été l'ame sous le modeste titre de commandant de la onzième division, soit des troupes toscanes après la retraite d'Ulloa, se retira bientôt à son tour dans son île de Caprera, mécontent des atermoiements qui étaient imposés à sa fougue patriotique. L'armée n'en continua pas moins à s'accroître et à se former, et, vers la fin de l'année, elle comptait près de cinquante mille hommes, répartis en 24 brigades et n'attendant qu'une occasion de se mesurer avec l'ennemi.

L'ennemi que l'armée de la Ligue paraissait devoir plus spécialement combattre étaient les troupes pontificales, pour la plupart composées d'étrangers, mais qui ne manquaient pas d'une certaine assurance depuis les récents et faciles succès du général Schmidt, à Pérouse, et du général Kalbermatten, à Ancône. Le Pape, aigri par la perte matérielle des Romagnes et par les revers des Autrichiens, semblait prendre plaisir à se roidir contre la fortune, et à répondre aux justes demandes de

concessions et de réformes qui lui étaient adressées de diverses cours, de celle de Napoléon III surtout, par de nouvelles mesures de rigueur. Il avait rompu les relations avec la Sardaigne et renvoyé son ambassadeur. Ne se fiant plus à l'appui du corps d'occupation français, qu'il pouvait, avec assez de raison, du reste, considérer comme un geôlier aussi bien que comme un protecteur[1], le gouvernement pontifical s'efforça de recruter des soldats en tous pays et de se constituer une armée à lui appartenant, avec laquelle il pût ramener à l'obéissance ses sujets révoltés. A la fin de l'année cette armée comptait une douzaine de mille hommes, et la petite rivière de la Cattolica, près de Rimini, séparait ses avant-postes de ceux du général Fanti.

Derrière les Etats-Romains venait le royaume des Deux-Siciles, que son jeune souverain gouvernait avec autant d'hésitation que d'inexpérience. Ses désirs et ses sentiments l'eussent volontiers porté à faire quelque chose pour se rapprocher du reste de l'Italie, et il l'avait montré en appelant au ministère le général Filangieri, qui passait pour être animé d'intentions libérales. Mais son plus proche entourage, celui de la reine-mère, princesse autrichienne, cherchait et ne réussissait que trop souvent à le faire pencher vers la politique oppressive de son père. Hostile en tout cas, par jalousie, à ce qui se passait dans l'Italie septentrionale et centrale, Fran-

[1] La chose avait surtout apparu en juin 1859, lorsque le Pape manifestait l'intention de se retirer en Espagne ou à Gaëte. Le général de Goyon engagea Sa Sainteté à demeurer calmement dans sa capitale, mais, pour le cas où elle voudrait quitter Rome, il mettrait à sa disposition un vapeur qui la conduirait... en France. Pie IX ne parla plus de partir.

çois II ne pouvait pas voir sans quelque effroi la révolution s'avancer peu à peu vers le sud de la Péninsule, et arriver en armes, enflammée par la présence de Garibaldi, jusqu'à quelques marches des Abruzzes. Il n'en était plus séparé que par la faible armée du Saint-Père. Il était donc assez naturel qu'il cherchât à seconder la résistance de celle-ci, et à faire intervenir à son tour les troupes napolitaines dans les marches d'Ancône.

A cet effet un corps d'une vingtaine de mille hommes avait été réuni dans les Abruzzes, sous le commandement du général Pianelli, qui établit son quartier-général à Teramo. Un camp retranché fut construit à Pescara, et les positions d'Antrodoco et de Popoli, aux débouchés de l'Appennin, furent fortement occupées. Ces mesures étaient essentiellement défensives ; mais le bruit d'une prochaine intervention napolitaine dans les Etats-Romains, à la demande du Pape, n'en courait pas moins et prenait assez de consistance pour que les cabinets jugeassent utile de s'en préoccuper. Si l'intervention fut ajournée, c'est, assure-t-on, grâce aux représentations que le gouvernement français fit faire à diverses reprises à Naples, et entr'autres par un délégué extraordinaire de l'Empereur, le comte Roguet.

Dans ce cas, on doit reconnaître que Napoléon III rendit un véritable service au roi François II, car si ses troupes furent peu sûres au combat, comme nous le verrons, sur leur propre territoire et en état de légitime défense, il est peu probable qu'elles se fussent mieux comportées au-delà des frontières, en offensive et contre des forces de beaucoup supérieures et dans de meilleures conditions que celles qu'elles eurent devant elles en Sicile, en Calabre et autour de Capoue.

Derrière la Ligue centrale, d'autre part, restait le Piémont, grandi moralement et matériellement par la guerre qui venait de finir, engagé par la force des circonstances autant que par l'honneur, sans parler de ses intérêts, à ne pas retirer sa protection aux peuples qui se donnaient à lui dans un but tout patriotique.

Aussi le ministère Ratazzi plaidait chaudement la cause des provinces émancipées auprès de l'Europe dans diverses circulaires ; en même temps il se mettait en mesure de parer aux éventualités par la formation en régiments réguliers des levées lombardes ; il réorganisait à nouveau les circonscriptions politiques et administratives, et faisait en un mot tous ses efforts pour solidifier le nouvel état de choses, sans perdre de vue les accidents probables de l'avenir. Toutefois, la retraite de M. de Cavour rendait sa marche difficile. Quant au roi Victor-Emmanuel, ses allures chevaleresques séduisaient de plus en plus les populations surexcitées de l'Italie centrale ; on le savait toujours prêt à affronter le danger pour marcher au but de sa politique, et ce but était, grand avantage moral, aussi accentué et aussi éclatant que celui de son antagoniste François II l'était peu.

Autour de tout cela se déployait encore l'activité secrète et fiévreuse de ces patriotes ardents, voués par les longues souffrances de l'exil à la pratique des conspirations et des révolutions.

Enfin, au-dessus de la fournaise, régnait toujours le principe de non-intervention, introduit en fait par la France, mais dans des limites encore indéterminées en ce qui la concerne, proclamé en toute occasion avec ostentation par l'Angleterre, subi silencieusement par

l'Autriche, et de valeur momentanément négative ou secondaire pour les autres puissances.

Telle était la situation que le congrès, attendu par beaucoup comme un nouveau Messie, était chargé de débrouiller, lorsque deux incidents vinrent entraver la réunion annoncée.

Ce fut d'un côté l'apparition d'une brochure qu'on supposait inspirée par l'Empereur, et intitulée le *Pape et le Congrès*, qui exposait des vues fort inattendues. Cet écrit, concluant à une diminution considérable de la souveraineté temporelle du Pape, réduite à la seule ville de Rome, amena une réplique amère du Pontife, qui ne craignit pas de qualifier l'opuscule impérial de « monument » insigne d'hypocrisie et de tissu ignoble de contradic- » tions, » puis, comme contre-réplique, la publicité donnée à une lettre antérieure de Napoléon III à Pie IX, conseillant l'abandon des Romagnes, en résumé un échange d'explications du cabinet des Tuileries avec le gouvernement pontifical et avec l'Autriche, qui montraient qu'on avait été loin de compte à Villafranca et à Zurich, si l'on avait cru de bonne foi s'y mettre d'accord sur les réformes reconnues indispensables dans les Etats-Romains. L'équivoque dans laquelle les intentions conciliantes se traînaient depuis six mois étant rompue, il n'y avait plus à espérer de solution à l'amiable; partant plus de nécessité de congrès.

L'autre incident qui vint contribuer à cette déroute diplomatique était la cession de la Savoie et de Nice à la France, posée comme compensation aux agrandissements du Piémont. En face d'une situation politique aussi confuse que celle que présentait alors l'Europe, et des plaintes s'étant d'ailleurs élevées, de la Suisse

entr'autres, à propos de la neutralité du Chablais et du Faucigny, contre ces annexions, il devait répugner à quelques puissances d'avoir à prendre, dans un congrès, des engagements sur une telle question.

Le *statu quo* demeura donc, ce qui, au reste, ne portait aucun préjudice à la cause de l'Italie centrale, victorieuse en fait. Les deux grands partis qui divisaient la Péninsule restèrent en présence, continuant à s'observer avec un croissant courroux et à se contre-miner de leur mieux. Tandis que le Pape accumulait les protestations, les notes et les encycliques contre la brochure pertubatrice et contre ses partisans, tandis qu'il protestait à Paris, sonnait le tocsin dans toute la catholicité, hâtait le recrutement de son armée et appelait à sa tête le général Lamoricière, le Piémont reprenait avec une nouvelle vigueur sa politique militante.

La ligne de conduite nouvellement énoncée du gouvernement des Tuileries au sujet des Etats-Romains avait amené la retraite du ministre des affaires étrangères, M. Walewsky, et son remplacement par l'habile représentant de la France en Orient, M. Thouvenel. A Turin également une modification ministérielle se produisit. M. de Cavour, qui était resté l'homme de la situation, rentra aux affaires, et, en se prêtant avec plus de souplesse que M. Ratazzi aux *rectifications de frontières* réclamées par la France dans les Alpes, il put marcher d'un pas plus dégagé sur la voie des annexions. Les conditions mêmes de son avénement furent la proclamation du statut sarde en Toscane, mesure tempérée par la régence donnée au prince de Carignan, et la dissolution du parlement sarde pour le remplacer par un parlement élargi dans le sens italien.

Le 18 mars, c'est-à-dire huit jours avant la signature du traité de réunion de Nice et de Savoie à la France, un décret de Victor-Emmanuel vint annoncer qu'à l'avenir les provinces de l'Emilie feraient partie intégrante du royaume de Piémont.

Le gouvernement de l'empereur Napoléon saisit cette occasion de rappeler les restes de son armée en France, comme marque d'un mécontentement dont on ne fit pas semblant, en Italie, de s'apercevoir.

Ainsi, au printemps de 1860, c'était non plus une association de provinces insurgées, mais un Etat régulier de 12 millions d'âmes, bien organisé pour la guerre et entraîné par le courant du sentiment national, qui se trouvait en présence des gouvernements tiraillés et déjà effarés de Rome et des Deux-Siciles.

Une crise devenait inévitable, et elle éclata en effet dans ce dernier Etat, où nous allons maintenant nous transporter pour suivre les événements ultérieurs.

Si nous avons cru devoir nous arrêter aussi longtemps sur les faits politiques de l'Italie supérieure, c'est dans le but d'en dégager mieux le récit des faits militaires subséquents et d'éviter ainsi des redites. D'ailleurs il fallait ces développements préalables pour établir le vrai point de vue auquel les opérations devront être appréciées; et si nous avons réussi à rendre assez clairement notre pensée, nous aurons fait comprendre qu'il ne s'agira point ici d'une guerre analogue à celle de 1859 à la différence des effectifs près, mais d'opérations où l'élément diplomatique et l'action des partis étaient naturellement appelés à prendre une très grande part.

Nous diviserons la campagne de 1860, pour en faciliter l'analyse, en quatre parties :

1° Débarquement et opérations de Garibaldi en Sicile ;

2° Débarquement et opérations de Garibaldi dans les Calabres et dans la province de Naples ;

3° Opérations des Piémontais dans les Marches et l'Ombrie ;

4° Opérations dans la Terre de Labour et siége de Gaëte.



CHAPITRE SECOND.

Débarquement & opérations de Garibaldi en Sicile.

Etat politique et militaire du royaume des Deux-Siciles. — Insurrection dans la province de Palerme. — Départ des Garibaldiens de Gênes, le 5 mai. — Leur débarquement à Marsala le 11 mai, favorisé par des marins anglais. — Leur marche immédiate sur Palerme par Salemi et Alcamo. — Garibaldi prenant la dictature à Salemi. — Combat de Calatafimi le 15 mai, premier succès des Garibaldiens. — Son influence sur les populations. — Opérations remarquables de Garibaldi autour de Palerme. — Combats des trois journées de Palerme, les 27, 28, 29 mai. — Capitulation des troupes royales. — Marche de Garibaldi sur Messine. — Combat de Milazzo, le 20 juillet. — Evacuation de la ville de Messine par les Napolitains. — Complications dans la situation politique.

Le royaume des Deux-Siciles, gouverné depuis longues années par une oppression systématique et habilement organisée, fournissait un terrain favorable aux insurrections, et il était facile de prévoir que le jour où le gouvernement de police qui comprimait et terrorisait les populations serait convaincu de faiblesse, une prompte déroute deviendrait inévitable.

Le roi Ferdinand, homme d'un haut mérite dans son genre, d'une nature énergique et de goûts essentiellement militaires, avait su, en poussant la logique jusqu'à la cruauté, faire face à la situation difficile qu'il s'était créée. A sa mort il y avait, parmi ses neuf millions de sujets, cent-quatre-vingt-mille suspects, inscrits sur les

registres de la police sous le nom d'*attendibili*, toujours surveillés et espionnés par la police, ne pouvant sortir de leur commune sans feuille de route spéciale, exclus de tous les droits de la vie civile et même de la pratique des professions libérales.

François II, qui arrivait à ce trône absolu à l'âge de 23 ans et sans s'être jamais occupé des affaires du gouvernement, n'était pas homme à prendre une résolution à la hauteur des circonstances. Sollicité en sens très divers, il ne sut ni continuer énergiquement le système de son père, qui comportait beaucoup de risques il est vrai, ni entrer franchement dans le courant du mouvement national en accédant à l'alliance offerte par la Sardaigne. Il flotta indécis entre les répressions et les concessions, et ne fit par là qu'encourager ses adversaires.

Les régiments suisses une fois licenciés, premier signe de faiblesse, une plus libre carrière fut ouverte aux manifestations du mécontentement public, et dès l'automne de 1859 des révoltes éclatèrent dans les Calabres, dans les Abruzzes et en Sicile, mais sans grande importance.

Les forces militaires du royaume, réduites des quatre régiments suisses, constituaient cependant encore une belle armée. Elles comptaient environ 120 mille hommes, y compris la réserve, réparties comme suit :

La garde royale comprenait quatre régiments d'infanterie, dont deux de grenadiers, un de chasseurs, un de marine, plus une compagnie de gardes-du-corps, deux régiments de hussards et un escadron de gardes, et une batterie d'artillerie à cheval.

La ligne comptait treize régiments d'infanterie de ligne, deux de gendarmerie, un de carabiniers, douze bataillons de chasseurs à pied, sept régiments de cavalerie, deux régiments d'artillerie, une brigade de pon-

tonniers. Le génie comptait deux bataillons. Il y avait en outre divers corps spéciaux, régiment de vétérans, dépôt d'invalides, etc., qui suffisaient à accuser la sollicitude que le roi Ferdinand avait vouée à l'organisation de son armée. Des anciens corps suisses il ne restait qu'un bataillon de chasseurs, une batterie, et des hommes égrenés qu'on formait en un nouveau bataillon ou qu'on répartissait à droite et à gauche dans d'autres cadres.

La marine se composait de 125 bâtiments portant environ 800 canons.

Mais ces divers corps étaient tous plus ou moins minés par leur base même. Officiers et troupes n'avaient pas tardé à sentir la différence entre la main despotique du roi défunt et la main timide et tremblante de François II. Ils avaient perdu cette confiance dans la force du chef, qui fait la première force du soldat. Les calculs d'un sauvetage égoïste avaient remplacé les sentiments du dévouement et du devoir, et avaient même revêtu la forme ignoble de la dilapidation et de la concussion. Maint chef de corps ne pensait plus qu'à s'enrichir au détriment du fisc d'un côté et de ses hommes de l'autre. Dans plusieurs garnisons, les troupes, manquant du nécessaire, n'attendaient qu'une occasion pour se tourner contre des supérieurs détestés.

C'est dans ces circonstances que, le 4 avril 1860, une nouvelle insurrection plus sérieuse que les autres éclata en Sicile, où les populations étaient poussées à bout par les rigueurs excessives du directeur-général de la police Maniscalco. Le signal de l'explosion fut donné par le couvent de la Gancia à Palerme.

Des conjurés, en relation avec l'intérieur et avec l'extérieur de l'île, s'établirent chez les moines mineurs comme dans une forteresse, pour y arborer l'étendard

aux couleurs italiennes. Mais le gouvernement avait été prévenu à temps; il avait pu prendre ses mesures. Le couvent fut cerné par les troupes du général Salzano, avant que les conjurés aient pu se réunir tous. Une trentaine d'entr'eux, joints aux moines, se défendirent vaillamment, mais la plupart succombèrent ou furent faits prisonniers. Dès ce moment, les rigueurs redoublèrent; le 5 avril, quatorze personnes furent fusillées, de nombreuses arrestations opérées, et la ville et le district de Palerme mis en état de siége.

Mais l'ordre matériel rétabli dans la capitale, tout n'était pas terminé. Le mouvement de la Gancia, qui ne manquait pas d'écho et de ramifications, avait amené des insurrections dans une vingtaine de localités. Des bandes d'insurgés, citadins et *picciotti*, réfugiées dans les montagnes, soutenaient des luttes journalières contre les troupes envoyées à leur poursuite et parcouraient les villages en acclamant Victor-Emmanuel. On se battit à Carini, à Misilmeri, à la Bagheria, à Termini, à Cerfalù, à Castellanza, au Gebel-Rosso, à Villabole, à Altavilla, et quoique ces engagements n'eussent rien de sérieux en eux-mêmes, ils suffisaient à entretenir l'agitation dans l'île et l'espérance dans Palerme écrasée. Ils constataient en outre, aux yeux de l'Italie, l'état insurrectionnel de la Sicile. Là était l'important, et à Naples, où l'on sentait le danger, le gouvernement fit tout son possible pour atténuer la gravité de ce qui se passait. Le *Journal officiel* du 9 avril assurait qu'un calme parfait et un excellent esprit régnaient au-delà du Phare.

En même temps un comité se constituait ouvertement à Gênes pour porter secours aux insurgés, et dès le milieu d'avril, sinon avant, ceux-ci avaient connaissance

qu'une expédition armée s'organisait en leur faveur, et que Garibaldi ne tarderait pas à venir les délivrer définitivement des sbires de Maniscalco. Quatre proscrits siciliens, courageuse avant-garde, avaient pu rejoindre la terre natale et y répandre l'heureuse nouvelle.

Garibaldi, en effet, était sorti de sa retraite de Caprera, et, dans la nuit du 5 au 6 mai, il s'embarquait à Quarto, près de Gênes, avec un millier d'hommes intrépides. Deux mauvais vapeurs surpris dans le port, le *Piemonte* et le *Lombardo*, portaient toute l'armée qui allait conquérir un royaume. Qu'on nous parle encore des temps héroïques!

Le vaillant chef de l'entreprise y associait dès le début quelques-uns de ses fidèles compagnons de guerre, Bixio, Sirtori, Turr, Carini, et laissait à Gênes deux mandataires, le général Medici et le docteur Bertani, pour lui expédier des renforts. En partant il adressait à ce dernier une lettre qui est en quelque sorte le programme de l'expédition, et qui mérite d'être citée : « Appelé de nouveau, disait-il, sur la scène des événements de la patrie, je vous laisse la mission suivante : réunir tous les moyens qu'il vous sera possible pour nous aider dans notre entreprise; faire comprendre aux Italiens que, s'ils s'entr'aident avec dévouement, l'Italie sera faite en peu de temps et avec peu de dépenses, mais qu'ils n'auront point accompli leurs devoirs lorsqu'ils se seront bornés à prendre part à quelque stérile souscription ; que l'Italie libre aujourd'hui, au lieu de cent mille soldats, doit en armer cinq cent mille, nombre qui, certainement, n'est point en disproportion avec la population, et qui est celui des troupes des Etats voisins qui n'ont point d'indépendance à conquérir ; qu'avec une telle armée, l'Italie

n'aura pas besoin de patrons étrangers qui la dévorent peu à peu sous prétexte de la délivrer; que partout où les Italiens combattent les oppresseurs, il faut encourager les braves et les pourvoir de ce qui est nécessaire pour leur route; que l'insurrection sicilienne doit être aidée non-seulement en Sicile, mais partout où il y a des ennemis à combattre. Je n'ai point conseillé l'insurrection en Sicile, mais j'ai cru qu'il était de mon devoir d'aider nos frères dès l'instant où ils en sont venus aux mains. Notre cri de guerre sera : *Italie et Victor-Emmanuel!* et j'espère que cette fois encore la bannière italienne ne recevra pas d'affront. » Cette grandeur et cette simplicité de langage se retrouvaient dans une autre lettre que Garibaldi adressait au Roi en même temps : « Je sais, disait-il entr'autres, que je m'embarque dans une entreprise dangereuse, mais je mets ma confiance en Dieu, ainsi que dans le courage et le dévouement de mes compagnons. Notre cri de guerre sera toujours : *Vive l'unité de l'Italie! vive Victor-Emmanuel!*.... Si nous échouons, j'espère que l'Italie et l'Europe libérale n'oublieront pas que cette entreprise a été décidée par des motifs purs de tout égoïsme et entièrement patriotiques. Si nous réussissons, je serai fier d'orner la couronne de Votre Majesté de ce nouveau joyau, à la condition toutefois que Votre Majesté s'opposera à ce que ses conseillers cèdent cette province à l'étranger, ainsi qu'on l'a fait pour ma ville natale. »

Ainsi prenait congé du continent cet homme étrange qu'une foi immuable en son œuvre et un caractère de fer poussaient de nouveau à tenter la fortune des armes dans ses chances les plus hasardeuses, et à entreprendre l'opération la plus difficile qu'il eût conduite dans les deux hémisphères. Combats navals sur des navires mar-

chands et encombrés, débarquement de vive force sans aucun des engins nécessaires, enfin opérations sur terre sans ligne de retraite, telles étaient les perspectives qui s'offraient à la légion libératrice.

La marche des deux aventureux navires s'effectua heureusement en somme, malgré quelques incidents inséparables d'entreprise de cette nature. Ils touchèrent deux fois la côte toscane, à Talamone et à San-Stefano, soit comme diversion, soit pour y faire du charbon. A Talamone, ils firent mieux que du charbon; ils embarquèrent des munitions et quatre canons de campagne venant de la forteresse d'Orbitello[1]. Le 11 mai ils arrivaient à Marsala, dans la province de Trapani, à l'extrémité occidentale de la Sicile, après avoir échappé comme par enchantement aux nombreuses croisières qui étaient à leur recherche. La veille même, une croisière napolitaine de deux pyroscaphes était restée toute la journée stoppée devant Marsala, et, par un bonheur semblable, la ville, militairement occupée et désarmée quelques jours auparavant, se trouvait à cette heure libre de troupes, à part quelques éclopés.

Le débarquement pouvait donc s'effectuer pacifiquement, et il fut aussitôt ordonné. Il était à peine commencé que deux vapeurs napolitains, le *Capri* et le

[1] M. Alexandre Dumas, qui a écrit de charmantes pages sur Garibaldi, a raconté que dans le désordre de l'embarquement nocturne à Gênes, le canot portant les cartouches et les revolvers s'était égaré, et l'on ne s'aperçut qu'en pleine mer qu'il n'y avait de munitions ni sur l'un ni sur l'autre des bâtiments. Par un bon tour d'adresse, le mal fut réparé à Talamone, où le colonel Turr obtint du commandant piémontais d'Orbitello tout ce qui manquait à la petite armée. Il va sans dire que l'officier piémontais fut sévèrement réprimandé par le ministre de la guerre.

Stromboli, en surveillance autour des îles de Favignana et qui avaient enfin aperçu la proie qu'ils venaient de manquer, gagnèrent le port à toute vitesse et en branlebas de combat. Ils allaient faire un mauvais parti à la petite armée, sur laquelle ils avaient déjà tiré deux coups de canon pointés trop haut, lorsque deux corvettes anglaises, l'*Argus* et l'*Impetuous*, arrivées fort à propos depuis quelques heures, crurent devoir intervenir. Au premier boulet des Napolitains, un canot, parti de l'*Impetuous*, alla signifier au *Stromboli* d'avoir à suspendre son feu jusqu'à ce que les officiers anglais, qui étaient à terre, eussent été prévenus de ce qui allait se passer. Pendant les pourparlers que cet incident provoqua entre les équipages des deux marines, le débarquement se termina, et quand les croiseurs purent enfin reprendre le feu, leurs projectiles n'atteignirent que des carcasses sans chargement, dont les passagers, propriétaires improvisés, n'avaient plus que faire. Vivement canonnés, le *Lombardo*, qui s'était échoué au mouillage, fut coulé à fond, et le *Piemonte* capturé. Mais Garibaldi et les siens étaient à terre, sans avoir perdu un seul homme. Un des plus menaçants dangers de l'entreprise était ainsi vaincu, et ce début de bon augure ne manqua pas de redoubler la confiance de la troupe dans l'heureuse étoile de son chef.

La ville de Marsala fut immédiatement occupée et révolutionnée, ou plutôt elle se révolutionna toute seule. Ici, comme plus tard dans tout le cours de la campagne, les nouveaux débarqués eurent le mérite d'apprécier les services de la télégraphie à leur juste valeur et de savoir les tourner à leur profit. Le bureau électrique fut, avec la caserne et deux portes de ville, le premier bâtiment sur lequel ils mirent la main, et ils agirent en cela fort

sagement. Le détachement chargé d'occuper le télégraphe trouva le personnel en fuite, mais le matériel en mouvement, développant une dépêche du comité militaire de Trapani qui portait : « Combien sont ces » hommes et dans quel but débarquent-ils? » Cette dépêche répondait à une précédente expédiée de Marsala et signalant l'arrivée des bâtiments génois. L'officier de Garibaldi, bien inspiré, fit aussitôt répondre par un de ses hommes connaissant le métier : « Fausse alerte; les » navires qui débarquent ont des recrues anglaises se » rendant à Malte. » Sur quoi le commandant de Trapani, tranquillisé, répliqua : « F.·.. imbécile! » et ne prit aucune des mesures qu'il eût utilement pu prendre à ce moment-là.

Le gouvernement renvoya bien cet officier, général Jauch, devant un conseil de guerre, ainsi que les commandants des croiseurs; mais cela n'empêcha pas Garibaldi de se lancer sans encombre de Marsala dans l'intérieur de l'île.

Palerme, la grande ville terrifiée mais frémissante, centre de l'insurrection, devenait l'objectif naturellement indiqué. Sans perdre de temps, Garibaldi fit partir, le soir même du 11, son avant-garde dans la direction de la capitale par la route directe de la montagne, soit par Salemi et Alcamo. Le lendemain, de grand matin, il suivit lui-même avec ses *masses*, formées, nous a-t-on dit, en neuf compagnies, avec deux canons attelés, deux autres à mulet faute d'affûts, et deux douzaines de chevaux de cavalerie, y compris ceux des officiers supérieurs. En outre, une bande bruyante de deux à trois cents *picciotti* rallia déjà la colonne, vrais bachi-bouzoucks, dont le nombre allait se grossir chaque jour, et qui, pleins de dévouement et de serviabilité, sinon

de bravoure, ne laissèrent pas d'être fort utiles, surtout pour le service des vivres et des renseignements de toute espèce.

Le 12 au soir, après une marche très rude et semant la route d'assez nombreux traînards, le gros de la colonne atteignit déjà Gran-Pancardo, près de Salemi, et y bivouaqua. Les 13 et 14 furent passés à Salemi même, dans le but d'organiser et de concentrer les forces, tâche difficile, surtout en ce qui concernait les bandes siciliennes. Les rôles furent répartis et les munitions distribuées. C'est aussi à Salemi que Garibaldi, après avoir entendu un grand nombre de chefs des *picciotti*, rendit le décret par lequel il prenait franchement la dictature[1].

Les *picciotti* et quelques déserteurs de l'armée napolitaine, venus au camp des légionnaires le soir du 14, avaient fait savoir qu'un mouvement de troupes s'effectuait de Palerme dans la direction de Marsala. La brigade Landi, entr'autres, s'était avancée la veille d'Alcamo et devait avoir pris position en avant de Calatafimi,

[1] Voici le texte de cet important document :

Italie et Victor-Emmanuel.

Moi, Joseph Garibaldi, commandant en chef les forces nationales en Sicile,

Sur l'invitation des notables et d'après les délibérations des communes libres de l'île;

Considérant qu'en temps de guerre il est nécessaire que les pouvoirs civils et militaires soient concentrés dans un seul homme,

Décrète :

Que je prends, au nom du roi Victor-Emmanuel, la dictature en Sicile.

(Signé) Giuseppe Garibaldi.

Salemi, 14 mai 1860.

où se croisent les routes de Trapani et de Marsala. Il s'agissait donc de débusquer les Royaux de ce point avant de pouvoir passer outre, et Garibaldi s'y prépara pour le lendemain même, car il avait, en effet, tout profit à frapper des coups redoublés et à ne pas laisser le temps aux troupes napolitaines de se renforcer par des concentrations.

A huit heures du matin, le 15, l'armée garibaldienne arrivait à Vita, et à la sortie même du village elle se trouvait en présence des troupes napolitaines.

Celles-ci occupaient une forte position, sur une série de collines s'allongeant en gradins successifs jusqu'à Calatafimi. Au pied de ces collines serpente la route de Palerme, et de l'autre côté de la route, à gauche, s'élèvent les contre-forts de hautes montagnes. Une petite rivière, qui coupe obliquement la route, forme un ravin abritant quelques maisons où le général Landi avait, avec assez peu de tact, placé ses avant-postes. Le terrain, accidenté, garni de plantations, hérissé de beaux aloës et de grands cactus, était surtout favorable à l'action des tirailleurs.

A dix heures du matin, les chasseurs gênois, commandés par Menotti, le fils de Garibaldi, donnèrent le signal de l'attaque. Turr suivit aussitôt avec deux compagnies à droite de la route, tandis que la section d'artillerie, dirigée par le colonel Orsini, battait la route même et délogeait les Napolitains d'un moulin qu'ils occupaient sur le ruisseau. En quelques instants, le premier mamelon fut enlevé; mais un deuxième mamelon, couronné d'une ferme, est fortement occupé par les Royaux, qui ont en outre à leur gauche une batterie d'artillerie. Après un moment de répit, les premiers Garibaldiens, renforcés par deux compagnies de Bixio

et par une nuée de *picciotti*, s'élancent de nouveau en avant avec vigueur et aux cris de *Vive l'Italie !* Un combat très vif s'engage ; les Napolitains montrent de la solidité à se défendre ; ils se battent bien, mais ils n'ont pas l'élan de leurs adversaires, et ils sont d'ailleurs beaucoup moins bien commandés. Tandis que Garibaldi sait lancer à propos tout son monde à la baïonnette sur les points qui dominent la route, Landi fait faire des marches et des contre-marches à ses réserves ; il se consterne en outre de la perte d'un de ses canons et met en revanche un grand prix à s'emparer d'un guidon de chasseurs. Vers midi, les Napolitains durent céder le mamelon et la ferme, que les Garibaldiens occupèrent et où ils installèrent leur ambulance. Une centaine de blessés couvraient déjà le sol et de notables pertes avaient été faites. Mais après un moment de repos, le combat recommença, et à 4 heures les Royaux étaient en pleine retraite sur Calatafimi. Landi avait environ 100 hommes hors de combat ; il fit encore de nombreuses pertes dans sa retraite sur Palerme, au milieu d'un pays insurgé.

Les vainqueurs, qui avaient beaucoup souffert, vu l'infériorité relative de leur nombre, car les *picciotti* faisaient plus de bruit que de mal à l'ennemi, ne pouvaient penser à une poursuite. Avoir, dans ce premier combat, et dans de telles conditions, gagné le champ de bataille était un grand succès, qui allait produire un effet moral des plus favorables, et qu'il eût été fort imprudent de compromettre. Garibaldi sut se contenter de cet avantage ; il ne chercha pas même à s'emparer de Calatafimi et fit bivouaquer ses hommes sur le champ de bataille, où ils s'occupèrent à relever les morts et les blessés. Ceux-ci étaient au nombre de 118, dont 16 officiers. Le

guidon enlevé par les Napolitains ne l'avait été qu'après la mort du capitaine Schiafini, qui le portait.

Le 16, à la pointe du jour, Garibaldi entra dans Calatafimi, que Landi avait évacuée dans la nuit et où les légionnaires avaient déjà transporté leurs blessés.

Dans l'après-midi, l'avant garde partit pour Alcamo, et l'armée l'y suivit le 17. Le combat victorieux de Calatafimi avait déjà donné ses fruits. Tout le pays s'était soulevé et révolutionné; Alcamo était en fête, et Garibaldi reçut dans cette ville des délégués de toutes les localités environnantes, lui demandant ses ordres et lui annonçant des renforts. Le clergé ne restait pas en arrière, et un jeune cordelier, entr'autres, lui amenait une troupe résolue de *picciotti*. Pour faire plaisir à ses frères d'armes ecclésiastiques, dont l'influence pouvait être des plus utiles, Garibaldi, excommunié depuis longtemps, se laissa relever cérémoniellement de sa souillure. L'opération se fit dans les formes régulières, à Alcamo, par les soins du frère cordelier, et dès lors l'heureux dictateur, victorieux par les armes, sacré par l'Eglise — car la cérémonie avait dans ces circonstances tout le caractère d'un sacre — fut revêtu, aux yeux des populations, de tous les attributs du pouvoir le plus légal.

Après un jour de repos ou plutôt d'organisation à Alcamo, l'armée se remit en route le 18, par Valguarnero et Partenico, et arriva le soir à Rena, sans autre obstacle, pendant cette longue étape, que l'encombrement des volontaires accourant des montagnes pour acclamer Garibaldi et se jetant tumultueusement dans ses colonnes à chaque carrefour.

En arrivant à Rena, Garibaldi se trouvait bien à la tête d'une cohue de cinq à six mille hommes armés.

Il fallut encore s'arrêter un jour, le 19, pour mettre

un peu d'ordre dans ces masses confuses, mais animées de la meilleure volonté. On les enrégimenta aussi bien que possible sous le commandement général de Rosalino Pilo, et on leur donna des directions pour les faire agir comme éclaireurs et flanqueurs. Le 20, l'armée arriva à Piappo; le 21, à San-Martino, le régiment de Rosalino Pilo recevait le baptême du feu. Il délogeait seul les troupes napolitaines du village, non sans avoir d'abord plié sous le premier choc, et au prix de la vie de son colonel, qui se fit bravement tuer pour donner le bon exemple à sa troupe.

La légion libératrice approchait ainsi de la capitale, et elle allait avoir des forces imposantes sur les bras.

Une vingtaine de mille hommes de troupes royalistes y étaient concentrés, sous le commandement du maréchal Lanza, qui, chaque jour, recevait encore de nouveaux renforts de Naples. Toutes les crêtes des montagnes étaient occupées par de forts avant-postes.

Palerme et ses proches alentours forment un vaste amphithéâtre abaissé vers le golfe et partant d'une chaîne de montagnes escarpées qui s'étend du mont Pellegrini à l'Ouest, au mont Orfino à l'Est. Trois routes principales traversent ces montagnes pour converger de l'intérieur du pays sur Palerme, à savoir celle de Calatafimi par Monreale et Alcamo à l'Ouest; celle de Corleone par Parco et Piano au centre; celle de Messine par Misilmeri à l'Est[1].

[1] Nous n'avons pas pu joindre à notre texte une carte de la Sicile et de l'Italie méridionale, ainsi que nous l'avions espéré. La feuille 34 *b* de l'atlas portatif de Stiller suffit pour suivre les mouvements stratégiques. Il faudrait y tracer en outre la route de Palerme à Messine le long de la mer.

Quant à la ville même, cité de 200 mille âmes, elle forme un rectangle appuyé à la mer par l'un de ses petits côtés et coupé en croix par deux larges rues, soit la rue de Tolède, anciennement del Cassaro, et celle de Maqueda, coupant à angle droit la direction de la première. Le carrefour de ces artères principales, la place des Quatre-Cantons, se trouve être ainsi le centre de la ville. Il y a une vieille enceinte bastionnée, percée de quinze portes, et au-delà de laquelle se sont développés de riches faubourgs. Toutes les portes étaient fortement occupées, et les Napolitains avaient en outre trois positions principales où leurs forces étaient groupées; c'étaient la citadelle de Castellamare, au bord de la mer, leur base d'opérations, entourée et bien appuyée de l'escadre; à l'autre extrémité de la rue de Tolède et de la ville, le Palais-Royal, grosse masse de bâtiments irréguliers où se trouvent une chapelle remarquable et deux bastions; et enfin à l'occident le fort de Castelluccio-del-Molo.

De ces indications topographiques, nécessaires à l'intelligence des intéressantes opérations dont cette contrée fut le théâtre, revenons à la journée du 21 mai.

Garibaldi s'avançait sur Palerme par la route de Monreale, lorsque le combat de San-Martino et les renseignements qu'il avait obtenus sur la position des Napolitains l'engagèrent à quitter cette route pour prendre plus à droite. Voulant dérober ce mouvement à l'ennemi, qui occupait Monreale en forces, Garibaldi fit établir les bivouacs vers Rena, et, laissant ses feux allumés aux soins de nombreux *picciotti*, il s'engagea le soir dans un petit chemin de traverse, allant de Rena à Parco. Un temps affreux et une nuit obscure favorisèrent cette marche, tout en la rendant fort pénible; il fallut porter

les pièces à dos, ainsi que les bagages. Le 22, de grand matin, les légionnaires exténués s'arrêtèrent sur le plateau du Calvaire, position qui domine à la fois la route de Monreale, au-delà du vallon qui venait d'être franchi, et la route de Corleone, s'élevant de Parco, à droite, sur les flancs du Calvaire même. Ils avaient à leurs pieds Monreale, sur la gauche, à 5 ou 6 kilomètres, et Parco, immédiatement sous eux, à 2 kilomètres. Garibaldi fit retrancher les abords du camp, pour y prendre une position d'observation, Cette mesure fait honneur à son jugement stratégique, car, suivant les intentions et les mouvements de l'ennemi, il était également bien placé pour se jeter en avant par Parco, ou à droite sur Misilmeri, ou revenir par sa gauche sur Monreale.

Les journées du 22 et du 23 s'employèrent à des travaux autour du camp et à des reconnaissances. Du pic del Fico, dominant toute la plaine de Palerme, Garibaldi et son état-major purent étudier à leur aise les positions et les mouvements des Napolitains. Ils jugèrent que ceux-ci étaient au nombre d'une vingtaine de mille. Leur droite, renforcée dans la direction de Monreale et autour de Castelluccio, semblait toujours être l'objet de leurs préoccupations; des colonnes continuaient à s'y mouvoir vers la montagne, ce qui pouvait bien faire supposer à Garibaldi qu'on attendait toujours son arrivée par cette route. Cependant l'autre extrémité de Palerme, la partie orientale, où s'étend le jardin public de la Flora avec ses monuments et ses kiosques en bastions, n'était pas moins fortement occupée, car les *picciotti* qui tenaient la campagne et tiraillaient de tous côtés, forçaient, malheureusement parfois, les Royaux à être partout sur leurs gardes.

La nuit du 23 au 24 ne se passa pas sans de vives

fusillades d'avant-postes vers la route de Monreale, indice d'affaires plus sérieuses pour le lendemain. En effet, le matin du 24, Garibaldi reconnut que l'ennemi avait combiné un mouvement en avant. De fortes colonnes s'avançaient de Monreale, sur la gauche des Garibaldiens, tandis que d'autres troupes royales s'acheminaient de Palerme vers Parco. Dans ces dernières, commandées par le général Colonna, se trouvaient les Suisses du bataillon Mechel et le 9ᵉ chasseurs du colonel Bosco. Garibaldi fit prendre de fortes positions sur les mamelons en arrière de sa gauche, à son artillerie, aux carabiniers gênois et aux *picciotti*, et, pendant que le feu s'engageait, il se replia peu à peu sur Piano par les crêtes qui séparent la route centrale de celle de Monreale. Les Napolitains ne purent pas joindre leurs deux colonnes à temps, et, une fois à Parco, ils ne s'avancèrent qu'avec précaution. Néanmoins, la situation des légionnaires, arrêtés pour la première fois dans leur marche offensive, pouvait donner matière à quelque souci.

Ici encore Garibaldi prit une résolution qui, soit par elle-même, soit par la manière dont elle fut exécutée, accuse autant de caractère que d'habileté.

Simulant une retraite de Piano sur Corleone, il fait, dès le soir même du 24, replier bruyamment les masses de *picciotti* dans la direction de ce dernier point; il part lui-même avec sa troupe sur la grande route de Corleone, puis, à deux kilomètres de Piano, il laisse filer son artillerie et ses bagages vers l'intérieur, sous le commandement du colonel Orsini, et, conversant à l'Est avec le gros de son infanterie, se jette par un chemin de traverse dans la direction de Misilmeri. La soirée était belle, la marche se fit heureusement et sans bruit, et à

minuit seulement la troupe bivouaqua au milieu de la forêt de Fienza. Le lendemain, quelques détachements d'arrière-garde, chargés de mieux dessiner encore la retraite sur Corleone, rejoignirent la colonne de Garibaldi à travers la montagne, à Marineo, où celle-ci était arrivée dans la matinée. Le même matin du 25, le général Colonna, rejoint par des renforts venus pendant la nuit de Palerme et ne voulant pas se contenter d'un demi-succès, s'avança vivement sur les hauteurs de Piano, pourchassant les *picciotti* et l'artillerie d'Orsini; les Suisses, entr'autres, heureux d'être en offensive, y allaient à cœur joie; ils pressèrent vivement leurs adversaires, enlevèrent même un canon garibaldien et changèrent, à plus d'une reprise, la retraite simulée en retraite réelle. Cette fois, le journal officiel de Naples s'appuyait sur quelque fond de vérité quand, dans son numéro du 27 mai, il donnait sur cette affaire les détails suivants :

« — *Naples, 27 mai.* — Avec le royal pyroscaphe, » la *Saetta*, nous avons reçu d'autres rapports qui, » confirmant ce que nous avons indiqué hier sur les « brillants faits d'armes accomplis à Parco le 24 mai, » ainsi que la défaite des bandes insurgées et de celles » de Garibaldi, ajoutent que les troupes royales com- » mandées par le général Colonna et le colonel Von » Mechel (Suisse), avec un élan extraordinaire, ont » chassé de cette importante position les rebelles. Ceux- » ci en occupèrent une autre dominant la première, » retranchée d'avance et défendue par cinq pièces de » canon.

» Le 25, cette seconde position fut aussitôt attaquée » avec une égale impétuosité, et on enleva aux révoltés » un de leurs canons. L'assaut des troupes royales fut » si vif et formidable que tous les rebelles, unis aux

» bandes de Garibaldi, et lui à leur tête, s'enfuirent
» en désordre jusqu'à Piano dei Greci. Là, serrés de
» près et attaqués de nouveau par la colonne de Mechel
» et par le valeureux 9e bataillon de chasseurs, com-
» mandé par le major del Bosco, ils s'abandonnèrent
» également à une fuite précipitée et désordonnée, tra-
» versant le district de Corleone, et cherchant leur salut
» bien plutôt que de nouvelles positions.

» Les bandes sus-dites, poursuivies sans répit par les
» troupes royales, continuent à fuir, en proie au décou-
» ragement, qui est le double effet de la désillusion où
» elles sont tombées dès leur arrivée en Sicile, et des
» pertes graves qui, dans toutes les rencontres, les ont
» diminuées de forces et d'espérances.

» Quant aux Siciliens qui s'étaient associés à eux, sé-
» duits par l'or et par les caresses, eux aussi se sont
» dispersés et vont rentrant dans leurs communes res-
» pectives, découragés et abattus non moins qu'af-
» fligés de s'être laissé tromper par les envahisseurs
» étrangers, venus pour exciter la rébellion dans ces
» contrées.

» L'esprit public, également trompé, remonte de jour
» en jour au sentiment de l'ordre légal et se confie dans
» la valeur et l'admirable attitude des troupes royales,
» dont nous ne saurions louer suffisamment la bravoure,
» et la discipline. »

Mais pendant que Colonna remportait ces succès dans la direction de Corleone, Garibaldi arrivait à Misilmeri sur la grande route de Palerme, y prenait ses bivouacs, le 25, à 10 heures du soir, et y opérait sa jonction avec deux ou trois mille *picciotti* dirigés par La Masa. Il trouvait aussi à Misilmeri quelques chefs palermitains; des instructions leur furent données pour qu'ils secon-

dassent l'attaque de la ville, qui se ferait dans la nuit du lendemain par la partie orientale.

La journée du 26 se passa en reconnaissances et en préparatifs, et le soir toute la troupe fut réunie sur le plateau de Gebelrosso, à gauche de Misilmeri. Là, les dispositions de combat furent prises, et la petite armée, formée en deux bataillons de légionnaires et deux corps de *picciotti*, s'avança sur Palerme par une nouvelle marche nocturne. A trois heures du matin elle était en face des avant-postes napolitains au pont de l'Amiraglio.

L'avant-garde garibaldienne, quarante hommes commandés par le capitaine Misori, attaque résolument, et enlève ce poste; mais elle est refoulée à son tour, car elle a devant elle trois à quatre compagnies. Le bataillon Bixio arrive à l'appui; le bataillon Carini ensuite, et les Napolitains sont rejetés en arrière. Ils se reforment à la croisée de San-Antonio, secondés par deux pièces d'artillerie et par des colonnes arrivant à la hâte de la ville. Mais ils sont de nouveau forcés à la retraite après un engagement assez vif, et doivent céder les portes de San-Antonio et de Termini. Les renforts leur arrivent lentement, car ce quartier, par où l'on n'attendait point Garibaldi, n'était pas aussi fortement occupé que les autres faubourgs. Le gros de ses gardiens court toujours sur Corleone.

Une fois dans les rues, les assaillants ont l'avantage d'être appuyés par les habitants, qui leur jettent de toutes les fenêtres des matelas et des meubles pour faire des barricades, très utiles contre le feu de l'artillerie. Les Royaux, vivement pressés et surpris par une fusillade partant de toutes directions, se concentrent sur leurs deux points principaux, le Palais-Royal d'un côté et la forteresse de Castellamare de l'autre. De nombreux

tirailleurs se jettent à leur poursuite par les rues et ruelles et par les maisons, tandis que Garibaldi, profitant habilement de la faute que les Royaux ont faite d'opérer leur retraite excentriquement, se lance avec le gros de sa troupe dans la rue principale, et pénètre, la baïonnette en avant, jusqu'au point le plus décisif, c'est-à-dire à la place des Quatre-Cantons. Il y est suivi par ses réserves et même par des détachements d'Orsini, qui vient de rallier l'armée. Arrivés sur cet important carrefour, débouché de quatre larges artères et d'un grand nombre de petites rues adjacentes, ces assiégeants d'un nouveau genre s'empressent de faire ce qu'ils avaient de mieux à faire en telle occurence, c'est-à-dire de se mettre en défensive. Pendant que quelques-uns d'entr'eux pourchassent les colonnes napolitaines dans les trois directions qui leur appartiennent encore, d'autres élèvent des barricades sur la place avec des meubles, des voitures et les belles plaques de lave qui pavent la ville. La place et ses abords, le palais du Sénat, l'hôtellerie en face, d'autres maisons encore sont bientôt transformées en forteresse, dont Garibaldi va faire sa base d'opérations pour s'avancer dans les divers quartiers de la ville. Avant midi, le gros des forces de l'armée légionnaire était établi au centre de Palerme, tenant ainsi la principale communication entre les deux positions des Royaux. Mais cet avantage n'avait pas été obtenu sans perte. Environ deux cents hommes déjà étaient hors de combat, le colonel hongrois Tuckeri avait été tué, d'autres chefs supérieurs blessés et un grand nombre de maisons étaient en flammes.

Toutefois, de plus rudes épreuves encore attendaient les assaillants.

Du moment que le maréchal Lanza n'avait pas su

empêcher l'entrée dans la ville, ce qui, à vrai dire, était difficile, vu son petit effectif relativement à la grande circonférence qu'il devait garder au milieu d'une population ennemie ; du moment surtout qu'il s'était laissé enlever la place des Quatre-Cantons, dont il aurait dû, au contraire, faire son centre d'action ; du moment qu'il n'osait pas risquer un vigoureux retour offensif contre ce carrefour pour en reprendre la possession, il ne lui restait logiquement plus qu'une alternative à suivre, c'était de se servir des forts du Palais-Royal et de Castellamare et de l'escadre pour brûler la portion de la ville qui lui échappait. C'est là, en effet, ce qu'il se mit en devoir d'exécuter dès que ses principales colonnes, retirées d'une part sur la place Marine, de l'autre sur la place Royale, eurent démasqué les positions des Garibaldiens. Alors un bombardement terrible commença. Deux frégates vinrent s'embosser perpendiculairement à la rue de Tolède, et joignirent leur feu à celui des forts. Les palais et les monuments de toute espèce, où les légionnaires cherchaient un abri, furent labourés par les projectiles : les écroulements et l'incendie se mêlèrent au bruit du canon pour compléter l'horreur de ce tableau. En même temps, on se battait en cinquante endroits.

La nuit vint enfin ralentir la vivacité de la lutte, et, dans les deux camps, on en profita pour asseoir plus solidement la défense. Des deux côtés on se barricada ; les Garibaldiens pour conserver leur avantageuse position centrale, qui les mettait en rapports avec tous les quartiers insurgés, les Royaux pour pouvoir continuer avec plus de sécurité leur bombardement.

Toutefois, la défensive seule de ces derniers était d'un mauvais signe pour leurs opérations futures. Devoir se réfugier derrière des barricades, quand on se dit l'au-

torité légitime et quand on a des forteresses, des escadres et plus de vingt mille hommes de troupes régulières, c'est déjà proclamer qu'on est à moitié battu. Le lendemain, en effet, la ville entière faisait ce raisonnement, et les insurgés palermitains, qui d'abord avaient été peu nombreux, fournirent des masses grossissant d'heure en heure. Le bombardement recommença et reproduisit les scènes de la veille. On se battit également sur divers points et les Garibaldiens purent étendre leur zone jusqu'aux abords de la mer d'un côté et sur la place Royale de l'autre.

La nuit du 28 au 29 se passa de nouveau à élever des barricades, la ville s'en trouva couverte. Le 29, les attaques et le bombardement recommencèrent ; les légionnaires parvinrent à se loger dans les bâtiments qui entourent le Palais-Royal et à s'emparer d'un de ses bastions. Un autre corps de Royaux fut complètement cerné à la Flora. Les maisons en flammes ou détruites se comptaient par centaines. La nuit, la quatrième depuis l'ouverture de la lutte, fut éclairée des lugubres lueurs d'un vaste incendie.

Le 30 au matin, un engagement très vif recommence aux environs de la porte Termini, où arrivaient des colonnes nouvelles de Royaux. Ce sont les troupes de Mechel et de Bosco, revenant enfin de leur partie de montagne à la suite d'Orsini, qui, on le sait, a rejoint Garibaldi déjà dans la journée du 27. Elles s'avancent courageusement et parviennent à s'emparer de la porte de Termini et de plusieurs barricades à l'entrée de la rue Maqueda ; mais rendues hésitantes par le spectacle de Palerme en flammes et par l'ignorance où elles sont de la situation, et, à leur tour attaquées par le bataillon Bixio, elles s'arrêtent un moment. Quand elles veulent

reprendre l'offensive, elles se trouvent bientôt en face d'un officier à drapeau parlementaire, suivi d'officiers de marine anglais, qui signifie qu'une suspension d'armes est décidée. Quoique furieux de ce contre-temps, les Suisses mettent l'arme au pied, puis se replient et vont prendre position hors de la ville.

Pendant ce temps, les consuls étrangers n'avaient pu rester insensibles à tant de dévastation. L'humanité et l'intérêt de leurs nationaux leur commandaient de faire leur possible pour que le carnage eût son terme. Et ils ne manquèrent pas à ce devoir. On loue entr'autres la conduite courageuse du consul suisse M. Hirzel, qui s'interposa plus d'une fois entre les combattants, et qui se présenta au péril de sa vie à ses compatriotes du bataillon Mechel, non pour les engager à la défection, chose toujours honteuse, mais pour leur raconter les atrocités commises par les troupes royales et pour les supplier d'en préserver leur honneur militaire.

Après l'épreuve de ces trois jours de bombardement, au bout desquels Garibaldi et la ville insurgée n'étaient que plus forts, il devenait patent que les Royaux ne parviendraient à reprendre le dessus que par la destruction complète de Palerme, et nous croyons que, le 30, ils auraient encore pu opérer cette destruction, sinon par le moyen du Palais-Royal, complètement cerné et privé de munitions et de subsistances, au moins par le moyen des forts de la plage et de l'escadre. Mais peut-on, dans notre siècle de civilisation, pousser la guerre jusqu'à de telles rigueurs ?

Les ambassadeurs anglais et français à Naples étaient intervenus auprès du roi François II pour l'engager à ne pas laisser aller les choses à toute extrémité ; des navires de guerre de diverses nations étaient arrivés dès la fin

de mai devant Palerme et il en arrivait encore pour être témoins de la lutte. Il s'y trouvait entr'autres trois bâtiments anglais, dont le *Hannibal*, deux français, dont le *Vauban*, deux américains.

L'amiral anglais Mundy proposa, à la demande de Lanza, dit-on, sa médiation, dès le matin du 30, pour une entrevue dans laquelle les deux parties chercheraient à s'entendre sur les conditions réciproques d'un armistice.

L'entrevue eut lieu sur le *Hannibal*, en présence de l'amiral Mundy, du commandant du *Vauban*, et du capitaine d'une corvette américaine. Deux délégués napolitains, dont le général Letizia, arrivant de Naples, conférèrent avec Garibaldi, accompagné du colonel Turr, de son fils Menotti et de son secrétaire Crispi. Il ne fut possible de s'entendre, dans cette première rencontre, que sur une suspension d'armes de 24 heures, pour les soins des blessés et des ravitaillements. Le général Garibaldi fit aider lui-même au soulagement de ses adversaires; il envoya des rations au Palais-Royal et à la Flora, où 14 mille hommes étaient cernés à bout de vivres et de munitions, et recueillit leurs blessés.

Le lendemain, 31, la trève fut prolongée de quatre jours, employés par le général Letizia à faire la traversée de Naples pour y chercher des instructions, et par les Garibaldiens à continuer leurs barricades. Enfin, le 6 juin, le second retour du général Letizia fit aboutir les négociations entamées à une capitulation définitive. Les troupes royales qui tenaient encore des positions dans la ville et dans les environs durent les évacuer immédiatement, et se retirer avec armes et bagages sur la citadelle. Celle-ci serait, à son tour, évacuée par mer, et les prisonniers civils et militaires détenus par le général

Lanza resteraient en ôtage jusqu'à l'entière évacuation.

Ces dispositions s'exécutèrent aussitôt. Le 8 juin déjà l'embarquement des Royaux commença de s'effectuer, et il se termina le 18. Il fut alors constaté qu'ils étaient au nombre total d'environ 25 mille hommes, et que leurs pertes pendant les trois journées n'allaient pas au-delà de deux mille hommes entre tués et blessés.

Rien n'eût donc justifié une telle capitulation de la part du maréchal Lanza, sans la faute qu'il fit de laisser couper de leur base de Castellamare une quinzaine de mille hommes, isolés en deux ou trois points. Même avec cette circonstance, il est difficile d'admettre que des motifs purement militaires aient seuls dicté l'acte final. On a dit en effet, et nous pencherions à le croire, que l'escadre napolitaine mit beaucoup de mauvaise volonté dans son feu, et qu'une forte pression étrangère fut exercée soit à Naples soit à Palerme pour amener le dénouement que nous venons de voir[1].

De leur côté, l'armée de Garibaldi avait perdu 400 hommes, et les habitants près d'un millier.

Quant aux dégâts matériels de la ville, ils étaient considérables. Nous croyons inutile de nous arrêter longuement sur ce dernier point. Palerme subit le sort éprouvé par maintes villes de guerre. Trois journées de luttes dans les rues et dans les maisons, le tout compliqué d'un bombardement et d'une insurrection, avaient dû y amener bien des scènes de cruauté, de pillage, de destruction, et, disons-le aussi, d'héroïsme. Il y en eut de quoi alimenter, pour l'avenir, la verve de nombreux dramaturges. Nous nous bornerons, pour remplir à cet égard

[1] Plusieurs officiers généraux de la garnison de Palerme et des officiers de l'escadre furent mis en jugement en rentrant à Naples.

les devoirs du chroniqueur, à reproduire la prose officielle de deux témoins oculaires, c'est-à-dire un rapport de l'amiral anglais, et une lettre du consul suisse :

Voici le texte du premier document :

A bord de l'*Hannibal*, à Palerme, 3 juin.

Le vice-amiral Mundy au service de l'Amirauté.

Je vous adresse le rapport suivant sur les dégâts et les morts causés dans la ville par le bombardement. Les ravages sont épouvantables. Tout un quartier, d'une longueur de mille yards sur cent de large, est réduit en cendres. Des familles entières ont été brûlées vivantes avec les bâtiments. L s troupes royales ont commis d'horribles atrocités. Dans d'autres parties de la ville, des couvents, des églises et des édifices isolés ont été détruits par les bombes. On en a lancé onze cents de la citadelle sur la ville, et environ deux cents des navires de guerre, sans compter les boîtes à feu, la mitraille et les boulets [1].

L'armistice a été indéfiniment prolongé, et l'on espère que les puissances européennes s'interposeront pour empêcher une plus longue effusion de sang.

La conduite du général Garibaldi, pendant l'action et depuis la suspension des hostilités, a été noble et généreuse.

Voici maintenant la lettre de M. Hirzel :

*A Son Excellence le maréchal Lanza, muni de l'*alter ego *de Sa Majesté en Sicile.*

Palerme, 2 juin 1860.

Excellence,

Sur l'avis qui m'a été donné par diverses personnes qu'Alberto Tich Holzer, Suisse de nation, mari de donna Rosa Bevilacqua, domicilié piazzetta Graude, n° 778, boutique n° 22, dans la rue qui

[1] Lanza disposait d'au moins 400 bouches à feu y compris celles de l'escadre. On voit donc que le bombardement fut loin d'être aussi vif qu'il aurait pu l'être.

conduit de la place Ballero vers la porte de Castro, cantinier de son état, avait eu le malheur d'être pillé et incendié; que sa boutique et son magasin avaient été saccagés; que son fils, âgé de douze ans, en voulant fuir l'incendie, avait été tué par les soldats d'un coup de fusil, et que nul ne pouvait dire ce qu'était devenu le reste de la famille; j'ai cru qu'il était de mon devoir de prendre personnellement des renseignements, et je me suis adressé aux habitants, ses voisins; mais nul n'a pu me dire autre chose sur le compte de cette famille, sinon qu'on la supposait arrêtée par les troupes royales; seulement, aucun n'en savait davantage; et tout ce que l'on pouvait supposer, c'est que cette nombreuse famille avait été conduite au couvent des Bénédictins blancs, renfermée dans le réfectoire et brûlée vive par le feu que les soldats avaient mis à ce couvent avant de se retirer vers le palais royal.

Ne pouvant croire à la vérité d'un pareil rapport, je me rendis personnellement au couvent des Bénédictins susdits.

Chemin faisant, au milieu d'un quartier entièrement ruiné, et parmi des maisons brûlées, des ruines desquelles sortait une odeur pestilentielle, j'ai demandé à tous ceux que je rencontrais d'où venaient de pareilles horreurs, et par chacun des quelques survivants de ce pauvre quartier, même réponse me fut faite, que ce que j'avais sous les yeux était le fait des troupes qui, tandis qu'elles se retiraient vers le palais, repoussées de leur poste de défense de la porte Montalto, tuaient tout ce qu'elles rencontraient dans leur fuite.

Arrivé au couvent des Bénédictins blancs, je fus conduit dans un vaste local que l'on me dit avoir été le réfectoire; là, je trouvai des hommes occupés à transporter des cadavres brûlés qui étaient, m'assuraient-ils, ceux des habitants des maisons voisines que les troupes royales avaient arrêtés et enfermés dans ce local; après quoi, ayant pillé et saccagé le couvent, elles s'étaient retirées en y mettant le feu.

Je demandai aux fossoyeurs combien de cadavres ils avaient déjà emportés; ils me répondirent quarante; je leur demandai encore combien il en pouvait rester à emporter, il me dirent : « Une vingtaine. »

Ainsi, c'étaient soixante personnes assommées dans ce seul couvent des Bénédictins blancs.

Je me tourne donc avec la plus grande anxiété vers Votre Excellence pour en obtenir quelques renseignements sur le sort de mon

national, s'il se trouve arrêté à cette heure avec le reste de sa famille, ou toute autre lumière sur le sort de ces malheureux, présentant ma demande à Votre Excellence au nom de l'humanité et de la justice, réclamant, dans ce cas, un ordre de Votre Excellence pour le faire mettre le plus promptement possible en liberté, faisant toute réserve pour les dommages-intérêts que mon national pourra prétendre en temps et lieu plus opportuns.

L'agent de la Confédération suisse,

G.-C. Hirzel.

Dès son installation sur la place des Quatre-Cantons, Garibaldi avait commencé l'organisation d'un gouvernement, au moins pour faciliter l'insurrection et la lutte. Il avait nommé une municipalité provisoire et rendu divers décrets d'administration publique. Cette œuvre fut poursuivie par la nomination d'un ministère et d'ambassadeurs extraordinaires auprès des cours de Turin et de Londres. Dès les premiers jours de juin parut à Palerme un *Journal officiel* du nouveau pouvoir avec la croix de Savoie en frontispice. Une tâche difficile était de ramener l'ordre matériel et moral dans cette grande ville si profondément remuée par les événements. Des excès déplorables s'y commettaient chaque jour sous le couvert des passions politiques; mais Garibaldi, à l'aide de quelques rigoureux jugements sommaires, parvint à les faire cesser. Par ses ordres on travailla aussi avec activité au déblaiement des rues et à la réparation des bâtiments; il institua une garde nationale, ordonna la conscription, et chargea spécialement le colonel Orsini, nommé général et ministre de la guerre, d'organiser militairement les ressources du pays en hommes, chevaux et matériel.

Pendant ce temps une agréable nouvelle parvenait

au dictateur. Le colonel Medici, laissé à Gênes, en était parti avec cinq bâtiments bien chargés, et quoiqu'il en eût perdu deux en route, capturés par un croiseur royal, il arrivait néanmoins avec un renfort de deux mille et quelques cents hommes. Débarqués dans le golfe de Castellamare et au cap San-Vito, les nouveaux légionnaires faisaient leur entrée à Palerme dès le 20 juin, et y provoquaient de vives acclamations par leur air martial et leur bonne tenue. D'autre part, des volontaires de toutes nations et de toutes conditions s'abattaient journellement sur la place Marine par tous les arrivages. Militaires, artistes, tribuns politiques, hommes de lettres, aventureux oisifs venaient de tous les points cardinaux se former en légion dans la capitale de la Sicile. Une escadre sarde avait en outre mouillé dans le port dès le 9 juin, contribuant puissamment à augmenter la confiance. Quelques jours auparavant, en plein armistice, Alexandre Dumas sur sa goëlette avait cru devoir aussi rejoindre le dictateur avec quelques confrères parisiens, et nous verrons plus loin que le rôle qu'il se donna dans les événements ne fut pas sans quelque utilité.

Mais, pour le moment, Garibaldi avait autre chose à faire qu'à recevoir les nombreux amis que sa fortune appelait autour de lui. Il restait encore une grande et forte tâche à accomplir. Catane, Caltanisetta, Trapani, Girgenti s'étaient, à la vérité, insurgées et révolutionnées; mais Messine avec ses forts imposants devenait un point de concentration pour les troupes royales d'en deçà et d'au-delà du Phare, et Messine barrait aux Garibaldiens le chemin du continent, tout comme elle pouvait faciliter, suivant les circonstances, la reprise de l'île par les Royaux.

Garibaldi se résolut à marcher sur Messine. A cet effet

il s'occupa d'abord d'organiser à nouveau son armée, qui maintenant, se montait à 4 à 5 mille hommes, vu les renforts qui arrivaient chaque jour.

Elle fut répartie en trois brigades, appelées parfois aussi divisions, surtout les deux premières, sous le commandement de Turr, de Medici et de Bixio, plus des corps irréguliers. Il n'y avait rien de bien absolu dans ces répartitions, où les mutations étaient nombreuses et incessantes. Dans la première division se trouvait, entre autres, un bataillon de Suisses et de Bavarois, pour la plupart déserteurs des troupes royales. L'artillerie se composait de huit bouches à feu, et la cavalerie d'environ 200 chevaux. En général l'armement était bon; quant à l'équipement, il offrait un aspect des plus bariolés; les uns portaient le havre-sac, d'autres des besaces, les uns des cartouchières, d'autres des gibernes, bon nombre tenaient les cartouches dans leurs poches. L'habillement était plus uniforme; la blouse rouge dominait. De règlements de manœuvres on s'en inquiétait assez peu; de fortes chaînes, avec des soutiens se lançant à la baïonnette, formaient le fond de l'ordonnance; il y avait en revanche de bons tireurs, partout des jarrets d'acier, un service de sûreté très complet grâce aux *picciotti*, de l'entrain et de la bonne volonté. Avec un chef comme Garibaldi, secondé de quelques officiers d'état-major connaissant le métier, comme Turr, par exemple, et l'appui des populations, c'était bien suffisant pour aller de l'avant contre les troupes napolitaines.

Mais si, dans le service des combattants, les qualités que nous venons de signaler pouvaient compenser les lacunes et les défectuosités, il n'en est pas moins vrai que les autres services imposaient de dures souffrances aux victimes des combats ou des marches. « Cette armée

d'hommes déterminés, dit un de ses membres[1], manquait d'organisateurs. C'est à grand'peine si le service médical avait pu être installé dans les différents corps. Celui de l'intendance était tout à fait incomplet. On procédait, autant que possible, par réquisitions. Elles étaient payées par le trésor municipal ; celui de l'armée était trop pauvre. On pouvait tout au plus compter aux volontaires leur mise en campagne : les officiers touchaient environ deux francs par jour, juste de quoi manger ; le reste de leurs appointements devait leur être payé en arrérages, lorsque l'état de la caisse le permettrait. Quant au service des hôpitaux et des ambulances, c'était encore, il faut l'avouer, ce qui laissait le plus à désirer. La population palermitaine y mettait peu du sien, et l'empressement était minime pour recevoir les blessés dans les maisons particulières ou leur porter des secours, soit en nature, soit en argent. Déjà mal organisés, les hôpitaux eux-mêmes, accablés par ce surcroît de malades ou de blessés, n'offraient presque aucune ressource aux malheureux qui venaient y chercher des soins et des pansements.

» On ne se serait jamais imaginé, certes, à voir l'égoïsme de la population et sa froideur, qu'il s'agissait de leurs sauveurs ou, tout au moins, de leurs libérateurs. Pas un inspecteur, pas un chef de service ne surveillait les hospices ni les blessés à domicile. Ce qui est pire encore, ils étaient le plus généralement oubliés dans la répartition de la paye. Quelques-uns manquaient de tout et la plus grande partie étaient obligés de se con-

[1] M. *Durand-Brager*, homme de lettres et artiste connu, qui a écrit un livre intitulé : *Quatre mois de l'expédition de Garibaldi en Sicile et en Italie*, où nous avons trouvé maints renseignements intéressants.

tenter de bien peu; heureux encore lorsque le linge ne venait pas faire défaut aux blessés. »

Mais ces misères, si bien peintes, n'arrêtaient pas l'élan des casaques-rouges.

Vers la fin de juin, Garibaldi mit son armée en mouvement dans la direction de l'Est, et la répartit pour cela en quatre corps.

Turr dut partir le premier, le 20 juin, pour traverser l'île dans sa longueur, aller à Girgenti et, de là, à Caltanisetta et à Catane.

Bixio suivit quelques jours après, dirigé sur Messine par l'intérieur du pays.

Medici s'avança aussi sur Messine, mais par la route qui longe la mer.

Sous toute réserve des faits et des raisons à nous inconnus, un tel morcellement de la petite armée fut une grave faute, quoique l'événement n'en fit pas la démonstration, car aucune de ces colonnes ne pouvait communiquer entr'elles, et même réunies elles avaient la perspective de se trouver devant des forces supérieures. Pour opérer des diversions dans l'intérieur du pays ou pour y faire acte d'autorité légale un millier d'hommes eût été plus que suffisant.

Un quatrième corps prendrait la voie de mer, acheminé ou commandé par Garibaldi lui-même restant pour le moment à Palerme.

Il faut dire, à cette occasion, que le dictateur venait d'être enrichi d'une flottille de huit bâtiments, dont une corvette napolitaine de guerre, le *Veloce*, qui avait passé à sa cause et qui avait été baptisée à nouveau le *Tuckery*.

Le 13 juillet Medici, arrivé sans incident notable à

Barcelonna, y apprit qu'un corps de 4 à 5 mille hommes, sous le commandement du colonel Bosco, était envoyé de Messine à sa rencontre. Le lendemain la colonne napolitaine s'établissait à Milazzo.

Medici avertit aussitôt le dictateur de la tournure des choses et prit ses dispositions. Il se concentra à Meri, s'appuyant au village et couvrant son camp d'une petite rivière; ses avant-postes à Coriolo.

Le 16 et le 17, trois à quatre escarmouches sans grande importance eurent lieu dans ces positions, Medici se bornant à rester sur la défensive jusqu'à l'arrivée des renforts en route de Palerme; et Bosco ne se sentant pas assez en force pour s'éloigner trop de Milazzo, dont il avait fait sa base d'opérations.

Milazzo est une ville d'une dizaine de mille âmes, située sur la gauche de la route de Palerme à Messine, à l'entrée et plutôt en dedans qu'en dehors de la petite presqu'île de même nom. Elle s'étend des deux côtés de l'isthme, sur les pentes d'une colline dont le sommet porte un fort à solides murailles, mais de développement restreint. Elle a pour territoire, d'un côté la presqu'île, d'une longueur d'environ deux lieues, de l'autre une plaine de moindre étendue qu'enferme en demi-cercle la chaîne des monts Pélores. Un assez mauvais chemin relie cette plaine à la grande route consulaire de Messine à Palerme en traversant une petite rivière entourée de grands roseaux. Le pont servant à ce passage avait été muni d'une tête de pont.

Pendant la première guerre punique, Milazzo, alors Milas, avait vu se dérouler dans ses eaux les péripéties de la grande bataille navale gagnée par le consul Duilius sur les Carthaginois; dans nos temps modernes, cette

petite ville a quelquefois attiré l'attention par le séjour qu'y fit le duc d'Orléans exilé, devenu plus tard Louis-Philippe. Elle allait de nouveau prendre place dans l'histoire, en devenant le théâtre du dernier combat livré par Garibaldi pour opérer l'affranchissement de la Sicile.

Le dictateur, parti de Palerme le 18 juillet sur la *City of Aberdeen*, avec un millier d'hommes, débarqua le lendemain sous Patti et rejoignit aussitôt le camp de Meri. Ses forces se montaient alors à environ 8 mille hommes, dont la division Medici, la brigade Cosenz, nouvellement arrivée, et les brigades Fabrizzi et Interdonato, composées pour la plupart de Siciliens, en y comprenant la légion anglo-sicilienne commandée par le colonel anglais Dunn.

Le colonel Bosco avait sous ses ordres trois bataillons de chasseurs, une batterie et un détachement de lanciers, ce qui portait son effectif à environ trois mille hommes. Il devait être secondé, en outre, par des troupes venant de Messine, et qui avaient d'abord pris position au Jesso et à Spadafora.

Le 20, dès 5 heures du matin, la fusillade s'engagea en premier lieu vers les contreforts de la montagne, puis bientôt sur toute la ligne. Les tirailleurs napolitains, dans des positions choisies, et abrités derrière les haies et les cactus, tinrent pendant plus d'une heure les Garibaldiens à bonne distance. Néanmoins ceux-ci, estimant avantageux de brusquer l'attaque, s'élancèrent vivement en avant à la baïonnette, la légion Dunn en tête. Mais une section d'artillerie placée sur la route ouvrit alors son feu, et les colonnes assaillantes durent s'arrêter. Un bataillon de Royaux (de Mechel, croyons-nous), prenant en même temps l'offensive, précipita la retraite des Ga-

ribaldiens, qui se replièrent en désordre jusqu'au-delà d'un repli de terrain susceptible de les abriter. Là ils se reformèrent.

Garibaldi accourant, place en première ligne un régiment dit piémontais resté en réserve, se met en tête de la colonne sur la route et s'avance résolument, suivi par le reste de l'armée. Cette fois les troupes royales sont refoulées ; elles perdent un canon, resté aux volontaires après un vif engagement dans lequel Garibaldi dut lui-même espadonner. Les Napolitains, inférieurs en nombre, continuent à battre en retraite, et se replient, les uns dans la direction de Messine, poursuivis par les Siciliens, les autres, qui ont Garibaldi à leurs trousses, sur Milazzo ; Bosco est avec ces derniers.

Un combat acharné recommence autour du pont des roseaux et à l'entrée de l'isthme. Les Garibaldiens sont de nouveau contenus par un feu violent de mitraille ; mais leur grand nombre leur permet de s'étendre de tous côtés ; ils finissent par enlever la batterie et par pénétrer pêle-mêle avec les Royaux dans l'isthme. A ce moment, ceux-ci sont non-seulement vivement talonnés, mais battus de flanc par le *Véloce*, venant former l'extrême gauche de la ligne des légionnaires. Vers cinq heures, Bosco dut se réfugier dans le fort, d'où il engagea avec le vapeur une canonnade aussi peu meurtrière d'une part que de l'autre. Les Garibaldiens, maîtres de la ville, qu'ils s'empressèrent de barricader, réussirent encore à s'emparer d'une porte et d'un avant-bastion du fort.

Les pertes des vainqueurs furent estimées à près de 800 hommes ; celles de Bosco, constamment plus à couvert et possédant de l'artillerie, tandis que ses adversaires n'en eurent pas, ne montèrent pas au-delà d'environ 200 hommes.

Parmi les blessés se trouvait le général Cosenz; Garibaldi avait eu son étrier et sa semelle de botte enlevés par un biscaïen.

Le dictateur n'ayant pas de matériel pour entreprendre un siége en règle du fort, il se borna, le 20 et le 22, à faire quelques travaux de mine.

La situation militaire de Bosco, sur le flanc de l'ennemi si celui-ci marchait contre Messine, et retranché dans une forteresse où l'escadre napolitaine pouvait le ravitailler, n'aurait rien eu de critique s'il avait pu compter sur l'appui d'un gouvernement et de troupes de sorte, soit à Naples, soit à Messine. Mais ce n'était pas le cas.

A Naples, les affaires politiques étaient sens dessus-dessous. Après la capitulation de Palerme, François II s'était résigné à devenir roi constitutionnel, à faire alliance avec le Piémont et à consacrer l'indépendance, administrative du moins, de la Sicile. Comme l'une des premières garanties de la nouvelle ère, on lui avait demandé d'arrêter l'effusion du sang au-delà du Phare, et il y avait consenti.

Il se présenta donc ce singulier spectacle d'officiers disposés à sauver l'honneur de leur drapeau, mais paralysés par leur gouvernement même. Bosco refusait pour la seconde fois les termes d'une capitulation à lui proposée par Garibaldi, lorsqu'arriva dans le port de Milazzo, le 23, une flottille de quatre bâtiments napolitains avec pavillon parlementaire et avec un délégué de Naples, le colonel Anransi, invitant le colonel Bosco à capituler. Celui-ci accepta donc malgré lui les propositions de Garibaldi, en vertu desquelles la garnison, troupe et officiers, put sortir avec armes et bagages et avec les honneurs de la guerre, mais dut abandonner ses chevaux de cava-

lerie, la moitié des canons et la moitié des mulets. Le 24 et le 25 les troupes de la forteresse furent embarquées sur des transports envoyés à cet effet de Messine.

Cette dernière ville, quoique occupée encore par une dizaine de mille hommes et munie d'ouvrages de fortification formidables, devait subir le même sort.

Au reste, la conduite du général Clary, qui y commandait en chef, ne méritait guère mieux. Pourquoi cet officier-général ne lança-t-il pas plus de forces à la rencontre de Garibaldi? pourquoi n'y marcha-t-il pas luimême au lieu d'y envoyer un colonel? pourquoi, du moment qu'il avait prescrit à Bosco de se baser sur Milazzo, qui n'avait de valeur que comme position de flanc dans des affaires ultérieures, ne suivit-il pas à ces opérations en attaquant résolument Garibaldi arrêté devant Milazzo? Il aurait eu la chance de l'enfermer à son tour dans le cul-de-sac de la presqu'île, et n'aurait couru aucun risque à le tenter. Nous ne savons si, déjà le 19 ou le 20, Clary avait des ordres d'inaction. Dans ce cas, il aurait dû au moins rappeler Bosco, et l'aviser de se replier sur Messine, la base principale. Sinon il devait d'une façon ou de l'autre, le soutenir et le dégager.

Il y a sans doute dans tout cela de nombreux mystères que l'avenir dévoilera, et que nous ne voulons pas pour le moment essayer de sonder.

Quoiqu'il en soit, la ville de Messine, où le plus grand effroi régnait depuis quelques jours et où tout était en branlebas de combat, se mit subitement sur pied de paix. Un commencement d'arrangement était intervenu le 25. Néanmoins les brigades siciliennes occupèrent le même jour les hauteurs de la ville, et, le 27, Medici, à la tête de sa division, y fit son entrée sans qu'un coup de fusil

fût échangé. L'après-midi arriva Garibaldi, qui fut reçu avec enthousiasme.

Les Napolitains gardèrent les principaux forts; les Garibaldiens tinrent la ville, et les soldats d'un et d'autre camp ne tardèrent pas à fraterniser ensemble.

Toutefois, la trêve ne fut définitivement signée que le 28 juillet. Elle stipulait entr'autres les obligations suivantes :

Remise à Garibaldi des forts situés en dehors de la ville avec leur armement, c'est-à-dire des forts Gonzaga, Castellaccio, et de la route du Faro;

Embarquement, sans obstacle, de tout le personnel et le matériel de l'armée;

Libre circulation en ville, pour leurs provisions, des soldats ou officiers napolitains;

Libre circulation du détroit;

Parfaite égalité, pour les deux pavillons, dans le port de Messine;

Une route, qui traverse le champ de manœuvres de Terranova, devait servir de ligne de démarcation entre les deux partis;

Dans le cas où les hostilités recommenceraient entre la citadelle, les forts don Blasco, de la Lanterne et de San-Salvator, qui restaient aux Napolitains, et la ville, la cessation de l'armistice devait être dénoncée au moins quarante-huit heures à l'avance.

Le 24, l'embarquement des troupes royales pour Reggio et les environs fut déjà commencé et se poursuivit chaque jour; à la fin du mois d'août toute la garnison qui n'était pas indispensable à l'occupation des forts avait passé le détroit; il ne restait de troupes napolitaines en Sicile que dans les ouvrages de Messine, d'Augusta et de Syracuse.

Ainsi, dès le mois d'août, la Sicile était réellement affranchie du gouvernement des Bourbons.

Que ferait maintenant Garibaldi? s'en tiendrait-il à ce premier et beau résultat ou passerait-il sur le continent? Telle est la question qui alors préoccupait non-seulement l'Italie mais encore l'Europe.

Les hommes prudents, de Turin et d'ailleurs, plus diplomates que révolutionnaires et moins militaires que politiques, désiraient que Garibaldi ne précipitât pas trop les temps, qu'il organisât les conquêtes faites avant d'en entreprendre de nouvelles, et qu'entr'autres il consommât l'annexion régulière de l'île au royaume de Sardaigne. Il n'y avait certes rien de blâmable dans ces désirs, et, sans être accusé de peur ou de lâcheté, on pouvait bien avoir quelque appréhension à l'endroit d'une opération de Garibaldi sur le continent, où il rencontrerait des forces plus nombreuses, plus concentrées et mieux secondées qu'en Sicile. Nous ne parlons pas des orages diplomatiques qui pouvaient encore accompagner une telle expédition.

Mais l'intrépide chef des volontaires n'avait pas ces inquiétudes. Il pensait au contraire qu'il fallait battre le fer pendant qu'il est chaud, et que le meilleur emploi qu'il pouvait faire des succès obtenus, c'était de profiter de l'enthousiasme qu'ils avaient provoqué chez les uns et de l'abattement qu'ils avaient amené chez les autres, pour en obtenir de plus grands encore. Il avait confiance en lui et en ses forces, qui s'augmentaient de jour en jour, et personne, après tout, ne pouvait être meilleur juge que lui-même de la mesure dans laquelle il devait restreindre ou pouvait étendre son action. Il voulait donc continuer son œuvre, et, dans cette intention, il pensait

avec raison que rien ne pressait de faire entrer la Sicile dans le giron du royaume d'Italie à titre régulier; il estimait au contraire que tant que la guerre durait il fallait conserver, pour faire mieux face à ses exigences, le régime exceptionnel et dictatorial inauguré à Salémi.

Ces deux manières de voir avaient créé des divergences non-seulement entre Turin, où M. de Cavour recommandait la modération, et la Sicile, où Garibaldi se préparait à un nouvel élan, mais encore au sein de la ville de Palerme. Dès les premiers jours du nouveau gouvernement un parti s'était formé dans la municipalité pour revendiquer l'annexion pure et simple au Piémont, demande à laquelle Garibaldi n'avait pas voulu accéder. Un de ses compagnons, M. la Farina, Sicilien et ami de M. de Cavour, ayant insisté sur l'annexion, le dictateur le fit tout simplement embarquer, ce qui amena des récriminations et des explications creusant toujours plus le fossé entre le parti de l'action et celui de la prudence.

La cour de Turin avait d'ailleurs, pour s'opposer, publiquement du moins, à l'invasion du continent napolitain, des motifs que Garibaldi pouvait ne pas tous connaître. Les divers ambassadeurs à Naples avaient fortement contribué à l'évolution politique à laquelle le roi François II s'était décidé, et M. de Martino avait rapporté de Paris, sinon des garanties de modération, au moins quelques assurances tranquillisantes pour le cas où le gouvernement entrerait dans une voie plus large. En outre, le cabinet napolitain, depuis le 25 juin entre les mains des libéraux, avait envoyé deux délégués au roi Victor-Emmanuel, MM. Manna et Winspeare, chargés de traiter de l'alliance projetée entre Naples et le Piémont. Ils pouvaient aller jusqu'à une alliance offensive contre l'Autriche. Quoiqu'on sentît bien, à Turin, que la politi-

que nouvelle du roi de Naples était une concession calculée et arrachée par les événements, il n'était pas moins vrai qu'elle offrait en elle-même des avantages au Piémont et qu'elle se trouvait appuyée des principales cours de l'Europe. Il valait donc la peine de tenir compte de ces circonstances et de résister au courant aveugle de l'opinion publique, qui, sans s'inquiéter des obstacles, portait déjà d'enthousiasme Garibaldi à Naples.

Le ministère Cavour fit donc ce qu'il put contre l'invasion de la Péninsule ; il chercha à empêcher le recrutement des volontaires, à suspendre leur départ, et il empêcha en tout cas une invasion projetée dans les Etats Romains. Le roi Victor-Emmanuel écrivit même au dictateur dans ces termes :

Cher général,

Vous savez que lorsque vous partîtes pour la Sicile vous n'avez pas eu mon approbation. Maintenant je me décide à vous donner un avis dans les graves conjonctures actuelles, connaissant la sincérité de vos sentiments pour moi.

Pour faire cesser la guerre entre Italiens et Italiens, je vous conseille de renoncer à l'idée de passer avec vos valeureuses troupes sur le continent napolitain, pourvu que le roi de Naples s'engage à évacuer toute l'île et à laisser les Siciliens libres de délibérer et de disposer de leurs destinées.

Je me réserverais pleine liberté d'action relativement à la Sicile dans le cas où le roi de Naples ne pourrait pas accepter cette condition. Pesez mon conseil, général, et vous verrez qu'il est utile à l'Italie, à laquelle vous faciliterez de pouvoir augmenter ses mérites en montrant à l'Europe que, de même qu'elle sait vaincre, de même elle sait faire un bon usage de la victoire.

Mais, pendant ce temps, les affaires de Garibaldi avaient marché, et le jour même de son entrée à Messine

il adressa au roi la réponse suivante, qui remettait en question toutes les combinaisons de la politique :

Sire,

Votre Majesté sait le profond respect et le dévouement que j'ai pour elle, mais la situation actuelle des affaires de l'Italie ne me permet pas de lui obéir comme je l'eusse désiré. Appelé par les populations, je les ai contenues tant que j'ai pu, mais si j'hésitais maintenant après tout ce qu'on me mande, je manquerais à mon devoir et je compromettrais la cause sacrée de l'Italie.

Sire, pardonnez-moi donc de vous désobéir cette fois. Lorsque j'aurai accompli ma tâche et délivré les populations du joug détesté, je déposerai aux pieds de Votre Majesté l'autorité que les circonstances m'ont conférée et je lui obéirai tout le reste de ma vie.

Garibaldi considérait, en effet, sa tâche comme à peine commencée ; il disait hautement qu'il ne s'arrêterait qu'à Venise et qu'il avait surtout besoin avant cela de la belle marine napolitaine ; il se préparait à franchir le détroit. Cette reprise d'état de guerre avait forcément suspendu les négociations entre Naples et Turin sur le projet d'alliance. De nouveau Garibaldi allait se trouver l'arbitre de la situation.



CHAPITRE TROISIÈME.

Débarquement et opérations de Garibaldi en Calabre et dans la province de Naples.

Nouveaux embarras et irrésolution du gouvernement napolitain. — Mesures de Garibaldi pour le passage du détroit. — Débarquements successifs des volontaires au sud de la Calabre. — Combat et capitulation de Reggio le 21 août. — Débandade des troupes napolitaines occupant les forts du détroit. — Insurrection générale dans les Calabres et dans la Basilicate. — Manifestations en faveur de Garibaldi à Naples. — Départ du roi pour Gaëte. — Garibaldi à Naples. — Affaires du Volturne, 19 et 21 septembre, 1 octobre.

Les lettres échangées entre le roi Victor-Emmanuel et le dictateur avaient toutes deux leur intérêt à la publicité. La première devait répondre solennellement aux plaintes de Naples et des cabinets européens sur la complicité du Piémont dans les plans des Garibaldiens ; la seconde servait de proclamation insurrectionnelle dans les provinces méridionales de la Péninsule. Aussi toutes deux furent promptement connues, et de part et d'autre les intéressés s'empressèrent d'en conjurer les effets.

Les plénipotentiaires du roi François II à Turin, conseillèrent à leur gouvernement d'opposer des manifestations publiques, des adresses de municipalités, la réunion prompte du Parlement aux paroles par lesquelles le dictateur annonçait l'appel que lui faisaient les popu-

lations. Mais à Naples, on était occupé à bien autre chose dans les parages du gouvernement. En voyant le péril grandir, et les chances d'un accord s'évanouir, on se bornait à désespérer, et le ministère vivait dans la plus étrange contradiction entre les mouvements désordonnés d'un premier instant de liberté et les tentatives réactionnaires. D'une part les soldats de la garde royale se livraient à toutes sortes d'excès aux cris de : « Vive le Roi, à bas la Constitution, » et, entre autres, terrorisèrent la ville dans la journée du 15 juillet. D'autre part les révolutionnaires devenaient de plus en plus nombreux et menaçants; les émigrés rentrés avaient été reçus par des ovations, et l'on ne se gênait déjà plus d'émettre publiquement le vœu de l'annexion au royaume de Victor-Emmanuel. Le nom de Garibaldi était acclamé, son portrait se vendait dans toutes les rues, et se trouvait l'objet de nombreuses et significatives manifestations. Le peu d'ordre et de confiance qui existait encore était dû à l'influence de deux hommes populaires et libéraux récemment appelés au ministère, M. Liborio Romano, à l'intérieur, et le général Pianelli, à la guerre.

Le jeune roi, mis dans la plus triste des situations par défaut d'une résolution quelconque, voyait tout tourner contre lui, ses concessions et ses résistances. Il se défiait de tout le monde, et cette défiance trop visible donnait des armes nouvelles contre une sincérité qui n'avait qu'un malheur, celui d'être tardive. De hautes défections vinrent encore le frapper, et l'on comprend l'effet que ces preuves de la décadence du pouvoir devaient avoir sur des populations qu'on n'avait maintenues fidèles qu'en leur vantant la force du gouvernement.

François II finissait cependant, sous l'influence des nécessités, par pencher vers la résistance armée. Se voyant

trompé par tous les moyens-termes qu'il avait employés pour faire face aux événements, il ne lui restait qu'une alternative, c'était de tenter sérieusement la fortune des armes. Il s'y décida, mais il ne sut, à cette heure encore, s'y décider qu'à moitié. L'armée, qui comptait bien une soixantaine de mille hommes, fut éparpillée en quatre corps, un dans le Sud, un autour de Salerne, un à Naples et aux environs, un dans le Nord. Le roi resta dans son palais, laissant agir pour lui des généraux d'un dévouement suspect.

Pendant ce temps Garibaldi, l'esprit toujours tendu vers la réalisation de son programme[1], s'était mis en mesure de franchir le détroit. Son armée s'était augmentée et s'augmentait sans cesse. Sous le nom, désormais, d'*armée méridionale*, il l'avait formée en trois divisions, Turr, Medici et Cosenz, avec une brigade d'artillerie et une brigade de cavalerie. Sirtori, son ancien compagnon, était son second et son chef d'état-major. Pour sa base contre le continent il avait choisi le port du Faro, à l'extrémité même de la pointe, et, aussitôt après son entrée à Messine, il le fit approprier à cet usage en y établissant des batteries de côtes et une crique avec un canal pour y réunir en sécurité des embarcations. Environ trois cents barques y furent groupées en quelques jours et disposées pour le passage par les soins de M. de Flotte, ancien officier de marine français et ancien représentant du peuple sous la République.

Sur la route du Faro à Messine, qui longe constam-

[1] Dans une conversation avec le général napolitain Clary, Garibaldi ne s'était pas gêné de proclamer ce programme, en disant : « Nous irons à Naples, puis à Rome, puis à Venise, et enfin reprendre Nice à la France.

ment la mer, quelques batteries furent aussi établies, car ce territoire n'était pas compris dans la neutralisation fixée par la capitulation du 28 juillet, et se trouvait sous le feu de la croisière napolitaine.

Une flottille plus importante était formée par les vapeurs dont disposait maintenant le dictateur ; elle comptait dix bâtiments, les uns capturés par le *Veloce*, d'autres loués ou achetés à des sociétés anglaises; trois seulement étaient armés.

A part les troupes nécessaires à l'occupation de Messine en face des Royaux, et la division Turr, toujours du côté de Catane, le gros de l'armée volontaire était campé à la pointe même du Faro, attendant avec impatience le moment de s'embarquer.

Mais le passage sur le continent n'était pas chose facile à réaliser; il constituait même l'opération la plus périlleuse de celles que Garibaldi eût entreprises et qu'il eût encore à entreprendre.

Le détroit de Messine, qui n'a guère plus d'une demilieue de largeur, est d'une navigation difficile; les anciens déjà l'avaient caractérisée en deux mots devenus proverbiaux : tomber de Charybde en Scylla. Les montagnes élevées qui le resserrent et d'où descendent des vents subits et irréguliers, en rendent le courant variable et dangereux.

Les obstacles artificiels étaient encore venus augmenter les obstacles de la nature.

En face même du Faro, et sur un parcours d'environ cinq lieues, s'étendait une ceinture de forts royaux dont les plus rapprochés pouvaient battre la côte même de Sicile; c'étaient, en partant du Sud, les forts de Reggio, d'Alta-Fiumara, de Villa San-Giovani, de Punto-del-

Pezzo, de Torre-Cavallo et de Scylla. Ils étaient bien gardés et munis de gros calibre.

Sous leurs murs passait et repassait la croisière napolitaine, composée d'une dizaine de bâtiments, dont deux grandes frégates qui vinrent à plusieurs reprises canonner le camp du Faro.

Enfin, dans le cas particulier, les Royaux possédaient encore l'avantage d'avoir sur la rive ennemie un point important, Messine, qui pouvait, à un moment critique, ouvrir les hostilités sur les derrières des embarqués. En attendant elle servait de sentinelle vigilante, surveillant les préparatifs des volontaires, et communiquant ses observations à Reggio par le télégraphe aérien.

Mais ces difficultés, si réelles qu'elles fussent, n'étaient pas faites pour arrêter Garibaldi.

D'ailleurs elles offraient cette compensation que, le détroit ayant été déclaré libre par l'acte du 28 juillet, il s'y trouvait bon nombre de bâtiments étrangers, anglais, français, américains, sardes, qui tous tendaient à favoriser plus ou moins secrètement les volontaires; et que cette circonstance même permettait aux navires venant de la côte de Sicile de se mettre momentanément en sûreté, en arborant un pavillon étranger de leur choix.

Dès les premiers jours du mois d'août, la flottille avait, par quelques pointes heureuses, réussi à entretenir des relations avec les côtes de Calabre; le 9 août, entr'autres, le major Missori avait débarqué avec 200 hommes; mais, dans le courant du même mois, plusieurs tentatives de passage mises en voie d'exécution durent être abandonnées par suite de la surveillance serrée de la croisière.

Le temps se passait, au camp de Faro, en embarque-

ments et débarquements[1], en reconnaissances et en essais de diversion dans le détroit, en cannonades des batteries de côte contre les frégates royales, et en alertes de tout genre. On y faisait l'exercice, on y radoubait des barques, on y construisait des batteries, on y avait des revues; et la gaîté n'y manquait pas.

Le dictateur, toujours en mouvement et l'œil fixé sur la Calabre, ne faisait que de courtes apparitions au camp, où les bruits les plus divers couraient sur ses projets. Un jour on entendait dire qu'il était parti pour Gênes; une autre fois qu'il s'était rendu à Palerme; un troisième annonçait qu'il avait débarqué à Naples. Ses déplacements rapides et toujours entourés de quelque mystère, donnaient en effet quelque créance à ces rumeurs.

Le fait est qu'elles renfermaient du vrai.

Avant de tenter le suprême effort du passage, Garibaldi avait voulu réunir toutes ses ressources, et il avait été avisé qu'un renfort de cinq à six mille hommes, assez publiquement rassemblés à Gênes, allait lui être expédié par le docteur Bertani; avec eux se trouvaient trois ou quatre vapeurs, qui pourraient être d'une grande utilité.

Ces troupes, successivement parties de Gênes, se concentraient sur la côte de Sardaigne.

Mais par suite de nous ne savons quelles combinaisons, que Garibaldi paraît avoir aussi ignorées jusqu'au dernier

[1] Par exemple « la journée du 12, dit M. Durand-Brager, se passa à embarquer l'artillerie, les chevaux et les hommes. Les vapeurs, bondés de troupes, allumaient les feux à 7 heures du soir. Les compagnies de la flottille étaient parées à sauter dans leurs embarcations.

» Vienne le signal et tout cela va se mettre en mouvement. Mais, à minuit, arrive un ordre contraire, et, dans la matinée du 12, toutes les troupes commençaient à débarquer. »

moment, ces forces risquaient d'être affectées par leurs principaux chefs à une invasion des Etats-Romains du côté de la frontière toscane. C'eût été compliquer à plaisir la situation politique de l'Italie, sans aucun profit pour les opérations ultérieures des vainqueurs de la Sicile. C'eût été morceler les forces de la façon la plus déplorable.

Déjà le gouvernement sarde s'était ému, on l'a vu, de ces projets; il avait annoncé sa ferme résolution et s'était mis en mesure de s'y opposer par les armes. Garibaldi, prévenu de son côté, jugea que sa présence était nécessaire auprès du nouveau corps, et, le 13, il s'embarqua pour la Sardaigne sur le paquebot l'*Helvétie*, jadis le *Washington*, laissant le commandement intérimaire à Sirtori.

Il n'eut pas de peine à rétablir parmi ses amis l'autorité du sens commun, et à diriger les volontaires sur la Sicile plutôt que sur la côte romaine. Du golfe d'Arancio, ils furent aussitôt acheminés vers le Sud. Le dictateur se rendit à l'île de Madelaine, et, en passant devant l'île de Caprera, il ne put résister à la tentation d'aller saluer ses pénates et de faire les honneurs de sa retraite à ses compagnons. Il s'y arrêta un jour, leur montrant sa maison, ses arbres greffés par lui, ses vaches, et le 17 il descendait à Palerme, d'où il partit le même soir pour Messine.

Les renforts de la Sardaigne ayant commencé leur heureux débarquement à Milazzo et à Palerme, Garibaldi pouvait aller de l'avant. Il se prépara cette fois à jouer le grand coup.

Son voyage en Sardaigne, s'il n'avait pas eu un double but, avait au moins eu un double résultat. Outre l'avantage d'avoir rallié des auxiliaires près d'être perdus, il avait attiré l'attention des Royaux vers le nord.

Les débarquements à Milazzo, la concentration des nouveaux arrivants au Faro, et les préparatifs d'embarquement qui se faisaient sur l'extrême pointe, concoururent à maintenir les Napolitains dans ces dispositions. On vit leur croisière redoubler de surveillance dans le nord du détroit et parfois remonter jusque dans les eaux du golfe de Salerme.

De ces indications, ceux de nos lecteurs qui ont su apprécier les opérations de Garibaldi devant Palerme auront déjà pu conclure que pendant que les Royaux de la côte calabraise regardent au nord, il va les frapper au sud.

C'est en effet ce qui arriva, et, ici encore, soit par sa combinaison fondamentale soit par le mode d'exécution, le dictateur s'est montré un général de mérite.

Pourvu de deux grands vapeurs fraîchement arrivés avec les volontaires de Sardaigne, le *Torino* et le *Francklin*, Garibaldi les fit filer de Milazzo et de Palerme sur Catane et Taormina, en contournant toute l'île par Marsala. Ils échappaient par ce circuit à l'attention des croiseurs du détroit et de l'observatoire de Messine. De son côté, Garibaldi se rendit à Taormina par la route directe.

Entre Catane et Taormina et à ce dernier point, les vapeurs trouvèrent les troupes de la colonne Turr, parties de Palerme à la fin de juin par l'intérieur du pays, et qui, si les circonstances avaient été moins favorables, auraient pu faire grand besoin devant Milazzo ou devant Messine.

A quelque chose donc, malheur fut bon.

Deux brigades, Eberhard et Bixio, furent embarquées le 19. Dans la soirée on appareilla, et vers deux heures du matin l'expédition touchait au cap dell'Armi, à la

pointe méridionale de la péninsule, près de la petite ville de Melito.

Le débarquement, chose curieuse, eut des péripéties rappelant celles de Marsala. Le *Torino* s'échoua: mais par le moyen des embarcations les hommes des deux navires commencèrent à descendre à terre. La moitié d'entr'eux y était à peine que l'escadre napolitaine apparut au large. On hâta le débarquement, qui put être terminé avant que les navires en chasse fussent à portée de canon. Ceux-ci purent ensuite à leur aise canonner et piller le *Torino;* mais les boulets qu'ils lancèrent à terre n'atteignirent personne. Quant au *Franklin*, il avait depuis une heure mis le cap sur Messine afin d'y demander du secours pour désensabler son compagnon. Il passa au milieu de l'escadre ennemie sous pavillon américain, après avoir été soumis à un interrogatoire peu rigoureux.

On a écrit que Garibaldi lui-même se trouvait à ce moment sur le *Franklin*, mais nous croyons qu'on a voulu, par là, faire du merveilleux.

Nous aurions peine à croire que le dictateur eût quitté sa petite troupe, qui, après être heureusement débarquée, allait se trouver en face d'une rude tâche et avait donc besoin de lui, pour aller chercher les moyens de remettre à flot une carcasse échouée, ce que le premier matelot venu pouvait accomplir aussi bien que le général.

Quoiqu'il en soit, un grand pas était fait, et Garibaldi se trouvait le 20 août sur la route de Melito à Reggio avec trois à quatre mille hommes, formés en deux brigades.

Dans la nuit du 20 au 21, il fut rejoint, grâce à des signaux convenus, par Missori qui depuis trois semaines parcourait en avant-garde les montagnes de la Calabre

avec quelques-uns de ses courageux guides. Il y avait soufflé assez fructueusement l'insurrection ; il avait promis des armes et annoncé la prochaine arrivée de l'armée libératrice avec son vaillant chef en tête.

Ce dernier n'avait pas menti, on le voit, aux promesses de son précurseur, circonstance qui eut le mérite d'accroître la confiance des insurgés et d'étendre le mouvement.

Il retira en outre cet avantage des opérations préparatoires de Missori dans l'Aspro-Monte, d'avoir aussitôt des renseignements circonstanciés sur l'état des lieux et sur les forces napolitaines.

Trois brigades, Galotta, Melendez et Briganti, occupaient Reggio et les forts environnants. Une autre brigade, Vial, campait à Monteleone. D'autres troupes, sous le général Ghio, étaient en marche de Salerne vers le Sud, pour renforcer les premières.

Garibaldi a un mérite que nul militaire ne lui contestera ; il connaît la valeur du temps.

Aussitôt après le débarquement, il avait mis sa troupe en marche vers le Nord, et dès qu'il eût reçu les rapports de Missori, il prit ses dipositions pour attaquer Reggio par le sud de la ville et par la montagne. En même temps la flottille du Faro, avisée par le *Franklin* et par des signaux, devait faire des démoustrations au nord de Reggio, près de Villa San-Giovani, et y jeter si possible l'avant-garde de la brigade Cosenz.

On avouera que pour un *flibustier* ces dispositions n'étaient pas trop mal habiles, et que maints généraux de haut renom en firent souvent de moins dignes d'éloges.

Celles-ci réussirent à souhait.

Le 21, vers trois heures du matin[1], les avant-postes des deux camps se trouvèrent en présence, et la fusillade s'engage autour de Reggio. Les feux retentissent de tous côtés, Bixio sur le front, Garibaldi et Missori sur la gauche et sur les revers de la ville. Celle-ci est occupée par le général Galotta avec deux régiments, un bataillon de chasseurs, une batterie, sans compter l'artillerie de la citadelle, au haut de la ville, et du fort de la Marine sur le quai. Bixio est d'abord refoulé; mais reprenant courage et renforcé par Garibaldi, il fait plier à son tour les Royaux, et pénètre avec eux pêle-mêle dans les faubourgs, puis dans les rues. Le fort de la Marine est enlevé de même, sans grande résistance de la part des défenseurs, et Bixio y rallie sa brigade pour marcher de là sur le centre de la ville, pendant que Garibaldi court diriger l'attaque du côté des hauteurs.

Le château ouvre alors un feu serré dans toutes les directions et surtout sur Bixio, mais dominé par les chasseurs gênois de Menotti, dont le tir était bien ajusté, il perd bon nombre d'artilleurs. Vers midi, un combat très vif s'engage dans la rue principale et sur la place du Dôme. Deux canons y sont enlevés par les casaques-rouges; aussitôt envoyés au général en chef ils sont mis en batterie sur les hauteurs.

Bientôt les habitants se mêlent à la lutte, aidant les assaillants à élever des barricades et à chasser les troupes royales des rues; celles-ci se replient peu à peu sur la citadelle.

Elles espéraient pouvoir y attendre du renfort des positions voisines, et, en effet, le général Briganti s'avançait

[1] En général Garibaldi, vu les grandes chaleurs, faisait mouvoir ses troupes le soir et le grand matin; on se reposait pendant le gros de la journée.

de Scylla; mais Garibaldi l'ayant aperçu, marche résolument à sa rencontre avec une demi-brigade pour gagner avant lui un défilé qui se trouve à environ trois kilomètres de Reggio, ce que voyant, Briganti, peut-être aussi inquiété par des nouvelles d'autres débarquements, se replia dans la direction de Scylla. Garibaldi le fit suivre et observer par quelques tirailleurs, puis retourna à Reggio activer le combat.

La citadelle, serrée de plus près, se décida à entamer des négociations, et vers cinq heures du soir une capitulation fut conclue, en vertu de laquelle la garnison pouvait sortir avec armes et bagages pour se rendre au quai, où elle s'embarquerait. Elle laissait aux insurgés tout le matériel des forts, c'est-à-dire huit pièces de campagne, trente-cinq pièces de position, un millier de fusils, des munitions, des mulets et des provisions. La troupe était, en outre, libre de suivre ses chefs ou de déserter.

C'est ce qu'on a appelé, ici comme dans tout le cours de cette campagne, capituler « avec les honneurs de la guerre. » En effet, pour les soldats, conserver leurs armes et leurs drapeaux pouvait paraître l'essentiel ; dans une grande guerre régulière, de telles conditions auraient même pu être parfois avantageuses; mais dans une guerre telle que celle que Garibaldi conduisait, au milieu de populations insurgées et contre un gouvernement qui ne vivait plus qu'en s'abusant et en abusant les autres sur ses forces réelles, une capitulation, imposée à quelque titre que ce fût aux troupes royales, était une victoire pour leurs adversaires. Nous ne parlons pas, dans le cas particulier, de l'avantage pour ceux-ci d'obtenir un matériel qui leur manquait et une base sur la côte orientale du détroit.

L'infortuné François II manqua, dans ces tristes circonstances, de quelques généraux de cœur et d'énergie, capables de prendre au sérieux l'honneur et l'intérêt de la guerre, et résolus à se laisser exterminer ou affamer dans une place plutôt que de se résoudre à une capitulation quelconque.

Il eût suffi, sans doute, de quelques faits de cette nature pour remonter le moral des troupes de terre et de mer, et fournir en temps utile une bonne résistance.

Ce qui eût été mieux encore, c'est que le Roi, qui montra un courage tardif, se fût, déjà alors, mis à la tête de ses troupes, ne confiant qu'à lui seul les soins de sa fortune.

Mais bien loin de là, c'est de son gouvernement même qu'étaient partis les fâcheux exemples. C'est lui qui avait traité directement ou fait traiter de l'évacuation de Palerme, de la capitulation de Milazzo, de la trêve de Messine, en décorant du titre d'*Excellence* l'homme que quelque temps auparavant on appelait *flibustier*. Par ces faiblesses, le Roi en avait fatalement autorisé d'autres; il n'était plus en position de blâmer, bien moins encore de châtier, comme ils l'eussent mérité, les généraux qui, s'estimant acculés à une impasse, croyaient bien agir en sauvant leurs soldats avec leurs fusils.

La prise de Reggio constituait une conquête immense à Garibaldi, en lui fournissant un point solide pour s'emparer des autres forts du détroit. Il n'eut pas grand'peine à cette nouvelle tâche, ses adversaires continuant à lui épargner la bonne moitié de sa besogne.

Les ordres donnés par le dictateur au camp du Faro avaient été suivis. Pendant qu'il marchait sur Reggio, dans la journée et dans la nuit du 20, plusieurs déta-

chements partis du Faro avaient été jetés sur la côte opposée, entre Scylla et Bagnara entr'autres, et s'étaient aussitôt élancés vers la montagne. Dans le nombre se trouvait la compagnie française, qui fit merveille à l'avant-garde. Elle délogea courageusement l'ennemi des hauteurs de Solano, mais y perdit son chef, de Flotte, tué raide d'une balle à l'entrée du village. Le 21 au matin, le gros de la brigade Cosenz avait passé le détroit, et, prenant sa route par la montagne, elle vint établir son bivouac en arrière des hauteurs dominant la ligne de retraite des Napolitains campés à Villa San-Giovani.

Le 22 de bonne heure, Garibaldi, de son côté, s'était mis en marche de Reggio contre les camps de Piale et de Villa San-Giovani, occupés par les brigades Melendez et Briganti. Il tenait prudemment les hauteurs à droite, en même temps que la grande route, et avait envoyé plus en avant encore sur sa droite l'ardent Missori avec ses chasseurs.

La division napolitaine, qui comptait 7 à 8 mille hommes de toutes armes, ne bougea pas de sa position défensive, très solide, il est vrai, appuyée qu'elle était au fort de Pizzo et aux autres ouvrages à proximité.

Des batteries purent même être tranquillement construites par les casaques-rouges sur les crêtes à gauche du camp. Ayant ainsi cerné les Royaux, Garibaldi leur fit connaître ses dispositions et les somma de se rendre.

Les généraux napolitains n'étaient sans doute pas dans une belle position. Avec la mer d'un côté et des ennemis sur les trois autres, leur situation rappelait un peu celle du malheureux Flaminius à Trasimène. Mais en revanche ils étaient plus nombreux que les trois colonnes des volontaires réunies. Des hommes de résolution vulgaire auraient au moins tenté de passer sur le ventre de Cosenz,

qui n'avait qu'un millier d'hommes; ils y seraient sans doute parvenus, ou auraient fait au moins comme Vandamme à Kulm.

Mais n'est-ce pas prostituer les noms et les faits honorables de l'histoire, que de les accoler aux œuvres de ces généraux de François II...? Après quelques hésitations et sans avoir perdu un homme, Melendez et Briganti se décidèrent à mettre bas les armes, pour obtenir d'effectuer leur retraite en conservant les havre-sacs aux soldats et aux officiers l'épée. Bon nombre de leurs hommes passa à l'ennemi.

Inutile d'ajouter que ces tristes chefs ne furent pas mis hors de service et qu'ils continuèrent à fonctionner dans leur grade. En revanche Briganti ayant eu l'imprudence, deux jours après, à Melito, de se présenter au milieu de colonnes armées, il fut accusé de trahison par des chasseurs du 14e et massacré par eux. Loin de nous la pensée de vouloir excuser des excès aussi affreux; mais nous ne saurions nous apitoyer, comme d'autres, sur la fin d'un officier dont la conduite en ces circonstances commande si peu l'intérêt. Il semble que le 14e chasseurs, ou plutôt la Providence par son intermédiaire, ait voulu se charger d'exercer la justice que le faible roi ne savait rendre.

Cet assassinat fut le signal d'une déroute dans les états-majors, qui s'empressèrent, le général Vial en tête, de se rendre à Naples pour se plaindre de l'insubordination des troupes.

Du même coup la honteuse capitulation de Villa San-Giovani amena la reddition de la forteresse de Punto-del-Pezzo et du fortin d'Alta-Fiumara. En outre les troupes désarmées et en retraite sur Monteleone entraînèrent

dans leur débandade les garnisons des forts de Torre-Cavallo et de Scylla, sous les murs desquels elles défilaient, et, le 23 au soir, Garibaldi se trouva en possession de toutes les forteresses de la rive orientale du détroit.

Tout se liant dans de tels événements, la croisière napolitaine, qui aurait pu cependant rendre encore de bons services, prit à son tour le vertige. Elle cessa ses canonnades contre le Faro et quitta le détroit le jour même de l'évacuation de Scylla, pour se réfugier dans les eaux de Naples, ou pour aller naviguer dans des parages qu'elle estimait moins dangereux. On a dit, et des faits ultérieurs tendraient à l'affirmer, que la marine, hostile dès le début à la cause du roi, avait manqué à dessein les nombreuses occasions d'agir avantageusement contre les Garibaldiens. En tout cas, un grand désarroi régnait entre les chefs des forts et des troupes de terre, et ceux des navires. Déjà dans une de ses premières dépêches, datée de Bagnara 9 août, le général Melendez, en mentionnant des débarquements de volontaires, mandait au ministre que « la marine ne s'était point souciée de les empêcher. »

Le 23, le dictateur avait donné avis en Sicile des événements de plus en plus merveilleux de la Calabre, en y joignant l'ordre du passage général.

Les barques alignées sur la grève du Faro furent, tout de bon cette fois, lancées à la mer. A Messine, à Taormina, à Palerme, à Milazzo, partout des bâtiments chargèrent des volontaires, et, les enlevant à travers le détroit comme en trains de plaisir, ils les descendirent en Calabre, aux sons de joyeuses fanfares et aux cris répétés

de : « Vive l'Italie ! » Tous les soirs, de splendides illuminations éclairaient les deux rives.

Le 25, le gros de l'armée avait effectué le passage, qui ne fut troublé d'aucun incident remarquable.

Un des premiers fruits de la prise du détroit par les Garibaldiens fut la prompte extension de l'insurrection dans les Calabres. Catanzaro et Cosenza se révolutionnèrent et devinrent bientôt des centres d'action ; un émigré calabrais connu, le baron Stocco, appela ses compatriotes aux armes et ne tarda pas à en avoir des milliers à sa suite. Plus au nord, la Basilicate s'était aussi révolutionnée et avait, déjà le 19 août, constitué un gouvernement provisoire à Potenza, sous la direction d'un homme de tête, le colonel Boldoni.

Des armes leur arrivaient par mer, expédiées de la Sicile et de Gênes, et tout le pays se transformait en un vaste camp.

Un tel état de choses devait faciliter singulièrement les opérations ultérieures de Garibaldi. A vrai dire elles ne furent plus, jusqu'à Naples, qu'une promenade militaire à peine accidentée de quelques alertes.

Garibaldi se mit en tête de ses colonnes avec la division Cosenz; Medici, puis Turr venaient ensuite, et l'on se hâta vers le nord par la grande route qui longe la mer et par la montagne. Des vapeurs escortaient la marche, transportant des bagages ou devançant les avant-gardes pour jeter sur la côte des éclaireurs et des armes. Partout l'insurrection, précédant et flanquant l'armée garibaldienne, doublait ses forces et activait sa course. Le 26, les têtes de colonne s'arrêtèrent un instant à Mileto pour attendre les autres corps, car les

Royaux se concentraient, avait-on dit, sur les hauteurs de Monteleone et se proposaient d'y livrer bataille.

Il paraît en effet que le général de division Vial eut un moment cette intention, mais le désordre de ses troupes, survenu, comme nous l'avons dit plus haut, à propos du meurtre de Briganti, ne lui permit pas de suivre à son idée.

En avant de Cosenza, aux défilés de Tiriolo, deux brigades napolitaines commandées par le général Ghio avaient été concentrées dans une forte position et s'étaient aussi préparées à la résistance. Mais elles avaient également l'insurrection sur leurs derrières. A l'approche de Garibaldi, qui les fit tourner à droite par Menotti et à gauche par des débarquements à Paolo et à Sapri, elles battirent en retraite sur Soveria, gros bourg au fond d'un défilé couvrant la ville de Cosenza. Là les mêmes périls qu'à Tiriolo se reproduisaient pour les troupes en retraite, avec le désavantage de positions tactiques moins favorables. De nouveau entourée, le 29, et talonnée par Garibaldi, la division Ghio, déjà peu ferme, se démoralisa de plus belle; les chefs faiblirent, et, comme à Villa-san-Giovanni, sommée de mettre bas les armes, elle s'exécuta et se débanda sans qu'il y ait eu tentative sérieuse de lutte.

Le même jour, par une autre capitulation également peu flatteuse pour les armes royales, mais commandée par une nécessité plus urgente, le comité insurrectionnel de Cosenza faisait évacuer la ville à la brigade Caldarelli, envoyée pour y réprimer l'émeute. La brigade put se retirer sur Salerne avec armes et bagages et moyennant étapes fixées, mais dut abandonner aux insurgés ses magasins de munitions et d'armes.

Ces succès n'arrêtaient pas le chef des volontaires, qui continuait à s'avancer à marches forcées sur Naples, laissant suivre son armée un peu comme elle pouvait. Celle-ci, vu la rapidité de la marche des têtes de colonne, ne formait plus qu'une longue procession, tenant du fond des Calabres aux abords du golfe do Salerne.

Le 4 septembre, il y eut un moment d'arrêt à Caggiano sur la Selle, car les Royaux s'étaient concentrés à Salerne, tête de ligne du chemin de fer de Naples. Ils y avaient commencé l'établissement d'un camp retranché et paraissaient décidés à en vouloir défendre les abords. Ici encore les mêmes raisons que précédemment déjouèrent leurs intentions de bataille. Sur leur flanc gauche, ils avaient l'insurrection toujours plus formidable de la Basilicate, renforcée de celle d'Avellino; du côté de la mer, ils étaient inquiétés à chaque instant par des apparitions de casaques-rouges. Alexandre Dumas avait jeté l'ancre dans le port et fait de sa goëlette un foyer d'insurrection.

Enfin, sur les derrières, à Naples, tout était de nouveau dans la plus grande confusion.

Depuis le milieu du mois d'août la ville était en état de siége. Cette mesure avait été prise à la suite d'une hardie mais infructueuso tentative du *Veloce* d'enlever sur le port une frégate de guerre, le *Monarca*, en réparation. Quoique l'état de siége ne fût pas rigoureux en fait, il ne laissait pas d'alarmer les esprits.

Les nouvelles survenues coup sur coup du débarquement de Garibaldi en Calabre, de la capitulation des forteresses du détroit, de la débandade des trois brigades chargées de les défendre, avaient jeté, comme on pense, autant de consternation dans l'entourage du roi

François II que d'éléments d'agitation dans le peuple. Quelques-unes des troupes qu'on avait envoyées au renfort, le 8e régiment entr'autres, s'étaient mutinées en route, et avaient dû être ramenées par mer à Naples. A peu près en même temps étaient arrivés des prisonniers généreusement renvoyés au Roi par Garibaldi, ingénieux moyen de démentir les succès que s'attribuait le gouvernement dans ses bulletins. L'esprit de révolte se propageait de tous côtés. Même dans le ministère, bien plus, au sein de la famille royale une dissidence complète et passionnée éclatait. Dans une curieuse lettre rendue publique et datée du 24 août, le comte de Syracuse, engageait son neveu à abdiquer pour préserver le pays des malheurs de la guerre. De son côté, le principal ministre, M. Liborio Romano, menait, au profit du mouvement national, une lutte assez vive contre la coterie du roi, contre la reine-mère, le comte de Trani, le prince Ischitella, le prince Cutrofiani et autres. Il avait éventé, assurait-on, un projet de coup d'Etat; mais il n'était pas sûr de triompher des influences princières, et, dans cette éventualité, il avait pris soin de s'entendre secrètement avec le parti révolutionnaire, tout comme ses adversaires s'entendaient avec les représentants de quelques cours étrangères.

M. Alexandre Dumas, arrivé le 24 août sur la rade de Naples, pour y continuer sa propagande de Salerne, raconte mélodramatiquement, dans son volume sur ces événements[1], comme quoi il fut l'un des intermédiaires entre le ministre qui trahissait son Roi et le dictateur qui s'approchait de Naples. A la suite d'un des nombreux tiraillements entre le ministère et la cour, celui-là

[1] *Les Garibaldiens*, page 287.

donna sa démission ; ne pouvant être remplacé il resta néanmoins en fonctions, compliquant ainsi l'anarchie.

Quoique toujours dans la même hésitation, François II avait par moment des lueurs d'énergie, et parlait de marcher à la rencontre de Garibaldi à la tête de sa garde royale. Mais s'il quittait Naples avec sa garnison, était-il bien sûr, vu les dispositions de la population, d'y pouvoir rentrer? Ce doute fut un des motifs qui le fixèrent dans sa capitale, tandis qu'on se battait en Sicile et en Calabre.

Soit pour parer à ce danger éventuel, soit par motif d'humanité, le gouvernement eut l'idée d'obtenir des représentants des puissances européennes un appui indirect, en lui demandant de garantir la neutralisation de la ville de Naples. Mais après quelques pourparlers cette proposition échoua, surtout par l'indifférence de l'ambassadeur anglais, M. Elliot. C'eût été, en effet, faire la partie belle à François II au détriment de son adversaire, et rompre avec le principe de non-intervention convenu entre les cabinets.

Pendant ce temps on concentrait quelques troupes, les corps étrangers entr'autres, à Salerne, et l'on essayait de traiter avec le dictateur. Mais celui-ci, repoussant ces avances, s'approchait toujours de la capitale, terrifiant ou électrisant la population de son vol rapide. Un comité occulte avait soin de faire publier tous les matins sur les murs de Naples le bulletin des progrès de l'avalanche.

Le 4 septembre, il s'agissait pour le Roi de savoir définitivement si l'on résisterait devant Salerne et devant Naples ou non. Un conseil de guerre fut tenu, et deux généraux seulement, Pianelli et Bosco, opinèrent pour la résistance. Les autres, particulièrement MM. de Sau-

get et Viglia, jugèrent l'emploi de la force inutile et impossible.

Le Roi prit alors un moyen-terme, celui de renoncer à la défense de Naples et par conséquent de Salerne, pour concentrer ses troupes plus au Nord et s'appuyer sur les forteresses de Capoue et de Gaëte, par où il relierait en outre son sort à celui du Saint-Père et de l'armée de Lamoricière.

Le 5, il donna l'ordre de la retraite, et, le 6, il s'embarqua sur la *Sajetta*, en laissant derrière lui la proclamation et la protestation suivantes :

PROCLAMATION ROYALE.

Naples, 6 septembre.

Parmi les devoirs prescrits aux rois, ceux des jours d'infortune sont les plus grandioses et les plus solennels, et je veux les remplir avec une résignation exempte de faiblesse, l'âme sereine et confiante, comme il convient au descendant de tant de monarques.

Dans ce but, j'adresse encore une fois la parole au peuple de cette métropole, dont je dois à présent m'éloigner avec douleur.

Une guerre injuste et contre le droit des gens a envahi mes Etats, bien que je fusse en paix avec toutes les puissances européennes.

Le changement des ordres gouvernementaux, mon adhésion aux grands principes nationaux et italiens ne suffirent pas pour les éloigner ; car même la nécessité de défendre l'intégrité de l'Etat entraînera derrière elle des événements que j'ai toujours déplorés. Or, je proteste solennellement contre ces inqualifiables hostilités que les siècles présents et futurs jugeront seuls.

Le corps diplomatique résidant près de ma personne a su, depuis le commencement de cette étrange invasion, de quels sentiments mon âme était remplie pour tous mes peuples, et pour cette illustre ville, afin de la garantir de la ruine et de la guerre, de sauver ses habitants et leurs propriétés, les temples sacrés, les monuments, les établissements publics, les collections d'art, tout ce qui forme, enfin, le patri-

moine de sa civilisation et de sa grandeur, tout ce qui appartiendra aux générations futures et supérieures aux passions de ce temps.

L'heure de tenir cette parole est désormais arrivée. La guerre s'approche des murs de la ville, et c'est avec une douleur ineffable que je m'éloigne avec une partie de mon armée pour me rendre là où la défense de mes droits m'appelle. L'autre partie demeure pour contribuer, de concert avec l'honorable garde nationale, à l'inviolabilité et à la sécurité de la capitale, que je recommande au zèle du ministère comme un palladium sacré. Et je demande à l'honneur et au civisme du syndic de Naples et du commandant de cette même garde citoyenne, d'épargner à cette patrie si chère les horreurs des désordres intérieurs et les désastres de la guerre voisine, et, à cet effet, je concède à ces derniers tous les pouvoirs les plus nécessaires et les plus étendus.

Descendant d'une dynastie qui, pendant cent vingt-six ans, régna dans ces contrées continentales, après les avoir sauvées des horreurs d'un long gouvernement de vice-roi, mes affections sont ici. Je suis Napolitain, et je ne pourrais, sans d'amers regrets, adresser des paroles d'adieu à mes bien-aimés peuples, à mes compatriotes.

Quel que soit mon destin, heureux ou malheureux, je leur conserverai de profonds et affectueux souvenirs. Je leur recommande la concorde, la paix, la sainteté de leurs devoirs nationaux. Qu'un zèle immodéré pour ma couronne ne devienne pas un motif de troubles. Soit que, par le sort de la guerre présente, je revienne bientôt parmi vous ou dans quelque autre temps qu'il plaise à la justice de Dieu de me rendre le trône de mes ancêtres, devenu plus splendide par les institutions libres dont je l'ai irrévocablement entouré, ce que j'implore, dès à présent, c'est de revoir mes peuples unis, forts et heureux.

Naples, le 6 septembre 1860.

François.

Après la proclamation, voici la protestation royale :

François II, etc., etc.,

Puisque un hardi condottiere, avec toutes les forces dont l'Europe révolutionnaire dispose, a attaqué nos domaines invoquant le nom d'un souverain d'Italie, parent et ami, nous avons, par tous les moyens en

notre pouvoir combattu pendant cinq mois pour l'indépendance sacrée de nos Etats. Le sort des armes nous a été contraire. L'entreprise hardie que ce souverain, de la manière la plus formelle, protestait ne pas reconnaître, et qui pourtant, pendant le cours de négociations tentées pour établir un accord intime, recevait, surtout dans ses Etats, secours et appui, cette entreprise, à laquelle toute l'Europe, après avoir proclamé le principe de non-intervention, assista indifférente, nous laissant seul lutter contre l'ennemi de tous, est sur le point d'étendre ses tristes effets jusque sur notre capitale.

D'autre part, la Sicile et les provinces du continent, de longue main et de toutes les manières travaillées par la révolution, dont la pression les a soulevées, ont formé des gouvernements provisoires avec le titre et sous la protection nominale de ce souverain, et elles ont confié à un prétendu dictateur l'autorité et le plein arbitre de leurs destinées.

Fort de nos droits, fondés sur l'histoire, sur les engagements internationaux et sur le droit public européen, tandis que nous comptons prolonger autant qu'il nous sera possible notre défense, nous ne sommes pas moins décidé à n'importe quel sacrifice pour épargner les horreurs d'une lutte et de l'anarchie à cette vaste métropole, siége glorieux des plus anciens souvenirs, berceau des arts et de la civilisation du royaume.

En conséquence, nous sortirons avec notre armée hors de ses murs, nous confiant dans la loyauté et dans l'amour de nos sujets pour le maintien de l'ordre et du respect dû à l'autorité.

En prenant une pareille détermination, nous sentons cependant en même temps le devoir que nous dictent nos droits anciens et inviolables, notre honneur, l'intérêt de nos héritiers et successeurs, et plus encore celui de nos bien-aimés sujets, et nous protestons hautement contre tous les actes jusqu'ici consommés et les événements qui se sont accomplis et qui s'accompliront à l'avenir. Nous réservons tous nos titres et toutes nos raisons émanant des traités et des droits sacrés et incontestables de succession. Nous déclarons solennellement tous les événements et tous les faits mentionnés nuls, illégaux et sans valeur, remettant pour ce qui nous regarde, dans les mains de Dieu tout-puissant, notre cause et celle de nos peuples, dans la ferme assurance de n'avoir pas eu, pendant le temps si court de notre règne, une seule pensée qui n'ait été consacrée à leur bien et à leur bonheur.

Les institutions que nous leur avons irrévocablement garanties en sont le gage.

Cette protestation sera transmise par nous à toutes les cours, et nous voulons que, signée par nous, munie du sceau de nos armes royales et contre-signée par notre ministre des affaires étrangères, elle soit conservée dans nos royaux ministères d'Etat, des affaires étrangères, de la présidence du conseil des ministres et de grâce et justice, comme un monument de notre constante volonté d'opposer toujours la raison et le droit à la violence et à l'usurpation.

Naples, 6 septembre 1860.

Signé : François.

Contre-signé : Jacques de Martino.

A l'occasion de l'embarquement du roi les sentiments supposés à la marine se manifestèrent d'une manière bien éclatante, car il fut, assure-t-on, très difficile de trouver un navire dont le commandant voulût s'acquitter de ce devoir. Le bruit avait couru que François II, en se retirant, se proposait de livrer la flotte à l'Autriche, et nul officier ne voulait prendre le large sur son ordre.

Le soir même du départ du roi, Garibaldi était arrivé devant Salerne, toujours sans coup férir, et après avoir fait capituler, à Vicenza, une nouvelle brigade descendant de la Basilicate. Le camp des Royaux était déjà en grande confusion par suite d'ordres et de contr'ordres incessants. Le colonel garibaldien Frappolli le fit lever en s'emparant du télégraphe, d'où il répandit de droite et de gauche, un peu comme à Marsala, des dépêches de sa façon.

Entré le lendemain matin de bonne heure à Salerne, le dictateur y fut officiellement informé de ce qui se passait à Naples; il y reçut une députation du ministère et une lettre de Liborio Romano, qui l'invitèrent à faire

au plus tôt son entrée dans la capitale où il était attendu et où il serait acclamé de toute la population.

Deux heures après, Garibaldi, poursuivant sa course enchantée, monta en wagon et fit son entrée solennelle à Naples, dans une voiture découverte, en tenue de campagne et accompagné seulement de quelques officiers. Acclamé avec enthousiasme par la foule, salué silencieusement et réglementairement par les troupes royales qui occupaient encore les forts et plusieurs postes, il se rendit au palais de la Foresteria, où il établit son quartier-général et le siége du gouvernement.

Le même jour il s'était annoncé par la proclamation suivante à la *chère population de Naples :*

Fils du peuple, dit-il, c'est avec un vrai respect et un véritable amour que je me présente à ce centre imposant de populations italiennes que beaucoup de siècles de despotisme n'ont pu humilier ni forcer de plier le genou devant la tyrannie.

Le premier besoin de l'Italie était la concorde, pour arriver à l'unité de la grande famille italienne. Aujourd'hui la Providence a pourvu à la concorde, grâce à la sublime unanimité de toutes les provinces pour la reconstitution nationale. Pourvoyons de même à l'unité ! Elle a donné à notre pays Victor-Emmanuel, que nous pouvons appeler dès ce moment le vrai père de la patrie italienne.

Victor-Emmanuel, modèle des souverains, inculquera à ses descendants leur devoir pour la prospérité d'un peuple qui le mit à sa tête avec un frénétique dévouement.

Les prêtres italiens, avec la conscience de leur mission, ont, pour garantie du respect avec lequel ils seront traités, l'élan, le patriotisme, l'attitude vraiment chrétienne de leurs confrères innombrables, que, depuis les moines bien méritants de la Gancia jusqu'aux généreux prêtres du continent napolitain, nous avons toujours vus, à la tête de nos soldats, affronter les plus grands périls des batailles. Je le répète, la concorde est la première nécessité de l'Italie. Donc, les dissidents d'autrefois qui maintenant veulent porter sincèrement leur pierre à l'édifice de la patrie, nous les accueillerons comme frères. Enfin, tout

en respectant la maison d'autrui, nous voulons êtres maîtres dans la nôtre, que les tout-puissants de la terre le veuillent ou ne le veuillent pas.

Salerne, 7 septembre 1860 au matin.

G. Garibaldi.

Garibaldi prit possession du pouvoir en nommant un ministère où entrèrent M. Liborio Romano, comme ministre de l'intérieur, et le général Cosenz, à la guerre. Des ambassadeurs furent aussitôt désignés pour Turin, Paris et Londres.

L'armée garibaldienne, qui, quoique fort ingambe, n'avait pas pu marcher aussi vite que son chef, et dont maints traînards se trouvaient encore en Calabre, continua de s'avancer processionnellement. La division Turr, qui avait pris les devants, commença d'entrer dans la capitale le 8. En même temps les troupes bourbonniennes remettaient leurs postes, y compris Saint-Elme, à la garde nationale et évacuaient la ville ; les uns gagnèrent leurs villages, les autres se dirigèrent sur Capoue.

En 18 jours, les volontaires avaient franchi les 25 étapes qu'on compte de Naples à Reggio. En quatre mois ils avaient conquis à la cause nationale un royaume de neuf millions d'âmes, car une fois hors de sa capitale, François II n'apparaissait plus que comme un prétendant.

Tout n'était pourtant pas fini par la prise de Naples. Si un grand succès aux yeux de l'Europe et des populations de l'Italie avait été remporté par Garibaldi, en revanche la situation purement militaire ne s'était pas transformée dans les mêmes proportions.

La seule configuration géographique du royaume, longue bande de territoire présentant un grand développe-

ment de côtes, fait de sa défense un problème difficile et compliqué. Sans l'appui d'une vigoureuse marine, empêcher quelques premiers succès à de hardies bandes est une tâche presque impossible. Mais une fois que ces premiers succès ont bien dessiné le point où l'ennemi a pris pied et la direction de son offensive ultérieure, alors la défense rentre dans les cas ordinaires. Il ne s'agit plus que de marcher à la rencontre de l'envahisseur avec autant de forces que possible. Pour le cas particulier la possession simultanée d'une grande cité devenait un embarras; il fallait ou la tenir en respect en y immobilisant des troupes trop nombreuses, ou risquer de la voir, au premier revers, s'insurger sur les derrières de l'armée. En un mot Naples, avec ses 500 mille âmes en tourmente, avec sa rade ouverte à toutes les intrigues du dehors, avec ses forts condamnés à la modération, avec ses escadres insubordonnées et mêlées à des escadres étrangères de neutralité suspecte pour ne pas dire hostile, Naples était pour le Roi un gros *impedimentum*. Il fit sagement, dans la situation où il se trouvait, d'en passer les charges à son adversaire. Il grandissait le prestige de Garibaldi, il est vrai, mais en même temps il y attachait toutes les complications que devait forcément soulever la question du nouveau mode de gouvernement. Suivant ce qui adviendrait, ou l'Italie libérale devrait se diviser et se déchirer, ou bien l'Europe devrait s'en mêler.

La partie de François II n'était donc pas encore aussi désespérée qu'elle en avait l'air. Il lui restait d'ailleurs une cinquantaine de mille hommes, deux forteresses, un beau matériel; c'était suffisant, si la fortune ne lui était pas trop défavorable, pour rétablir ses affaires et pour reprendre, au moins momentanément, son autorité de roi constitutionnel.

Garibaldi sentit le péril, sinon complétement, au moins à moitié. Nous sommes obligé de dire à moitié, car il donna trop de soins à la politique, et, pendant quelques jours, il sembla oublier son armée pour s'adonner à d'innombrables harangues, proclamations et décrets.

Il n'y a pas de pays où l'on abuse de ces choses-là plus que dans l'Italie méridionale. Il est vrai qu'en revanche elles n'ont nulle part plus de légèreté. La veille de son départ, François II n'avait pas rendu moins de seize décrets. Garibaldi dut céder à la manie; on lui en apportait de tous côtés; il y en eut une grêle, parmi lesquels plusieurs, en petit nombre, fort louables, celui par exemple qui plaçait toutes les forces maritimes du royaume sous l'amiral sarde Persano, d'autres insignifiants ou inopportuns, et quelques-uns détestables, celui entr'autres où l'on honorait le meurtre dans les parents d'un régicide.

Quant aux mesures par lesquelles Garibaldi eût pu, grâce au prestige de sa nouvelle situation, quintupler ses effectifs et les pourvoir du matériel nécessaire; il n'y en eut pas de sérieuses. Bien loin même d'augmenter son armée, ou mieux, de se créer maintenant une véritable armée, qui, par les éléments dont elle se fût composée, serait devenue une force européenne importante, il suspendit ses enrôlements à Gênes, limita lui-même son œuvre et s'égara dans de menus détails de gouvernement et d'administration étrangers à son programme.

Son heureuse étoile, couronnant la bravoure de ses soldats, le préserva seule des conséquences fâcheuses qui auraient pu résulter de cette défaillance momentanée.

Des mouvements royalistes avaient éclaté à Avellino et dans les environs. Il s'agissait de les réprimer, et, à peine au pouvoir, le dictateur, drapé à son tour de légalité, voile fragile en nos temps, put constater qu'il est plus facile parfois d'être heureux révolutionnaire que pacifique souverain légitime. La division Turr fut envoyée contre Avellino. C'était cependant à Capoue qu'il eût fallu, en ce moment, battre les insurrections bourbonniennes et non sur des points isolés, où l'on éparpillait les forces dans des directions excentriques.

Les autres divisions, au fur et à mesure qu'elles arrivaient de Salerne à Naples, furent envoyées dans la direction de Capoue, et un camp fut établi près de Maddaloni. La division Turr, après être restée 4 à 5 jours à châtier les insurgés d'Avellino et d'Ariano, et après avoir, en même temps, fait capituler la brigade Bonami, revint à Naples et rejoignit aussi le camp des volontaires.

Quant à Garibaldi, les soins de son armée d'un côté, de son ministère, de ses prodictateurs et de leurs intrigues politiques de l'autre, lui donnaient déjà une lourde tâche.

Non-seulement le pays était dans l'anarchie administrative[1] mais il s'agissait encore de savoir, à Naples,

[1] Un spirituel littérateur qui se trouvait sur les lieux, M. Marc Monnier, fait de cet état de choses le tableau suivant :

« On ne sent le désordre que dans les régions administratives et on le sent si fort que les ministres en masse voulaient donner avant-hier leur démission.

» C'est surtout dans les provinces que ce désordre est terrible. On a nommé partout des gouverneurs avec des pouvoirs illimités : ailleurs des prodictateurs se sont élus eux-mêmes. Ces fonctionnaires, têtes brûlées, bouleversent tout avec une tranquillité qui fait frémir. Ils arrangent à leur gré les lois administratives. Ils nomment des conseils provinciaux, ils changent les droits, abolissent les impôts sans s'inquiéter du pouvoir supérieur ni du ministère responsable qui règne à

comme à Palerme, si l'on s'annexerait immédiatement au Piémont ou seulement plus tard. Garibaldi, pour être plus libre dans ses opérations militaires, ne voulait pas de l'annexion immédiate, mais il redoutait plus fortement encore les divisions intestines qui auraient pu surgir de cette question. La confiance en lui était universelle, et il fit ce qu'il put pour arranger tout le monde; il dirigeait les affaires personnellement à Naples, sans cesse en mouvement, sur le chemin de fer, de la capitale à Maddaloni et à Caserte. Le 14 septembre, il proclama le Statut piémontais, puis il partit pour Palerme, où il publia, le 17, la proclamation suivante, qui suffit à caractériser la situation politique :

Au peuple de Palerme,

Le peuple de Palerme a été ces jours derniers aussi impassible en face des hommes corrupteurs qui cherchaient à l'égarer, qu'il l'a été le jour du bombardement.

Ces hommes vous ont parlé d'annexion, comme s'ils désiraient plus ardemment que moi la régénération de l'Italie. Leur but était de servir de vils intérêts particuliers. Mais vous, vous avez répondu comme il convient à un peuple qui connaît la dignité et qui a la confiance dans le programme sacré et inviolable que j'ai proclamé :

Italie et Victor-Emmanuel.

C'est à Rome, peuple de Palerme, que nous proclamerons le *royaume d'Italie.*

C'est là seulement que nous sanctifierons le grand nombre de familles libres, et celles qui sont encore esclaves sur cette terre.

Naples. L'un exécute le Statut piémontais, l'autre expurge le Napolitain; un troisième n'est pas fort loin de proclamer la république. Le ministère nomme un fonctionnaire dans telle province, le gouverneur fait mettre ce fonctionnaire en prison. Ajoutez que Mazzini vient d'arriver à Naples. »

Si j'avais voulu l'annexion à Naples, je n'aurais pas passé le Vulturno.

Si j'avais voulu l'annexion à Palorme, je n'aurais pas franchi le détroit.

Mais tant qu'il restera en Italie des chaînes à briser, je suivrai mon chemin ou j'y laisserai mes os.

Je vous laisse Mordini pour pro-dictateur ; il se montrera, j'en suis certain, digne de vous et digne de l'Italie.

Il me reste à vous remercier, vous et la brave milice nationale, pour la confiance que vous avez eue en moi et aux destinées de votre pays.

Votre GARIBALDI.

Rentré à Naples, Garibaldi annonça enfin de nouveaux combats par un ordre du jour qui mérite aussi d'être cité. En voici le texte :

PROCLAMATION.

Le dictateur de l'Italie méridionale aux volontaires.

Quand l'idée de la patrie était en Italie le don du petit nombre, on conspirait et l'on mourait. Aujourd'hui l'on combat et l'on triomphe. Les patriotes sont assez nombreux pour former des armées et livrer bataille aux ennemis. Mais notre victoire ne fut pas complète. L'Italie n'est point libre encore tout entière, et nous sommes bien loin des Alpes notre but glorieux. Le fruit le plus précieux de ces premiers succès est de pouvoir nous armer et poursuivre. Je vous trouvai prêts à me suivre, et maintenant je vous appelle tous à moi. Hâtez-vous d'accourir à la revue générale de ces troupes qui doivent être la nation armée, pour rendre l'Italie libre et une, que les puissants de la terre le veuillent ou non.

Rassemblez-vous dans les places de vos villes, en vous rangeant avec ce populaire instinct de guerre qui suffit pour vous faire assaillir ensemble l'ennemi.

Les chefs des corps ainsi formés avertiront avant leur arrivée à Naples le directeur du ministère de la guerre afin qu'il tienne prêt

tout ce qu'il faut. Pour les corps qui pourraient venir ici plus convenablement par voie de mer, seront données les dispositions opportunes.

Italiens, le moment est suprême. Déjà des frères à nous combattent l'étranger dans le cœur de l'Italie. Allons à leur rencontre à Rome, pour marcher de là tous ensemble sur les terres de Venise. Tout ce qui est notre devoir est notre droit, nous pourrons le faire si nous sommes forts. Des armes donc et des hommes ! Du cœur, du fer et la liberté !

Naples, 19 septembre 1860.

G. Garibaldi.

Mais pour aller à Rome il fallait auparavant franchir le Volturne, sur lequel les Royaux se trouvaient concentrés, et Garibaldi avait, à cet effet, donné des ordres d'attaque pour le jour du 19.

Dans la matinée seulement il se rendit au camp, ayant ainsi laissé dormir ses opérations au moins une huitaine de jours de trop, et perdu par là une partie des bénéfices de la marche étonnamment accélérée qui l'avait conduit à Naples. S'il avait cru devoir doubler les étapes pour arriver dans la capitale, il aurait dû les tripler pour en sortir, et n'avoir ni trève ni repos jusqu'à ce qu'il en eût fini avec l'armée du Roi. Laissant Naples aux soins d'un commandant de place secondé de recruteurs et d'instructeurs, il aurait dû être déjà le 9 sur le Volturne avec la division Turr; mais au lieu de cela, Garibaldi essaya de gouverner et de mettre la paix au milieu d'agitateurs et d'hommes d'Etat en discorde. C'est par le même écart qu'il crut devoir envoyer la division Turr faire un service de gendarmerie à Avellino, au lieu de la mettre aux trousses immédiates du Roi. Pouvait-on cependant avoir la prétention d'effectuer un changement de dynastie sans qu'il y eût, ci et là, quelques

troubles? et le plus pressant n'était-il pas, nous le répétons, de se débarrasser de la cause même de ces troubles, c'est-à-dire de François II et de l'armée qui lui restait?

C'est ainsi que, s'occupant d'affaires civiles quand il aurait dû ne penser qu'à ses opérations militaires, Garibaldi n'arriva que le 19 devant les nouvelles positions des Royaux.

Le Volturne, descendant des monts Biferno dans l'Apennin, coule d'abord dans le sens de la largeur de la Péninsule jusqu'à Venafro, puis tourne à l'Est jusqu'au confluent du Calore venant du Bénévent, où il reprend sa direction première pour se jeter dans la mer Tyrhénienne à peu près à mi-chemin entre Naples et Gaëte. C'est cette dernière partie de son cours, d'une dizaine de lieues d'étendue, qui allait être le théâtre de nouvelles luttes. Les eaux en sont profondes, larges en aval de Capoue et assez rapides au débouché de la montagne.

Capoue, ville fortifiée par Vauban et complétée par le roi Ferdinand II, est à mi-distance entre le dernier coude du Volturne et la mer; elle forme donc le centre de la position du Volturne; située sur la rive gauche, elle est, au moyen de canaux et de fossés, entourée de tous côtés par les eaux. Quelques lieues plus haut, dans le rentrant du coude et sur la rive droite, se trouvent la petite ville de Cajazzo et le bourg de Campagnano, contrées montagneuses formant la gauche de la position des Royaux. En amont de Capoue les berges du fleuve sont souvent escarpées, et sur presque tout le parcours la rive gauche domine la droite; en aval de la forteresse c'est le contraire; là se développe, sur la rive gauche, la plaine célèbre dès les temps les plus anciens par sa

belle végétation. En aval de la place, sur la rive droite, se trouvent quelques légers mamelons et le village de San-Clemenze, où les Royaux avaient leur droite.

A Capoue, trois grandes voies viennent, de la direction de la capitale, traverser le Volturne. La route de Rome, la plus directe, coupée à Aversa par un canal; celle par Caserte, faisant un coude à l'Est; enfin le chemin de fer, faisant d'abord un plus fort coude encore à l'Est par Acerra, puis aboutissant devant Capoue entre les deux premières, après avoir tracé l'important carrefour de Maddaloni.

Les Garibaldiens avaient donc l'avantage de pouvoir se servir du chemin do for. Le centre de leur position était Caserte, la gauche de leur ligne s'appuyait à Sta-Maria, l'ancienne Capoue d'Annibal, dernière station sur le chemin de fer, et à San-Tammaro sur la route d'Averse; la droite au Mont San-Angelo et à Limatola, en face de Cajazzo.

L'armée napolitaine se réorganisait et se concentrait à ce moment entre le Volturne et Gaëte. François II se trouvait dans cette dernière place, qui est à deux étapes de Capoue, mais ses frères étaient aux avant-postes. A Capoue commandait le général Salzano, ayant alors une vingtaine de mille hommes sous ses ordres; un camp retranché occupé par environ huit mille hommes avait été établi en face de la station du chemin do fer. Deux brigades tenaient Cajazzo et les environs.

Dès le 15 quelques escarmouches avaient eu lieu à Sta-Maria et à San-Lucio, entre les avant-postes de Turr et ceux des Royaux. Trois cents chasseurs commandés par le major Schudaffy avaient aussi réussi à prendre les grands devants sur la droite et à se porter jusqu'à Piedimonte. D'autres, faisant le même jeu par la gauche,

avaient débarqué à l'embouchure du Garigliano, et s'avançaient dans le pays en enfants perdus, forçant les Royaux à s'éparpiller pour tout surveiller, et facilitant par là le passage du fleuve.

Pour le passage même du 19, essentiellement confié à la division Turr, les forces assaillantes furent réparties en deux colonnes.

A droite la brigade Eber et un bataillon de chasseurs, dirigés par Turr, devaient chercher à passer le fleuve au bac de Formicolo ou à celui de Cajazzo, puis s'emparer de cette dernière ville, d'où l'on dominerait la position de Capoue et menacerait ses communications avec Gaëte.

A gauche une force à peu près égale ferait, pendant ce temps, des démonstrations contre Capoue même. Cette seconde colonne fut placée sous la direction du chef d'état-major de Turr, le colonel Rustow, officier zuricois et écrivain militaire bien connu.

L'opération réussit à souhait quoiqu'au prix de fortes pertes, trop fortes peut-être.

De grand matin Rustow s'avança sur Capoue avec le gros de sa troupe, 1300 hommes et deux canons, par Santa-Maria, tandis que le colonel Spangaro le secondait plus à gauche par San-Tammaro et Casino-Reale avec 500 hommes. Une action très vive s'engagea à la sortie de Santa-Maria, et les Royaux se replièrent sur leur camp retranché. Rustow, entraîné par un premier succès, put même avoir un moment l'idée de changer la diversion en attaque réelle et de pénétrer dans la place sur les talons des défenseurs. Mais ceux-ci, protégés par une forte artillerie, développèrent bientôt des lignes imposantes et ouvrirent un feu très meurtrier. Après être arrivé jusqu'au fossé du glacis voisin de la gare, Rustow, dont la gauche était d'ailleurs à découvert par un arrêt

dans la marche de Spangarò, dut ordonner la retraite. Elle s'exécuta d'abord en assez bon ordre, malgré les charges de la cavalerie royale et la débandade des réserves siciliennes de La Masa appelées au renfort. Les deux canons, un moment fort compromis, ne furent sauvés que par le courage de quelques braves Lombards. Vers midi Rustow rentra à Santa-Maria pour y réorganiser ses colonnes et faire donner des vivres et des munitions. Il avait perdu environ 200 hommes, mais il avait, selon ses ordres, réussi à entretenir loin du point décisif une dizaine de mille hommes, dont les brigades Mechel et Cutrofiano.

Vers trois heures, Rustow entendant gronder le canon du côté de Cajazzo et ne voulant pas laisser perdre les bénéfices de sa diversion en permettant aux Royaux de Capoue de remonter le fleuve, il attaqua de nouveau, et maintint son feu jusque vers cinq heures, moment où il reçut de Garibaldi l'ordre de la retraite.

Cajazzo, en effet, venait d'être enlevé par l'aile droite.

De grand matin Turr avait lancé trois compagnies sur le bac de Formicolo par la montagne, et il avait pris ensuite cette même direction avec la brigade Eber. Une partie de sa brigade et ses deux canons entretinrent l'ennemi aux environs de San-Angelo, du bac de Formicolo et des hauteurs de Gradillo, pendant qu'une autre colonne sous le commandement du major Cattabene se porta plus en amont, passa le fleuve au-dessus de Cajazzo, et marcha sur cette ville. Après un combat de rues et de barricades assez vif, les Royaux, rappelés au reste sur Capoue par suite de l'attaque de Rustow, se replièrent, et Cajazzo resta aux Garibaldiens.

La journée avait été au demeurant favorable à ceux-

ci, puisqu'ils obtinrent finalement ce qu'ils avaient recherché, un point au-delà du Volturne; mais leurs pertes furent notables. On a parlé d'environ 600 hommes hors de combat; le colonel Spangaro fut blessé, le major Bricoli grièvement atteint, le major Poppi tué; Rustow eut un cheval tué sous lui et n'échappa à la mort, sous la mitraille du camp retranché, que par miracle. Garibaldi surveilla une grande partie de l'action depuis les hauteurs de la rive gauche, et, se transportant d'un point de la ligne à l'autre, il y participa souvent en temps très opportun.

Ce n'était pas tout, pour les Garibaldiens, que d'avoir pris pied à Cajazzo; ce point, comme nous l'avons déjà dit, était pour eux une position essentiellement offensive; il s'agissait maintenant d'aller plus loin, et, en premier lieu, de s'y tenir solidement.

Il paraît toutefois que les meilleures mesures ne furent pas prises à cet effet. On y envoya bien quelques renforts, de la division Medici, entr'autres, sous le colonel Vacchieri, mais en petit nombre, un millier d'hommes, car les Royaux de Capoue, enhardis par la retraite de Rustow, faisaient mine à leur tour de vouloir prendre l'offensive. Puis on oublia de réapprovisionner ces colonnes avancées; on n'osa pas non plus les soutenir d'artillerie, et l'on négligea d'établir des ponts sur le Volturne pour le cas de retraite. En outre, la population ne paraissait pas des plus sympathiques.

De son côté, le général Salzano avait senti le danger qui menaçait sa gauche, et il avait résolu de déloger au plus tôt l'ennemi de Cajazzo. Rendant la pareille à Garibaldi, il renforça ses grand'gardes, le 20 au soir, devant Santa-Maria, comme pour attaquer la ville, et, en même temps, il dirigea la division Colonna sur Cajazzo.

Le matin du 21, les éclaireurs autour de Cajazzo se ruèrent les uns sur les autres, car le colonel Vacchieri ayant eu avis de l'approche des Royaux, n'avait pas voulu les attendre dans la ville et s'était courageusement porté à leur rencontre. Au premier choc, la brigade commandée par Colonna fut refoulée, et les Garibaldiens, placés dans des positions dominantes, réussirent à la tenir à bonne distance pendant environ quatre heures. Ils espéraient l'arrivée de renforts vivement sollicités auprès des divisions Medici et Turr. Mais les renforts n'arrivèrent pas. D'autre part la seconde brigade napolitaine, von Mechel, entra bientôt en ligne et, devant son feu, secondé de celui d'une batterie d'artillerie et de deux escadrons de cavalerie, les Garibaldiens se mirent en retraite. Quelques retours offensifs à la baïonnette qu'ils essayèrent en se retirant n'eurent aucun succès, et ils furent continuellement serrés de près sur Cajazzo, où les Napolitains entrèrent au milieu d'eux. Vacchieri pensait trouver un abri en ville, derrière les barricades, où il pourrait attendre les renforts demandés. Mais il y trouva au contraire de nouveaux ennemis. Les habitants, joints à des paysans du voisinage, les reçurent de leurs fenêtres à coups de fusil et de pierres. Ce ne fut plus alors un combat mais un épouvantable carnage. On joua de la baïonnette et du poignard. Les Garibaldiens durent chercher leur salut individuellement, les uns en traversant le Volturne à la nage, les autres en s'échappant par la montagne. Le plus petit nombre d'entr'eux put regagner la rive gauche du fleuve.

Environ 200 prisonniers, deux drapeaux, beaucoup d'objets d'armement et d'équipement restèrent entre les mains des Royaux ; parmi les prisonniers se trouva le major Cattabene, blessé. Mais ces trophées ne furent pas

acquis sans peine; ils coûtèrent aux vainqueurs environ 200 hommes hors de combat, dont le lieutenant-colonel La Rosa.

Cet échec des Garibaldiens, le plus grave, et, à vrai dire, le premier qu'ils eussent reçu depuis l'ouverture de la campagne, put bien faire ressortir la différence des situations militaires respectives depuis l'abandon de Naples par le Roi, ainsi que la faute commise par Garibaldi d'avoir laissé son armée trop longtemps au repos.

Si la pointe faite sur Capoue le 19, avait été tentée avec la même énergie le 9, — et à cette date la plus grande partie de la division Turr aurait bien pu se trouver sur le Volturne, — il est probable qu'elle eût eu beaucoup plus de chances de réussite. L'armée royale à ce moment n'avait pas tous les renforts qu'elle reçut depuis; toujours sous le coup de ses promptes retraites, elle n'était ni remise de ses émotions ni réorganisée; la défense de Capoue n'était également pas convenablement préparée. On eût donc pu espérer quelque coup de filet comme à Milazzo, comme à Messine, comme à Reggio, comme à Scylla, où l'illustre chef des volontaires avait si bien compris la valeur du temps et celle des secousses morales qui peuvent ébranler une troupe.

D'ailleurs les jours passés à Naples n'avaient pas été mis à profit comme ils auraient pu l'être pour accroître la force de l'armée. Le 19 et le 21 il n'y eut que quatre bouches à feu disponibles, tandis que 40, qu'il n'était point impossible de se procurer, n'eussent pas été de trop pour la besogne de ces journées. Il n'y eut également pas de matériel de pont. Les outils de pionniers, les clayonnages, les sacs-à-terre, toutes choses qu'il eût été facile de trouver et qui eussent été utiles sur le Volturne,

faisaient également défaut. En revanche le personnel s'était-il augmenté? Nous ne savons; mais on n'en vit guère le bénéfice, puisqu'il n'y eut que la moitié des troupes de l'armée ordinaire qui donna, le 19, et qu'on laissa, le 21, accabler Vacchieri à Cajazzo, faute de renforts, tandis que les troupes, à proximité sur l'autre rive, n'étaient pas même engagées.

D'autre part l'armée napolitaine, débarrassée de Naples et des servitudes diverses que la possession de cette grande capitale imposait à son action, avait repris quelque énergie et se montrait plus solide. Elle redevenait une armée dans l'acception réelle du mot, peu terrible, il est vrai, mais enfin une armée, contre laquelle l'élan seul et des combinaisons politiques ne pouvaient plus assurer le succès. La lutte tendait à devenir plus réellement militaire et moins révolutionnaire, et il fallait en conséquence qu'il y eût désormais plus d'égalité dans les moyens, dans les effectifs comme dans le matériel.

Après la journée du 21, Garibaldi comprit la situation. Il se hâta de renoncer à l'offensive pour se mettre à son tour en défense. Des ouvrages furent ordonnés aux trois principaux débouchés, à San-Tammaro, Santa-Maria et San-Angelo, ainsi que sur les hauteurs qui surplombent ces deux derniers points. Les avant-postes furent palissadés et toutes les maisons favorablement situées furent crénelées et percées de meurtrières. Le vaste amphithéâtre romain de Santa-Maria, situé en avant de la ville, entre les routes de San-Angelo et de Capoue, fut flanqué de deux batteries et de coupures, et se transforma en une vraie citadelle. Une grande activité fut mise à ces travaux; et, comme le dictateur avait, lui aussi, besoin de soigner son prestige de conquérant, il

annonça gravement, et toute la presse européenne après lui, qu'il faisait le siége de Capoue !

Dans ces circonstances, Garibaldi fut encore protégé par son heureuse étoile. Si, profitant de l'empire que donne le succès, le général Salzano eût pris, le lendemain de l'affaire de Cajazzo, une vigoureuse offensive, il est possible qu'il eût forcé Garibaldi à la retraite, et une fois sur cette pente, le dictateur eût vu sans doute tourner rapidement la roue de la fortune.

Mais le commandant en chef des Napolitains ne sut pas prendre à temps cette résolution, ou s'il la prit en temps voulu, il en prépara l'échec par d'incroyables lenteurs d'exécution. La dernière semaine de septembre s'écoula, sur la rive droite du Volturne, en marches et en contre-marches au moins inutiles, et, sur la rive gauche, en construction de batteries, autour de Santa-Maria et de San-Angelo entr'autres, pour lesquelles on put pourtant réunir une quinzaine de bouches à feu.

A Capoue on avait cependant combiné un grand projet offensif, qui, s'il réussissait, reconduirait d'emblée François II à Naples, et qui devait être exécuté le 1er octobre.

Pour ce jour-là, les Royaux se fixèrent deux attaques principales.

La première masse, l'aile droite, commandée par le général Ritucci, s'avancerait directement de Capoue sur Caserte.

L'aile gauche, sous le général Mechel, dut faire, de Cajazzo, un grand mouvement tournant par la gauche, pour arriver, à travers la montagne, entre Caserte et Maddaloni.

Les deux colonnes effectueraient leur jonction aux

environs de Maddaloni, où les Garibaldiens se trouveraient ainsi cernés ou rejetés sur Naples.

En attendant, une brigade établirait la communication entre les deux ailes, en débouchant par Formicolo contre San-Angelo, puis en s'avançant par San-Leucio sur Caserte.

Pour les circonstances du moment, ce plan n'était pas trop mal conçu en somme. On pouvait bien lui reprocher d'embrasser un espace de terrain un peu vaste, de ne pas assez soigner le centre du front, et surtout de faire faire à la gauche un mouvement trop étendu. Mais du côté des Royaux la supériorité du nombre et des moyens d'action était telle qu'ils pouvaient se croire autorisés à ce détachement de luxe, dans l'espoir d'un fécond coup de filet sur les troupes qui seraient battues de front. Le tout était de commencer par battre celles-ci.

Disons dors et déjà que la combinaison, dans ses dispositions essentielles, ne fut point mal exécutée; elle n'eut que le tort principal d'arriver huit jours trop tard, c'est-à-dire de trouver le front des Garibaldiens beaucoup plus fort et beaucoup mieux défendu qu'on ne s'y attendait.

Le matin du 1er octobre, l'armée méridionale, toujours basée sur Maddaloni, avait son quartier-général à Caserte. La division Cosenz, alors commandée par le brigadier Milwitz, tenait la gauche, à Santa-Maria et à San-Tammaro. Au centre et à droite, appuyées à la position de San-Angelo, se trouvaient la brigade Eber et les débris de la division Medici. En arrière et à l'extrême droite, entre les monts de Caserta-Vecchia et Maddaloni, se tenaient la petite division Bixio, puis la division Turr, en réserve générale, toutes deux prêtes à se porter sur

le centre du front comme à recevoir les Royaux du mouvement tournant, dont Garibaldi avait appris la marche.

Le 21, à 6 heures du matin, Ritucci déboucha de Capoue, avec une quinzaine de mille hommes, et, tandis que la moitié se dirigeait sur San-Angelo, l'autre moitié se porta sur Santa-Maria, en deux colonnes, une le long du chemin de fer, l'autre par la route consulaire.

Ritucci avait avec lui une brigade de cavalerie sous les ordres du général Palmieri, et cinq batteries sous les ordres du général Negri. Les généraux Colonna et Barbalonga commandaient l'infanterie.

Une vive fusillade signala les premiers pas des Napolitains ; les Garibaldiens s'engagèrent avec courage, mais ils furent rejetés sur Santa-Maria. A l'entrée de la ville ils reçurent le renfort de la brigade Assanti, arrivant de Caserte, et qui alla prendre la droite, fortement menacée. Le combat recommença aussitôt et redoubla de vigueur. Il fut très tenace, surtout aux Arches-Romaines et autour de l'amphithéâtre Campan. Les Royaux s'avançaient en ligne parfois aussi régulières que sur la place d'exercices ; de leur côté, les casaques-rouges les assaillaient avec un élan de boule-dogues. Soutenus par de forts avant-postes dans diverses fermes crénelées, et par leurs batteries de position, les soldats de la brigade Millwitz entr'autres se comportèrent fort bien, et surent à propos user tour à tour d'un feu meurtrier et de charges impétueuses à la baïonnette, en faisant de l'amphithéâtre leur blockhaus. On loue moins l'action de la brigade sicilienne La Masa. La compagnie française de Flotte, commandée par le capitaine Paugam, eut l'avantage de retenir pendant plusieurs heures trois à quatre régiments napolitains autour de deux fermes, dont ceux-ci s'amusèrent à faire le siége

au lieu de poursuivre plus en avant et de chercher à tourner le front si fort de la ville.

D'autre part le général Millwitz avait lancé à propos sur la droite des Royaux le régiment toscan Malenchini, tandis que plus à gauche encore des bandes calabraises, sous le commandement du colonel Corte, étaient jetées jusque sur les revers de l'ennemi.

Dans ces entrefaites, des réserves et des renforts arrivaient sans cesse de Caserte, d'Aversa et même de Naples. Des gardes nationaux de ces villes, des troupes de la division Turr, des marins de la rade de Naples et parmi eux surtout des Anglais et des Sardes, des volontaires nouvellement débarqués, des bersagliers et des artilleurs piémontais s'échappant des forts de la capitale, des touristes en passage, des curieux, des importants, tous accouraient pêle-mêle, à pied, à cheval, en voiture, en chemin de fer, et s'entassaient aux abords de Santa-Maria, où chacun prenait son rôle un peu à sa guise. Des matelots de la frégate anglaise le *Renown* s'unirent aux artilleurs toscans sur le chemin de fer; des artilleurs piémontais trouvèrent aussi des pièces à desservir; les bersagliers se lancèrent dans la campagne à gauche, et bientôt la défense, quoique très confuse, fut assez solide pour arrêter tout progrès de l'ennemi. Vers deux heures après midi, et après deux attaques vigoureuses mais sans autre résultat que de joncher le sol de cadavres, les Royaux durent définitivement renoncer à passer outre sur ce point.

Déjà depuis midi l'action s'y était ralentie pour s'animer au contraire du côté de San-Angelo. Là un feu formidable d'artillerie s'était ouvert de bonne heure; deux des trois batteries étagées des Garibaldiens, celles d'en

bas, souffrirent beaucoup du canon, très supérieur, de la rive droite, et déjà vers onze heures du matin elles étaient presque complétement détruites. En même temps de fortes colonnes de Royaux s'avançaient, de droite et de gauche sur le Monte San-Angelo, venant de la Piana d'un côté et de Capoue de l'autre.

Pendant trois à quatre heures les Garibaldiens leur firent face et soutinrent bravement leurs assauts. Mais l'une d'entr'elles, forte d'environ deux mille hommes, avait réussi à contourner leurs contre-forts, s'était précipitée sur les batteries inférieures, avait encloué cinq pièces et se mettait en devoir d'enlever le sommet du Monte, clef de la position, défendue encore par les artilleurs gênois, par la brigade Eber et par une fraction de brigade de la division Medici.

La situation était critique. A ce moment Garibaldi se trouvait un peu sur la gauche, sur la route de Santa-Maria, organisant les colonnes de renfort qui lui arrivaient de cette direction, et leur distribuant leur rôle. Voyant les progrès de plus en plus menaçants de l'ennemi, il ramassa tous les hommes qu'il trouva sous sa main, et, les appelant à une mort glorieuse, il les entraîna vers Monte-San-Angelo. Lui-même, en avant avec une centaine d'hommes, affronta plusieurs décharges des chaînes ennemies; sa petite colonne fut criblée de balles par des tirailleurs napolitains postés dans une grande ferme. Ses habits furent troués et il reçut même une légère écorchure; mais le dictateur ne se laissa pas retarder par cet incident. Le sabre à la main, il refoula les chasseurs royaux et arriva au milieu des défenseurs du Monte en leur criant : « Vive l'Italie ! »

Il était temps; car, épuisés par une lutte acharnée de quatre heures, ceux-ci allaient être forcés à la retraite.

Le bataillon hongrois Mogyoradi, qui s'était héroïquement battu, fut de nouveau porté en avant, et, les renforts continuant d'arriver, une vigoureuse offensive, Garibaldi et Medici en tête, fut prise et poursuivie avec succès. Le Monte fut dégagé vers cinq heures du soir, et les batteries perdues reconquises.

Sur ce point, comme à Santa-Maria, les efforts du général Ritucci, quoiqu'ayant donné lieu à d'émouvantes péripéties, restèrent en somme sans résultat.

Pendant ce temps, le mouvement tournant de la gauche des Royaux s'était opéré. La colonne Mechel, en route depuis deux jours déjà, était arrivée sans grande peine et à l'heure voulue entre Maddaloni et Caserta-Vecchia. Mais là elle avait trouvé, contre son attente, un ennemi préparé à lui faire réception. La division Bixio, sentant toute la gravité de sa tâche, s'engagea contre les Royaux avec une grande énergie. Solidement établie au Pont della Valle et autour d'un moulin du voisinage, à une lieue environ au nord-est de Maddaloni, elle repoussa toutes les attaques des corps bavarois, et, renforcée par des troupes de Turr, elle put à son tour prendre l'offensive et précipiter la retraite des assaillants.

Qui tourne, risque facilement d'être tourné. En d'autres termes, le grand-maître de l'art nous dit : « Opérez sur les communications de l'ennemi, *mais en sachant maintenir les vôtres.* » Cette seconde portion du précepte, si bien formulé par Jomini, n'avait pas beaucoup préoccupé les généraux napolitains.

Il est vrai que le cours de toute la campagne avait mis les mouvements tournants à la mode, et que rien d'ailleurs ne séduit ou ne frappe mieux les officiers peu experts que les opérations de ce genre. Autre chose est

de les mener sûrement à bonne fin et de placer leur résultat au-dessus des chances du « petit bonheur. » C'est là seulement le secret des habiles.

Garibaldi avait pu toutefois user largement de mouvements semblables; la nature spéciale de la guerre qu'il faisait le lui permettait, l'y invitait. Dès son arrivée sur la plage de Marsala, il avait montré, en se lançant aussitôt dans la montagne, que sa principale base d'opérations serait l'insurrection. Or comme l'insurrection existait partout, il avait de tous côtés des lignes de retraite, et il put se donner à satiété le plaisir de tourner ses adversaires.

Pour les Royaux il en était tout autrement. Ils auraient dû donc garder plus de mesure dans les mouvements de leur gauche, le 1er octobre. Ne l'ayant pas fait et s'étant trouvés malheureux sur le front, une notable portion de cette gauche devait rester aux mains des Garibaldiens et y resta en effet. Une colonne entr'autres, forte d'environ deux mille hommes et commandée par le colonel Ruiz, se laissa cerner dans les environs de Caserta-Nuova et dut mettre bas les armes. Ce fut, avec la chute des grandes espérances fondées sur l'offensive, leur principal échec de la journée.

Quant aux autres pertes, elles furent à peu près balancées. Il n'a pas été publié de bulletin officiel des blessés et tués, et des chiffres très contradictoires ont été donnés par divers journaux. En estimant les hommes hors de combat à près de trois mille dans chaque camp, nous ne croyons pas commettre d'erreur trop forte. Les Garibaldiens perdirent de leur côté deux à trois cents prisonniers. En somme, les troupes s'étaient bien battues de part et d'autre[1].

[1] Un point de quelque valeur pour l'historique des opérations du

Le 2 octobre, les positions de la veille au matin furent respectivement reprises par les deux armées, sauf que les Royaux purent conserver, en avant de Capoue, contre Santa-Maria et contre San-Angelo, quatre à cinq cassines où ils se retranchèrent et établirent de forts avant-postes.

Des deux côtés du Volturne on se remit sur la défensive et les mamelons des deux rives se hérissèrent de batteries nouvelles.

Pendant ce temps, de graves évènements s'étaient passés plus au nord. Le Piémont avait aussi jeté officiellement son épée dans la balance ; son armée était entrée dans les Etats-Romains, les avait traversés et s'avançait

1er octobre, reste encore environné d'obscurité, c'est la part précise qu'y auraient prise les troupes piémontaises en ce moment à Naples, sur l'escadre, dans les forts et à l'arsenal. Les journaux de toutes les grandes capitales de l'Europe ont mentionné leur action, et plusieurs d'entr'eux en ont fait ressortir la haute efficacité. On a même donné, à ce sujet, des détails circonstanciés. Le moindre effectif que les Piémontais auraient envoyé sur le champ de bataille serait de 2 compagnies de ligne, 2 compagnies de bersagliers et 52 artilleurs. D'autres l'ont porté à 2 bataillons et 2 batteries. On a cité comme chef de ces troupes un colonel Santa-Rosa, et comme commandant de l'artillerie un capitaine Saviro. On a ajouté que la victoire était due à ce dernier, que le colonel Santa-Rosa était parti malgré M. de Villamarina, etc., etc. — En opposition à ces indications, nous devons déclarer que deux officiers garibaldiens, qui se sont trouvés le 1er octobre à Santa-Maria, nous ont affirmé que, dans toute la bataille, il n'y avait pas eu un seul soldat piémontais. Nous donnons acte à MM. les officiers de Garibaldi de leur opinion à cet égard, mais nous croyons que, s'il y a eu de l'exagération dans la part que les troupes sardes ont prise à l'affaire du 1er octobre, de leur côté ces officiers vont trop loin dans leurs dénégations. Il peut fort bien s'être trouvé des soldats piémontais dans les bagarres de Santa-Maria sans qu'ils les aient vus, car ils ont dû y trouver assez de besogne pour n'avoir pas le temps de faire une enquête minutieuse sur la couleur des uniformes des combattants.

victorieuse sur Naples. Ses succès n'avaient point été, on le comprend, sans influence sur les opérations du Volturne, et c'est son approche qui avait, sans doute, fini par décider les Royaux à l'attaque du 1er octobre. En cela ils avaient eu raison, car l'arrivée des troupes sardes sur le théâtre de la guerre ne pouvait manquer d'amener, au détriment de François II, de graves changements à l'état militaire des choses.

Mais avant d'aborder les opérations ultérieures, nous devons revenir en arrière pour suivre, dès son début la marche de l'armée piémontaise, qui va maintenant prendre le rôle principal.



CHAPITRE QUATRIÈME.

Opérations des Piémontais dans les Marches et dans l'Ombrie.

Coup-d'œil sur la situation. — Nécessité politique de l'intervention du Piémont. — Insurrections et répressions dans les Marches et dans l'Ombrie. — Caractère de plus en plus menaçant de l'armée papale. — Perplexités de son commandant en chef voulant faire face à trois ennemis. — Vicieuses dispositions préparatoires à cet effet. — Du choix de Rome ou d'Ancône comme base. — Opérations du général Fanti des deux côtés de l'Apennin. — Faible défense de Pérouse par le général Schmidt. — Marche accélérée de deux divisions Cialdini pour séparer Ancône de son armée. — Marche accélérée de Lamoricière pour rejoindre Ancône, mais arrivant 24 heures trop tard. — Concentration du gros des deux armées entre Ancône et Macerata. — Combat de Castelfidardo, 18 septembre, et défaite des troupes pontificales. — Siége et capitulation d'Ancône. — Marche des Sardes sur Naples.

Ainsi que nous l'avons dit dans notre premier chapitre[1], le Saint-Père avait, dès le printemps, violemment rompu avec le Piémont, qu'il accusait, non sans fondement, de soutenir ses sujets révoltés des Romagnes. Soit qu'il voulût se préserver de nouvelles pertes de provinces, soit qu'il espérât reconquérir celles qui semblaient perdues, le Souverain-Pontife s'était décidé à s'appuyer sur la force des armes, et il avait fait recruter des fidèles dans tous les pays catholiques. L'organisation de cette armée hétérogène se poursuivait péniblement, dans le

[1] Voir pages 24 et 28.

même temps où les évènements du royaume des Deux-Siciles venaient donner des forces nouvelles au parti de l'émancipation.

Nous avons vu que des corps de volontaires s'étaient formés à Gênes et en Sardaigne pour envahir les Etats-Romains, et que si ces entreprises n'avaient pas abouti à leur premier but, ce fut grâce à l'intervention du gouvernement piémontais et de Garibaldi.

Nous conviendrons que les obstacles mis à l'entreprise le furent bien plus à cause de son inopportunité que contre son principe même. Le fait n'en prouve pas moins les dangers qui menaçaient les Etats du Pape.

Une autre expédition qui s'était organisée à Livourne, sous les ordres du colonel Nicotera, fut aussi empêchée par des ordres venus de Turin.

Mais les derniers succès de Garibaldi, et sa marche triomphale sur Naples, avaient surexcité les esprits à un tel point que les bandes d'insurgés et de volontaires surgissaient de toutes parts sur les frontières de la Toscane et des Romagnes touchant aux possessions du Saint-Père. A moins de se faire le chef des gendarmes pontificaux, le gouvernement de Victor-Emmanuel ne pouvait comprimer plus longtemps le mouvement qui se manifestait.

D'autre part, en face des dissidences qui s'étaient récemment produites à propos de la Sicile, entre M. de Cavour et Garibaldi, cette voie de répression eût été dangereuse pour la cour de Turin, ainsi que pour l'Italie qui se serait bientôt divisée et déchirée.

Puis, si les troupes piémontaises réussissaient à assurer de leurs baïonnettes le règne du bon ordre dans le nord des Etats de l'Eglise, pourraient-elles en faire autant du côté du sud? Garibaldi, qui ne s'était arrêté ni

à Palerme, ni à Messine, ni à Salerne, et qui entrait en ce moment à Naples, s'arrêterait-il dans cette capitale? Non, assurément. L'heureux et infatigable chef des volontaires disait tout haut qu'il allait à Rome et à Venise, et quand Garibaldi, à la tête de vingt mille hommes victorieux, dit de telles choses on doit un peu l'en croire. Pouvait-on toutefois prévoir, à cette heure, qu'avec de telles étapes en tête, le dictateur se laissât retenir une dizaine de jours à Naples par des commérages politiques bien peu dignes de son attention? Les probabilités n'étaient-elles pas, au contraire, pour que, continuant à traquer sans relâche l'armée de François II, il en refoulât les débris vers celle de Lamoricière, et qu'il vînt livrer, sur territoire romain, la dernière et décisive bataille des guerres civiles italiennes? Battu, il entraînait, en partie, le Piémont dans sa chute. Vainqueur, et grandi outre mesure par la victoire, qui frappe si facilement les vives imaginations méridionales, il eût moralement mis le Piémont à ses pieds; d'un geste il eût disposé désormais de son armée, et ses émules d'hier, restés ses émules d'aujourd'hui, n'eussent été que ses humbles lieutenants. Forcé alors de prendre au sérieux les termes stricts de son programme, il serait, coûte que coûte, entré à Rome, déchaînant ainsi sur l'Italie libérale, outre les foudres de l'Eglise, celles bien plus redoutables de l'orgueil militaire français.

La guerre entre l'Italie et la France! à ce moment-là!.... De quelles complications un tel renversement de toutes les prévisions raisonnables n'eût-il pas été le signal? Où se serait arrêtée cette première violation de la règle de non-intervention? Dans le cahos européen qui aurait pu en résulter, quel eût été en finale le sort encouru par son auteur, par sa cause première, par le

Piémont, dont le nouvel état politique était toujours si précaire au point de vue des traités? Le moins qu'il eût pu y perdre eût été de rétrograder à l'acte de Villafranca.

En présence de telles perspectives, on est obligé de convenir que le gouvernement de Turin aurait en vérité manqué à ses devoirs envers l'Europe, envers l'Italie et envers lui-même, s'il s'était abstenu plus longtemps de prendre en mains la direction du mouvement révolutionnaire.

C'est vers la fin du mois d'août que le roi Victor-Emmanuel sembla se résoudre à cette grave détermination, et si, à ce moment-là, il pouvait avoir déjà des motifs fondés de se plaindre de la manière dont les ministres du Saint-Père entendaient les relations de voisinage, quelques semaines plus tard, ces motifs auraient constitué en sa faveur un droit de légitime défense.

En effet, l'armée pontificale se renforçait chaque jour, et tendait à perdre son caractère de bonne gendarmerie, destinée à la police intérieure, pour prendre celui d'une armée de croisés. Son chef l'avait dit lui-même dans sa première proclamation : on retournait aux temps des croisades; seulement le nouvel islam était la révolution, et la révolution c'était le Piémont.

Les faits venaient à l'appui du langage des ordres du jour. Partout la catholicité fervente se cotisait pour fournir des soldats et des écus au Saint-Siége. Dans quelques cantons suisses, la guerre sainte était prêchée du haut des chaires, et de braves campagnards, dociles à cet appel, se rendaient avec une foi de martyrs sous les drapeaux du chef de l'Eglise. On se trompa gravement, en Italie, en appelant ces soldats des aventuriers; nous en avons vus qui, certes, ne méritaient point

ce nom ; c'étaient des croyants, de jeunes hommes honnêtes et respectables à plus d'un titre.

De la Belgique, de l'Irlande, du Tyrol, des contingents de même nature se rendirent à Rome, et l'élan eût été sans doute suivi si les événements, moins précipités, en avaient laissé le temps.

La France fournit de son côté un grand nombre d'élégants et courageux rejetons de ses familles les mieux titrées; les antiques armoiries brillaient nombreuses aux housses des états-majors et même dans les rangs des simples guides.

De l'Autriche arrivaient chaque jour, il est vrai, des renforts d'un différent genre et qui n'auraient pas tardé à déteindre fâcheusement sur les autres défenseurs du Saint-Siége. Un grand dépôt avait été établi à Trieste, sur lequel les colonels autrichiens dirigeaient volontiers les plus mauvais sujets de leurs corps. Ce recrutement avait été formellement autorisé, sinon prescrit, par une ordonnance plus large encore que celle rendue en faveur du recrutement napolitain. Dans les premiers jours de septembre une autre ordonnance impériale fit connaître qne des faveurs particulières seraient attachées au service des sujets autrichiens dans les troupes pontificales, et qu'entr'autres leurs grades et droits d'ancienneté leur seraient conservés dans l'armée autrichienne. Ces auxiliaires, ainsi que d'autres secours en armes, en munitions, en provisions, étaient expédiés de Trieste à Ancône par la mer, et l'armée papale, tendant à devenir une vraie avant-garde autrichienne, pouvait, suivant les circonstances, être d'un danger réel pour le Piémont.

Dès la fin d'août, de nouveaux mouvements insurrectionnels s'étant produits à Urbino, à Borgo San Sepulcro,

à Pérouse, à Cortone, à Chiusi, et sur d'autres points encore de la frontière, le général Lamoricière se mit en mesure de sévir contre eux, en même temps que des bandes de volontaires, organisées en Toscane sous la direction du colonel Masi, s'apprêtaient au contraire à les soutenir.

Le roi Victor-Emmanuel ne pouvait plus hésiter, et il donna l'ordre à deux corps d'armée placés sous le commandement du général Fanti de se concentrer sur l'extrême frontière et de se préparer à la franchir. Le 7 septembre, un ambassadeur extraordinaire, M. della Minerva, le même que le gouvernement des cardinaux avait congédié précédemment, fut aussi envoyé à Rome pour y porter un ultimatum, qui, semblable à celui de l'Autriche au Piémont en avril 1859, demandait le licenciement immédiat des corps étrangers au service du Saint-Siége. Il signifiait de plus que le Roi, au nom de l'humanité, prenait sous sa protection contre les mercenaires les populations faisant acte de sentiment national.

Remis le 9 au cardinal Antonelli, cet ultimatum reçut le 11, la réponse négative qui était attendue.

Il serait mieux de dire que cette réponse ne fut pas attendue.

Le 5 septembre déjà, le général Fanti avait fait, par prévision, embarquer un petit parc de siége composé de 24 pièces de canon, qui, joint à l'escadre royale du contre-amiral Persano, devait se rendre devant Ancône.

Le 8, des bandes de volontaires, avant-gardes plus ou moins régulières des régiments piémontais, avaient pénétré en Ombrie sous le commandement du colonel Masi, replacé le jour même dans les cadres actifs de l'armée sarde.

Le 10, dans la soirée, des troupes avancées de Fanti

passèrent aussi le Travullo pour se diriger vers Pesaro. Enfin, le 11, toute la ligne sarde se mit en mouvement, et les opérations se trouvaient vivement entreprises.

Les forces de Fanti se composaient de deux corps d'armée : le 4me, commandé par le général Cialdini et comptant trois divisions ; le 5me, commandé par le général della Rocca, de deux divisions, le tout fournissant, y compris les volontaires organisés, un effectif d'environ 35 mille hommes[1].

Avant de quitter le territoire sarde, Fanti adressa, le 9, un de ses aides-de-camp, le capitaine Farini, à Lamoricière, avec une dépêche par laquelle, conformément à l'ultimatum envoyé à Rome, il l'avisait que ses troupes occuperaient au plus tôt les Marches et l'Ombrie dans l'un des cas suivants :

« 1° Si des troupes pontificales, se trouvant dans une » ville des Marches et de l'Ombrie, avaient à faire usage » de la force pour comprimer une manifestation dans le » sens national ;

» 2° Si des troupes pontificales marchaient sur une » ville des mêmes provinces, où une manifestation dans » le sens national s'était produite ;

» 3° Si une manifestation dans le sens national s'étant » produite dans une ville et ayant été comprimée par » les troupes pontificales, son commandant en chef ne » donnait pas l'ordre immédiat à ces troupes de se reti» rer, afin de laisser la ville libre d'exprimer ses vœux. »

Lamoricière reçut cette sommation le 10 dans l'après-midi.

Depuis quelques jours il se trouvait dans de grandes

[1] Voir aux pièces justificatives le tableau de répartition de l'armée.

inquiétudes, qu'expliquaient assez les nombreux embarras de sa situation. Il avait des ennemis de tous les côtés, et des ressources relativement bien minimes pour y faire face.

Son armée comptait à ce moment une vingtaine de mille hommes, à savoir 18 bataillons d'infanterie, et deux légions de gendarmerie à pied, 6 escadrons de cavalerie, 30 pièces de campagne réparties en 5 batteries, une seule compagnie du génie. Elle ne formait que 4 brigades[1], Schmidt, Pimodan, Courten, Cropt, trois Suisses et un Français.

Mais ce trop faible effectif ne constituait pas la principale difficulté de son commandant en chef. Celle-ci était d'une autre nature ; elle se trouvait dans le choix à faire entre les diverses alternatives, d'emploi de cette armée.

Où, et quel serait l'ennemi? Où et quel serait l'appui, et par conséquent la base de l'armée?

Telles sont les deux questions dont le général avait d'entrée à sonder et à prévoir toutes les hypothèses, pour prendre un parti sur les dangers qu'il pouvait tenter de conjurer et sur ceux qu'il devait se résigner à subir.

Il avait à choisir entre deux bases : Rome et Ancône, qui toutes deux, vu la situation présente des Etats-Romains, offraient des avantages et des inconvénients balancés.

En s'appuyant sur Rome, Lamoricière courait les risques suivants : Il pouvait facilement perdre ses communications avec Ancône, à l'autre extrémité du territoire; perdre cette forteresse, la plus importante des Etats de l'Eglise; perdre par-là non-seulement un certain prestige, mais encore ses communications avec l'Autriche d'où

[1] Voir aux pièces justificatives le tableau de répartition de l'armée.

l'on espérait d'efficaces secours et même un concours armé; voir toutes les contrées au-delà de l'Apennin se révolutionner et unir leur sort à celui des Romagnes; laisser s'établir, par les Marches et les Abruzzes, la jonction entre la révolution du nord et celle du midi de l'Italie, et l'armée de Fanti rallier celle de Garibaldi ou vice-versa.

En revanche Rome lui présentait, comme base d'opérations, les avantages suivants : Il y rattachait le sort de l'armée à celui du gouvernement; il était sûr de n'y pas être réduit à toute extrémité tant que les troupes françaises et le Saint-Père seraient là; il prolongeait l'équivoque de la situation politique, qui, dans l'attente où l'on était d'évènements dans la Haute-Italie, n'avait rien que de favorable; il se donnait quelques chances de créer, suivant les circonstances, des complications au Piémont, s'il parvenait à lancer des troupes françaises de la garnison de Rome dans les bagarres qui auraient pu avoir lieu aux alentours de la capitale; il pouvait prendre de bonnes positions tactiques sur l'Apennin, de là, peut-être déboucher sur les colonnes venant du nord ou du sud, et cherchant à faire leur jonction par les Marches; enfin si des troupes venant du nord cherchaient à se joindre à Garibaldi, de son côté Lamoricière pouvait, avant cette jonction, se réunir à François II et jouir, contre ses deux adversaires, de l'avantage de lignes intérieures et d'une position centrale.

Ancône comme base d'opérations offrait à son tour les désavantages à Lamoricière d'isoler son armée du gouvernement; de l'acculer à la mer sans flotte; de le placer ainsi dans la position de devoir jouer son sort à quitte ou double; de faire jouer ce jeu avec des ouvrages peu en état de soutenir un siége; de lui mettre à dos la marine sarde.

Les avantages étaient les suivants : Communiquer avec l'Autriche et avec d'autres États maritimes, amis ou neutres; garder la forteresse la plus importante du pays; empêcher, tant que la place tiendrait, la prise de possession des Marches; menacer le flanc des colonnes qui voudraient s'avancer sur les Abruzzes ou des Abruzzes sur les Romagnes; facilités de reconquérir les Romagnes après un ou deux succès.

En résumé on voit par ce bilan des conditions respectives des deux places que la base la plus avantageuse à Lamoricière était Rome, car le principal avantage d'Ancône, communiquer avec Trieste, devenait nul, d'un côté par la volonté de l'Autriche de rester en paix, de l'autre par l'entrée en action de la flotte italienne. Sur ces deux points, il était facile au commandant en chef d'avoir des renseignements très positifs et de diriger ses plans en conséquence.

Jusqu'au dernier moment, néanmoins, Lamoricière resta dans l'indécision à cet égard; forcé enfin par les évènements de prendre un parti, nous verrons qu'il ne voulut lâcher ni l'une ni l'autre des deux villes, et qu'il les prit toutes deux pour bases, divisant d'entrée son armée en deux fractions séparées par l'Apennin.

Quant aux ennemis qu'il avait en perspective, ils étaient au nombre de trois : la révolution intérieure, les invasions pouvant venir du sud, celles pouvant venir du nord.

Lamoricière, en vaillant colonel des zouaves, se mit bravement en mesure de ne faire pas plus grâce aux uns qu'aux autres, et de s'attaquer à tous les trois. De là des dispositions et des dislocations qui lui furent fatales.

Pour faire surtout face au premier ennemi, à la révo-

lution, il commença par fondre d'un tiers sa petite armée en l'éparpillant dans une vingtaine de places plus ou moins fortes. Il se crut obligé de mettre 2 bataillons et 3 compagnies à Ancône, 600 hommes à Pesaro, 500 à Pérouse, une compagnie à Orviéto, 4 compagnies à la Rocca de Viterbe, autant à celle de Spolète, 300 hommes à Rome, une compagnie à Saint-Leo, une à Palliano, une à Civita Castellana.

En vue de l'ennemi pouvant accourir du sud, il estima devoir prendre les dispositions suivantes. Il établit son quartier-général à Spoleto avec la brigade de réserve Cropt ; à Terni sa brigade de droite Pimodan ; sa gauche, brigade Courten, à Macerata ; enfin en réserve et devant, à tout hasard, parer aux accidents du côté du nord, la brigade Schmidt à Foligno et environs. Une colonne mobile fut envoyée du côté de Frossinone, et en outre le capitaine d'état-major de Chevigné fut chargé d'aller organiser les montagnards d'Ascoli, qui demandaient des armes et des munitions pour résister aux bandes insurgées annoncées dans les Abruzzes.

De ces dispositions, les deux dernières, secondées de quelques avant-postes, eussent été bien suffisantes, puisqu'il y avait encore toute l'armée de François II entre celle de Garibaldi et celle du Saint-Père. Il eût fallu que le dictateur, pour arriver à cette dernière, écrasât préalablement ou tournât les Royaux en passant sous des forteresses bien défendues, et cela ne pouvait pas se faire sans que Lamoricière ne fût prévenu assez à temps pour pouvoir mettre en jeu ses forces. Il aurait donc pu en tout cas et sans grand danger prendre une position d'observation plus centrale et plus à proximité de la frontière du nord. Placé entre Foligno et Gubbio il eût, de là, éte mieux à portée de tous les points menacés.

Il est vrai que du côté du nord, Lamoricière se croyait suffisamment protégé par la position de la brigade Schmidt, par les garnisons de ses forteresses et surtout par des assurances diplomatiques venant de l'ambassadeur français, au nom du Piémont, et dans lesquelles cette puissance, les premiers jours de septembre, déclarait que non-seulement elle n'envahirait pas le territoire pontifical, mais qu'elle s'opposerait à ce qu'il fût envahi par des bandes de volontaires.

C'est dans cette situation que l'orage éclata sur sa tête, venant précisément de la direction qu'il avait jugée la plus sûre.

Le 9 au matin, le général Lamoricière apprit les mouvements insurrectionnels de la frontière du nord, coïncidant avec l'invasion de bandes de volontaires et avec des rumeurs encore vagues de mouvements de troupes sardes. Il ordonna aussitôt à la brigade de Courten d'aller rétablir l'ordre à Urbino vers la Cattolica, et à Schmidt d'en faire autant à Citta della Pieve, à la frontière toscane.

Mais tout en ordonnant ces mesures, le général était dans une grande perplexité, car il craignait toujours d'être envahi par le sud, et d'autre part l'ensemble avec lequel les bandes avaient franchi la frontière lui faisait craindre qu'elles n'eussent des troupes sardes en soutien. Télégraphiant à Rome pour se renseigner, il reçut du cardinal Antonelli, le même soir à 10 heures, la dépêche dont voici le texte :

« On ne connaît rien de nouveau sur le but des mou-
» vements de la troupe piémontaise. On a demandé des
» explications à ce sujet, mais on n'a pas encore reçu

» la réponse. Aussitôt qu'elle arrivera elle vous sera » communiquée. Agissez en attendant librement suivant » vos plans. »

Une telle dépêche n'était pas faite pour tirer son perplexe destinataire de ses cruelles incertitudes. Celles ci ne firent que s'augmenter au contraire jusqu'au moment où, dans l'après-midi du 10, arriva l'ultimatum du général sarde que nous avons mentionné plus haut.

Lamoricière répondit par le télégraphe au général Fanti qu'il n'avait ni qualité ni pouvoirs pour répondre à une communication de cette nature, qu'il la transmettait à Rome, et qu'il recevrait sous peu la réponse que le capitaine Farini semblait vouloir attendre.

En attendant, cet officier, très courtoisement accueilli du reste, eut à soutenir tout le poids de l'indignation du bouillant officier d'Afrique, rendu à son vrai caractère depuis qu'il était fixé sur l'ennemi qu'il avait à combattre. Il fit observer au capitaine sarde qu'il ne savait pas ce qu'on ferait de cet ultimatum à Rome, mais que pour lui, s'il en était libre, il le repousserait énergiquement, que ce qu'on lui proposait c'était d'évacuer sans combat les provinces qu'il avait mission de défendre ; que ce serait pour ses troupes la honte et le déshonneur ; que le roi de Piémont et son général auraient pu se dispenser de lui envoyer une pareille sommation, et qu'il eût été plus franc de lui déclarer la guerre ; que malgré la supériorité numérique du Piémont il n'oublierait pas qu'à certains jours, officiers et soldats ne doivent ni compter l'ennemi ni ménager leur vie pour sauver l'honneur outragé du gouvernement auquel ils ont juré fidélité.

Après ces paroles, qui, la suite le prouva, n'étaient point des rodomontades, le général fit servir le dîner.

A peine au sortir de table arrivait un télégramme de

Fanti demandant de faire repartir son aide-de-camp sans attendre la réponse de Rome; les faits survenus à la frontières avaient tranché les négociations, et Fanti avait résolu de faire marcher ses troupes le lendemain même.

Le général pontifical, maintenant renseigné, se hâta de prendre aussitôt ses dispositions.

Le soir cependant de nouveaux motifs d'indécision vinrent l'assiéger par le fait d'une dépêche du cardinal Antonelli portant : « L'ambassade de France a été in-
» formée que l'empereur Napoléon III avait écrit au roi
» de Piémont pour lui déclarer que s'il attaquait les Etats
» du Pape il s'y opposerait par la force[1].

Cette importante nouvelle semblait pleinement confirmée par celle du débarquement d'un régiment français, le 62e de ligne, à Civita-Vecchia, le 6.

Malgré ces espérances, le général Lamoricière se prépara à la lutte inégale qui allait s'engager et dont il était résolu d'accepter les chances quelles qu'elles fussent.

Malheureusement l'éparpillement de son armée ne se prêtait pas volontiers aux promptes mesures qui eussent été le plus salutaires, et il semble en outre que sa vicieuse dislocation d'expectative l'ait forcé à de nouvelles fautes quand vint le moment de l'action.

Il se décida en effet à concentrer ses forces à Ancône, dont la brigade Courten était la plus rapprochée. Rome, à notre avis, eût mieux convenu comme base, mais nous avons vu aussi que l'intention du général avait ses motifs plausibles. En tout cas, dès qu'il prenait ce parti, il de-

[1] Une controverse connue s'est engagée sur les termes de cette dépêche, dont la forme primitive aurait été : *serait forcé de s'y opposer*, au lieu de : *s'y opposerait par la force*. En tout cas, le général Lamoricière reçut le texte transcrit ci-dessus.

vait viser à l'exécuter avec toutes les ressources possibles, et c'est ce que M. de Lamoricière ne fit pas. Quoique sachant qu'il allait avoir des forces supérieures sur les bras, non-seulement il maintint leurs garnisons à toutes ses forteresses, ainsi qu'à la capitale même, qui, Dieu sait, n'en avait guère besoin ; non-seulement il s'occupa d'armer Spolète, qui devenait totalement inutile contre un ennemi accourant du nord, mais il crut devoir encore laisser une brigade en-deçà de l'Apennin.

N'emmenant avec lui pour rallier Courten à Ancône, que Pimodan et Cropt et un seul bataillon Schmidt, il donna l'ordre inconcevable à ce dernier de replier le gros de sa brigade, s'il se trouvait en présence de forces supérieures, dans la direction excentrique de Viterbe!

Qu'il voulût jouer son grand coup soit à droite soit à gauche de l'Apennin, basant ses opérations et ses espérances soit sur Ancône soit sur Rome, le moins que le général pontifical eût dû faire était de le jouer avec toutes ses forces mobiles, c'est-à-dire avec ses quatre brigades et non avec trois seulement ; Schmidt, retiré par Foligno, aurait pu être de quelque utilité, tandis qu'il ne servait à rien de l'autre côté de l'Apennin, et surtout à Viterbe.

Dès le 10 au soir Pimodan fut avisé de rassembler ses cantonnements, qui s'étendaient jusqu'à Narni avec détachements jusqu'aux environs de Velletri. Vu l'étendue de cette dislocation, toute la journée du 11 fut employée à opérer les concentrations, ainsi qu'à distribuer les vivres, à compléter les munitions et a requérir les transports nécessaires pour de trop nombreux bagages. Ne se sentant en guerre avec personne le gouvernement avait eu l'incroyable bonhomie de laisser ses troupes au pied de paix quant aux charrois et aux bagages, et

Lamoricière eut l'imprévoyance ou la faiblesse de tolérer cette grave négligence.

Le 12, de grand matin, le mouvement sur Foligno se commença, Pimodan suivant son commandant en chef à une marche en arrière. Seize pièces d'artillerie cheminaient entre les deux. Le soir, à Foligno, la brigade en tête rallia le bataillon détaché de Schmidt (2me du 2me étranger). Le lendemain matin on prit la route ordinaire d'étapes de Tolentino pour gagner Macerata, qu'on espérait atteindre avant les Piémontais. Le 15 au matin Lamoricière arriva dans cette dernière ville sans accident et après une marche de nuit.

A ce moment-là, les troupes avancées de l'ennemi ne se trouvaient plus qu'à une journée de distance dans la direction de Jesi. Lamoricière aurait donc dû redoubler de vigueur, lancer quelques avant-gardes préservatrices vers Jesi, sur les routes de Cingoli et de Filotrano, et, avec ses têtes de colonnes, faire diligence par Recanati sur Osimo, où, sûr de ses communications avec Ancône, il aurait pu s'arrêter un moment pour attendre le reste de sa troupe. Par malheur Pimodan était encore d'une forte marche en arrière. En outre le général en chef se trouvait de nouveau sous le coup d'un des fatals incidents qui l'assaillirent en si grand nombre pendant tout le cours de la campagne. Non-seulement il était encombré de bagages inutiles, mais on l'avait chargé de lourdes voitures contenant un trésor de 3 millions d'écus. Il avait demandé, avant de partir, quelques fonds pour la solde de ses troupes en marche, et l'on avait joint à ces sommes restreintes des valeurs beaucoup plus importantes pour le service de la place d'Ancône, centre de grands approvisionnements à l'étranger.

Le général Lamoricière aurait mieux aimé que ces

fonds eussent été envoyés par mer à Ancône, car dès le premier moment, avoue-t-il dans son rapport officiel, il avait regardé son arrivée dans cette ville comme très problématique. Mais il n'était plus libre de changer les conditions qui lui avaient été faites à cet égard.

Les soins de ce numéraire, qu'il n'eut pas l'idée de distribuer à ses hommes sous un prétexte ou sous un autre, frappèrent ses projets de nouvelles tribulations. Au lieu de prévenir l'ennemi, en se portant à gauche et le plus directement possible sur Ancône, il résolut d'éviter l'ennemi en se jetant à droite vers la mer, sur Ponte-di-Recanati, où il embarquerait ses précieux impedimenta.

Le 16 de grand matin, il quitta en effet la route postale de San-Loreto, et prit, par les collines qui séparent le val de Potenza du val de Chienti, le chemin de Porto-di-Recanati. Pimodan, prévenu dans la nuit, suivit la même route.

Voilà donc l'armée papale, en procession derrière son trésor, s'éloignant, après quatre jours de marche accélérée, de l'objectif qu'elle était près d'atteindre !

La marche, quoique pénible, se fit sans mésaventure; la troupe atteignit la mer vers six heures du soir, et les écus furent chargés à bord d'un vapeur d'Ancône, le *San-Paolo*, en reconnaissance dans ces parages. Tout se passa heureusement, sauf que dans la précipitation de l'embarquement, le *San-Paolo* enleva, outre les sommes à destination d'Ancône, celles affectées au service de l'armée, si bien que cette dernière, embarrassée d'or pendant ses marches, se trouva sans le sou quand il fallut, dès ce jour même, stationner et faire des réquisitions.

Lamoricière, matériellement et moralement allégé par

cette opération, sentit le besoin de rattraper le temps perdu, car il venait d'être avisé que l'ennemi s'approchait de Loreto; il mit donc le même soir sa troupe en marche dans la direction d'Ancône sur Loreto, et il atteignit vers minuit cette petite ville.

Loreto avait été parcourue dans la soirée par des cavaliers piémontais: mais ceux-ci s'étaient repliés sans coup férir devant un escadron pontifical d'avant-garde, commandé par le capitaine Palffy.

Voulant éclairer sa situation, et la nuit empêchant de voir les troupes piémontaises, Lamoricière lança aussitôt une reconnaissance en avant de Loreto; le capitaine Palffy partit accompagné de quelques gendarmes, mais à peine à un kilomètre de la ville, il reçut deux coups de mitraille qui tuèrent son cheval et deux hommes de son escorte. Il se trouvait en face des avant-postes sardes barrant la route d'Ancône.

Quelques cavaliers seulement, et dans l'obscurité, n'avaient pas pu apprécier la force réelle qu'ils avaient devant eux. Lamoricière, qui avait déjà tant fait que d'arriver jusque-là, n'aurait-il pas pu essayer un peu plus encore? Sans doute il avait déjà, depuis quelques jours, accompli des prodiges de marche; sa troupe, partie le matin à deux heures de Macerata, devait être bien fatiguée. Mais il était près de toucher le port; l'instant était suprême; encore deux ou trois heures, les plus pénibles, il est vrai, et il aurait pu atteindre les collines qui dominent le carrefour des routes d'Osimo et d'Ancône, et avoir de grandes chances d'assurer sa jonction avec la place. Ce dernier effort, couronné de succès, le récompensait de toutes ses fatigues. N'eût-il pas pu l'obtenir du dévouement de sa troupe? Il paraît que non,

car, depuis le 12, Lamoricière avait montré assez de vigueur pour qu'on puisse être convaincu qu'il eût tenté cet effort suprême s'il en avait matériellement eu le moyen. Ses hommes, ainsi que ceux de Pimodan plus en arrière, étaient également exténués. Il dut se résigner à l'attente, et put faire alors d'amers retours sur sa dislocation antérieure au 10, sur les lenteurs de concentration de la journée du 11, ainsi que sur le temps qu'il venait de perdre à sauver des écus pendant que ses adversaires s'emparaient de ses passages.

Mais pour comprendre tout le profit qu'aurait eu Lamoricière d'une seule journée d'avance, il faut remonter six jours en arrière et suivre les opérations des Piémontais.

Le 11 septembre, dans la matinée, les troupes sardes passèrent la frontière sur toute la ligne, le général Fanti annonçant la marche par un chaleureux ordre du jour.

A droite les deux divisions du 5e corps, avec lesquelles marchait le commandant en chef, durent se porter par Castello, Fratta et Pérouse sur Foligno. Cette dernière ville, point stratégique important, est un carrefour de quatre grandes routes : celle d'Ancône par Macerata ; celle d'Ancône par Nocera, Gualdo, Fabriano et Albacina, d'où l'on peut descendre par le val Esino sur Jesi ou par le val Potenza sur Macerata ; celle de Pérouse par le val Topino ; celle de Terni, Rome, etc., par Spolète.

A gauche, deux divisions du 4me corps, la 4me et la 7me, marcheraient d'abord sur Pesaro, s'empareraient du fort, puis se dirigeraient sur Ancône en passant par Fano et Sinigaglia, et iraient prendre position de ma-

nière à couper les communications entre Ancône et Macerata.

L'autre division de Cialdini, la 13me, entretiendrait les communications entre les deux corps, et, pour cela, s'avancerait dans la montagne par Urbino et Cagli sur Gubbio, autre point important de l'Apennin, d'où l'on peut, à volonté, descendre facilement dans l'Ombrie par Pérouse ou dans les Marches par Gualdo et Fabriano.

Ce plan, bien conçu dans le cas particulier, aurait pu, contre un ennemi plus sérieux ou plus nombreux que l'armée papale, n'être pas sans danger d'exécution, et des stratéges un peu rigoristes ou imparfaitement renseignés[1], en ont fait un sujet de blâme contre le général Fanti.

Nous croyons qu'en cela ils ont eu tort. Sans doute il ne faudrait pas prendre ce dispositif pour un type applicable en toute occasion; et l'on est bien obligé de reconnaître que non-seulement une distance un peu grande, mais encore l'Apennin, franchissable par trois routes difficiles, séparait les deux ailes de l'armée; qu'en outre la division de communication n'eût guère paré aux difficultés de concentration, puisqu'elle n'eût ni raccourci l'espace entre les troupes extrêmes, ni ouvert de nouveaux passages à travers la montagne. Mais cela revient à dire qu'au cas d'une affaire un peu prompte, Fanti n'aurait guère pu compter, pour le premier jour, sur plus de trois divisions. Or, dans toutes les prévisions, c'était plus que suffisant. Fanti savait assez à quoi s'en tenir sur sa partie adverse, dont il avait même connu tous les

[1] Dans le nombre s'est aussi trouvée la *Revue militaire suisse*, numéro du 1er octobre 1860.

exercices de grande et petite guerre; et c'est le propre d'un militaire expert de savoir faire la part des règles, sans pédanterie, comme celle des circonstances sans aveuglement. En s'avançant avec deux divisions de chaque côté de l'Apennin et avec une troisième à portée de rallier l'un ou l'autre corps, Fanti était toujours sûr de pouvoir présenter des forces supérieures en nombre à l'ennemi, ce qui, avec la qualité de ses troupes, ne devait lui laisser aucun souci. Il put donc bien s'étendre sans inconvénient à l'est et à l'ouest de la montagne, d'autant plus que, par là, il avançait du même coup les affaires politiques; il embrassait tout le pays, il s'y créait un appui moral et matériel, et il y faisait en quelque sorte la récolte des manifestations nationales. De plus, au point de vue spécialement militaire, il avait l'avantage de laisser le doute sur ses intentions en menaçant Lamoricière de tous les côtés.

Les troupes de Fanti avaient donc pour objectifs, à droite Foligno, à gauche les environs de Macerata. En route elles devaient, sans perdre de vue leur but principal, ramasser le plus possible de forteresses.

De telles dispositions méritaient en somme la réussite qui les couronna, quoiqu'à vrai dire l'exécution, qu'il ne faut pas confondre avec le succès, n'ait pas répondu complétement à ce qu'on pouvait en attendre.

La gauche eut d'entrée des avantages de bon augure. Le soir même du 11, la 4me division investit la ville et le fort de Pesaro, tandis que la 7me, passant la Foglia un peu plus haut, par Tomba et Pozzo, se dirigea sur Fano qu'elle devait surprendre, et où elle couperait ainsi toute retraite à la garnison de Pesaro.

Cette garnison se composait de 1200 hommes, sous le

commandement du colonel Zappi, avec trois pièces de canon. Celui-ci ayant refusé de rendre la ville, l'artillerie piémontaise, vers cinq heures après midi, ouvrit le feu contre les portes Rimini et des Capucins, et bientôt le 7e bersagliers réussit à escalader cette dernière porte. Il ouvrit alors la porte Rimini, la ville fut occupée et les défenseurs se retirèrent dans le fort. Toute la soirée et toute la nuit le fort fit feu sur la 7me division ; mais celle-ci n'en reçut pas grand mal, et pendant ce temps elle put établir une batterie sur le mont Loreto, qui domine la ville au sud-est. D'autre part les bersagliers du 7me s'étaient logés dans une caserne à proximité du fort, d'où ils lancèrent des balles bien ajustées sur les embrasures. Le 12 au matin, un feu nourri d'artillerie et de mousqueterie s'ouvrit sur le fort, qui, au bout de trois heures, arbora le pavillon blanc. On négocia ; mais on ne put d'abord pas s'entendre, le colonel Zappi demandant à sortir avec armes et bagages. Cialdini fit reprendre le tir, et vingt minutes après, la garnison se rendit à discrétion. Vers midi la 4me division se mit en route pour Fano, occupée depuis le matin par la 7me division, qui y avait fait 300 prisonniers.

Le 13 les deux divisions, la 7me en tête, reprirent leur marche sur Ancône par Sinigaglia, où elles arrivèrent au milieu du jour.

Là elles apprirent qu'une colonne ennemie se trouvait dans le voisinage sur les hauteurs de San-Angelo ; elles résolurent aussitôt de l'enlever. C'étaient en effet 1200 hommes de la brigade Courten, sous le commandement du colonel Kanzler. Divisés d'abord en deux détachements, un sous le colonel Kanzler et l'autre sous le lieutenant-colonel Vogelsang, ils avaient battu la campagne contre les bandes insurgées d'Urbino, de Fossombrone

et environs. Puis avisés de se replier devant les Piémontais, ils s'étaient réunis le 12 à Mondavio, se proposant d'arriver le 13 à Sinigaglia. Mais chemin faisant, Kanzler apprit la marche presque parallèle à la sienne qu'effectuaient les deux divisions de la gauche piémontaise sur cette ville, et ne pouvant atteindre Sinigaglia avant ces troupes, il resta sur les collines, pour passer la Misa à deux lieues environ au-dessus de son embouchure. Vers une heure, la tête de la 7me division piémontaise, brigade Bergame, le joignit et l'attaqua près du village de San-Angelo. Un combat s'engagea, dans lequel le régiment de lanciers de Milan, colonel de Baral, fit de brillants débuts. Kanzler, quoique en présence de forces supérieures, soutint la lutte pendant quatre heures, et se replia, toujours en combattant, jusqu'à Monte-Marsciano, où les charges des lanciers cessèrent. Il n'échappa qu'avec 200 hommes de perte, dont 150 prisonniers. La même nuit, par une marche forcée, il rentra à Ancône, où, le croyant déjà perdu, la garnison le reçut avec de grandes acclamations de joie. Le même jour une autre colonne, régiment Serre, était aussi rentrée à Ancône avec le général de Courten.

Ainsi par ce combat du 13 le terrain se trouvait libre sous les pas de la gauche piémontaise.

C'eût été, semble-t-il, un motif de plus pour celle-ci de s'avancer promptement vers son objectif. Au contraire elle prit séjour à Sinigaglia toute la journée du 14, pour attendre les parcs restés en arrière et pour faire reposer les troupes, qui arrivaient directement de Bologne et de Ferrare[1]. Si ce retard, dans une marche dont le succès

[1] La *Rivista militare*, de Turin, qui publie une relation fort soignée de ces opérations, ajoute que le parc de réserve du 4me corps et

pouvait être proportionnel à sa rapidité, ne doit pas être attribué à Cialdini lui-même, il ne ferait qu'augmenter le reproche que mériterait l'administration, car dans une campagne de ce genre, et pour laquelle on devait avoir eu le loisir de faire les préparatifs convenables, il était au moins singulier de voir un corps d'armée en offensive être obligé de s'arrêter par de tels motifs, à trois journées seulement de sa frontière.

Au reste le retard n'eut pas les conséquences qu'il aurait pu avoir, Lamoricière, comme nous l'avons vu, ayant également eu les siens.

Dans la nuit du 14 au 15, Cialdini apprit, à Sinigaglia, les mouvements de l'ennemi sur Macerata, et, comme d'habitude en pareille circonstance, ces premiers renséignements enflaient de beaucoup la réalité : Lamoricière était déjà arrivé, disait-on, à Macerata, et la brigade qui le suivait aurait été forte de cinq à six mille hommes.

Ces nouvelles vinrent fort à propos pour mettre en mouvement Cialdini, qui, sous l'influence d'une alerte dans la direction de Pergola, en arrière de sa droite, s'apprêtait à prendre position en avant et au-dessus de Sinigaglia, c'est-à-dire à retarder encore d'une ou deux journées l'accomplissement de sa principale tâche.

Néanmoins il sut prendre promptement son parti de devancer Lamoricière devant Ancône et de lui barrer l'entrée de la place.

Des deux routes, à peu près égales en longueur, que Cialdini pouvait suivre à cet effet, par Torretta, Ancône, Castro et Osimo, ou par Jesi, Cialdini choisit cette der-

celui du génie étaient restés à Bologne par manque de chevaux, et que les réserves de vivres étaient encore très éloignées.

nière, plus praticable et sur laquelle il n'avait pas, au cas d'engagement contre Lamoricière, la place d'Ancône immédiatement sur ses revers. Le 15 au matin la 4me division avec les bagages, remonta d'abord la vallée de la Misa, et descendit par Belvédère et Montebaldo sur Jesi, employant à cette marche toute la journée et ayant même dû laisser en arrière ses voitures, vu la difficulté des chemins. L'autre division s'avança par la route postale longeant la mer et, arrivée sur l'Esino, lança des reconnaissances dans la direction d'Ancône, puis tourna à droite pour remonter le val d'Esino et rejoindre la 4me division à Jesi, où elle arriva dans la soirée. Sans perdre un moment et avec un juste coup-d'œil, Cialdini porta le même soir son avant-garde le plus loin possible. La brigade Come, avec deux bataillons de bersagliers (11e et 16e) et une batterie alla occuper l'importante position de Torre-Jesi, sommité à une lieue en avant de la ville, et au carrefour des routes de Loreto par Osimo et de Macerata par Filotrano. De Torre-Jesi, une reconnaissance de cavalerie partit à droite et poussa jusqu'à Filotrano, répandant le bruit, dans l'intention de ralentir Lamoricière, qu'elle serait suivie le lendemain par tout le corps d'armée. D'autre part, à gauche, les deux bataillons de bersagliers, secouant leur fatigue et déposant leurs sacs, marchèrent toute la nuit encore, accompagnés d'une section d'artillerie, pour gagner la position d'Osimo, où ils arrivèrent le 16 au point du jour. Dans la journée du 16, le gros des deux divisions Cialdini s'avança sur cette direction, et le soir il était campé sur les collines d'Osimo et de Castelfidardo, dominant les deux grandes routes d'Ancône. De forts avant-postes furent aussitôt établis sur le Musone, et c'est contre l'un d'eux que vint butter, dans la même soirée, la recon-

naissance du capitaine Palffy envoyée par Lamoricière en entrant à Loreto.

Le commandant en chef pontifical n'eut donc pas à se repentir d'avoir renoncé à forcer le passage, le 16 au soir, avec ses têtes de colonnes exténuées. La chose n'était plus possible, puisqu'il avait devant lui deux divisions. Mais le 15 au soir, la route par Castelfidardo lui eût été ouverte, et, avec une autre journée d'avance, la même route eût été encore assurée, sans coup férir, à la brigade Pimodan. Or, on reconnaîtra que si, antérieurement au 10, Lamoricière avait mieux conformé ses mesures éventuelles aux bons principes de l'art de la guerre, s'il avait pris la position centrale dont nous avons parlé, il eût pu gagner au moins trois journées dans la marche vigoureuse qu'il venait de faire.

Pendant que Cialdini avait opéré comme nous venons de voir, c'est-à-dire d'une manière digne d'éloge, la droite piémontaise, 5me corps et volontaires Masi, avait aussi obtenu ses succès.

Le 8, le colonel Masi, avec un millier d'hommes, s'était emparé de Citta della Pieve et dirigé, de là, sur Orvieto. Cette ville, vrai blockaus au sommet d'une montagne en pain de sucre, était défendue, ou plutôt occupée par 140 hommes, sous le commandement du capitaine du Nord. Cet officier, influencé par la population, capitula, le 11, après avoir eu un seul homme blessé, et au moment où lui arrivait un renfort de Viterbe. Sept jours plus tard, il fut attaqué à Montefiascone, à quelques lieues de Viterbe, et, après un combat où sa colonne perdit deux cents hommes, le reste fut rejeté dans la direction de Toscanella et de Civita-Vecchia.

Tandis que Masi prenait Orvieto, Schmidt, partant de Pérouse, lui courait sus à Citta della Pieve, puis revenait promptement à Pérouse, ayant appris la prise de Citta del Castello. En effet, les troupes sardes du 5[me] corps, parties de Borgo San-Sepulcro le 11, s'étaient emparé de Citta del Castello, où elles firent prisonniers 70 gendarmes. Le lendemain elles occupaient Fratta ; le 13 elles campaient aux environs de Pierantoni, et, le 14 au matin, l'avant-garde, commandée par le général Sonnaz, arrivait devant Pérouse. Schmidt y était rentré depuis quelques heures seulement avec deux bataillons; sans trop se presser, le général Sonnaz eût donc pu l'y prévenir. Mais dans l'état des choses, ce ne fut ni un bien ni un mal, car les uns comme les autres ne pouvaient plus espérer, le 14, de rallier le gros de leurs forces respectives au-delà de l'Apennin assez à temps pour y prendre part au dénouement qui s'y préparait.

La ville de Pérouse se trouve au carrefour de six routes importantes, celle d'Arrezzo par le lac de Trasimène ; celle de Fratta et Castello ; celle de Gubbio dans l'Apennin; celle de Foligno et Spoleto, grande route de Rome; celle de Todi sur Terni, autre route de Rome; enfin celle de Citta della Pieve.

C'est donc un point important. Aussi Pérouse est depuis longtemps une place forte; elle a d'anciennes murailles, avec une citadelle moderne sur la partie méridionale de la ville. Par sa situation seule, Pérouse est déjà une position solide. Assise sur la sommité d'une colline baignant, à l'est, ses flancs abruptes dans les eaux du Tevere, et de l'autre côté descendant en pentes douces vers le lac, elle domine la contrée environnante. Sa citadelle, occupée par 400 hommes de bonnes

troupes, et mise en état de défense, fournirait, pensait-on, une convenable résistance, surtout renforcée par les deux bataillons Schmidt, qui pouvaient avantageusement occuper quelques maisons bien placées pour le tir.

Telle était au moins l'opinion du général Lamoricière; mais les faits ne répondirent pas à cette attente.

Vers sept heures du matin, le général de Sonnaz fit procéder à l'attaque. Il répartit, pour cela, sa troupe en deux colonnes. Avec la principale, composée du 16e bataillon de bersagliers, d'une batterie, de trois bataillons du 1er grenadiers, colonel Gozzani, et même d'un escadron de cavalerie Nizza, il enleva la porte San-Antonio, et s'avança dans la ville, en faisant pénétrer jusque sur la place du Dôme les bersagliers du major Pallavicini. Ceux-ci, malgré un feu très vif, parvinrent à se loger dans les maisons voisines du Dôme. Le gros de la colonne, suivant derrière, se partagea en deux parties à la bifurcation des rues Murzia et Vecchia, pour agir contre le fort. Mais après avoir reconnu l'impossibilité de mettre des pièces en batterie sous le feu de la citadelle, et surtout de faire charger la cavalerie, assez mal à propos mise en action dans ces rues, le général Sonnaz fit replier l'escadron et les pièces, pour laisser agir son infanterie en tirailleurs. Ceux-ci s'établirent dans les maisons, et s'avançant de rue en rue, tout en se barricadant de leur mieux, ils parvinrent à limiter l'action de l'ennemi autour du fort seulement.

L'autre colonne, guidée par le capitaine d'état-major Rizzardi, et formée du 2e bataillon des grenadiers (Pernot), et d'une section d'artillerie, et bientôt renforcée d'un autre bataillon (Garrin) et d'une compagnie de sapeurs, enfonça la porte Santa-Margarita, puis s'avançant le long des rues, atteignit la porte San-Pietro, dont elle

occupa les abords pour couper toute communication entre la place et la route de Foligno. Les pièces se mirent en batterie dans le jardin public contre la porte de secours de la citadelle. Le 4e bataillon du 2e grenadiers, arrivé en renfort, fut envoyé au couvent de San-Giuliano, dominant la route de Citta della Pieve; l'escadron Nizza fut lancé sur la route de Foligno, ce qui compléta l'investissement de la place.

Ces bonnes dispositions prises, le général Sonnaz n'avait plus qu'à attendre le renfort des autres troupes du 5e corps et à donner l'assaut à la citadelle. Soit pour gagner le temps nécessaire, soit pour éviter l'effusion inutile du sang, il fit, en attendant, arborer le pavillon parlementaire, et proposa au général Schmidt une trève jusqu'à 3 heures après midi, c'est-à-dire jusqu'au moment où, le général Fanti étant arrivé, une capitulation pourrait être négociée. Le général Schmidt eut la bonhomie d'accepter ces conditions, avec la réserve, il est vrai, restée inexécutée, que pendant la trève les Sardes sortiraient de la ville. L'exécution de cette clause spéciale n'eût rien changé à la situation. Si le général Fanti eût dû arriver seul, on comprendrait que Schmidt eût consenti à l'attendre ; mais il venait avec plus d'une division de renfort; donc chaque minute aggravait la situation des défenseurs de la place. Et, puisque Schmidt n'était pas opposé à rendre la forteresse, il aurait mieux fait d'essayer de l'évacuer de son chef, en se frayant un passage sur Foligno, pendant que les débouchés sur cette route n'étaient encore que faiblement occupés.

Vers deux heures après midi, il n'était déjà plus temps. Le général Fanti était arrivé et avait aussitôt fait placer des renforts importants à tous les débouchés par

où la garnison aurait pu s'échapper, et entr'autres sur la route de Foligno.

En même temps commença la conférence entre les généraux Fanti et Schmidt; mais, comme on peut le comprendre, les parties étaient loin de compte; le premier voulait des prisonniers, le second l'évacuation pure et simple. Par défaut d'entente, la trève fut prolongée jusqu'à 4 heures, délai employé par la garnison en conseils de guerre et en délibérations, et par les Sardes à mieux cerner encore la citadelle et à établir leurs batteries dans des endroits convenables. Huit pièces furent placées au passage de la porte San-Pietro, deux en dehors de la porte. A 4 heures, les défenseurs n'ayant pas encore envoyé leur réponse, Fanti les fit sommer de la donner définitivement pour 5 heures 50 minutes, sinon il ferait ouvrir le feu.

A l'heure dite, les négociations en étaient au même point, et dix pièces commencèrent à tonner contre le fort. Au bout d'un quart d'heure, la garnison arbora le drapeau blanc et déclara accepter les conditions proposées, c'est-à-dire que les soldats poseraient armes et bagages, et que les officiers garderaient leur épée; tous pourraient rentrer dans leur pays.

Ainsi en une seule journée, pendant laquelle il y eut plus d'heures de trève et de pourparlers que d'heures de combat, l'importante place de Pérouse tomba aux mains des Piémontais. Il paraît au reste que le général Schmidt fut forcé à ce dénouement par l'esprit d'indiscipline d'une partie de ses troupes, entr'autres du 1er bataillon du 2me étranger. La majeure partie du bataillon du 2me de ligne et une compagnie irlandaise se montrèrent seules décidées à faire leur devoir.

Les trophées des vainqueurs furent 1700 prisonniers,

6 pièces d'artillerie, 1200 fusils et carabines sans compter ceux de la garnison, la bannière du 2me régiment étranger, 60 chevaux, 80 mulets, des bœufs et divers objets d'approvisionnement et d'équipement. Leurs pertes furent minimes, 5 morts et 80 blessés, dont 17 officiers; celles des défenseurs de 136 hommes, tant blessés que tués.

Une fois en possession de Pérouse, Fanti n'était plus arrêté dans sa marche sur Foligno, et il la fit immédiatement continuer. La division de réserve du 5e corps (Savoiroux), qui avait été placée pendant la journée du 14 en avant de Pérouse sur la route de Foligno, arriva le 15 au soir dans cette dernière ville, qu'elle trouva complètement évacuée. Ainsi, le seul point peut-être où Lamoricière eut dû laisser quelques forces en réserve, était libre, tandis que vingt autres de peu d'importance avaient des garnisons.

Ayant atteint Foligno, et ayant appris, le 14, que deux jours auparavant Lamoricière y avait passé, dirigeant le gros de ses forces par le val Chienti, il semble que le général Fanti eût dû s'empresser de faire suivre son adversaire et redoubler d'activité dans sa marche. Mais des raisons militaires autant que politiques l'engagèrent à retenir la division de réserve à Foligno le 16, autant pour attendre la division Sonnaz que pour préparer une expédition contre Spolète, dont la Rocca était encore fortement occupée. Le général Brignone fut désigné pour s'emparer de cette place, et le reste du 5me corps s'achemina le 17 sur Macerata par Colfiorito et le val Chienti, suivant ainsi, à trois journées de marche, la colonne Pimodan. Au moment où celle-ci ralliait Lamoricière, le 17 au soir, Fanti campait à Col-

fiorito avec ses avant-postes à Serravalle, et s'il ne pouvait espérer de se joindre à Cialdini pour une première affaire, il était sûr d'arriver en réserve pour une seconde et, en tout cas, de pouvoir contribuer à la prise du dernier boulevard de l'ennemi.

En somme, on peut dire que les opérations par l'Ombrie avaient été aussi heureuses qu'habilement conduites, et, à moins d'un bonheur merveilleux, il eût été difficile de les accélérer de deux seules journées de plus. Elles furent couronnées par la prise de Spolète, le 18, après un brillant combat contre les Irlandais du commandant Oreilly.

Une tâche moins éclatante, mais très pénible, fut celle de la 13me division, commandée par le général Cadorna et s'avançant par l'Apennin pour relier les deux corps, c'est-à-dire pour être ballottée à droite ou à gauche suivant le jeu des événements.

Partie de Saludeccio sur Urbino le 11, elle ne vit l'ennemi que dans cette première journée, à Calmazzo en avant d'Urbino, où ses éclaireurs refoulèrent ceux de Kanzler. Le 12 elle occupa Fossombrone par une de ses brigades, puis se concentra à Calmazzo. Le lendemain, par une rude marche, elle atteignit Cagli, et, le 14 au soir, Gubbio, de l'autre côté de l'Apennin, à une forte journée de Pérouse. Là, entrant dans la sphère d'action du 5e corps, elle reçut l'ordre du commandant en chef de se porter sur Gualdo, pour marcher ensuite sur Nocera et Foligno. Cet ordre était parti la veille du quartier-général de Pierantoni, au moment où Fanti, recevant la nouvelle de la concentration ennemie, du 12, à Foligno, s'attendait à devoir livrer une bataille aux environs de ce dernier point.

Le 15, au matin, Cadorna retourna d'abord en arrière à l'embranchement de Scheggia, où il eût mieux fait de s'arrêter la veille pour prendre des ordres ultérieurs, puis arriva le soir à Gualdo, nouveau carrefour et bonne position d'expectative, où sa troupe, exténuée par des marches redoublées et par le manque de vivres, obtint de s'arrêter deux jours, les 16 et 17. Mais un peu après il reçut un contr'ordre, et dut refranchir l'Apennin, pour se porter, le 17, sur Fabriano, puis, le 18, à Albacina, et de là à Macerata par le val Potenza.

Pendant le combat de Castelfidardo, que nous allons voir se livrer entre Cialdini et Lamoricière, la 13e division se trouva donc à trois journées de l'action, d'où l'on doit forcément conclure que cette division manqua son but, puisqu'elle était tout spécialement chargée de faire, à droite ou à gauche de l'Apennin, selon les circonstances, l'appoint nécessaire pour présenter à l'ennemi une force supérieure.

Or, ce ne fut point par son fait, comme la chose aurait dû l'être, mais par le fait seulement des mauvaises dispositions préparatoires de Lamoricière, auxquelles on ne devait pas s'attendre, que Cialdini se trouvait, le 17, prêt à agir contre un adversaire qu'il dominait d'un effectif à peu près double.

Reprenons maintenant la suite des événements sur les rives du Musone, que nous avons quittées le 16 au soir.

Le 17 se passa, de part et d'autre, en préparatifs :

D'Ancône, le général de Courten, prévenu par le *San-Paolo* de l'arrivée de Lamoricière, et pensant qu'il continuerait, le 17, sa marche sur la plaine, fit une forte reconnaissance à la rencontre de son commandant dans

la direction de Camerano (ou Camuranos). Ce village était encore libre ; de Courten resta longtemps aux environs en position ; mais n'entendant rien du côté de Loreto il rentra à Ancône.

Lamoricière attendit Pimodan, qui ne le rejoignit que le soir, et dut employer la journée à vaincre de nombreuses difficultés d'approvisionnements.

Quant à Cialdini, dans une bonne position stratégique et tactique, et pouvant d'un jour à l'autre être non-seulement rejoint par les trois autres cinquièmes de l'armée, mais encore secondé par la flotte sarde, qui naviguait dans les eaux d'Ancône, il n'avait aucun intérêt à prendre l'offensive. Il se borna donc à rectifier ses positions sur les collines de Castelfidardo.

Le Musone, qui va se jeter dans la mer à une lieue et demie environ au-dessous de Loreto, forme une vallée de 2 à 300 mètres, plantée d'arbres et coupée de fossés d'irrigation.

Une lieue environ au-dessous de Loreto, et à 200 mètres environ de son embouchure, le Musone reçoit par la rive gauche un gros affluent nommé l'Aspio. Entre ces deux rivières et dans l'angle qu'elles forment avant de se réunir, s'étend la chaîne de collines sur laquelle est placé Castelfidardo, et, à deux lieues plus loin, le mamelon sur lequel est bâti Osimo.

A l'est de l'Aspio et sur sa rive gauche, s'élèvent graduellement les collines qui se rattachent au mont d'Ancône et qui séparent ce gros ruisseau de la mer. La vallée de l'Aspio est moins large que celle du Musone ; mais, près du confluent des deux rivières, les deux plaines se réunissent et ont alors l'étendue de près d'une lieue en tous sens.

Dans cette partie, le terrain est généralement humide, les arbres disparaissent et la terre est tout à fait découverte.

Pour aller de Loreto à Ancône, on descend dans la vallée du Musone, on traverse cette rivière sur un pont en bois à environ 1500 mètres de la ville, et 500 mètres plus loin on trouve un affluent du Musone (rive gauche) appelé Vallato. Cet affluent, que l'on traverse sur un pont près de son embouchure dans le Musone, présente un obstacle sérieux. Ses berges sont escarpées, le lit est rempli d'eau et d'une fange profonde qui le rendent très difficile à passer pour l'infanterie et impraticable à la cavalerie et aux chariots.

Entre ces deux ponts, les Sardes avaient coupé la route et établi les deux pièces qui, le 16 au soir, avaient fait feu sur les éclaireurs de Lamoricière. A très peu de distance de ce dernier pont, la chaussée se bifurque, et l'on a devant soi deux routes à peu près également bonnes qui conduisent à Ancône.

La première, celle qui suit la route dite d'Osimo, remonte la vallée du Musone, laisse à droite Castelfidardo, et s'élève en pente douce sur les collines boisées. La seconde, dite de Camerano, monte les premières pentes du mamelon, au sommet duquel est Castelfidardo, laisse ce village à 2000 mètres sur la gauche, traverse le hameau des Crocette, descend dans la vallée de l'Aspio, qu'elle passe sur un pont en pierre, gravit la haute colline de Camerano qu'elle traverse, et continue directement sur Ancône.

A hauteur du hameau des Crocette, de l'autre côté de la route, se trouvent deux fermes ou casa[1] que leur po-

[1] Voir notre croquis pour le combat de Castelfidardo, que nous

sition appelait à jouer un rôle important dans une affaire sur ce terrain. Une d'elles est à mi-côte, et l'autre 5 à 600 mètres plus en arrière, sur un mamelon garni d'un bois. Vis-à-vis de la casa-dessous se tronve un gué du Musone, praticable pour l'artillerie, et que traverse un bon chemin rural allant rejoindre la route des Crocette à Umana. C'est essentiellement sur ce dernier point que l'action principale se passa.

Le général Cialdini avait placé la brigade Como (général Cugia) à Camerano, autant comme réserve que comme corps d'observation contre Ancône, et ses trois autres brigades sur les hauteurs de Castelfidardo, ayant sa droite au village même, son centre aux Crocette, et sa gauche à la casa-dessus et au bois y attenant. A la casa-dessous et au pont du petit affluent du Musone, il mit de fortes grand'gardes, avec postes avancés sur le Musone même. La cavalerie resta sur la droite, où s'étendaient aussi d'assez forts détachements de flanqueurs jusqu'à Osimo.

En face de telles positions, la tâche de Lamoricière n'était pas facile. « Pour aller à Ancône, dit-il dans son rapport officiel du 3 novembre, essayer de passer par la route d'Osimo ou par celle de Camerano était également impossible, car il fallait avant tout franchir les deux ponts du Musone et du Vallato, opération qui m'aurait coûté beaucoup de monde ; si je choisissais celle d'Osimo, je me rapprochais du centre de l'ennemi qui enveloppait Ancône depuis l'embouchure de l'Esino jusqu'auprès de

devons à l'obligeance de M. le capitaine Van de Welde ; nous empruntons également à l'intéressant récit dont le *Journal de l'armée belge* accompagne ce croquis, divers éléments de notre esquisse de la journée du 18.

celle du Musone, et si j'eusse battu l'ennemi en rase campagne, ce qui était peu probable, la ville d'Osimo, entourée de murs et située sur un mamelon fort élevé, aurait opposé à ma petite troupe une résistance qu'elle n'aurait pas pu vaincre.

» Si je prenais celle de Camerano, je devais, comme pour arriver à Osimo, enlever les deux ponts dont je viens de parler, chasser l'ennemi de Castelfidardo pour gagner les Crocette, opération fort difficile, traverser l'Aspio dont les ponts pouvaient être coupés, sûrement défendus; enfin m'emparer de Camerano, ville entourée de murs et située sur un mamelon fort escarpé.

» Dans un cas comme dans l'autre, pendant que j'attaquerais des positions fortifiées par la nature et défendues par des troupes de toutes armes, d'un effectif très supérieur à celui dont je disposais, je pouvais être tourné par une grosse troupe que l'ennemi pouvait aisément détacher, et me trouver réduit à capituler en rase campagne.

» Il me parut donc que la seule chance qui me restait pour rejoindre Ancône était de me diriger sur cette ville par la route dite du mont d'Ancône.

» Cette route s'embranche sur celle de Loreto à Porto di Recanati, se dirige sur un gué du Musone, situé un peu au-dessous du confluent de l'Aspio, va gagner Umana, passe à Sirolo, Massignano, Poggio, laisse Camerano à 3000 mètres environ de la gauche, et de là conduit à Ancône par le littoral.

» De Loreto jusqu'auprès du gué de Musone la route est bonne et empierrée. A partir du gué jusqu'à Umana, il existe une lacune d'environ 3000 mètres, et l'on est obligé de suivre des chemins ruraux qui ne sont pas praticables en toute saison, puis on retombe sur une voie qui des Crocette mène à Umana, point à partir duquel la

route est empierrée jusqu'à Ancône sur une longueur de 4 lieues et demie.

» L'ennemi n'occupait point cette route. Quelques éclaireurs seulement avaient été vus dans la journée vers Umana par les habitants du pays et par des officiers placés en observation avec des longues-vues ; mais ces faibles détachements s'étaient retirés à la nuit tombante.

» En suivant cette direction, j'attaquais l'extrémité de l'aile gauche, je m'appuyais ou à la mer ou aux terrains impraticables de la montagne, et si quelques difficultés de la route m'obligeaient à abandonner une partie de mes bagages, c'était pour moi un minime inconvénient dans la situation où je me trouvais.

» Je résolus donc de m'y engager, et j'arrêtai mon plan pour le combat et pour la marche. »

Mais avant d'esquisser l'action même du combat, il est nécessaire de dire un mot de la composition des deux armées en présence.

Les deux divisions de Cialdini comptaient de 13 à 14 mille hommes ; c'étaient de belles troupes, pleines d'entrain patriotique et militaire ; bon nombre de leurs soldats et surtout des cadres avaient été au feu en 1859 ; l'armement était bon ; il n'y avait que des fusils rayés ; l'artillerie était aussi composée de canons rayés.

L'armée de Lamoricière était forte d'environ 5 mille hommes (non compris ceux d'Ancône). Elle était formée d'éléments très divers, entre lesquels existaient des haines et des préventions assez fortes. L'armement laissait beaucoup à désirer ; la majorité des bataillons avait le fusil lisse ; un seul d'entr'eux, les zouaves ou tirailleurs franco-belges, était armé de la carabine Minié ; le bataillon de carabiniers suisses avait la carabine d'or-

donnance fédérale, demandant un approvisionnement particulier. L'artillerie, formée à la hâte, comptait beaucoup de conducteurs incomplètement exercés ; les pièces n'avaient pu être attelées que de quatre chevaux et il n'y en avait point au système rayé.

Néanmoins le commandant en chef, plein d'activité et de résolution, et entouré du prestige de sa belle réputation comme général d'Afrique, avait réussi à inspirer à cette petite armée de la confiance en elle-même ; le 18 au matin elle se mit gaîment en marche contre l'ennemi.

La brigade Pimodan s'avança contre les fermes des Crocette, tandis que les bagages, filant derrière elle, prenaient la route du littoral et allaient passer le Musone au gué d'aval. L'autre brigade, Cropt, sous les ordres directs de Lamoricière, se plaça pour le moment en réserve sur la rive droite du Musone.

Arrivé au gué, Pimodan trouva la rive droite du cours d'eau occupée seulement par quelques tirailleurs ennemis, et il leur fit donner la chasse par les carabiniers suisses. Ceux-ci, bravement guidés par leur commandant Jannerat, traversèrent la rivière et s'embusquèrent derrière les digues pour protéger le passage de la colonne. L'artillerie passa d'abord, et, pendant qu'elle mit en batterie et ouvrit le feu contre la casa-dessous, l'infanterie, formée en cinq colonnes, se rangea sur deux lignes : la première ligne, les Suisses, les Franco-Belges (zouaves) et le 1er bataillon de chasseurs indigènes, se porta en avant et s'établit derrière une digue; la seconde ligne resta cachée dans un champ de roseaux sur le bord de la rivière. Dès que l'artillerie eut lancé quelques volées de coups de canon contre la casa-dessous, Pimodan or-

donna à sa première ligne d'enlever ce poste. Dans cette attaque le commandant des chasseurs ayant montré de la faiblesse, Pimodan lui enleva le commandement qu'il remit à l'adjudant, et, pour comble de malheur, la seconde ligne, recevant quelques balles perdues, déploya une compagnie en tirailleurs qui fit feu sur la première. Ce fâcheux incident, que Pimodan fit bientôt cesser, n'arrêta cependant pas l'attaque de la première ligne. La casa-dessous, bien que vigoureusement défendue, fut enlevée et on y fit une centaine de prisonniers parmi lesquels un officier. Afin de garder ce poste contre un retour offensif probable, Pimodan fit avancer quatre pièces et deux obusiers; cette artillerie, intelligemment conduite par le colonel Blumenstihl, et bien soutenue par les Irlandais, essuya vaillamment le feu de l'ennemi et causa grand mal à ses attaques.

Jugeant alors que le moment était propice pour assaillir la casa-dessus, Pimodan fit avancer sa seconde ligne, et lança sa première ligne en avant, sous les ordres du commandant Becdelièvre. Les zouaves, malgré un feu de mousqueterie des plus vifs qui partit de la casa-dessus et du bois, montèrent résolument la berge du plateau, mais en arrivant vers la crête, le feu de l'ennemi devint si intense, leur mit tant d'hommes hors de combat, qu'ils furent obligés de se replier. Le bataillon Jannerat, puis les chasseurs Fuchmann, vinrent à l'appui, et la première ligne reprit un moment l'offensive. Cet effort ne fut pas plus heureux que le précédent. Il fallut rétrograder en laissant le sol couvert de morts et de blessés. Le 10e de ligne piémontais se mit alors à la poursuite; les Franco-Belges, les Suisses et les chasseurs, se voyant serrés de près, firent volte-face, arrêtèrent l'ennemi par une décharge générale, se ruèrent sur lui la baïonnette

en avant, et les Piémontais, étonnés de tant de bravoure, se replièrent à leur tour et regagnèrent la crête du plateau. Pendant ce temps une fusillade très vive se continuait et reprenait souvent par violents accès entre les deux fermes. Quelques carabiniers Jannerat, logés dans les combles de la casa-dessous, firent plusieurs prodiges d'adresse dignes de vrais enfants de Tell.

De la rive droite du Musone, où il était resté avec la brigade de réserve, le général Lamoricière observait la marche du combat. Il dut se décider alors à porter cette réserve en avant, et il ordonna à la cavalerie de flanquer la droite de la marche.

Pendant que le général en chef porte sa brigade à la hauteur de la casa-dessous, où il la déploie sur deux lignes, les troupes du major Becdelièvre, Franco-Belges et Suisses, toujours en première ligne, débordés de toutes parts et accablés de front par de nombreux ennemis, font des prodiges pour maintenir leur position : ils chargent tantôt à droite, tantôt à gauche, puis ils se jettent la baïonnette en avant sur ceux qui les attaquent de front; leurs forces s'épuisent, leur bravoure s'émousse contre la supériorité numérique de l'ennemi, ils tombent, ils meurent, mais ils ne reculent pas; vainement ils se font tuer, personne, sauf le bataillon de chasseurs Fuchmann, ne vient à leur secours. Les autres chasseurs, ceux entr'autres du major Ubaldini, n'osent pas, malgré les exhortations de quelques officiers, s'avancer au-delà de la casa-dessous, et se blottissent dans et derrière la maison, jetant de là des balles au hasard, qui allèrent blesser à plus d'une reprise leurs camarades devant eux. Pimodan, blessé au visage, exalté par l'action et par le sang qui lui sort de la bouche, comme un homme en délire, parcourt les rangs, harangue sa seconde ligne, la

porte enfin en avant, mais après dix pas elle s'arrête terrifiée, et, sans ordre, sans avoir d'ennemi en face, elle commence le feu, que son général est impuissant à régulariser.

Les lignes piémontaises deviennent de plus en plus menaçantes, et, bien encadrées de leurs pièces, elles balaient de feux convergents l'espace entre les deux fermes. La première ligne de Pimodan est déjà écharpée, et, tandis que la seconde s'étourdit par un tir inutile, le premier échelon de la brigade de réserve, le 1er régiment étranger, entre à son tour en action. Mais il a la mauvaise chance, à peine lancé, de se trouver à découvert devant un feu de canons rayés aux lugubres sifflements. Il aurait dû promptement avancer, ou tout au moins se replier pour chercher un autre débouché. Au lieu de cela il s'arrête, il hésite, et, bientôt menacé par l'infanterie qui paraît vouloir descendre des hauteurs, ce régiment, où se trouvent pourtant des Suisses en grand nombre, éprouve une émotion visible; en vain le général en chef et le lieutenant-colonel valaisan Alet cherchent-ils à le rassurer; les officiers, peut-être plus affectés encore que les soldats, ne savent pas maintenir l'ordre dans les rangs, et au bout de quelques minutes, les files se pelotonnent, la panique éclate, les deux bataillons font volte-face, se débandent, fuient, et entraînent dans leur fuite le second échelon de réserve, qui n'avait pas encore un seul blessé et qui n'avait pas même tiré un coup de fusil.

L'artillerie n'ayant pu quitter la chaussée à cause des parapets en douves qui la bordaient, fut aussi saisie du même effroi; quelques-uns des conducteurs coupèrent les traits des chevaux et abandonnèrent leurs pièces, d'autres se sauvèrent avec leurs canons, et un petit

nombre seulement prolongea la résistance. Parmi ces derniers se trouvèrent deux sections de la batterie Richter, qui restèrent en place et continuèrent le feu de la manière la plus courageuse.

Cette débandade plongea le général Lamoricière dans une profonde perplexité : battu et acculé à la mer, sans espoir de pouvoir rallier son armée, il ne lui restait d'autre alternative que de se laisser capturer ou de chercher à gagner Ancône, avec quelques cavaliers, par le chemin du littoral. Mais avant de prendre ce dernier parti, il tenta de rallier ses troupes. Pendant que Pimodan était resté au feu avec le 2e bataillon de bersaglieri pontificaux, les Franco-Belges et quelques Suisses de Jannerat, joints à d'autres recueillis par l'adjudant Britschgi, d'Unterwalden, le général en chef s'efforçait, mais vainement, de rallier les fuyards derrière les digues du Musone, où cependant ils se trouvaient à l'abri du feu de l'ennemi. A peine le général était-il parvenu à grouper quelques hommes autour de lui, qu'un nouveau coup vient le frapper, et cette fois dans ses affections les plus chères : une espèce de convoi funèbre, des soldats en pleurs, se dirigeaient vers le gué du Musone; Lamoricière les arrête : c'étaient les Franco-Belges qui portaient leur général mourant vers l'ambulance; Pimodan frappé de deux balles et couché sur une civière improvisée avec des fusils et de la paille, essaie de se mettre sur son séant, les forces lui manquent; sa tête s'affaisse sur le coussin de paille; les regards des deux généraux se rencontrent; ils se serrent la main, échangent quelques tristes paroles et se disent un éternel adieu.

Dès que le général de Pimodan eut été emporté du terrain du combat, il n'était plus question de rallier les

fuyards; les quelques braves qui étaient restés au feu, décimés par les coups de l'ennemi et accablés par le nombre, furent refoulés à leur tour, mais ils parvinrent cependant à se jeter dans les champs de roseaux qui bordent le Musone, d'où ils couvrirent la retraite des derniers débris.

Les Piémontais, ayant lieu d'être satisfaits de leur victoire et supposant sans doute des réserves embusquées dans les vignes et dans les jardins qui séparent le Musone de Loreto, s'arrêtèrent devant cette rivière et cessèrent la poursuite.

Le général en chef, toujours résolu de marcher sur Ancône, envoya le capitaine Zichy avec les 45 chevau-légers qui lui restaient, éclairer le chemin du littoral, et dirigea quelques officiers, et les volontaires à cheval de service auprès de lui, à Loreto, afin de grouper les fuyards et de les conduire sur le chemin d'Umana, qu'il venait de prendre avec ses chevau-légers. Des quatre volontaires, MM. de Robiano, de France, de Ternes et de Montmarin, envoyés successivement à la recherche des dragons, deux seulement retournèrent auprès du général pour lui dire qu'ils n'avaient rien trouvé. Quant aux officiers chargés de grouper les fuyards, ils parvinrent à en réunir de 350 à 400 autour du drapeau du 1er étranger, porté par le capitaine Delpêche, et à faire marcher cette colonne, dirigée par les majors Dupasquier et Bell, sur les traces du général.

C'était donc avec 45 cavaliers et 400 fantassins, derniers débris de l'armée pontificale, que Lamoricière cherchait à gagner Ancône. Ce nombre de troupes, si minime qu'il fût, devait encore être réduit avant d'atteindre la forteresse.

En cheminant sur le chemin du littoral, la colonne fut

aperçue par le poste piémontais de garde au pont de l'Aspio, sur le chemin de Crocette à Umana, et prévenue dans sa marche. Attaquée de flanc et en queue par une cinquantaine de bersaglieri, la cavalerie, qui se trouvait en tête avec le général, parvint sans peine à continuer sa marche, mais l'infanterie, qui formait l'arrière-garde, peu disposée à recommencer le combat, s'accula précipitamment à la mer et se laissa faire prisonnière, sauf une centaine d'hommes groupés autour du capitaine suisse Delpêche, de Fribourg, qui suivirent les chevau-légers.

Lamoricière continua tristement sa marche sur Ancône. Il traversa Umana et Sirolo, et, chemin faisant, il apprit que Camerano était très fortement occupée ; or, à partir de Sirolo, la route incline à gauche, serpente sur le flanc du mont Ancône opposé à la mer, et pendant près de deux lieues reste en vue de Camerano, dont elle est séparée par un ravin profond ; de Camerano, une bonne voie de communication va rejoindre cette route à Poggio, en obliquant vers Ancône. Il était à croire que les troupes de Camerano apercevraient la petite bande et qu'elles pourraient facilement lui barrer le passage ; ces considérations décidèrent le général à quitter la route pour prendre à droite le sentier du couvent des Camaldules.

Les révérends Pères reçurent fort bien les courageux débris de la bataille et confirmèrent que la route n'était point occupée; après une halte d'un quart-d'heure, la colonne se remit en marche à travers le bois sur Poggio.

Pendant ce trajet, qui s'accomplit heureusement, Lamoricière eut encore le chagrin de découvrir l'escadre sarde qui bombardait Ancône.

A cinq heures et demie il entra dans la place avec une cinquantaine de cavaliers et 80 fantassins.

Avoir perdu son armée, n'avoir échappé que par miracle au déshonneur de mettre bas les armes en rase campagne, et se voir obligé de se jeter dans une forteresse puissamment bombardée, c'était, on en conviendra, une triste situation; mais Lamoricière lui-même se l'était créée dès le début, en suivant les inspirations du bouillant colonel des zouaves, au lieu des conseils de la froide raison que doit toujours conserver un général en chef.

Pendant que Lamoricière effectuait cette retraite, Cialdini, ignorant que les troupes pontificales restées à Loreto étaient sans général et se trouvaient dans l'impossibilité de livrer un second combat, dirigea, le 18 au soir, une partie de ses troupes sur Recanati, avec ordre d'occuper toutes les issues opposées à la mer, afin de cerner son ennemi et de le combattre le lendemain avec la mer à dos, ou de lui faire mettre bas les armes.

Le matin du 19, l'armée pontificale se trouvant sans chef et se voyant entourée de toutes parts, ne demanda pas mieux que de déposer les armes. Le colonel Gutenhoven capitula avec Cialdini, ou plutôt déclara, au nom de sa troupe, se résigner à la loi du vainqueur, qui n'en abusa pas. Plus de 4000 hommes, 11 pièces de canon, les guides de Lamoricière, enfin tout ce qui avait échappé au désastre du 18, fut obligé de se rendre prisonnier de guerre le 19.

Seule une section d'artillerie parvint, par le courage et par l'énergique intelligence de son chef, à se soustraire à ce déshonneur.

Mais ce fait, qui prouve qu'il y a encore des enfants

de la Suisse primitive dignes de leurs héroïques ancêtres, est trop honorable pour que nous ne le rapportions pas avec quelque détail.

C'est le lieutenant Holdener, de Schwytz, qui commandait cette section[1]. Après avoir vaillamment combattu avec ses deux pièces auprès de la casa où avait été tué le général Pimodan et être resté un des derniers au feu, il avait couvert la retraite. Prévoyant le sort pénible qui l'attendait pour le lendemain, il résolut de se soustraire à la honte de capituler en rase campagne, et il se replia vers la mer, avec la conviction qu'il trouverait un moyen, sans trop savoir lequel, de braver cet obstacle et d'emmener avec lui ses canonniers et ses pièces. Comme toujours, la fortune vint ici sourire à l'énergie, et la résolution de l'intrépide officier fut couronnée d'un plein succès. Confiant dans son étoile, il se dirigea le soir sur Porto di Recanati, où il rencontra une grande barque de pêcheur. C'était tout ce qu'il lui fallait pour accomplir son projet, et il y embarqua ses pièces et ses canonniers. Non content de ce sauvetage, le lieutenant Holdener avait recueilli en chemin la voiture du général en chef et son brigadier de gendarmerie d'escorte. Il embarqua celui-ci avec une partie des bagages de l'état-major, restés à Porto di Recanati, et avec une caisse entr'autres contenant la correspondance, qu'on disait si compromettante pour le général, et qu'on crut un moment, en effet, tombée au pouvoir de l'ennemi. Il se mit en mer dans la nuit, traversa heureusement la croisière sarde, et arriva le lendemain à Ancône, où il remit au général quel-

[1] Nous avons tout lieu de croire que le lieutenant Holdener est le même que le général Lamoricière signale, dans son rapport, sous le nom estropié de *Uhde*.

ques objets précieux et cette correspondance qui a tant préoccupé le public.

De pareils faits d'armes méritent d'être rapportés, ne fût-ce que pour l'instruction des jeunes militaires et pour faire voir ce que peut la mâle énergie d'un chef qui veut fortement ce qu'il a conçu et qui est résolu à ne s'arrêter devant aucun obstacle.

Un autre Suisse, un brave sapeur du bataillon des carabiniers nommé Simon, rejoignit aussi, quelques jours après et dans une barque de pêcheur, le général Lamoricière, lui ramenant en outre un des volontaires de son état-major, M. de Ternes, séparé du général pendant la retraite sur Ancône.

Tandis que Cialdini avait battu et fait prisonnières les troupes de Lamoricière, les colonnes mobiles de Fanti, du 5ᵉ corps, dirigées sur Spolete, après avoir enlevé cette ville, prirent successivement Terni, Narni et Rieti, où elles firent encore 700 prisonniers. D'autre part, Masi, après avoir livré aussi, le 18, son combat à Montefiascone, s'empara de Viterbe et de Civita Castellana. De Loreto, d'autres colonnes mobiles envoyées dans toutes les directions, et entr'autres jusqu'à Fermo et Ascoli, recueillirent encore 700 prisonniers et 86 chevaux.

Le 20, le gros du 5ᵉ corps avait fait sa jonction avec la division Cadorna du 4ᵉ, à Macerata. Le même jour le 5ᵉ corps avait occupé Loreto, et la 13ᵉ division Osimo, pendant que les troupes du 4ᵉ corps faisaient déjà les mouvements préparatoires nécessaires au premier investissement de la place d'Ancône.

A Ancône Lamoricière trouva sur pied une garnison

d'environ 4600 hommes, dont 450 artilleurs[1]; et si le bombardement naval commencé le 18 explique l'inaction de cette garnison pendant le combat de Castelfidardo, il est loin de la justifier. Le général de Courten aurait dû promptement s'apercevoir que l'escadre ne pensait pas à un débarquement, et utiliser en conséquence ses bataillons. Laissant ses artilleurs à leurs positions, et le minimum d'infanterie nécessaire à la garde des portes principales, il aurait dû sortir de la place avec trois à quatre mille hommes pour répéter la manœuvre qu'il avait si sagement faite la veille; vigoureusement lancées sur Camerano, ses troupes eussent pu changer la face des choses à Castelfidardo. Et si, le 17, la sortie à cette intention avait été inutile, c'était une raison pour qu'elle ne le fût pas le 18. Le général de Courten manqua donc, dans cette circonstance, une belle occasion de faire honneur à l'important commandement qui lui avait été confié.

En revanche, pour défendre convenablement la place contre les forces de terre et de mer qui allaient l'assiéger, la garnison était tout à fait impuissante.

La ville et les environs d'Ancône occupent un terrain fort accidenté, où se trouvent entr'autres[2], les monts della Croce, Pelago, Polito, Pollandrina, Marine, Scrima, Montagnolo, formant, du sud au nord, une cein-

[1] Le général Fanti, dans son rapport officiel, donne le chiffre de 7000 comme étant celui de la troupe faite prisonnière à la capitulation, et, dans cette circonstance, il n'y avait pas matière à erreur. D'autre part, le général Lamoricière dit que son *infanterie disponible* était de 4200 hommes, réduite à ce nombre par les marches et les fatigues qui avaient donné beaucoup de malades. Ces derniers durent donc être au nombre d'environ 2500.

[2] Voir le croquis.

ture irrégulière d'un rayon moyen d'environ 3 kilomètres. Plus près du port les mamelons des Capucins, du Gardetto et de la citadelle forment une seconde ceinture plus resserrée. Toutes ces hauteurs étaient garnies de forts et de redoutes, les uns datant du dernier siècle, les plus récents de l'occupation autrichienne de 1849. La majorité d'entr'eux était en très mauvais état, vu la disproportion entre l'étendue de la place et les ressources du gouvernement pontifical. Pour tenir convenablement une telle position, dont les ouvrages avaient un développement de 7 kilomètres, une vingtaine de mille hommes n'eût pas été de trop, et Lamoricière, avons-nous dit, possédait à peine le quart de ce chiffre en soldats valides; aussi ne dut-il considérer ses défenses extérieures que comme de bons postes de campagne.

Le corps de place, cependant, ne manquait pas de solidité du côté de terre. Non-seulement il était couvert par le fort des Capucins, par les deux redoutes du Mont-Gardetto, par le camp retranché et par la citadelle, mais l'enceinte propre de la ville était susceptible de résistance. Elle avait été réparée; les brèches des remparts avaient été relevées, les terrassements des parapets à peu près finis. Les chemins couverts seuls manquaient presque partout, et là où ils existaient on n'avait pu s'occuper de leur organisation. Il en était de même des glacis, encombrés de jardins, de vignes, de mûriers et de villas qu'on n'avait pu penser à raser. Du côté de mer, la défense était moindre; trois ouvrages en constituaient la force principale, le Lazaret, du côté de la citadelle et de la porte Pia, la Lanterne, à l'autre extrémité du port, et le Mole, en avant de la Lanterne. Une chaîne de 500 mètres, tendue du Lazaret au Mole, formait la courtine de ce front. De ces batteries, peu avan-

tageusement disposées et n'ayant en tout que 25 canons, la plus forte, celle du Mole, était on ne peut mieux placée pour être facilement accablée de feux convergents.

L'armement était fort incomplet, mais ce n'était là qu'un inconvénient relatif, puisque la garnison était plus incomplète encore. Il comptait, en tout cas, 124 pièces, dont 110 de siége; les plus gros canons étaient de 36, et 18 seulement de gros calibre; il n'y avait pas de pièces rayées; bon nombre d'affûts laissaient à désirer. Si les artilleurs étaient en nombre voulu pour desservir les pièces, en revanche le général Lamoricière avait fait deux pertes qui lui rendaient plus difficile la direction de ses batteries. L'habile colonel Blumenstihl et le capitaine Zichy, connaissant très bien la place, étaient restés dans les prisonniers. Les troupes du génie, qui auraient été si utiles, faisaient totalement défaut. Les approvisionnements en munitions étaient suffisants, mais le service à cet égard présentait maintes difficultés par la grande diversité d'origine des bouches à feu; toutes les artilleries de l'Europe étaient représentées.

Les subsistances ne manquaient pas; il avait fallu, toutefois, de grands efforts pour les assurer, et même quelques désordres à l'occasion des premières distributions avaient fâcheusement agi sur le moral des soldats et de la population.

Une autre action pesant visiblement sur l'esprit de la troupe était celle du comité révolutionnaire d'Ancône, qui, bien-informé de ce qui se passait au dehors, parvenait à répandre chaque matin des nouvelles de plus en plus décevantes pour les défenseurs. Un jour c'était la prise de Pérouse, le lendemain celle de Spolète, de Viterbe et l'envahissement du patrimoine de Saint-

Pierre. Le 20, le général Lamoricière avait été officiellement avisé de la capitulation de Loreto par un intendant autorisé à venir chercher la solde arriérée des prisonniers. Dans un tel état de choses, le corps des officiers, qui aurait au moins dû faire bonne contenance pour rassurer ses hommes, ne participait que trop ouvertement à l'inquiétude générale.

On aurait, il est vrai, été inquiet à moins, et les officiers pouvaient en effet comprendre mieux encore que les soldats le peu de chances favorables qu'offrait leur situation. Ils savaient qu'ils allaient être resserrés par toute l'armée piémontaise, qu'on disait forte de 50 mille hommes, et chacun d'eux avait pu compter à son aise les onze bâtiments de l'escadre sarde, et juger, dès le 18, de la portée de ses 400 bouches à feu.

Cependant une lueur d'espoir restait encore aux débris de l'armée pontificale. Pendant la marche du 16, puis à Ancône même, Lamoricière avait reçu communication d'une dépêche du duc de Gramont adressée au consul de France à Ancône; elle était ainsi conçue :

« L'empereur a écrit de Marseille au roi de Sardaigne
» que si les troupes piémontaises pénètrent sur le terri-
» toire pontifical, il sera forcé de s'y opposer; des ordres
» sont déjà donnés pour embarquer des troupes à Toulon,
» et ces renforts vont arriver incessamment. Le gouver-
» nement de l'Empereur ne tolérera pas la coupable
» agression du gouvernement sarde. Comme vice-consul
» de France, vous devez régler votre conduite en con-
» séquence.

» *Signé* GRAMONT. »

En outre une personne très suffisamment autorisée lui avait écrit de Trieste en date du 11 :

« Les navires autrichiens vont croiser au midi d'An-
» cône pour en empêcher le blocus; l'escadre est consi-
» dérable et très bien commandée. »

D'après ces renseignements, il pouvait avoir lieu de croire que la décision finale des singuliers évènements qui se passaient depuis quelques semaines en Italie allait être arrachée aux armes par la diplomatie, qu'il était donc utile de gagner du temps, et qu'on ne tarderait sans doute pas à voir apparaître dans le port d'Ancône les pavillons annoncés, ainsi que ceux de puissances neutres, au moyen desquels on pourrait au moins se mettre en rapport avec Rome et avec l'Europe. La défense pouvait sauver non-seulement l'honneur, mais encore de graves intérêts.

Lamoricière s'efforça donc de relever de son mieux le moral de ses officiers; il se mit en mesure de remplir courageusement, dans les limites de ses faibles moyens, la tâche qui lui restait à accomplir, et l'on doit reconnaître que dans la défense pied-à-pied qu'il fit de sa position pendant dix jours, il montra autant d'activité et d'intelligence que d'énergie.

Après avoir reconstitué ses corps, fait quelques promotions pour combler les vides, et organisé ses services, le général pontifical répartit comme suit la tâche de la défense:

Il donna au général de Courten le commandement de l'enceinte propre de la ville, du lazaret et de la redoute de Monte-Scrima occupée par une compagnie. Le général Kanzler reçut le commandement des forts extérieurs et des redoutes de Monte-Pelago et Monte-Polito. Le commandement de la place fut donné au colonel Gut.

L'enceinte fut partagée pour la défense entre le colonel Gaddy, le major Einen et le capitaine Castellaz,

ce dernier commandant un bataillon formé des débris de divers corps. Le major de Quatrebarbes continua ses fonctions difficiles et périlleuses en ce moment de gouverneur civil.

Le colonel Vogelsang et le major Ginzel, avec les 1er et 3e bataillons de bersaglieri, durent occuper alternativement le Gardetto et les redoutes de Pelago et Polito. Le major Prossich, avec une partie de son bataillon et trois compagnies du bataillon Saint-Patrick, occupa le camp retranché. Une compagnie de son bataillon et une compagnie irlandaise entrèrent dans la citadelle; enfin deux compagnies, à relever de temps à autre, défendraient la lunette de San-Stefano. La réserve ne se composa que de la gendarmerie et des chevau-légers aux ordres du colonel Zambelli.

Le 20, le 21 et le 22, les Piémontais, maintenant réunis sous le commandement du général Fanti, préparèrent l'investissement d'Ancône par terre; l'escadre, depuis le 18, n'avait pas cessé de bombarder les forts.

Le 22 au matin, l'amiral Persano notifia au général Lamoricière le blocus du port, et le feu de l'escadre, un moment suspendu à cette occasion, recommença de plus belle. Le 23 entr'autres il fut très vif, et la ville fut fort maltraitée ce jour-là. Plusieurs bombes tombèrent dans les églises; les fidèles qui assistaient au saint sacrifice se dispersèrent, et les prêtres qui le célébraient firent preuve de courage en restant à l'autel. Un des bâtiments de l'escadre, ayant mal dirigé sa route pour venir bombarder le Pelago, fut fortement endommagé par l'artillerie des Capucins et du Gardetto; on envoya un autre bâtiment pour l'aider à prendre le large, mais avant que cette opération fût terminée, deux obusiers de campagne, dirigés par le capitaine Mayer, se placèrent au bout de

la vallée des Jardins, sous la falaise, et par un feu bien dirigé obligèrent promptement ces navires à s'éloigner. Ce petit succès fit grand plaisir aux braves artilleurs; mais d'autres bâtiments vinrent bientôt remplacer ceux qui avaient dû quitter le combat.

En moyenne, les pertes occasionnées par l'escadre étaient de 20 à 25 hommes par jour, dont moitié d'artilleurs.

Le même jour, le général Fanti, après avoir reconnu la place et s'être concerté avec l'amiral Persano, le général du génie Menabrea et le colonel d'artillerie Thaon de Revel, déclara le blocus par terre et par mer. De ce moment l'attaque se resserra et fut poussée avec activité. Se proposant d'agir surtout du côté du sud sur le point décisif du Gardetto, Fanti fit transborder par l'escadre son parc de siége de Sinigaglia à Umana, et ordonna aussi à l'amiral Persano de prendre les redoutes du Gardetto comme point de mire. Mais auparavant il fallait, du côté de terre, s'emparer des positions della Croce, du Mont-Pelago et du Mont-Polito, pour éteindre de là le feu flanquant de la lunette de San-Stefano.

Cette tâche fut confiée au 5e corps, tandis que l'attaque de gauche fut assignée au quatrième. Le 24 ces opérations commencèrent; le cordon d'investissement, d'abord assez étendu, de Camerano à Falconara, vers l'embouchure de l'Esino, se diminua. Le général Fanti transporta son quartier-général de Loreto à Villa-Favorita sous Castro, et le feu s'ouvrit sur toute la ligne avec les batteries de campagne de 8 rayées, de 16 ordinaires et d'obusiers. La gauche fit une vigoureuse démonstration contre la lunette Scrima[1] et contre les abords du

[1] La lunette de Scrima n'est pas marquée sur notre croquis; elle

camp retranché, de la forteresse et du lazaret; la division Cadorna trouvant la lunette Scrima peu défendue, s'en empara. Pendant ce temps l'escadre avait canonné les ouvrages du Pelago et du Gardetto, et le 5e corps se mit en possession du Mont-Acuto, en arrière de la Croce.

Le lendemain même manœuvre; le cercle se rétrécit encore; la gauche atteignit les hauteurs de Pedocchio, et la droite s'établit sur le plateau della Croce. Dans la nuit du 25, les troupes de della Rocca essayèrent d'enlever le village de Pie della Croce, situé à 500 mètres en avant de la redoute de Pelago. Le major Ginzel, avec le 3e bataillon de bersaglieri, gardait ce jour-là les deux redoutes; une compagnie occupait le village, et après un léger engagement les tirailleurs des deux camps gardèrent chacun l'un des bouts, en se retranchant dans les maisons. Le bataillon Ginzel avait au plus 600 hommes : 100 en grand'garde, 300 avec 6 pièces à la redoute Pelago, et 200 à celle du Mont-Polito. Il ne devait pas défendre ces postes à outrance, mais se retirer lentement, de manière à protéger seulement la retraite de l'artillerie par les pentes rapides où elle devait s'engager.

Ici se place un incident que nous croyons bon de mentionner pour stigmatiser la lâcheté autant que pour honorer le courage, tout en déplorant que parmi les coupables aient figuré quelques-uns de nos compatriotes. Pour détourner du vice de l'ivrognerie, les Spartiates montraient à la jeunesse des hommes ivres. Faisons comme eux ; nous pourrons ici, pour montrer les lâches, laisser la parole au général Lamoricière lui-même : « J'avais eu, dit-il, à me plaindre de la manière dont les compa-

devrait se trouver sur les pentes de Montagnolo, à 1500 mètres de la citadelle.

gnies étrangères avaient fait le service dans la ville les jours précédents, et j'avais voulu les faire remplacer dans la garde du poste important que je leur avais confié sur les remparts.

» Le capitaine Castellaz, ancien officier des régiments étrangers, très brave et très dévoué, était blessé de ma défiance, que venaient corroborer des rumeurs que je ne croyais pas sans fondements. Il me proposa, pour éprouver ses soldats, d'enlever, une heure avant le jour, l'extrémité du village de Pie della Croce, qui nous avait été pris la veille au soir; j'acceptai la proposition. Il attaqua les Piémontais à une heure convenue; leur garde assez nombreuse fit feu; nos Suisses ripostèrent, puis se retirèrent en désordre, ce que voyant, l'ennemi les chargea, et, sans le dévouement de trois ou quatre hommes sûrs qu'il avait amenés avec lui, le capitaine Castellaz eût été pris.

» La fuite de ces deux compagnies amena la retraite de la compagnie du 3e bersaglieri qui tenait encore à la tête du village de l'autre côté. Celle-ci s'arrêta dans la redoute du Pelago, et les deux compagnies étrangères revinrent en ville ayant malheureusement justifié mes appréhensions. »

Le 26 les Sardes purent placer sur le Mont-Acuto une partie des pièces de siége péniblement amenées d'Umana, et une forte attaque fut préparée pour le lendemain.

Le 27 les ouvrages della Croce furent assaillis avec vigueur par la division Savoiroux, et enlevés. Sans s'arrêter à cet heureux début, les mêmes troupes s'élancent sur le Pelago, et la brigade Bologne, guidée par le général Pinelli et bien appuyée par un mouvement de flanc du 11e bersaglier, s'empare de la redoute. Polito, un

peu plus loin, est bientôt attaqué à son tour par le 39e régiment de ligne secondé des 23e et 25e bersaglier. Cet ouvrage est assez vivement contesté; mais les défenseurs sont obligés de l'évacuer en y perdant une quarantaine d'hommes.

Enhardis par le succès, les Sardes, qui sans doute n'avaient point fait reconnaître les escarpes en maçonnerie de la lunette San-Stefano, non plus que la manière dont cet ouvrage était flanqué, crurent pouvoir l'enlever aussi facilement que les redoutes en terre. Voyant cette attaque se formuler, Lamoricière fit dire à la lunette et aux forts qui la soutenaient de laisser avancer l'ennemi presque sur le haut du glacis, et de ne commencer le feu que quand ils verraient les premiers assaillants dans le fossé.

Les tirailleurs piémontais attaquèrent franchement, et les plus hardis d'entr'eux descendirent jusqu'au pied des escarpes; un feu terrible les assaillit alors de tous côtés, de front, de flanc et de revers, et ils furent forcés de se retirer en désordre. Ils essayèrent bravement de se reformer derrière les haies et les maisons; les boulets et les obus vinrent bientôt les en déloger, et ils ne se rallièrent que derrière les redoutes qu'ils avaient conquises quelques heures auparavant.

Quelques officiers à cheval, conduisant cette attaque avec autant d'imprévoyance que d'audace, soutinrent très courageusement la retraite qui avait coûté beaucoup de monde à leur troupe.

A gauche, Cialdini avait vainement essayé, pendant ce temps, ainsi que la veille depuis la lunette Scrima, de canonner la forteresse et le camp retranché avec des pièces de 16 de campagne. Sous l'effet d'un feu bien dirigé par les artilleurs pontificaux, ses batteries furent

démontées, et, le soir, la lunette n'était plus qu'un monceau de ruines. Pour compenser cet échec Cialdini s'adressa à son infanterie et lança la brigade Parme sur le bourg de Porta-Pia, qui fut enlevé jusqu'à l'enceinte.

En même temps l'escadre endommageait gravement le fort des Capucins et lui incendiait son corps-de-garde.

Dans la nuit du 27 au 28, le 6e bersaglier, profitant d'un autre incendie qui avait éclaté au Lazaret, s'empara de cette batterie sous un feu meurtrier. La même nuit l'amiral Persano chercha, avec trois grosses chaloupes, à couper la chaîne barrant l'entrée du port, mais la mitraille du Môle le força de renoncer à cette entreprise. Toutefois la situation se tendait et de tous côtés les défenseurs étaient appelés à des efforts énergiques.

Le 28 fut un jour décisif. Du côté de terre les batteries d'attaque avaient fait des progrès. Le parc avait fourni ses gros calibres; les ouvrages de Pollandrina et du Polito, retournés vers la ville, battirent violemment la lunette San-Stefano, les Capucins et le camp.

Du côté de la mer, les bersagliers logés au Lazaret, devenaient fort incommodes, et en conséquence ils furent à leur tour criblés des feux convergents du Môle, de la forteresse et de la Porta-Pia. Fanti écrivit alors à l'amiral Persano pour l'inviter à contrebattre la batterie du Môle; et, vers une heure, les quatre bâtiments à hélice *Carlo-Alberto, Vittorio-Emmanuele, Governolo* et *Costituzione,* vinrent prendre part à l'action devant le port. Les bordées redoublées des frégates et celles entr'autres du *Carlo-Alberto* eurent bientôt désemparé les barbettes de la Lanterne et du Môle, et réduit le tir ennemi à celui seulement des batteries casematées. Celles-ci même, vigoureusement commandées par le lieutenant Wesminthal, ne pouvaient fournir que trois pièces sur la

face attaquée; les murs se démolissaient rapidement, et chaque projectile pénétrant par les embrasures faisait des dégâts affreux dans la batterie; enfin le dernier coup fut donné par une manœuvre hardie du *Vittorio*, qui, chargeant à toute vapeur, vint virer de bord à 50 mètres seulement du Môle et lâcher un feu de 40 pièces. Un des obus pénétra dans l'intérieur de la casemate par une embrasure, rebondit vingt fois en saccageant canons et desservants, et finit par mettre le feu à un magasin de poudre, ce qui provoqua une immense explosion. La batterie sauta en l'air avec 150 artilleurs, et le Môle ne fut plus qu'un monceau de ruines et de cadavres. Le mur soutenant un des bouts de la chaîne de sûreté s'écroula, et le port se trouva ainsi ouvert à l'escadre. La ville n'avait pas de défense de ce côté; le corps de la place offrait donc une large brèche par laquelle les Piémontais pouvaient pénétrer jusqu'au pied de la forteresse. Il n'y avait plus de chance de résistance de la part des défenseurs, si ce n'est peut-être encore quelques heures dans la citadelle. D'autre part, les faibles espérances de Lamoricière, basées sur les assurances diplomatiques qu'on sait, s'étaient évanouies. Le général Cialdini, à qui l'on avait transmis la dépêche de M. de Gramont, avait répliqué que le diplomate français n'était pas au courant des secrets de la politique[1]. L'absence dans les eaux d'Ancône de toute escadre française paraissait en effet se joindre aux paroles du général

[1] Ce qui pouvait donner une certaine importance à ces paroles c'est que quelques jours avant l'entrée en campagne, le général Cialdini avait été délégué par le roi Victor-Emmanuel auprès de l'empereur Napoléon en passage à Chambéry, et qu'il avait dû voir dans cette ville plusieurs personnes bien initiées aux complications de la politique européenne.

sarde pour détruire la portée de la dépêche susdite. Les Autrichiens attendus n'apparaissaient pas davantage ; aucune voile amie ni neutre ne se montrait à l'horizon. Le canon d'Ancône, qu'on savait avoir été entendu à Venise et même, assure-t-on, jusqu'à Trieste, n'avait pas le don de tirer l'Europe de son indifférence. A quoi eût servi de prolonger de quelques heures ou même d'un jour entier l'agonie de la place ? Lamoricière avait rempli honorablement et courageusement son devoir. Il n'avait pas à hésiter, en face des désastres du 28. Vers 5 heures et demie, il fit arborer le drapeau blanc sur la citadelle ; le signal fut répété par tous les forts, et le feu cessa aussitôt.

On comprend qu'un profond sentiment d'amertume et de dégoût ait pu, à cette heure, frapper le brave et malheureux défenseur d'Ancône ; mais un commandant en chef doit placer sa conduite au-dessus de tels mobiles. Le général Lamoricière nous semble s'être départi de cette règle en cherchant à faire une distinction entre le commandant des forces de terre et celui des forces de mer. Il voulut, paraît-il, capituler entre les mains de ce dernier, et c'est à l'amiral Persano, le plus près, il est vrai, et le plus menaçant de ses adversaires, mais subordonné à Fanti, qu'il envoya son parlementaire. A 9 heures du soir, aucun mandataire de la place n'étant arrivé au quartier-général, Fanti fit rouvrir le feu. Les grosses batteries construites dans les positions du Pelago, du Pulito et delle Grazie, sans compter celle du faubourg de Porta-Pia, de 4 canons de 16 et de 2 canons de 40, débarqués du *Monzambano*, tonnèrent de nouveau, vers 10 heures du soir, pour faire cesser toute hésitation de la place et décider la capitulation.

En même temps, après s'être entendu avec les géné-

raux Cialdini et della Rocca, Fanti avait ordonné que les troupes du 4[e] corps abattissent la Porta-Pia et pénétrassent de vive force dans la ville, et qu'une colonne du 5[e] corps s'avançât vers les portes Calamo et Farina, et tentassent d'y pénétrer par un vigoureux coup de main pour surprendre le Gardetto, ce qui s'exécuta pendant le doute des pourparlers.

Vers minuit on annonça au commandant en chef piémontais un parlementaire de la part du général de Lamoricière.

C'était le chevalier Mauri, major de l'artillerie pontificale, commandant de la forteresse. Il n'était muni d'aucune lettre de créance de la part de son général, et il proposa un armistice de six jours. Sur le refus de Fanti d'accéder à une telle proposition, le major se réduisit à demander une trêve de quarante-huit heures. La réponse étant encore négative, il en vint à dire que le général de Lamoricière était disposé à traiter de la reddition de la place sur les bases générales de la capitulation de Loreto. Fanti répliqua alors qu'il ne refusait pas de traiter sur cette base générale, mais avec quelques additions, celle entr'autres de rendre compte de la somme considérable qu'il y avait dans la caisse du gouvernement et qu'il savait être aux mains du général de Lamoricière par des dépêches télégraphiques interceptées en divers endroits. Le général Fanti prévenait en outre qu'il ne ferait pas cesser le feu avant que la capitulation ne fût signée. Il écrivit dans ce sens au général de Lamoricière, en l'invitant à nommer des commissaires munis de lettres de créance pour traiter définitivement.

Il était alors une heure après minuit. A neuf heures du matin, se présentèrent au quartier-général sarde le dit major d'artillerie chevalier Mauri, et le capitaine des

dragons marquis Lepri, envoyés avec pleins-pouvoirs de fixer les conditions de la capitulation.

Fanti nomma commissaires, pour stipuler la convention, les majors d'état-major, chevalier de Sonnaz et chevalier Bertolé-Viale, et la conférence s'ouvrit. Mais les commissaires pontificaux ayant déclaré qu'ils ne se croyaient pas autorisés à accepter cette condition, que la garnison, après être sortie avec les honneurs de la guerre, aurait à déposer les armes et à se constituer prisonnière pour être dirigée sur le Piémont, la séance fut suspendue, et, le texte de l'entière capitulation arrêté, un des commissaires pontificaux rentra en ville pour obtenir la ratification du général en chef.

A une heure et demie après midi, le marquis Lepri retourna au quartier-général des assiégeants avec la copie de la convention acceptée par Lamoricière, le feu cessa, la séance fut reprise, les termes de la convention furent écrits et la convention fut enfin dûment signée par les commissaires nommés, le 29, à deux heures cinquante minutes.

En conséquence, les troupes sardes occupèrent le soir la place même sur le front respectif, de la manière suivante :

Les troupes du 4ᵉ corps, la Porta-Pia, le Lazaret, la forteresse et le camp retranché ;

Celles du 5ᵉ corps, la lunette de San-Stefano, le Gardetto, le fort dei Cappuccini, et les deux portes Calamo et Farina ;

La marine royale, la Lanterne, le Môle et la porte du Môle.

Le lendemain matin, Lamoricière se rendit prisonnier à bord de l'escadre, et la garnison, au nombre de trois généraux, de 348 officiers et de 7000 hommes de trou-

pes, sortit de la place avec les honneurs de la guerre, consigna les armes à la Torretta, et se constitna prisonnière.

Avec la place, tombèrent au pouvoir des vainqueurs 154 pièces de canon, dont deux batteries de campagne, avec leurs munitions, affûts, etc.; 180 chevaux, 100 bœufs, 250,000 myriagrammes de farine, 25,000 rations de fourrage, des vivres de toute espèce, 2 vapeurs, 6 trabacoles, des magasins de charbon, des objets d'habillement, des armes et 1 million 125,000 fr.

La chute d'Ancône finit cette campagne de dix-huit jours, pendant laquelle les troupes de Fanti avaient pris les places de Pesaro, d'Urbino, de Pérouse, de Spoleto, de San-Leo et d'Ancône, avec 28 pièces de campagne, 160 pièces de parc, 20,000 fusils, des chariots de toute sorte, des magasins d'habillement, outre 500 chevaux, et de 17 à 18,000 prisonniers.

Ses pertes, bien minimes en comparaison des résultats obtenus, furent de :

Dans le 4e corps	27 officiers.
	267 soldats.
Dans le 3e corps	22 officiers.
	263 soldats.
En totalité,	579

Nous n'avons pas d'observations essentielles à ajouter sur cette campagne de 18 jours, autres que celles faites dans le cours de notre narration

Nous nous bornerons à rappeler que le combat décisif de Castelfidardo a été livré par les Sardes avec les deux cinquièmes seulement de leur armée et par les Pontifi-

caux avec le quart de leurs forces totales. De part et d'autre, les dispositions éventuelles de concentration ont donc laissé à désirer.

Il y a cependant cette notable différence à enregistrer en faveur du commandant en chef piémontais, que deux jours après la bataille, Cialdini eût été rallié par trois divisions, tandis que Lamoricière n'eût été rejoint par rien du tout.

Si, antérieurement au 10, ce dernier avait fait des dislocations moins conformes au fatal système des cordons, si, le 10 même, il avait replié Schmidt sur le gros des forces pontificales, sur Foligno, au lieu de lui indiquer la direction excentrique de Viterbe, si celui-ci, comprenant mieux les intentions de son chef, avait manœuvré de manière à rester toujours en communication avec lui, se bornant, une fois en retraite, à des combats d'arrière-garde à chaque défilé, par exemple à Foligno et surtout à Colfiorito, où quelques soldats arrêteraient une armée, Lamoricière eût pu avoir à Castelfidardo une quinzaine de mille hommes. Avec un tel effectif il aurait dû triompher de Cialdini, placé dans le double désavantage de l'infériorité du nombre et d'une forteresse ennemie sur ses revers. Que fût-il arrivé ensuite entre Lamoricière et Fanti? Nous ne savons; mais il est certain que l'investissement de la place n'eût pas pu, dans de telles conditions, se faire aussi rapidement qu'il s'est fait, et que la diplomatie eût eu le temps et les prétextes d'entrer à son tour en lice à la suite de ses dépêches.

En résumé, jamais campagne n'a mieux prouvé que si, à la vérité, la bravoure du soldat doit être à la base de toute combinaison, en revanche la plus grande vigueur possible d'exécution ne suffit pas toujours à racheter le vice de mauvaises dispositions préparatoires.

Sans doute, M. de Lamoricière pourrait nous répliquer que la stratégie ne sert pas à grand'chose avec des troupes qui, comme quelques-unes des siennes, le 18, tournent le dos à la bataille sans avoir perdu un seul homme. L'argument est fondé; mais des paniques de ce genre ont souvent une cause supérieure à celle du moment même. Si la remarque du judicieux Tacite *primi oculi in acie vincuntur* est vraie, il est vrai souvent aussi que les yeux n'abattent les courages que quand les soldats peuvent constater directement l'impossibilité de la tâche qui leur est dévolue, c'est-à-dire quand ils se voient, comme ce fut ici le cas, arrêtés sur leur front et menacés à la fois sur leurs ailes. Les mêmes hommes qui ont fui devant la Casa des Crocette par la crainte d'être débordés, seraient peut-être bravement arrivés sur les hauteurs s'ils avaient pu être escortés de droite et de gauche par deux bataillons, qui n'eussent à la rigueur pas tiré un coup de fusil.

Nous n'oserions pas avancer d'observations bien absolues sur les dispositions tactiques de la journée du 18, vu que les documents à nous connus ne donnent à cet égard que fort peu de détails, surtout du côté des vainqueurs. Il nous semble toutefois que Lamoricière multiplia un peu trop ses lignes, et que, sans courir plus de risques dans sa situation, il eût mieux atteint son but, soit en cherchant à faire trouée avec une seule masse, bien couverte de tirailleurs et de flanqueurs, soit en sacrifiant son artillerie et une partie de ses fantassins devant les Casa, pendant que l'autre portion de ses troupes aurait filé sur Umana par le gué d'aval ou à travers l'Aspio vers la Casa-dessous; faire, en un mot, pendant

l'action et sous le rideau de Pimodan, ce qu'il ne fit qu'après la défaite.

Pour ce qui concerne les opérations du siége d'Ancône, d'attaque comme de défense, le récit impartial que nous en avons donné suffit à en faire l'éloge qu'elles méritent.

En résumé Lamoricière se montra l'homme d'action qu'on connaissait déjà, exécutant bien ce qu'il fait, mais ne sachant pas aussi bien choisir ce qu'il a à faire.

Quant aux Sardes, la prompte concentration de leurs trois colonnes sur Ancône, le débarquement opportun du parc de siége, l'action simultanée de la flotte, la circonstance que ces diverses forces, après avoir accompli chacune sa mission spéciale, arrivèrent à point donné devant la place pour précipiter le dénouement, tout cela constitue un ensemble de dispositions qui fait honneur au coup-d'œil du général Fanti, et qui tend à nous persuader que la seule ombre au tableau des opérations de la campagne, l'absence de la division Cadorna à la première journée décisive, fut indépendante de la volonté du commandant en chef.

Mais la conquête des Marches et de l'Ombrie n'était que la première portion de la tâche qui incombait à l'armée piémontaise.

Il restait encore à prendre possession des Etats napolitains et à triompher, pour cela, de l'armée de François II en position sur le Volturne. Dans ce but le roi Victor-Emmanuel rejoignit son armée à Ancône, et, aussitôt après son arrivée, il lui fit pressentir de nou-

veaux travaux dans l'ordre du jour par lequel il s'annonçait à elle, et qui portait :

Soldats !

Je suis content de vous, parce que vous êtes dignes de l'Italie. Par les armes, vous avez vaincu nos ennemis ; par votre conduite, vous avez désarmé les calomniateurs du nom italien. Les vaincus, que je renvoie libres, parleront de l'Italie et de vous aux étrangers, après avoir appris que Dieu récompense celui qui le sert et non celui qui opprime le peuple et méprise le droit des nations. Nous devons fonder la forte monarchie italienne dans la liberté : les peuples nous y aideront avec ordre et concorde. L'armée nationale augmentera toujours de plus en plus la gloire qui, depuis huit siècles, resplendit sur la croix de Savoie.

Soldats ! je prends le commandement ; il m'en coûtait trop de ne pas me trouver le premier là où peut être le danger.

Donné à Ancône, le 4 octobre 1860.

VICTOR-EMMANUEL.

Soldats et marins,

Vous avez bien mérité de moi et de la patrie.

Vos exploits sous les murs d'Ancône succèdent dignement aux gloires de Pise, de Venise et de Gênes.

La nation vous contemple avec orgueil. Votre roi vous remercie. Les destinées de la marine italienne sont grandes.

Donné à Ancône, le 4 octobre 1860.

VICTOR-EMMANUEL.

Le 6 octobre, M. de Cavour annonça à l'ambassadeur napolitain à Turin, M. Winspeare, l'intention du gouvernement sarde d'intervenir dans les deux Siciles, et le 9 le roi Victor-Emmanuel se mit en marche vers le sud, précédé d'une proclamation se terminant comme suit :

Peuples de l'Italie méridionale, mes troupes s'avancent parmi vous pour consolider l'ordre : je ne viens point vous imposer ma volonté, mais bien faire respecter la vôtre. Vous pourrez librement la manifester. La Providence, qui protége les causes justes, inspirera le vote

que vous déposerez dans l'urne. Quelle que soit la gravité des événements, j'attends avec calme le jugement de l'Europe civilisée et celui de l'histoire, parce que j'ai la conscience d'accomplir mes devoirs de roi et d'Italien. Ma politique ne sera peut-être pas inutile pour réconcilier en Europe le progrès des peuples avec la stabilité des monarchies. Je sais que je mets un terme en Italie à l'ère des révolutions.

Depuis plusieurs jours déjà des embarquements de troupes et de matériel avaient lieu à Gênes et on porte à une dizaine de mille hommes le chiffre des forces transportées de cette façon à Naples.

Quant à l'armée concentrée à Ancône, la seule brigade Bologne fut laissée dans les Etats-Romains ; les autres corps furent, sans retard, acheminés sur le théâtre de la guerre. Le 5me corps, en majeure partie embarqué, fut descendu à Manfredonia sur l'Adriatique et à Naples. Le 4me corps s'avança par la voie de terre, en deux colonnes principales, l'une par Spoleto et Rieti, l'autre par Ascoli, Pescara, Chieti. Le roi Victor-Emmanuel marchait avec cette dernière, recueillant sur toute la route des ovations enthousiastes de la part des populations. La jonction et la première concentration se firent à Popoli, le 17 et le 18, et le gros des forces sardes, une vingtaine de mille hommes, s'avança vers le Volturne par la grande route de Sulmona, de Castel-di-Sangro et d'Isernia. A droite une petite colonne de flanqueurs descendit par la vallée de Xiri ; à gauche la colonne du général Sonnaz, jetée à terre à Manfredonia, dut venir, par Foggia, Ariano et le Bénévent, rallier l'armée aux débouchés des Abruzzes, dans la terre de Labour, c'est-à-dire aux environs d'Alife et de Piédimonte.

Le 17, en avant de Forli, les éclaireurs piémontais se trouvèrent en présence des avant-postes napolitains.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Opérations dans la Terre de Labour et siége de Gaëte.

Situation des Garibaldiens et des Royaux sur le Volturne en octobre. — Mesures défensives de part et d'autre. — La marche des Piémontais forçant les Napolitains à reculer leur ligne de défense. — Combat d'Isernia gagné par Cialdini le 20 octobre. — Evacuation de Cajazzo par les Royaux. — Passage du Volturne par Garibaldi et investissement de Capoue. — Jonction des Garibaldiens et de l'armée sarde le 26 entre Sessa et Teano. — Bombardement de Capoue; capitulation de la place le 2 novembre. — Passage du Garigliano par les Piémontais après une première tentative échouée. — Mise en action de la flotte sarde gênée par l'amiral français de Tinan. — Entrée solennelle du roi Victor-Emmanuel à Naples le 7 novembre. — Départ de Garibaldi pour son île de Caprera le 9 novembre. — Investissement et siége de Gaëte. — Belle défense passive de cette forteresse par François II. — Aperçu des travaux de siége. — Retraite de l'amiral de Tinan. — Capitulation de Gaëte le 13 février 1861. — Capitulations de Messine et de Civitella del Tronto. — Réunion du parlement italien. — Victor-Emmanuel proclamé roi d'Italie. — Conclusion.

Pendant les premiers jours qui succédèrent à l'affaire du 1er octobre, les Royaux ne manifestèrent aucune intention de reprendre sérieusement l'offensive, et ne firent que se mettre en mesure de repousser toute tentative de passage du fleuve par leurs adversaires. De leur côté les troupes garibaldiennes, qui avaient pu voir à combien peu leur succès de ce jour-là avait tenu, s'empressèrent de renforcer tous leurs ouvrages et d'en construire d'autres. A Santa-Maria les abords de l'amphithéâtre, et

à San-Angelo les flancs du Monte virent s'élever de nouvelles batteries. Le colonel Bourdon dirigeait ces travaux qui, dès le 10 octobre, reçurent le concours de soldats et de matériel piémontais débarqués à Naples. Dès le 13, des détachements des 1er et 2me régiments vinrent successivement prendre position à Aversa, et sur la gauche de la ligne. Sur l'aile droite, à San-Leucio et à Caserta-Vecchia, se portèrent les bersagliers; les Garibaldiens continuèrent à tenir les positions du centre. Des tranchées furent commencées dans la direction de Capoue, et des batteries établies dans deux fermes peu distantes de la place. Chaque jour des escarmouches plus ou moins vives maintenaient les deux parties en haleine.

Les défenseurs, du moment qu'ils n'avaient pas attaqué de nouveau après leur échec du 1er, ne pouvaient pas y penser plus tard. Ils allaient même se trouver dans une situation difficile. Non-seulement le front de l'ennemi se renforçait chaque jour, mais à dater du 8, ils avaient su les dangers qui les menaçaient sur leurs derrières. Le baron de Winspeare avait prévenu, le 5, son gouvernement de la marche des Piémontais d'Ancône sur les Etats napolitains par les Abruzzes, et cette marche, sagement conçue, allait amener le gros de l'armée sarde sur la ligne de communication de Capoue avec Gaëte.

Un conseil de guerre avait alors été réuni par François II, dans lequel il fut décidé d'évacuer les positions du Volturne pour se replier sur le Garigliano, à deux étapes plus en arrière. Il ne serait conservé sur le Volturne que la forteresse seule de Capoue, et afin que l'évacuation se fît sans précipitation et de manière à ne pas enhardir les Garibaldiens à une attaque, une division fut chargée d'aller à la rencontre des Piémontais dans les

défilés des Abruzzes pour retenir leur marche autant que possible. Cette dernière mission fut confiée au général Scotti, et, pendant qu'il allait prendre position au-delà du cours supérieur du Volturne, l'évacuation du cours inférieur se commença et s'effectua peu à peu. Quelques ouvrages furent élevés à Sessa, dans une situation centrale avantageuse, en arrière du carrefour de la route des Abruzzes et de la route de Gaëte.

Le 20 au matin l'avant-garde de Cialdini, fournie par la 4me division et commandée par le général Griffini, atteignait les hauteurs de Macerone, entre Forli et Isernia, lorsqu'elle fut attaquée par le général Scotti avec un corps d'environ 6 mille hommes. Ceux-ci, divisés en trois colonnes, refoulèrent d'abord les deux bataillons de bersagliers sardes et la section d'artillerie qui marchaient en tête. Mais un bataillon du 9me d'infanterie vint les soutenir ; puis Cialdini arrivant lui-même avec la brigade la Reine, les Royaux furent à leur tour culbutés après une demi-heure d'un vif combat. Repoussés sur Isernia, ils y furent vigoureusement poursuivis par l'escadron de lanciers Novare du capitaine Montiglo et par le 7e bersagliers, qui leur firent 5 à 600 prisonniers, parmi lesquels le général Scotti lui-même.

Le 22, Cialdini s'empara de vive force de Venafro, sur le Haut-Volturne, et s'avança sur Sessa, par Teano, ne pouvant pas, vu les mauvais chemins, se porter plus directement sur cette position ou sur ses revers, comme il l'eût désiré.

Sa marche rapide et bien dirigée n'avait pas moins eu l'effet qu'elle devait produire. Aussitôt après le combat d'Isernia, les Royaux sentirent, à leur tour, la nécessité de se concentrer aussi rapidement que possible ; le 22 et le 23 ils évacuèrent Cajazzo et toutes leurs positions

du Volturne inférieur, sauf Capoue, auquel une garnison exubérante d'une dizaine de mille hommes fut laissée sous le commandement du général Cerni.

Le 23 un engagement eut lieu à Teano, dans lequel les Piémontais furent maintenus à distance et ne réussirent pas à empêcher les Royaux d'effectuer leur marche sur Sessa.

Au reste ceux-ci ne pouvaient guère avoir l'idée de s'arrêter en route, Garibaldi s'étant mis à leurs trousses.

Le dictateur avait, déjà le 12, annoncé à ses troupes par un ordre du jour la prochaine arrivée de Victor-Emmanuel et de son armée. Le 24 il leur fit savoir de même le succès de Cialdini à Isernia, ce qui devait les consoler d'un grave échec que le brigadier Nullo avait subi dans cette contrée quelques jours auparavant. Dans la même journée du 24 Garibaldi commença le passage du Volturne sous le Monte San-Angelo, par un pont qu'il fit construire *ad hoc*. La légion anglaise du colonel Péard, arrivée depuis quelques jours et forte d'un millier d'hommes, passa la première, puis la division Bixio suivie d'une colonne d'artillerie. Ces corps, joints à deux bataillons piémontais venus par Cajazzo, se portèrent à Calvi pour se mettre à cheval sur la bifurcation de la route de Capoue vers Venafro et vers Sessa. Le 25 la division Medici passa aussi le Volturne et suivit les premières brigades. Toujours en mouvement sur les deux rives pendant ces deux journées, Garibaldi se porta définitivement en avant le 25 dans la nuit, et rejoignit son avant-garde. Il ne laissait sur la rive gauche du Volturne, pour observer Capoue, que Cosenz, renforcé au reste à chaque instant par de nouveaux détachements piémontais arrivant de Naples.

Dans la matinée du 26 Garibaldi, avec environ 7 mille hommes, se mit en marche sur Teano dans le but de faire le jour même sa jonction avec l'armée sarde et de rendre ses devoirs au roi Victor-Emmanuel, qui marchait à sa tête. Avisé par ses éclaireurs que les Piémontais ne se trouvaient plus qu'à une lieue de distance, il partit au galop à leur rencontre avec son état-major. Bientôt après, en effet, il aperçut leur avant-garde, fournie par la brigade Como; avec elle marchait Cialdini. Le dictateur des Deux-Siciles et le vainqueur de Castelfidardo se jetèrent dans les bras l'un de l'autre aux cris de « Vive l'Italie! » tandis que la troupe présentait les armes. Après quelques mots Garibaldi remonta à cheval et partit au-devant du roi, qui suivait peu après, en tête de deux divisions. « Voyant les chemises rouges, dit un témoin oculaire, Sa Majesté prit une lorgnette, et ayant reconnu Garibaldi, elle donna un coup d'éperon à son cheval et courut à sa rencontre. Garibaldi courait de son côté. A dix pas de distance, les officiers du roi et ceux de Garibaldi s'écrièrent : *vive Victor-Emmanuel!* Garibaldi fit encore un pas en avant, ôta son chapeau, et ajouta d'une voix très émue : *roi d'Italie!* Victor-Emmanuel porta la main à son képi; il tendit ensuite la main à Garibaldi, et d'une voix aussi émue que la sienne, répondit : « Merci! » Et ils restèrent, la main dans la main, en silence pendant une minute.

» Garibaldi et le roi, se tenant toujours par la main pendant un quart-d'heure, avancèrent ainsi. Leur suite s'était confondue et les suivait à distance.

» Avant d'arriver à Teano, le roi Victor-Emmanuel s'arrêta et fit défiler une partie de son armée devant lui et devant Garibaldi, pour que tout le monde pût remarquer avec quelles prévenances, avec quelle amitié il

traitait son général; ensuite il prit les devants et alla passer en revue la division Bixio, qui s'était arrêtée en deçà de Calvi. Il fut accueilli avec le cri unanime et enthousiaste de *vive le roi d'Italie!* Il était midi. De retour à Teano, le roi y resta; Garibaldi retourna à Calvi pour donner des ordres. »

Bien autre chose que des revues restait encore à faire. L'ennemi, qui avait pu replier à temps ses colonnes de Venafro d'un côté et de Cajazzo de l'autre, était en force dans les environs. Il tenait solidement Sessa, qui lui servait de position avancée du Garigliano. Au hameau et sur les hauteurs de San-Giuliano, à mi-chemin entre Sessa et Teano, étaient établis leurs avant-postes, formés par le 9e régiment de ligne, deux bataillons de chasseurs étrangers et une batterie.

Victor-Emmanuel, toujours prêt à marcher en avant, ne voulut pas séjourner plus d'une heure à Teano et se mit en route sur Sessa. Un combat très vif s'engagea sur les hauteurs de San-Giuliano. La position des Napolitains était des plus avantageuses, et ils firent bonne résistance. Leur tir bien ajusté causa de larges vides dans les rangs des Sardes, mais ceux-ci, se précipitant à la baïonnette, réussirent à enlever une ferme abritant un poste avancé des Napolitains, et autour de laquelle ils firent 4 à 500 prisonniers. Ils ne purent néanmoins déboucher plus loin; la nuit venait; ils se bornèrent à prendre position vers la ferme et à lancer quelques tirailleurs sur la droite dans la montagne, pour tourner les gorges de Cascano et préparer le nouvel assaut du lendemain.

Le 27, on s'attendait donc, dans les camps de Teano et de Calvi, à une prochaine et grande affaire. La matinée se passa en préparatifs et en pourparlers entre les

deux quartiers généraux, car on voyait déjà se produire les inconvénients d'une armée d'alliés. Vers midi, les éclaireurs de Garibaldi, qui avaient voulu être en tête et qui battaient la montagne, annoncèrent que l'ennemi évacuait Sessa pour se concentrer derrière le Garigliano. L'espoir d'une bataille s'évanouissait pour le moment; le soir même Cialdini occupa Sessa sans coup férir et y établit son quartier.

De nouvelles dispositions furent alors résolues par le roi Victor-Emmanuel.

Cialdini, avec le gros des Sardes, continuerait à suivre l'armée de François II sur le Garigliano et sur Gaëte.

Garibaldi, renforcé de della Rocca, retournerait sur le Volturne prendre Capoue.

La flotte de l'amiral Persano viendrait aider au passage du Garigliano.

Sa Majesté dirigerait ces diverses opérations, irait de l'une à l'autre, tout en soignant les grands intérêts politiques alors pendants, et, à cet effet, elle garderait provisoirement son quartier-général à Teano. Des lignes télégraphiques furent aussitôt établies de ce point sur Sessa et sur San-Angelo.

Nous ne savons au juste comment les Garibaldiens accueillirent de tels arrangements; mais céder à Cialdini les opérations d'avant-garde, les marches rapides, les hardis tournés, les vives attaques, pour rétrograder et venir se consumer derrière les batteries d'un siége, n'était guère leur affaire, et ne dut pas leur sourire agréablement. Cela pouvait même passer à la rigueur pour un licenciement déguisé.

Aussi, à partir de ce moment, les casaques rouges disparurent peu à peu de la scène. Le dictateur répugnait

d'autre part à employer contre Capoue les mesures violentes du bombardement. Il savait par les terribles journées de Palerme ce que coûtent de tels moyens, et son cœur, enclin à la générosité, ne pouvait oublier que si Capoue était une forteresse royale, elle était en même temps une ville italienne, renfermant un grand nombre de familles dont le sort se trouvait plus au moins lié à celui des défenseurs par les accidents de la politique et par les nécessités de la guerre.

En outre, la situation politique avait changé. Le peuple des Deux-Siciles avait été appelé à voter par le suffrage universel sur la réunion au Piémont, décidée en principe par le dictateur et ordonnée par un décret signé à San-Angelo, le 15 octobre, sur l'affût d'un canon. La votation avait eu lieu le 21, et la presque unanimité d'un scrutin de treize cent mille suffrages s'était prononcée en faveur de l'annexion. Le résultat, maintenant connu, demandait à être mis à exécution.

Par ces diverses considérations, Garibaldi jugea que le moment de sa retraite était venu. Il laissa à son second, Sirtori, les soins de s'entendre avec della Rocca sur les mesures du siége de Capoue, et, ne se réservant qu'une surveillance générale et officieuse, il se rendit à Naples, pour y arranger le changement de régime. Le 29, il fit connaître sa résolution aux pro-dictateurs et aux ministres, et adressa à Sa Majesté l'office suivant :

Caserte, le 29 octobre 1860.

Sire,

Lorsqu'en touchant le sol sicilien j'ai pris la dictature, je l'ai fait en votre nom et pour vous, prince illustre en qui se résument toutes les espérances de l'Italie. Je remplis donc le vœu de mon cœur et j'acquitte la promesse exprimée par moi dans divers actes publics en

déposant entre vos mains les pouvoirs qui à tous les titres vous appartiennent, à ce moment où les peuples des provinces se sont prononcés solennellement pour l'Italie une et pour votre règne, ainsi que celui de vos descendants légitimes.

Je vous remets le pouvoir sur 10 millions d'Italiens opprimés, jusqu'il y a quelques mois de cela, par un despotisme stupide et féroce, et qui ont besoin désormais d'un régime réparateur, et ils l'auront ce régime par vous que Dieu a élu pour régénérer la nation italienne, la rendre libre et prospère au-dedans, puissante et respectée au dehors.

Vous trouverez dans ces contrées un peuple aussi docile qu'intelligent, aussi ami de l'ordre que désireux de la liberté, prêt à tous les sacrifices lorsqu'ils lui sont demandés dans l'intérêt de la patrie et d'un gouvernement national. Pendant les six mois où j'en ai eu la suprême direction, je n'ai eu qu'à me louer du caractère et du bon vouloir de ce peuple que j'ai eu, avec mes compagnons, la bonne fortune de rendre à l'Italie, dont nos oppresseurs l'avaient séparé.

Je ne vous parle pas de mon gouvernement. L'île de Sicile, malgré les difficultés qui ont été suscitées par les gens venus du dehors, avait des institutions politiques et civiles pareilles à celles de l'Italie supérieure ; elle jouit d'une tranquillité sans exemple. Ici, sur le continent, où la présence de l'ennemi nous crée encore des obstacles, le pays est déjà acheminé par tous les actes publics à l'unification nationale : tout cela, grâce à l'habile intelligence de deux patriotes distingués auxquels j'ai confié les rênes de l'administration.

Veuillez, Majesté, me permettre de vous adresser une seule prière au moment où je vous remets le pouvoir suprême. Je vous supplie de placer sous votre haute protection ceux que j'ai eus pour collaborateurs dans cette grande œuvre de l'affranchissement de l'Italie méridionale, et d'accueillir dans votre armée mes camarades qui ont bien mérité de vous et de la patrie.

Je suis, Sire, à vous,

G. Garibaldi,

Un des derniers actes de Garibaldi fut de signer, à la demande du consul suisse, M. Meuricoffer, un décret autorisant le libre exercice du culte réformé calviniste,

tenu jusqu'ici en secret par un pasteur de l'église de Genève. Il en fit autant pour les cultes anglican et grec.

Dans ces entrefaites on en venait aux mains sur les deux champs de l'action.

Devant Capoue, les travaux du siége avaient été poussés avec vigueur par les soins du général du génie piémontais Menabrea, du colonel d'artillerie Botacco et du colonel Bourdon. La place avait été resserrée, déjà à partir du 30, à ses propres défenses, et le 1er novembre au matin, elle se trouvait enveloppée de huit batteries fournissant un total de quarante-deux bouches à feu. Les défenseurs en avaient plus du quintuple à disposition, mais leur tir ne possédait pas, comme celui de l'attaque, l'avantage de la convergence.

Le 1er novembre à midi, l'action des mortiers commença, portant surtout contre la citadelle et les forts du Sapone et de Santa-Margarita, tandis que les canons pointèrent de leur côté le bastion du chemin de fer. Le roi Victor-Emmanuel lui-même donna le signal du sommet de Monte-San-Angelo, après deux sommations inutiles aux défenseurs de se rendre. Le feu de ceux-ci fut d'abord très vif, et une action soutenue se prolongea jusqu'au soir. Les Piémontais la continuèrent toute la nuit, un peu ralentie, pour la reprendre de plus belle au point du jour. Après quelques salves violentes d'abord, puis s'affaiblissant par degrés, la citadelle arbora le pavillon parlementaire, et deux officiers arrivèrent au quartier de della Rocca. Les négociations d'usage furent entamées et poursuivies pendant quelques heures entre le général piémontais et le général Cerni, commandant la place, puis une capitulation en règle fut signée dans la soirée. Le lendemain la garnison sortit de Capoue

avec les honneurs de la guerre, et déposa ses armes sur les glacis, pour être transportée à Naples, et, de là, embarquée pour l'un des ports du royaume de Sardaigne. Les officiers purent conserver leur épée, leur simple bagage et leurs chevaux.

Les trophées des vainqueurs se montèrent à 10 mille prisonniers, parmi lesquels, il est vrai, beaucoup de non-combattants, malades, employés militaires et civils, etc., 290 canons, 160 affûts, 20 mille fusils, 10 mille sabres, 80 chariots, 240 mètres de matériel de ponts, 500 chevaux ou mulets, outre des munitions et des objets d'équipement en grand nombre.

Au reste le général Cerni n'avait rien de mieux à faire qu'à capituler, car une fois le gros de l'armée napolitaine derrière le Garigliano et l'armée sarde débouchée par Teano, Capoue n'était plus d'une grande utilité et ne faisait qu'aider à la dissémination des forces.

Ce fut une faute d'y laisser isolée une garnison aussi nombreuse, et il est fâcheux qu'avec un tel effectif, qui comptait bien 7 à 8 mille hommes en bon état, Cerni n'ait pas pu obtenir de rejoindre Gaëte ou n'ait pas cherché lui-même à le faire quelques jours auparavant.

Derrière le Garigliano, les Royaux avaient pris une forte position, leur droite à la mer, leur centre à Trajetto, leur gauche dans la montagne et couverte par le coude du fleuve. Ce front, très favorable à la défense, s'appuyant sur la place de Gaëte, à deux lieues en arrière, n'avait pas plus de 4 à 5 lieues d'étendue, et n'était que difficilement tournable. Environ 30 mille hommes pouvaient le défendre. Néanmoins, les Sardes se décidèrent à tenter, le 29, un passage de vive force, que devait seconder l'escadre de l'amiral Persano.

De bon matin les troupes s'avancèrent de Sessa sur trois colonnes, dans la direction de Trajetto, et pendant que des démonstrations étaient faites au centre et à droite, la colonne de gauche devait jeter un pont sur le Garigliano. Mais de toutes parts les assaillants furent reçus avec une grande vigueur de feux. Une nombreuse artillerie, commandée par le général Negri et soutenue de chasseurs bien postés pour le tir, causa de forts ravages dans les rangs des Sardes, Trois fois ceux-ci, sous les yeux de leur roi, s'élancèrent en avant avec autant de courage que d'obstination et firent subir de graves pertes à l'ennemi, parmi lesquelles la plus dure fut la mort du brave général Négri; mais trois fois ils furent repoussés.

Un incident fort imprévu était venu se joindre à la solidité des artilleurs napolitains pour amener ce résultat. Au moment où l'escadre sarde avait voulu commencer la diversion qu'elle devait exécuter aux bouches du Garigliano, la flotte française de l'amiral de Tinan, qui était depuis quelques jours au mouillage de Gaëte, était venue l'en empêcher et s'embosser entre la côte et les bâtiments piémontais. Des négociations directes, paraît-il, étaient en ce moment pendantes entre François II et l'empereur Napoléon au sujet d'une assistance sollicitée par le roi de Naples, et, pendant ce temps, il avait pu paraître convenable d'employer la flotte française à maintenir le *statu quo* dans les eaux de Gaëte.

Devant le refus de l'amiral de Tinan de laisser opérer l'escadre sarde, les Piémontais durent se remettre momentanément en position d'observation sur la gauche du fleuve. Le roi Victor-Emmauuel télégraphia aussitôt à Paris pour obtenir le retrait des ordres donnés à l'amiral français, tandis que cet officier faisait demander lui-

même à Toulon des ordres précis pour le cas particulier des bouches du Garigliano.

Nous n'avons pas l'honneur d'être au courant de ce qui se passa, à cette occasion, dans les bureaux du ministère de la marine impériale; mais on sait qu'après avoir reçu des dépêches, l'amiral de Tinan alla rejoindre son mouillage de Gaëte dans la journée du 1er novembre, en prévenant l'amiral sarde que le Garigliano n'était plus considéré comme étant dans les eaux de Gaëte.

Dès la nuit suivante, des détachements du général Sonnaz furent jetés sur la rive droite du fleuve, et, le 2, toute la ligne piémontaise se mit de nouveau en mouvement. Un pont put être jeté sous Traetto pour la colonne principale, pendant que d'autres troupes attaquaient par Sujo et Martola, et pendant que la flotte secondait les efforts du général Sonnaz. Des combats très vifs eurent lieu toute la journée, combats sur lesquels nous n'avons malheureusement pas encore de détails, et que nous ne pouvons que mentionner.

Le 3 novembre, les troupes de Victor-Emmanuel étaient établies sur la rive droite, et les défenseurs se repliaient sur Gaëte en bon ordre et soutenus par leur artillerie. A ce moment la flotte put facilement entrer en action, et canonner à plusieurs reprises le flanc des colonnes se retirant sur Mola par la route qui longe la mer, tandis qu'elles étaient talonnées par les troupes de Sonnaz, et spécialement par la brigade des grenadiers de Sardaigne, secondée des 14e et 24e bataillons de bersagliers.

A Mola même, la position des Royaux devint intenable sous le feu redoublé de l'escadre, et leur retraite se précipita.

Parmi les troupes qui soutinrent le mieux les périls de ces trois journées tous les journaux se sont accordés à citer la brigade Mechel, et entr'autres la batterie suisse, commandée par le capitaine Fevot, de Lausanne. Après être restée une des dernières en position sur le Garigliano, cette batterie de 6 canons rayés marcha en arrière-garde sur Mola, s'arrêtant à chaque instant pour faire feu, tantôt contre les bersagliers piémontais, tantôt contre l'escadre. Arrivés à un point très exposé aux projectiles de la marine, les artilleurs hésitèrent un instant à passer. Fevot les exhorte, et montrant lui-même le bon exemple, il s'aide de ses mains à placer deux canons pour répondre à l'escadre; puis il fait filer derrière ceux-ci ses autres pièces une à une, les accompagnant lui-même au passage périlleux. Dès qu'une est en sûreté il retourne prendre l'autre, puis ses caissons, et même sa forge de campagne. Douze fois l'intrépide officier passa ainsi sous la canonnade ennemie, et parvint heureusement à Mola, où il se mit en batterie sur le petit pont à l'entrée de la ville. Il pointait lui-même un de ses canons lorsque la balle d'un bersaglier lui traverse le corps. Il reste néanmoins à cheval, jusqu'à ce que sa monture criblée de balles s'abatte sous lui. Fevot se fait alors asseoir par un artilleur sur un caisson, et, de là il continue à commander le feu; mais l'action s'anime, l'artilleur qui soutenait son capitaine est frappé mortellement à son tour, il tombe et laisse choir son fardeau; à ce moment la mêlée devient plus rude, et, dans la confusion de la retraite, le malheureux Fevot, déjà expirant, est écrasé sous les voitures[1].

[1] Jules Fevot, d'abord avocat à Lausanne, avait toujours montré de grandes aptitudes militaires, et s'était déjà distingué par un zèle

Le 4 novembre, vers midi, les Sardes occupèrent Mola-di-Gaëte, et, de là, se reportant à droite, ils forcèrent les Napolitains, qui se préparaient à tenir aux gorges de Petrella, de se retirer promptement sur Gaëte pour n'être pas coupés.

presque outré comme capitaine d'infanterie dans les milices vaudoises. D'un tempérament passionné et d'un caractère énergique, il se mêla de bonne heure aux luttes politiques de son pays en y apportant parfois quelque excès de vivacité et d'action. Dans les discussions provoquées par la question des jésuites et du Sonderbund, il prit ouvertement parti contre l'opinion libérale de la majorité de son canton, et même, en 1847, quand la campagne s'ouvrit, il alla courageusement mettre son épée à la disposition de la ligue catholique. Battu et fugitif, il prit du service à Naples dans le 13e bataillon de chasseurs, où ses talents autant que ses allures un peu tranchantes ne tardèrent pas à lui faire de nouveaux ennemis. Il chercha, isolé et malheureux, ses consolations dans la religion, embrassa le catholicisme et en devint un des plus fervents adeptes. Il avait son chapelet à la main lorsqu'il tomba sous sa batterie Fidèle à la cause qu'il avait embrassée, il resta au service du roi de Naples après le licenciement général de 1859, et s'occupa de créer l'artillerie de la brigade étrangère. Il rencontra tant d'obstacles dans l'accomplissement de cette mission, que sans son indomptable énergie, il se fût vingt fois désisté. Il était jalousé par quelques-uns de ses compatriotes, ses supérieurs en grade, et non-seulement il n'obtint pas l'avancement qui lui était dû, mais aucune décoration ne brilla jamais sur sa poitrine. Victime fatale du sort, il semble n'avoir rencontré qu'une fois la justice dans le cours de sa vie agitée, c'est le jour où quelques-uns de ses compatriotes, en 1844, lui décernèrent, pour quelques petits travers, le sobriquet de *capitaine modèle*. Les mauvais plaisants n'avaient fait qu'anticiper sur l'avenir et avaient dit plus vrai qu'ils ne voulaient. Jules Fevot montra par sa mort qu'il méritait sérieusement un tel titre, et le meilleur vœu que nous saurions faire en faveur de troupes quelconques serait de leur souhaiter beaucoup d'officiers du même mérite.

Parmi les blessés assez nombreux de la retraite du Garigliano se trouvèrent encore le lieutenant d'artillerie Brunner, de Lucerne, qu'on crut mort pendant quelques jours, et le lieutenant de Loriol, qui, avec un autre officier de Lausanne, capitaine de Goumœns, tous deux licenciés de 1859, avait bravement rejoint le roi à Gaëte dans le courant de septembre.

Au reste, les Royaux furent loin de réussir tous à s'échapper, et l'habile manœuvre du roi Victor-Emmanuel donna les résultats qu'on pouvait en attendre.

En s'établissant sur le Garigliano avec Gaëte pour base et pour refuge, les Napolitains avaient une position périlleuse, en ce que leur ligne de retraite, par Trajetto et Mola, se trouvait, non près de leur centre, mais derrière leur extrême droite.

Cette droite devenait donc le point décisif, l'objectif où devaient tendre les Sardes. En portant leurs principaux efforts sur ce point, ils décuplaient leurs chances en cas de succès, sans augmenter sensiblement leurs risques en cas de revers, puisqu'ils avaient l'appui solide de leur flotte. En agissant par Trajetto et par les bouches du Garigliano, tandis qu'ils firent des diversions à Sujo, les troupes de Victor-Emmanuel furent donc, en cette circonstance, dirigées conformément aux meilleurs principes de l'art. Jomini lui-même n'eût pas mieux conseillé.

Les bénéfices de cette sage opération ne se firent pas attendre. Outre un millier de prisonniers qu'ils ramassèrent, les Sardes coupèrent de leur retraite sur Gaëte bon nombre de troupes, qui, l'incurie de l'état-major de la place de Gaëte aidant, durent se rejeter les unes dans la montagne, les autres sur les Etats-Romains[1].

Le 5 novembre, de Sonnaz s'établissait à Itri, et l'investissement de la petite presqu'île de Gaëte était ainsi

[1] Il est bon de noter, à la décharge des Napolitains, qu'ils éprouvèrent ici une déception semblable à celle du général Lamoricière au début de sa campagne. En suite d'assurances diplomatiques, mal interprétées sans doute, ils avaient compté sur l'inaction de l'escadre sarde et il paraît qu'ils ne furent pas prévenus à temps des nouveaux ordres de l'amiral de Tinan.

commencé. Les opérations allaient désormais se restreindre au siége de cette place, dernier boulevard de François II.

Le roi Victor-Emmanuel, une fois le Garigliano franchi, laissa suivre leurs succès à ses troupes, pour vouer son attention aux affaires politiques, et le 7 novembre il fit son entrée solennelle à Naples. Sa Majesté était dans une voiture découverte, en uniforme de général : à son côté Garibaldi, en casaque rouge et avec son vieux feutre rabattu ; en face d'eux les pro-dictateurs de Naples et de Palerme ; derrière, suivaient d'autres voitures de hauts dignitaires. Malgré une pluie torrentielle, jamais la ville de Naples ne fut plus en allégresse. Après un *Te Deum* à la cathédrale, il y eut réception au Palais-Royal. Garibaldi présenta au Roi le plébiscite en ajoutant quelques mots patriotiques. Puis le ministre Conforti déposa officiellement les pouvoirs du ministère aux pieds de Victor-Emmanuel, en prononçant un discours. Un nouveau ministère avait déjà été formé, pour fonctionner sous la direction d'un gouverneur ou d'un lieutenant-général du royaume, désigné dans la personne de l'ancien dictateur de l'Emilie, M. Farini.

Le même soir, Garibaldi quitta son palais officiel pour prendre logement dans un hôtel, et le lendemain il fit ses préparatifs de départ, résistant à tous les efforts tentés pour le retenir, et refusant de même tous les honneurs dont le Roi, dans sa reconnaissance, voulait l'accabler.

Le 9 au matin il alla faire une visite à l'amiral Mundy, qui le reçut avec les honneurs dus à son grade, puis il prit le large sur l'*Helvétie* et se dirigea vers Caprera, accompagné de son fils et de trois de ses fidèles amis. Le

dictateur des Deux-Siciles emportait avec lui quelques plants d'arbres, un sac de fèves, un baril de morue, plus son décompte de général, se montant, dit-on, à 1500 francs.

Il fit afficher, avant de partir, la pièce suivante sur les murs de Naples :

A mes compagnons d'armes,

Arrivés à l'avant-dernière étape de notre résurrection, nous devons considérer la période qui va finir et nous préparer à achever splendidement l'œuvre admirable des hommes d'élite de vingt générations ; car la Providence a réservé la fin de cette œuvre à cette génération fortunée.

Oui, jeunes gens, l'Italie vous doit une entreprise qui a mérité les applaudissements du monde.

Vous avez vaincu et vous vaincrez encore, parce que vous êtes faits à la tactique qui décide des batailles.

Vous n'êtes pas dégénérés de ceux qui se précipitèrent au milieu des masses les plus épaisses des phalanges macédoniennes, et brisèrent la poitrine aux superbes vainqueurs de l'Asie.

A cette page merveilleuse de notre histoire s'en ajoutera une plus glorieuse encore, et l'esclave montrera enfin à son frère libre un fer aiguisé, provenant des anneaux de sa chaîne.

Aux armes, tous ! — tous ! et les oppresseurs, les tout-puissants se disperseront comme la poussière !

Vous, femmes, repoussez bien loin les lâches ! ils ne vous donneront que des lâches ; — et vous filles, ne souhaitez qu'une postérité, une race brave et généreuse.

Que les doctrinaires peureux aillent traîner ailleurs leur servilisme et leurs misères.

Ce peuple est maître de lui. Il veut être le frère des autres peuples, mais regarder de haut les superbes, et ne pas ramper en mendiant sa liberté. Il ne veut pas être à la remorque d'hommes au cœur de boue. Non ! non ! non !

La Providence a fait don à l'Italie de Victor-Emmanuel. Tout Italien doit se rallier à lui et se serrer autour de lui. A côté du roi galant

homme, toute rivalité doit disparaître, toute rancune se dissiper. Encore une fois, je vous répète mon cri : Aux armes! tous! tous! Si le mois de mars 1861 ne trouve pas un million d'Italiens armés, pauvre liberté.... pauvre existence d'Italie! Oh non! loin de moi une pensée qui me répugne comme un poison. Le mois de mars 1861, et, s'il le faut, le mois de février nous trouvera tous à notre poste.

Italiens de Calatafimi, de Palerme, du Volturne, d'Ancône, de Castelfidardo, d'Isernia, et avec nous tout homme de ce pays qui n'est ni lâche ni servile : tous, tous serrés autour du glorieux soldat de Palestro, nous donnerons la dernière secousse, le dernier coup à la tyrannie qui s'écroule.

Recevez, jeunes volontaires, restes honorés de dix batailles, une parole d'adieu. Je vous l'adresse du plus profond de mon âme. Aujourd'hui, je dois me retirer, mais pour peu de jours. L'heure du combat me retrouvera encore avec vous, à côté des soldats de la liberté italienne.

Que ceux-là seuls retournent chez eux qui sont appelés par des devoirs impérieux de famille, ou ceux encore qui, glorieusement mutilés, ont mérité la reconnaissance de la patrie. Ils la serviront encore dans leurs foyers par le conseil et par la vue des nobles cicatrices qui parent leur mâle front de vingt ans. A l'exception de ceux-là, que tous les autres restent pour garder les glorieux drapeaux.

Nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à la délivrance de nos frères encore esclaves de l'étranger; nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à de nouveaux triomphes.

Naples, 8 novembre 1860.

GARIBALDI.

L'armée de Garibaldi, déjà à moitié dissoute, suivit l'exemple de son état-major et se répandit de droite et de gauche. Officiers et soldats furent largement payés et ceux qui ne voulurent ou ne purent pas entrer dans l'armée régulière reçurent six mois de solde. On se montra, paraît-il, quelque peu sévère pour l'admission des cadres dans l'armée piémontaise, ou, pour mieux

dire, dans l'armée italienne; mais, d'autre part, il est certain qu'il y avait eu, à l'endroit des brevets d'officiers, une libéralité excessive dans les rangs des Garibaldiens. Les colonels et les majors y surabondaient, et à la fin de la campagne il ne s'y trouvait pas moins, a-t-on assuré, de 6 à 7 mille officiers.

De Naples, le roi se rendit à Palerme, où les mêmes ovations que sur la terre-ferme lui furent prodiguées. Une administration spéciale pour la Sicile y fut constituée, et vers le milieu de novembre le nouveau régime se trouvait installé et organisé dans les deux parties du royaume, François II ne possédant plus que le rayon des trois forteresses de Messine, de Civitella del Tronte dans les Abruzzes, et de Gaëte.

Pendant que le roi Victor-Emmanuel prenait possession de ses nouveaux états, le siége de cette dernière place avait commencé.

Gaëte est une forteresse qui a déjà quelquefois attiré l'attention de l'Europe. Située au débouché de la route directe de Rome sur Naples, les armées ne peuvent la négliger.

En 1707 les Espagnols y tinrent trois mois contre les Autrichiens. En 1734 elle résista pendant quatre mois aux efforts réunis des Espagnols, des Français et des Piémontais. Si, en 1799, elle se rendit sans coup férir aux troupes de Championnet venant de Rome et ayant forcé les gorges d'Itri, ce ne fut que par la faiblesse de son gouverneur, le général Tschudi, qui était non-seulement octogénaire, mais encore sous l'influence d'une jeune Dalila. Mieux défendue en 1806 par le brave

prince de Hesse Philippstadt, la forteresse subit un siége de 5 mois avant de se rendre à Masséna. Il est vrai que, dans ce siége, qui a beaucoup de rapports avec celui de 1860, les assiégés eurent constamment pour eux la mer et le secours de la flotte anglaise. En 1849 Gaëte fut le refuge du Saint-Père, chassé de ses Etats par la révolution.

Gaëte se trouve sur une petite presqu'île rocheuse formant, du côté du sud-ouest, le golfe du même nom. La ville s'étend triangulairement sur les flancs du Monte-Orlando, colline haute de 120 mètres et dont le sommet est surmonté d'une antique tour avec un télégraphe aérien. L'isthme qui sépare la rive du golfe de Gaëte de celle de la pleine mer, ou rade Sérapide, n'a pas un kilomètre de largeur. Il était jadis occupé et couvert par une colline appelée le *Monte-Secco*, qui, dans les derniers travaux faits par ordre du roi Ferdinand II, a été rasée, vu qu'elle masquait le tir des bastions.

A deux kilomètres environ au-delà de la place, le terrain s'élève en amphithéâtre ; il forme une première ceinture de mamelons, dont le principal est le mont Atratina ; plus en arrière se trouvent, en partant du côté du nord, les monts Catena, Tucci, Occagni, et du couvent des Capucins ; enfin, plus en arrière encore, à environ 4 kilomètres, la ceinture des monts Cristo, Tortanello et San-Agata. Du pied du mont San-Agata au pied de l'Atratina, s'étend, sur la grande route de Mola à Gaëte, le Borgo-di-Gaëta, dont les maisons voisines de la place ne sont pas à plus de 500 mètres des ouvrages. Il est singulier que le roi Ferdinand II, qui faisait raser les montagnes, n'ait pas eu l'idée de faire raser aussi le Borgo, pouvant facilement tenir lieu de tranchée aux assiégeants, et en ayant effectivement rempli les fonctions en

1806 et en 1860. Cette contrée est en général aride, pierreuse dans la montagne, et garnie de sables mouvants dans la plaine. La végétation y est maigre, et, dans chacun des siéges, les chantiers de clayonnage durent être établis vers la forêt de Fonti, à 4 lieues sur la route de Rome.

Le système défensif de la place est, comme son site, assez irrégulier. Il présente deux grands fronts se coupant à peu près à angle droit, un front de mer, du côté du golfe de Gaëte, et un front de terre, en face de l'isthme. Le troisième côté du triangle, formé par d'abrupts escarpements du Monte-Orlando plongeant sur une mer souvent houleuse, n'a pas d'ouvrages proprement dits, à part ceux du Castel; mais de ce côté-là s'abritent les magasins.

La force de Gaëte se trouve, ou plutôt se trouvait surtout dans le fait du défilé en glacis formé par l'isthme devant le front de terre. Par cette circonstance, les cheminements, au fur et à mesure de leurs progrès, restreignent le front de l'assiégeant et diminuent la convergence de ses feux, tandis que la place peut au contraire continuer à user de tous les siens. Ce désavantage de l'attaque est aujourd'hui compensé par la plus grande portée des bouches à feu, et, en 1860, les Sardes, grâce à leur artillerie au nouveau système, n'eurent pas besoin de s'avancer dans l'isthme, pour conserver à leur tir des effets foudroyants.

Une autre circonstance résultant de la première et favorable à la défense, c'est que la série des ouvrages faisant face à la terre est disposée sur un front presque en ligne droite. Or ce front s'appuyant des deux côtés à la mer, et, d'autre part, les lignes de batteries étant fortement étagées, les ouvrages se dérobent à l'enfilade

et bravent de tous côtés le tir à ricochet, si destructeur pour les batteries à ciel ouvert.

En revanche le corps de place présente à des batteries de plein fouet de beaux reliefs au-dessus de trop faibles dehors, et sur presque tout son développement se trouvent des points très favorables à l'exécution des brèches.

Sur le front de terre, il y avait quatorze batteries; à droite, la *Citadella*, jonction des deux fronts; au centre, la batterie *Philippstadt*; à gauche, celle de *Transylvanie*; en avant et au-dessous de Philippstadt, l'ouvrage avancé de *Falsa braga di San-Andrea*, précédé encore d'un épaulement. En arrière de Philippstadt et au quart de la pente du Monte Orlando, la formidable batterie *Regina*, de 60 canons de gros calibre. En tout, 179 bouches à feu.

Le front de mer comptait un total de 142 pièces, réparties en treize batteries, dont les principales étaient *San-Antonio* et *Addolorata* sur le golfe; *Santa-Maria* et *Guasta-Ferri* à l'extrême pointe, et une face du *Castel* vers la haute-mer.

On voit que le point décisif de ces divers ouvrages se trouvait à la jonction des deux fronts autour de la citadelle. C'est là aussi qu'est la seule porte de la ville du côté de terre. Les quatre batteries sur ce point (*Contro-Guardia, Citadella, Cappelletti, Fianco-basso)*, tirant également sur terre et sur mer et pouvant aussi être battues des deux côtés, formaient un groupe spécial appelé la *batterie étrangère*, d'un total de 25 bouches à feu et sous le commandement direct du frère cadet du roi, le comte de Caserte. La batterie Fevot, maintenant commandée par le capitaine Sury, de Soleure, en formait le noyau et garnissait la *Citadella*.

Le front de terre était sous les ordres du général de Riedmatten, du Valais; le front de mer sous ceux du général Siegrist, de Lucerne; le vieux général Ritucci commandait la place; le général Schumacher, de Lucerne, les approvisionnements. Le roi François II exerçait lui-même le commandement supérieur; son oncle, le général comte de Trapani, et ses deux frères, le général comte de Trani et le colonel comte de Caserte, remplissaient aussi des fonctions actives.

Les approvisionnements en munitions et en provisions ne manquaient pas; au reste la flotte française se trouvant dans le port et interdisant le blocus, les ravitaillements pouvaient se faire librement.

En revanche les services administratifs étaient en grande souffrance; les lits, les couvertures, le matériel de casernement et d'hôpital, les habillements, le matériel du génie, les clayonnages, les sacs à terre, les bois pour plate-forme et pour blindage, tout cela faisait défaut.

La négligence, le découragement, la démoralisation, la trahison semblaient s'être à la fois conjurés pour ôter à la place toute la force de résistance qui n'était pas attenante aux murailles mêmes.

La garnison ordinaire de Gaëte se composait de 2 régiments d'artillerie, 1 bataillon du génie, 1 bataillon de vétérans suisses, et 2 bataillons de chasseurs. Le 3 novembre elle fut renforcée des trois régiments de la garde, et enfin, depuis la retraite de Mola, de tous les débris des corps rejetés sous les murs de la forteresse.

Le lendemain de cette retraite, le 5 novembre, le général Salzano rassembla les commandants des troupes *extra-muros*, leur fit connaître que la garnison était déjà trop nombreuse, que par conséquent Sa Majesté les lais-

sait libres ou de rentrer chez eux ou d'être internés dans les Etats-Romains.

Cette communication fit une fâcheuse impression sur plusieurs corps et entr'autres sur les trois bataillons étrangers, qui allaient se trouver subitement et peu belliqueusement sur le pavé, à 200 lieues de leur pays. Leurs commandants protestèrent aussitôt contre ce procédé, et chargèrent l'un d'eux, le major Gächter, de réclamer auprès du roi. Mais pendant la réclamation, les troupes furent mises en marche vers la frontière romaine, et le major suisse n'eut rien de mieux à faire que d'aller rejoindre son bataillon.

C'est ainsi que 22 mille hommes de troupes napolitaines, sous les ordres du général Ruggiero, arrivèrent à Terracine. Là, quoique sollicitées par le général de Sonnaz, elles traitèrent de leur désarmement avec le capitaine d'état-major français Mamony, du corps d'occupation, puis elles furent internées dans la province de Velletri.

Il ne resta des corps récemment retirés de Mola que la division de chasseurs sous le commandement des généraux Barbalonga et Colonna, la batterie étrangère, et 4 compagnies du 3e bataillon étranger (ancien 13e suisse), commandées par le capitaine Hess, de Zurich, qui, coupées le 4, dans leur retraite de Maranola sur Gaëte par Mola, rejoignirent la place, le 6, par des sentiers de montagne. Ces troupes furent campées au Borgo et sur les hauteurs s'étendant de Santa-Agata au mont Catena.

L'armée sarde tenait de Mola à Ponte-Corvo, en avant d'Itri, avec ses avant-postes aux abords de Borgo, au couvent des Capucins et à Monte-Cristo.

Jusqu'au 11 novembre, il y eut à peine quelques coups de fusil échangés.

Mais ce jour-là les Piémontais attaquèrent en force.

La ligne des Napolitains se composait de 9 bataillons, à savoir, de la droite à la gauche, les 2e, 3e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e et 15e chasseurs, plus le petit bataillon étranger à l'extrême gauche.

A peine le combat eut-il commencé que deux de ces bataillons, le 8e et le 15e, passent à l'ennemi, le commandant Pianelli, du 15e, en tête. La ligne se trouve désorganisée ; la retraite est forcée ; le bataillon étranger, quoique à découvert par la défection de son voisin, s'obstine à combattre sur place ; il est entouré, se défend bravement, mais est fait presque en entier prisonnier. Parmi ceux-ci se trouvèrent entr'autres le capitaine Hess et six autres officiers suisses.

Le reste des bataillons de chasseurs resta dans la place, et à dater de ce jour le siége proprement dit commença.

Le même soir, les Sardes prirent possession du Borgo, qui leur constituait une position importante contre la forteresse, et, le 12, leurs avant-postes s'établirent sur l'emplacement où étaient les avant-postes napolitains la veille. Ils se mirent aussitôt en devoir de fixer des batteries sur les hauteurs de Santa-Agata et de Monte-Cristo. Mais ils durent préalablement construire à cet effet des routes tendant de Borgo sur ces points, ce qui employa naturellement un certain temps.

De la place on laissa tranquillement vaquer les Sardes à ces travaux préparatoires.

On s'occupait, à Gaëte, de réorganiser les corps ; et il paraît que l'incurie des intendants rendait cette tâche fort pénible. Les débris du 3e bataillon étranger, joints aux vétérans suisses et à divers échappés d'ambulance

furent réunis en un nouveau bataillon étranger, sous le commandement du capitaine Wieland, de Bâle, nommé major à cette occasion. Des cavaliers démontés et des matelots furent transformés en artilleurs, et des fantassins en corps de pionniers pour compléter les défenses.

Tandis que bon nombre de généraux s'éclipsaient les uns après les autres, ainsi Barbalonga, Colonna, Salzano même, il arrivait chaque jour quelques volontaires autour du Roi ; mais il paraît que tous n'étaient pas du meilleur aloi, à en juger par les renseignements que donne à ce sujet un des plus courageux défenseurs de Gaëte. « Un élément à mentionner encore, dit le major Wieland[1], était formé par les légitimistes français venus de Rome, pour servir la cause d'un Bourbon. Leur tenue avait déjà quelque chose de frappant. C'étaient des zouaves papaux avec calotte grise de coupe espagnole, ornée de la croix de Saint-Pierre cousue dessus ; des guides de Lamoricière dans leur élégante et simple veste noire ; des chevau-légers et des chasseurs à pied. Leur conduite n'avait rien de fort engageant ; ils caracolaient beaucoup et parlaient très haut dans les cafés de défense héroïque jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Mais ceux qui voulaient en effet faire quelque chose se séparèrent bien vite de la grosse masse, et lorsque le siége commença réellement et que le danger fut là, il n'en resta que fort peu, qui se distinguèrent tous, il est vrai ; quant aux fanfarons venus par spéculation, ils disparurent peu à peu. »

[1] Cet officier, frère du rédacteur de la *Schweizerische Militär-Zeitung*, vient de publier, dans ce journal, quelques articles aussi instructifs qu'attrayants auxquels nous empruntons le passage ci-dessus, ainsi que plusieurs détails de notre esquisse.

Le 20, une petite reconnaissance nocturne commandée par le capitaine Kalkreut, et lancée jusqu'au-delà de Madona della Catena, signala des préparatifs, mais pas encore d'ouvrages de l'ennemi sur ce point. Il fut décidé enfin de faire une sortie, tant pour reconnaître sûrement la position des attaques que pour gêner les assiégeants dans l'établissement d'énormes batteries, auquel on les savait occupés.

Par une raison et par une autre, il fallut plus d'une semaine pour préparer cette sortie, qui fut fixée au 29. Le général Bosco, arrivé depuis quelques jours à Gaëte après avoir été fait prisonnier à Caserte par Garibaldi et avoir dû subir une trêve de trois mois, reçut le commandement de cette expédition. Il déboucha à 6 heures du matin, de la poterne, se dirigeant vers le mont Atratino et les Capucins. Il n'avait avec lui que 440 hommes, ce qui, dans aucun cas, ne pouvait donner des résultats sérieux.

Que faisaient, pendant ce temps, les vingt bataillons restant derrière les murs de la place? Nous ne savons. Mais il est certain que si, dès l'origine, ils avaient été employés à de fréquentes sorties en nombre convenable, la défense aurait pu se prolonger et eût inspiré plus d'intérêt encore qu'elle a réussi à le faire.

Comme on devait s'y attendre, la sortie des 440 hommes ne produisit rien, sauf quelques beaux coups d'adresse de quarante carabiniers suisses, qui, bien postés, réussirent à arrêter la chasse que les bersagliers du couvent des Capucins donnèrent à la troupe de Bosco. En revanche elle fournit 24 hommes hors de combat, parmi lesquels une perte sensible, celle du lieutenant-colonel Migy, bernois, qui, frappé d'une balle, mourut le lendemain.

Pendant ce temps les Piémontais avaient terminé la construction d'une batterie de 4 canons de gros calibre rayé sur le Monte-Cristo, et le 1er décembre au matin ils ouvrirent leur feu à une distauce de 4000 mètres. Le tir fut d'abord peu juste ; des projectiles tombèrent en avant des glacis, tandis que d'autres, passant par-dessus la ville, allèrent plonger dans la mer. On assure qu'une des pièces partit par la culasse et blessa bon nombre d'artilleurs. En tout cas il ne dura pas plus d'une heure.

De ce moment la canonnade reprit chaque jour, et le soir particulièrement, pendant quelques heures, sans causer grand dommage à la ville. La batterie Regina essaya bien de répondre, mais son tir fut de nul effet à une telle distance. Deux canons rayés de la *Trinita* eurent un peu plus de succès.

Le feu des batteries continua sur ce pied pendant la première moitié du mois de décembre ; la place souffrant peu et faisant souffrir moins encore l'assiégeant, vu qu'elle tirait le plus souvent à tâtons sur les lieux présumés des travaux.

Le 6 décembre, Bosco, l'homme d'action de l'état-major, entreprit une nouvelle expédition avec cent trente artilleurs, soldats du génie et chasseurs, pour se débarrasser de l'importun voisinage de trois maisons avancées du Borgo. Une petite colonne, commandée par le capitaine comte de Christen, chassa les avant-postes piémontais ; quelques tonneaux de poudre purent être placés dans les trois maisons, et les firent sauter à moitié.

Les Piémontais, procédant très méthodiquement vers la place, démasquèrent une nouvelle batterie le 7 décembre, à Santa-Agata, à 3000 mètres, et, le 13 dé-

cembre, une autre sur le mont Tortanello, à 3200 mètres. Celle de San-Agata était du gros calibre de Monte-Cristo, la seconde, d'abord de 2 pièces, puis de 6 pièces, était d'un calibre plus petit. Le 17 toutes jouèrent assez fortement, et le 20 décembre le feu fut très vif; la ville reçut quelques atteintes plus dures que précédemment. L'hôpital Sainte-Catherine, fréquemment visité par les projectiles, dut être évacué, ainsi que d'autres logements. La journée de Noël entr'autres fut particulièrement chaude, ce qui n'empêcha pas les chefs des corps d'aller présenter les compliments d'usage au roi et à la reine.

Le 28, le feu redoubla; les Sardes ayant porté à trois le nombre de leurs batteries de Tortanello et en ayant démasqué trois nouvelles, une à leur gauche, à la Casa-Masséna, à près de 4 mille mètres, et deux aux casa Tucci et Occagno, à 2000 mètres. Les pertes devinrent dès lors plus fréquentes en ville, et se montèrent, tant parmi les bourgeois que dans la troupe, à une dizaine de personnes par jour.

Des sorties avaient bien eu lieu pendant ce temps, mais du côté opposé à l'ennemi, par le port, pour évacuer sur les Etats-Romains l'infanterie prétendue surabondante. Les généraux irrésolus ont toujours trop de troupes dans les mains. Une bonne partie de la garde royale et les trois quarts des soldats étrangers furent ainsi embarqués.

Le voile qui couvre d'aussi curieuses opérations militaires n'a pas encore été soulevé assez haut pour qu'on les puisse juger. Mais la mer était ouverte, l'armée de François II pouvait être ravitaillée, les soldats bien conduits se seraient battus. Pourquoi n'avoir pas tenté de

livrer encore une bataille au lieu de faire honteusement cacher ces hommes en armes derrière le Pape et derrière sa garde française? Pourquoi se borner à une défense purement passive quand on avait tout ce qu'il fallait pour en faire une active, bien plus efficace? quand on avait entr'autres sous la main de la troupe en suffisance et ne demandant qu'à être employée? Nous avouons que tout cela est pour nous incompréhensible.

François II et même la jeune et gracieuse reine Marie-Sophie montrèrent tous deux qu'ils ne manquaient pas de courage personnel; ils affrontèrent en plus d'une occasion les bombes et les boulets, par le seul désir de partager les périls de leurs soldats[1]. Mais le roi nous paraît avoir eu plutôt le courage de la résignation, très beau pour un martyr, que celui de l'action, plus convenable à un commandant en chef. Or c'était surtout de l'action qu'il eût fallu déployer pour utiliser toutes les ressources de la place et pour faire concourir l'infanterie à sa défense.

Si les Russes avaient défendu Sébastopol comme les généraux napolitains Gaëte, ils n'auraient sans doute pas tenu quinze jours derrière leurs mauvais remparts.

En revanche il est vrai de dire que si les alliés l'avaient assiégée par la même méthode que les Sardes em-

[1] M. Charles Garnier, qui a publié un journal dramatique et vraiment pittoresque de ces évènements, cite à cette occasion un mot charmant de la Reine, qu'il déclare tenir de l'ambassadeur d'Espagne, le marquis de Lema, resté pendant tout le siége auprès du souverain vers lequel il était accrédité. « Sa Majesté, dit M. Garnier, était avec Son Excellence dans l'embrasure d'une fenêtre, quand un boulet rayé fit explosion et cassa les vitres : — « Eh bien! Madame, dit le ministre espagnol, vous vouliez voir de près des boulets; vous êtes servie à souhait. » La reine répondit avec son doux sourire : « J'aurais pourtant bien désiré une petite blessure! »

ployaient devant Gaëte, ils seraient bien restés 10 ans devant ses murs.

Cialdini, en effet, se bornait à un tir à grande distance, et sans autre but que d'intimider, paraît-il, les défenseurs. Sûrs de n'être pas gênés dans leurs travaux, les assiégeants purent circuler à leur aise sans tranchée, à l'abri des premiers mamelons, pour établir peu à peu de nouvelles batteries.

Dès le 7 janvier, ils en eurent encore trois sur la droite et en arrière du couvent des Capucins, à 1500 mètres, et une dans le Borgo, à la même distance. Elles cherchaient surtout à enfiler San Andrea et Philippstadt. La batterie étrangère, quoique fortement battue par Tortanello, répondit, ainsi que San Antonio et Regina, aux feux de la gauche piémontaise. Une nouvelle batterie, de 4 canons rayés, établie par les défenseurs au sommet du Monte-Orlando, vers la tour, tira de tous côtés à une forte portée et avec quelque succès.

Les 7 et 8 janvier, le feu devint imposant. Les assiégeants avaient alors en position une soixantaine de pièces, dont une douzaine de mortiers, et aucune portion de la ville ni même du port de Gaëte ne fut à l'abri. La place répondit de son côté avec vigueur. Les gros calibres de la Regina et de Santa Agata se renvoyaient des échos prolongés et imitant les roulements des plus fortes tempêtes. La casemate même de Leurs Majestés eut ses blindages broyés par des éclats d'obus. L'archevêché fut percé de fond en comble, et les débris d'habitations commencèrent à obstruer les rues. Toutefois les ouvrages eux-mêmes n'avaient grandement souffert ni d'un côté ni de l'autre.

Vers cinq heures du soir, le 8, le feu diminua, puis

cessa. Il était question, par des motifs essentiellement politiques, d'un armistice, qui s'établit au moins en fait par le repos des batteries, et qui dura douze jours.

Voici ce que le *Moniteur* du 17 janvier dit à ce sujet :

« L'envoi de l'escadre d'évolutions devant Gaëte avait pour objet d'empêcher le roi François II de se trouver subitement investi dans la place où il s'était retiré. L'Empereur tenait à donner un témoignage de sympathie à un prince cruellement éprouvé par la fortune ; mais Sa Majesté, fidèle au principe de non-intervention qui a dirigé toute sa conduite à l'égard de l'Italie depuis la paix de Villafranca, ne prétendait pas prendre une part active dans une lutte politique.

» En se prolongeant en dehors des prévisions qui l'avaient motivée, cette démonstration changea forcément de caractère. La présence de notre pavillon, destiné uniquement à couvrir la retraite de Sa Majesté sicilienne dans des conditions propres à sauvegarder sa dignité, passa pour un encouragement à la résistance et devint un appui matériel. Il en résulta bientôt des incidents qui imposèrent au commandant en chef de l'escadre l'obligation de rappeler, tantôt aux Napolitains, tantôt aux Piémontais, le rôle de stricte neutralité qui lui était prescrit et dans lequel il lui était à peu près impossible de se maintenir.

» Il importait d'autant plus au gouvernement de l'empereur de ne pas accepter la responsabilité d'une semblable situation, que des déclarations franches et réitérées n'autorisaient aucune méprise sur la nature de ses intentions. Dès la fin d'octobre, en effet, M. le vice-amiral de Tinan était invité à ne pas laisser ignorer au roi François II que nos vaisseaux ne pouvaient rester indéfiniment à Gaëte pour assister en témoins impassi-

bles à une lutte qui ne devait aboutir qu'à une plus grande effusion de sang. Les mêmes avis furent répétés plusieurs fois à Sa Majesté Sicilienne, dont le courage avait si complétement mis l'honneur hors de cause.

» Dans l'intervalle, les circonstances que nous avons indiquées s'étaient aggravées, et, voulant concilier les exigences d'une politique de neutralité avec la pensée première qui l'avait porté à ménager au roi François II le moyen d'opérer librement son départ, le gouvernement de l'Empereur s'est fait l'intermédiaire d'une proposition d'armistice, qui a été accueillie par les deux parties belligérantes. Arrêtées de fait dès le 8 de ce mois, les hostilités demeurent suspendues jusqu'au 19 janvier, et c'est également à cette date que le vice-amiral de Tinan s'éloignera de Gaëte.

» Voici les pièces qui constatent la suspension d'armes :

Le général Cialdini, commandant l'armée de siége devant Gaëte, à l'amiral Le Barbier de Tinan.

Castellone, 11 janvier 1861.

Monsieur l'amiral,

J'ai l'honneur de vous déclarer que, jusqu'à la tombée du jour du dix-neuf courant, il ne sera fait de ma part aucun acte d'hostilité vers la place, ni aucun travail d'approche, ni aucune augmentation dans le nombre des bouches à feu en batterie, si toutefois la place ne me provoque pas par son feu ou par ses travaux. Dans ce cas, je me considérerai comme libre de tout engagement, et la suspension des hostilités cessera aussi de ma part. Cependant, Monsieur l'amiral, je n'ouvrirai pas mon feu sans vous en prévenir d'avance. Vous serez juge alors, et vous pourrez dire à S. M. l'empereur de quel côté a été le tort.

Veuillez agréer, etc.

Le général commandant le siége devant Gaëte,

CIALDINI.

Le général Ritucci, gouverneur de la place de Gaëte, à M. le vice-amiral Le Barbier de Tinan.

Gaëte, 12 janvier.

Monsieur l'amiral,

Ayant pris les ordres de S. M. le roi mon augusto maître, j'ai l'honneur de vous faire savoir que jusqu'à la tombée du jour, dix-neuf du courant, il ne sera procédé dans cette place à aucune construction de nouvelles batteries, ni à aucune augmentation de celles actuellement existantes, et ne seront exécutés que les seuls travaux de réparations réclamés par les circonstances.

Si toutefois les assiégeants nous provoquaient, soit en augmentant leurs batteries, soit en en formant de nouvelles, il est clair quo nous resterions libres de tout engagemont.

Afin d'éloigner toute fausse interprétation dans le cas du recommoncemoni du feu de la place, jo vous prierais, monsieur l'amiral, de m'envoyer, quand le moment sera venu, un de vos officiers pour juger de quel côté a été le tort.

Veuillez, monsieur l'amiral, croire à l'assurance de ma haute considération.

Le lieutenaut général commandant la place de Gaëte,
RITUCCI.

Le 19 janvier, l'escadre française prit congé de Gaëte, suivie des bâtiments espagnols. En même temps partirent aussi tous les ambassadeurs, sauf ceux d'Espagne, d'Autriche, de Saxe, de Bavière et le nonce. Le lendemain, l'amiral Persano notifia le blocus.

La place était désormais livrée à elle-même, et il allait être intéressant de vérifier quelle part d'influence avait eue jusqu'ici dans le siége l'interdiction du blocus par l'escadre française et l'abstention forcée de l'escadre sarde.

L'événement prouva, ce dont on avait déjà pu se douter, que cette influence fut très minime.

La flotte sarde n'avait rien à gagner à s'en prendre au front de mer. Quant au front de terre, il était suffisamment battu pour l'usage que Cialdini, prenant les choses en patience, paraissait vouloir faire de ses forces. Il ne tenta, en effet, aucune attaque par surprise ou autrement, et n'essaya pas davantage de faire des brèches directes. Sûr du résultat final par la supériorité de ses pièces rayées, il ne voulut pas le compromettre par des entreprises hasardeuses, et il nous paraît avoir surtout voulu tirer sur le moral des défenseurs, pensant avec raison qu'à force de dégâts de bombes, à force de trouées, quelque projectile finirait bien par faire un assez mauvais coup dans la place pour y devenir le motif d'une capitulation. Cette prévision ayant été déroutée, Cialdini prit plus spécialement les poudrières pour objectif, ce qui finit, comme nous le verrons, par lui réussir.

Quant à la flotte française, nous estimons qu'elle fut, militairement parlant, un mal plutôt qu'un bien pour la défense. L'impossibilité du blocus devint pour celle-ci un fatal et trompeur oreiller de sécurité. Réduit complétement à lui-même, François II eût peut-être ressenti quelque inspiration désespérée, qui l'eût avantageusetiré de sa torpeur ; cette torpeur même reposait sur un fond de tenace bravoure, qui, aiguillonné par la nécessité, eût pu produire de féconds résultats. Il aurait compris peut-être que des soldats, même de la garde royale, sont faits avant tout pour se battre, et il les eût menés de sa personne à l'attaque du camp piémontais au lieu de les interner au-delà des frontières. Et qui sait encore quelles pernicieuses suggestions étrangères peuvent avoir poussé l'infortuné roi, par le moyen de la mer ouverte, à ces déplorables mesures ? Qui sait s'il n'a pas été ins-

tamment sollicité de se défaire, au dénouement de la crise, de ses troupes nationales, de même qu'au début, en 1859, il s'était laissé entraîner à se défaire de ses régiments suisses ?

Quoi qu'il en soit, la place ne faiblit pas devant la nouvelle situation qui lui était faite. Le front de mer, jusqu'ici en paix, entra en lice à son tour.

Le 22 janvier, ce fut Gaëte qui rouvrit la canonnade. A 9 heures du matin, elle commença et ne finit qu'à 5 heures du soir. Les Sardes répondirent bientôt sur toute la ligne et vomirent la dévastation sur la ville ; en revanche, leurs batteries rapprochées des Capucins souffrirent beaucoup. La flotte fut cette fois de la partie. Neuf bâtiments piémontais canonnèrent les batteries côtières un peu sur tous les points, et sans avoir d'objectif déterminé. Chaque fois qu'ils essayèrent de s'embosser, les obus de la place les forcèrent à prendre le large. Dans l'après-midi, ils se retirèrent à leur mouillage de Mola, où l'amiral anglais leur adressa, avec ses félicitations sur leur courage, l'amicale invitation d'user de plus de prudence à l'avenir. De part et d'autre, il fut tiré dans cette journée une dizaine de mille coups, dont la *Regina* tira environ deux mille pour sa portion. La forteresse eut une vingtaine d'hommes tués et cent dix blessés. On n'a pas dit les pertes des Sardes.

Le 24, ceux-ci essayèrent de pousser une tranchée en avant de Borgo ; mais elle ne put être continuée ; en même temps, ils ouvrirent à leur extrême gauche le feu d'une nouvelle batterie, placée à Castellone, à cinq kilomètres de la place. A cette batterie se trouvaient entre autres deux canons Cavalli, lançant des projectiles de 60 kilogrammes, dont un seul écrasait une maison, ou faisait bondir les bateaux sur les vagues du port.

Le lendemain, d'autres embrasures purent être démasquées à l'extrême droite, vers la madone della Catena, et le 27 marqua de nouveau une chaude journée. Les assiégés, qui eurent fort à souffrir de cette dernière batterie, en construisirent une à leur tour pour la contre-battre, vers la *Rocca-Spaccata*, au-dessus de la batterie *Malpasso*.

Mais de nouveaux ouvrages ne suffisaient pas à rétablir l'équilibre; il eût fallu aux assiégés de nouveaux canons, et surtout du gros calibre rayé, vu que l'ennemi, malgré ses feux terribles, n'avait pas de batteries tirant à des portées moindres de 1200 mètres.

Du temps de Vauban, on établissait la première parallèle à 600 mètres; le général Dufour la conseille à 300, et les Anglais devant Sébastopol en ouvrant leur tranchée à 1300 mètres crurent faire un prodige.

Dans Gaëte, un savant officier d'artillerie, le colonel Afan de Rivera, essaya bien de fondre de nouveaux canons et d'en rayer des anciens; mais les outils et le matériel manquaient; ces tentatives ne réussirent qu'imparfaitement.

Pendant les derniers jours de janvier et les trois premiers de février, le feu se continua avec une intensité de plus en plus forte, mais sans incident marquant. Les ruines progressaient en proportion dans la ville; malgré cela la résolution d'affronter l'orage y persistait, et le courage des artilleurs n'était point abattu.

Toutefois les hôpitaux même étaient dévastés; le typhus, en outre, faisait des victimes nombreuses et frappait jusque dans les hauts rangs de l'armée. Les détachements de corvée aux batteries pour réparations et

pour transport de munitions voyaient leurs travaux devenir à chaque instant plus périlleux ; les casemates prenaient des jours, les traverses et les parapets de larges crevasses, et le hasard seul préservait encore les défenseurs des projectiles et de leurs éclats.

Le 4 février, commença une phase plus critique encore du siége.

Les Sardes, localisant maintenant leurs feux, pointaient spécialement les batteries munies de magasins, autour de la citadelle. On prétend que leur tir était dirigé par les indications d'un déserteur napolitain, major du génie et ex-directeur des ouvrages de la place.

Le fait est que le 4 au soir, la batterie *Fianco-Basso,* à gauche de la Porte-de-Terre, fut détruite par l'explosion de sa réserve de munitions. Les assiégeants redoublèrent leur feu, et, le lendemain matin, la batterie *San-Giacomo* eut le même sort que la précédente.

Les obus ennemis continuaient à pénétrer partout, répandant à droite et à gauche l'incendie. Vers quatre heures du soir, c'est la poudrière même desservant la batterie étrangère qui est atteinte : un fracas épouvantable ébranle les airs, et le ciel se trouve, pendant une minute, obscurci par les projections de l'explosion. Quand les ténèbres, subitement produites, ont disparu, une ruine de trente à quarante mètres, mélange affreux de cailloux noircis, de cadavres broyés, d'affûts brisés, se montre sur la place où se trouvaient la batterie *Dente di sega San-Antonia,* la Porte-de-Terre et son corps de garde.

Toutes les batteries environnantes furent crevassées, y compris la *Citadella,* et une large brèche fut ainsi, du même coup, pratiquée sur le point décisif du front. Parmi

les victimes du désastre figura entr'autres le vieux général du génie Traversi, un des braves de l'armée napolitaine, qui avait déjà assisté au siége de 1806.

Pendant que les généraux Riedmatten et Schumacher accouraient avec quelques compagnies pour faire réparer la brèche, les Piémontais profitèrent avec sagesse de leur succès et redoublèrent la vigueur de leur feu. L'escadre vint s'en mêler aussi à la tombée de la nuit, cherchant à concentrer son tir sur les travailleurs et sur la *Cittadella* déjà désemparée, mais de nouveau les bâtiments souffrirent des batteries de côte, et durent s'employer à des diversions le long du front de mer. Plus heureux à l'autre extrémité, deux d'entr'eux battirent d'enfilade la *Trinita* et l'endommagèrent gravement.

Le 6, le feu se ralentit, et, le soir, Cialdini accorda une trève de 48 heures demandée par le gouverneur de Gaëte, pour sauver les malheureux artilleurs enfouis sous les décombres.

Un conseil de guerre fut tenu pendant ce temps dans la place. La situation était critique; la provision de poudre, sensiblement diminuée, n'irait pas au-delà d'une dizaine de jours; les vivres s'épuisaient; les soldats, les artilleurs surtout étaient exténués; d'autre part la défense avait été suffisamment prolongée pour être honorable, au moins en comparaison de la première partie de la campagne, et même pour paraître belle aux yeux des personnes qui ne tiendraient compte ni de la méthode lente de l'attaque, ni des ressources de la position au 4 novembre. La garnison n'avait pas *fait*, il est vrai, tout ce qu'elle aurait pu faire; mais elle avait *tenu* aussi bien qu'il était possible avec un système de résistance passive. La plupart des généraux purent donc, sans fai-

blesse, dans le sein du conseil de guerre, pencher pour la capitulation, et ce fut entr'autres l'avis du gouverneur Ritucci et des généraux Bosco et Polizzi. Telle ne fut pas toutefois l'opinion du brave général Riedmatten, qui, pour l'honneur du drapeau, demanda la résistance jusqu'à extinction. On ne tomba pas d'accord ; le roi hésitait entre ses conseillers, et pendant ce temps Cialdini consentit à prolonger encore la trève de 12 heures. Il se chargea même de l'évacuation sur Naples de quelques centaines de blessés et de malades.

Rien n'étant encore décidé à l'expiration des douze heures, les assiégeants reprirent le feu, le 9 au matin, en l'augmentant d'une nouvelle batterie en face de la *Trinità*.

Les assiégés ne purent riposter avec quelque vigueur que de la *Regina*, de *Philippstadt* et de *San-Andrea*, tout le reste étant à peu près désemparé. Au bout de deux jours de nouvelles ruines et de graves pertes, ils se décidèrent enfin à demander une trève de deux semaines pour traiter des conditions de la capitulation.

Cialdini, on est forcé de le reconnaître, n'avait pas été avare de concessions de ce genre. Il avait même, à cet égard, montré à plusieurs reprises autant de courtoisie que d'humanité. En allant plus loin, et en consentant à de nouveaux délais, qui pouvaient créer à son gouvernement de fâcheuses complications politiques, il n'eût accusé que de la faiblesse. Aussi ne saurait-on le blâmer, comme quelques personnes l'ont fait, de s'être déclaré, sur cette dernière demande, prêt à traiter mais sans armistice.

Le feu continua donc toute la journée du 11, et François II le subit avec une résignation vraiment héroïque,

car ce n'était plus une défense, c'était un sacrifice, tant le tir ennemi était supérieur.

Le 12 février se passa encore de même. De toutes parts les maisons croulaient, et la ville ne présentait plus que l'image de la désolation. La nuit fut lugubre ; les flammes de l'incendie éclairèrent le plus horrible des tableaux.

Le 13, au matin, le feu de l'attaque recommença, renforcé d'une batterie rapprochée à mille mètres dans le Borgo. Les artilleurs sardes redoublèrent d'activité et de précision ; plusieurs explosions eurent encore lieu aux batteries *Transilvania* et *Philippstadt*.

Mais en même temps les négociations entre le général Ritucci et le général sarde Menabrea avaient plus ou moins continué, et le roi se décida enfin à capituler, dans la journée du 13. Il obtint de quitter la place avec son état-major et sa suite. Quant à la garnison, elle sortirait avec les honneurs de la guerre, puis se constituerait prisonnière et serait retenue jusqu'après la capitulation des deux places qui tenaient encore, Messine et Civitella del Tronto.

Le 14, Leurs Majestés s'embarquèrent pour Civitta-Vecchia sur l'aviso à vapeur français la *Mouette*, et Cialdini prit possession de Gaëte, où il trouva une garnison d'environ 10 mille hommes et un matériel considérable.

Ce siége de trois mois et demi, très curieux par le fait qu'il se limita à une action de bouches à feu, quoique offrant de part et d'autre une armée entière, fait honneur, dans tous les cas, aux artilleurs qui y prirent part. Nous ne doutons pas que lorsqu'on en publiera le journal précis, accompagné d'une statistique détaillée

des travaux techniques, les armes spéciales du génie et de l'artillerie n'y trouvent de précieux éléments de gloire et d'instruction.

Les deux autres forteresses sur lesquelles flottait encore le drapeau napolitain ne pouvaient plus, en suite de la reddition de Gaëte, penser à prolonger la résistance.

Messine, d'ailleurs, gardée par le général Fergola, avait eu jusqu'ici ses communications libres, aux termes mêmes de la capitulation du 28 juillet. Une fois bloquée, sa situation changeait notablement. Cialdini se transporta sous ses murs et fit préparer des batteries Cavalli contre la citadelle. Le gouverneur n'aurait guère eu que la ressource d'exercer de cruelles et inutiles vengeances sur la ville, car son canon n'eût pas atteint aux batteries Cavalli. Sollicité par les consuls étrangers, énergiquement sommé par Cialdini, et invité par lettre de François II à rendre la place, il capitula le 13 mars.

Civitella del Tronto, nid d'aigle dans les Abruzzes, bloquée et canonnée par le général Mezzacapo, se rendit aussi le 21 mars.

Pendant ce temps, le nouveau régime politique avait déjà pris quelque consistance. Les 4 et 5 novembre, au moment même de l'investissement de Gaëte, les Etats-Romains émancipés, moins une portion du patrimoine de Saint-Pierre que les Français réoccupèrent, avaient voté à l'unanimité leur réunion au Piémont. Des élections eurent lieu dans toutes les provinces pour un nouveau parlement. Celui-ci, formé de députés de toute l'Italie, sauf de Rome et de la Vénétie, inaugura ses séances le 18 février, à Turin, et le 15 mars il rendit un décret,

qui, ne faisant que régulariser l'état de fait, proclama Victor-Emmanuel roi d'Italie.

Telle fut la campagne de 1860, plus vaste par ses résultats que par ses opérations mêmes, et qui, selon toutes les apparences, comme d'après les lois de la logique, ne pourra être tenue pour complètement terminée qu'après la réunion au nouveau royaume de la Vénétie et du reste des Etats-Romains.

En résumé elle a produit divers faits fort intéressants et quelques combinaisons, qui, effectuées sur un plus grand théâtre ou avec les troupes d'une puissance de premier ordre, auraient été beaucoup plus remarquées de l'Europe militaire et plus encensées qu'elles ne l'ont été.

La manière dont Garibaldi s'est emparé de Palerme et celle dont il a pris possession du détroit de Messine constituent, sans contredit, de belles opérations; avec des effectifs plus forts elles ne seraient point indignes d'un Napoléon.

La marche de Cialdini sur Macerata; la prompte concentration des cinq éléments des forces sardes devant Ancône; l'arrivée de Victor-Emmanuel sur la ligne de communication de Capoue avec Gaëte; le passage du Garigliano par la gauche, sont aussi des mouvements que les amateurs de stratégie ne peuvent que louer hautement.

La double ligne d'opérations sardes dans les Etats-Romains, avec rendez-vous de jonction sur un point éloigné et entre les mains de l'ennemi, peut fournir matière à une instructive discussion, et il semble que ce soit en vue d'un tel cas que le général Jomini ait écrit le chapitre III de son *Précis de l'art de la guerre*. Quelque

conclusion qu'on puisse en tirer, il restera constant que les dispositions de ce genre comptent, comme le dit l'illustre stratége, parmi les plus difficiles et les plus sujettes à des mécomptes; ces mécomptes ont été, il est vrai, évités dans la campagne du général Fanti.

La prise, comme la défense de Gaëte, dans un siége de trois mois et demi sans assauts ni sorties, est un exploit d'artillerie digne de prendre place au premier rang dans les glorieuses annales de cette arme. Une bonne portion de l'honneur doit en revenir au général du génie Menabrea.

Enfin l'action de la flotte, soit devant le Môle d'Ancône et au Garigliano, soit comme véhicule pour les transports de troupes et de matériel, fut également remarquable par son opportunité, et montre qu'il faudra désormais compter avec les ressources qu'offre la marine italienne, si elle est toujours aussi bien dirigée qu'elle le fut par l'amiral Persano.

Nous en concluons qu'une nation de **22** millions d'âmes, qui fournit des hommes de guerre comme ceux que nous venons de nommer, et d'autres encore qui n'ont pas eu l'occasion de se distinguer dans les mêmes circonstances, est bien en droit de demander que l'étranger, quel qu'il soit, ne commande pas sur son territoire.

Ainsi que nos lecteurs ont pu le voir, nous n'avons pas eu la prétention de leur offrir un historique complet des évènements si complexes de cette campagne, ce qui nous eût d'ailleurs été impossible, vu le manqne de documents authentiques. Nous n'avons voulu qu'en tracer

les traits principaux, et si notre esquisse peut présenter maintes lacunes et fournir matière à des rectifications de détail, nous croyons cependant avoir rempli notre but essentiel, qui était de faire ressortir ce que les opérations ont produit de plus notable au point de vue de l'art.

Dans tous les cas, et nous flattant d'être sans prévention de partis ou de personnes, nous serons prêt à faire droit aux justes réclamations qui pourraient nous être adressées, et à leur donner place dans la *Revue militaire suisse*.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

I.

Etat de l'armée pontificale aux premiers jours de septembre.

Première brigade. — Général Schmid.

Quartier-général à Foligno.

2e régiment de ligne	2 batail.
2e régiment étranger	2
	4 batail.

1 compagnie de gendarmerie mobile.
6e batterie, 6 pièces.
1 détachement de gendarmes à cheval.

Deuxième brigade. — Général marquis de Pimodan.

Quartier-général à Terni.

1er et 2e bataillons de chasseurs	2 bat.
2e bataillon de bersaglieri	1
Bataillon de carabiniers	1
Demi-bataillon de tirailleurs franco-belges . . .	1/2
	4 1/2 bat.
2 escadrons de dragons	2 escad.
1 escadron de chevau-légers	1
	3 escad.
11e batterie	6 pièces.

Troisième brigade. — Général DE COURTEN.

Quartier-général à Macerata.

1er et 2e bataillons de bersagliers	2 batail.
1er de ligne	2
	4 batail.

1 escadron de gendarmes.
7e et 10e batteries . . . . 12 pièces.

Cette brigade était destinée à compléter la garnison d'Ancône dans le cas où cette place serait sérieusement menacée.

Réserve. — Colonel CROPT, sous les ordres du général en chef.

Quartier-général à Spolète.

1er régiment étranger	2 batail.
Volontaires pontificaux à cheval.	
8e batterie	6 pièces.

En outre les garnisons suivantes :

A Ancône : 4e et 5e bataillons de bersagliers.
½ bataillon Saint-Patrick.
2 compagnies du 2e régiment étranger.
1 compagnie de gendarmerie mobile.
Total environ 2000 hommes.

A Pesaro.	690 hommes.
A Pérouse	500
A Orvieto, 1 compagnie et 28 gendarmes . .	130
A la Rocca de Viterbe, 4 compagnies . . .	440
A la Rocca de Spolète, 4 compagnies . . .	510
A San-Leo, 1 compagnie	110
A Civita-Castellana, 1 compagnie	110
A Rome, du 1er régiment étranger	300
Total des garnis. éparpillées dans diverses places,	4800 hommes.

II.

Etat de l'armée d'opérations sarde dans les Marches et l'Ombrie [1].

Commandant en chef : lieutenant général *Fanti.*
Officiers à l'état-major : majors *Bertholé-Viale*, *Gerbaix*, *de Sonnaz*, Joseph, *Ricasoli.*
Commandant du génie : lieutenant-général *Menabrea.*
Commandant de l'artillerie : lieutenant-colonel *Thaon di Revel.*
Intendant-général : général-major *della Rovere.*

4e *corps d'armée.* — Commandant : lieutenant-général Cialdini.

Chef d'état-major : lieutenant-colonel *Piola.*
Commandant de l'artillerie, colonel *Franzini-Tibaldeo.*
Commandant du génie : major *Belli.*

4e *division.* — Général-major Villamarina.

Brigade Reine, brigadier Avenati.
Brigade Savone, brigadier Regis.
Bataillons de bersagliers nos 6 et 7.
1re et 2e batteries du 5e régiment (pièces de 8).
Lanciers Novara.
1 compagnie de sapeurs.

7e *division.* — Général-major Leotardi.

Brigade Come, brigadier Cugia.
Brigade Bergame, brigadier Casanova.
Bataillons de bersagliers nos 11 et 12.
4e et 5e batteries du 5e régiment (pièces de 8).
Lanciers Milan.
1 compagnie de sapeurs du génie.

[1] D'après la *Rivista militare italiana.*

1[re] *division.* — Général-major DE SONNAZ, Maurice.

Brigade grenadiers de Sardaigne, brigadier Camerana.
Brigado grenadiers de Lombardie, brigadier Brignone.
Bataillons de bersagliers n[os] 14 et 16.
5[e] et 6[e] batteries d'artillerie du 8[e] régiment (pièces de 16).
1 compagnie de sapeurs du génie.
Total de la division : 18 bataillons et 12 bouches à feu.

Division de réserve. — Major-général de SAVOIROUX.

Brigade Bologne, brigadier Pinelli.
Bataillons de bersagliers n[os] 9, 23, 24 et 25.
7[e] et 11[e] batteries du 8[e] régiment (pièces de 8 et obusiers).
Régiment de cavalerie Piémont-Royal.
Régiment de cavalerie Nice.
1 compagnie de sapeurs du génie.
Total de la division : 8 bataillons [1], 8 escadrons et 12 bouches à feu.

Le parc d'artillerie du 5[e] corps, soit pour tout le corps d'armée :

Infanterie de ligne, bataillons	20	. . . .	7100 hommes.
Bersagliers, »	6	. . . .	2300 »
Cavalerie, escadrons,	8	. . . .	900 chevaux.
Batteries,	4	. . . .	700 artilleurs.
		Total,	11000 hommes.

Soit, pour l'armée entière, en nombre rond :

28,000 fantassins.
2,300 cavaliers.
2,300 artilleurs.
500 sapeurs du génie.
200 divers.
Total, 33,300 hommes et 78 bouches à feu [2].

[1] La brigade Bologne, de nouvelle formation, n'avait que 4 bataillons.

[2] Au moment de notre dernier tirage, nous recevons la *Revue des Deux mondes* du 1[er] mai, renfermant la fin des charmants récits de M. Maxime du Camp, sur la *conquête des Deux-Siciles*, à laquelle il a participé dans l'état-major de Turr. Cette publication vient entr'autres

III.

Capitulation d'Ancône et ordres du jour sardes.

Convention pour la capitulation d'Ancône, faite de commun accord par ordre de S. Exc. le général Fanti, commandant en chef l'armée de S. M. le roi de Sardaigne dans l'Ombrie et les Marches, et par ordre de S. Exc. le général de Lamoricière, commandant en chef les troupes pontificales, par les commissaires soussignés.

Art. 1er. La place d'Ancône, avec tout son armement, magasins à poudre, d'habillements, de vivres, de charbon, bâtiments de guerre, caisses publiques, chevaux, équipages et toutes autres choses appartenant au gouvernement militaire de terre et de mer ou civil, sera immédiatement remise aux troupes de terre et de mer de S. M. le roi de Sardaigne.

Art. 2. A cet effet seront immédiatement remis aux troupes de terre de S. M. la citadelle et le camp retranché, les ouvrages extérieurs du Gardetto et la lunette de Saint-Etienne; le fort des Capucins, les portes Pia, Calamo, Farina, le môle et la porte du môle seront consignés à la marine royale.

Art. 3. Les parties contractantes nommeront une commission mixte et composée pour chacune des parties : d'un officier d'artillerie, d'un officier du génie, d'un officier de marine et d'un employé d'intendance militaire, qui fera un inventaire de tout ce qui appartient au gouvernement dans la place et dans ses dépendances, et le donnera ou recevra en consigne.

Art. 4. Toute la garnison de la place d'Ancône, y compris tous les employés militaires qui s'y trouvent, sortiront avec les honneurs de la guerre par la porte Pia, dans la direction de Torretta, où ils se constitueront prisonniers de guerre.

confirmer le fait de l'absence de troupes piémontaises à la bataille du Volturne le 1er octobre. Il ne s'y trouva que 34 artilleurs, employés depuis huit jours comme instructeurs. Le 2 octobre seulement arrivèrent de Naples 2 compagnies d'infanterie de ligne, et 2 compagnies de bersagliers demandées par Garibaldi lui-même pour stationner à Caserte, et qui coopérèrent à la capture de quelques milliers de royaux.

Art. 5. Les troupes qui composent la garnison sortiront successivement de demi-heure en demi-heure par bataillon et par armes spéciales.

Art. 6. Les différents corps s'étant réunis à Torretta, après avoir rendu les honneurs militaires, déposeront les armes, et seront, sans armes, envoyés dans le val de Jesi, d'où ils continueront leur route pour le Piémont.

Art. 7. MM. les officiers défileront devant les troupes de S. M., faisant mine de déposer leur épée entre les mains du commandant des troupes, qui les invitera à la conserver. MM. les officiers, embarqués sur un navire à vapeur de l'Etat, seront conduits à Gênes; les troupes conduites par terre à Alexandrie.

S. Exc. le général Fanti engage sa parole d'honneur qu'il emploiera toute son influence auprès de son gouvernement pour qu'à leur arrivée à Gênes et à Alexandrie toutes les troupes qui ont capitulé soient immédiatement dirigées dans leur patrie respective, sous la condition que MM. les officiers engageront leur parole d'honneur de ne pas combattre pendant un an contre les troupes de S. M. le roi.

Tous les officiers pourront emporter tout leur bagage et emmener les chevaux qui leur appartiennent, en raison de leur grade.

Les employés d'administration des services de la guerre et sanitaires, des postes, des télégraphes seront considérés comme officiers.

Art. 8. Les blessés resteront à Ancône sous la garantie du gouvernement de S. M., et il est permis à ceux d'entre eux qui sont officiers de garder leur équipement personnel. Les officiers et la troupe sont de fait compris dans la présente capitulation.

Art. 9. Aux troupes comprises dans la présente capitulation, et jusqu'à ce qu'elles soient renvoyées dans leurs foyers, il est alloué journellement : aux officiers généraux, 10 livres italiennes; aux officiers supérieurs, 5 livres; aux capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, 3 livres. Quant aux troupes, il leur sera remis chaque jour une ration de vivres, plus 20 cent. aux sous-officiers et 10 c. aux caporaux et soldats.

Art. 10. Pendant que l'on fera la remise aux troupes assiégeantes des postes et des fortifications d'Ancône, le chef de l'administration militaire à Ancône et tous les comptables de tous les corps, de la caisse militaire et du gouvernement, feront la remise des fonds qu'ils

ont entre les mains, en présence des officiers d'intendance de l'armée assiégeante, qui vérifieront les registres. Seront également consignées entre les mains des assiégeants les sommes perçues par le trésor public, qui dans ces derniers temps peuvent avoir été illégalement introduites à Ancône.

Fait en double copie au quartier-général de l'armée sarde, à Villafavorita, Sotto-Castro, ce 29 septembre 1860.

Les commissaires pontificaux :

Cav. L. Mauri; marquis Lepri, *aide-de-camp.*

Les commissaires sardes :

De Sonnaz, *commandant d'état-major*;
Cav. Bertolé-Viale, *commandant d'état-major.*

Commandement général de l'armée d'occupation de l'Ombrie et des Marches.

Ordre du jour.

En dix-huit jours, vous avez battu l'ennemi en campagne, pris les forts de Pesaro, de Pérouse, de Spoleto, de San-Leo, et la forteresse d'Ancône, à la reddition de laquelle a eu une glorieuse part la rare intrépidité de notre escadre. L'armée de l'ennemi, malgré sa valeur, a été entièrement battue et faite prisonnière, moins quelques gendarmes et fugitifs de toute langue et de toute arme, recueillis par Mgr de Mérode; ils errent encore, mais pour peu de temps, sur le territoire de Velletri.

Je ne sais ce que je dois admirer le plus en vous, de la bravoure dans les combats, la constance dans les marches, ou la conduite affectueuse et disciplinée vis-à-vis de ces populations qui vous bénissent pour les avoir délivrées du martyr et de l'humiliation. Au nom de Victor-Emmanuel, je vous remercie, et pendant que la patrie se souviendra de vous avec orgueil, S. M. récompensera largement, comme elle a l'habitude de le faire, ceux d'entre vous qui ont eu l'occasion de se distinguer le plus.

Agréez la vive reconnaissance de celui qui a l'honneur de vous commander, et, le cœur plein de joie, répétez avec moi : *Vive le roi! vive l'Italie!*

Donné au quartier général d'Ancône, le 29 septembre 1860.

Le commandant en chef,
Signé M. Fanti.

Commandement de l'escadre royale.

Ordre du jour.

Chaque fois que vous avez tiré le canon contre l'ennemi, vous vous êtes distingués. L'armée de terre vous regardait, vous avez voulu rivaliser avec elle.

J'ai l'honneur de vous dire que vous avez pleinement atteint votre but. En moins de trois heures, avec deux frégates et deux corvettes, vous avez anéanti toutes les forteresses qui défendaient Ancône du côté de la mer.

Le général de Lamoricière a envoyé à la marine des offres de capitulation. Votre hardiesse et votre habileté ont émerveillé tout le monde. Le ministre de la guerre, commandant général, a daigné me témoigner sa satisfaction.

Le général Cialdini, aux mouvements stratégiques duquel est dû l'achèvement de la guerre en si peu de temps, m'a envoyé ses félicitations Le général della Rocca, qui a pris les monts Pelago et Poleto, vous a envoyés ses compliments.

Donc, honneur à vous! Je vous remercie, et c'est de cœur; vous qui me connaissez, vous le savez! Dieu vous bénira, et daigne le ciel bénir notre roi, premier sentiment de tout cœur italien. *Vive Victor-Emmanuel! vive l'Italie!*

Le commandant de l'escadre,
C. de Persano.

Donné à bord de la *Marie-Adelaïde*, le 29 septembre 1860.

IV.

Capitulation de Capoue.

Art. 1er. La place de Capoue et son armement complet, drapeaux, magasins à poudre, armes, habillements, vivres, équipages de ponts, trains des équipages, et tout autre objet appartenant au gouvernement, tant militaire que civil, sera livré le plus tôt possible, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures après la signature de cette capitulation, aux troupes de S. M. le roi Victor-Emmanuel.

Art. 2. A cet objet seront consignés immédiatement aux troupes de la dite majesté les portes de la ville et tous les ouvrages de fortification.

Art. 3. Toute la garnison de la place de Capoue, y compris les employés militaires de l'armée qui se trouvent dans la place, en sortira avec les honneurs de la guerre.

Art. 4. Les troupes qui composent la garnison sortiront avec drapeaux, armes et bagages, successivement, d'heure en heure, 2,000 hommes à la fois. Ces troupes, après avoir rendu les honneurs militaires, déposeront les armes et les drapeaux au bas des remparts (excepté les officiers de tous grades, qui garderont le sabre ou l'épée), et seront envoyées à pied à Naples, d'où elles seront transportées dans un des ports du roi de Sardaigne.

Tous les dits militaires, moins les malades, sortiront de la ville par la porte de Naples, demain 3 du mois de novembre, à commencer de sept heures. Seront traités comme déserteurs de guerre ceux qui resteraient sans aucune cause qui les empêche de marcher.

Art. 5. Les officiers do tous grades (excepté les généraux, qui seront envoyés à Naples par le chemin de fer), marcheront avec leurs troupes. Les familles des militaires ne pourront pas suivre la colonne.

Art. 6. Les blessés et les malades seront laissés à Capoue sous la garantie des troupes qui occupent la ville. Il est permis aux officiers malades de garder leurs ordonnances.

Art. 7. Les parties contractantes nommeront une commission mixte, composée pour chacune d'elles :

D'un officier d'artillerie,

D'un officier du génie,

D'un employé de l'intendance militaire, afin de recevoir tout ce qui existe dans la place et ses dépendances, appartenant au gouvernement. De tout cela, il sera rédigé un inventaire.

Art. 9. Les officiers emmèneront avec eux leur simple bagage.

Art. 10. Il est convenu que, après la signature de cette capitulation, il ne devra plus exister aucune mine chargée dans la place. S'il s'en trouvait, cette capitulation serait considérée comme nulle, et la garnison serait exposée à toutes les conséquences d'une reddition à discrétion.

Art. 11. Cette capitulation serait considérée également comme nulle si l'on trouvait des pièces d'artillerie enclouées, ou bien mis hors d'usage les fusils, les carabines et les autres armes.

Art. 12. Les familles des officiers de la garnison de Capoue, aussi bien que ceux appartenant au reste de l'armée du roi François II, qui se trouvent à Capoue, sont placées sous la protection de l'armée de S. M. le roi Victor-Emmanuel.

Art. 13. Les chevaux appartenant aux officiers leur seront laissés.

Ceci a été rédigé en double au quartier-général de Sain'e-Marie, aujourd'hui 2 novembre 1860.

Signé : le général d'armée, DELLA ROCCA.

Giralamo DE LIGIORI, brigadier;
Gian Luca DE FORNARI;
Maréchal DE CERNI.

V.

Capitulation de Gaëte.

Convention pour la reddition de la place de Gaëte, stipulée entre le commandant général des troupes de S. M. sarde et le gouverneur de la forteresse, respectivement représentés par les soussignés.

Art. 1er. La place de Gaëte, son armement complet, drapeaux, armes, magasins de poudre, équipements militaires, vivres, équipages, chevaux de troupe, bateaux, embarcations, et en général tous les objets appartenant à l'Etat et à l'administration militaire ou civile, seront consignés à la sortie de la garnison, aux troupes de S. M. Victor-Emmanuel.

Art. 2. Demain, à 7 heures du matin, seront consignées aux susdites troupes les grandes et les petites portes de la ville du côté de la terre. Il en sera de même à l'égard des ouvrages de fortifications adjacents à ces portes, et notamment depuis la citadelle inclusivement jusqu'à la batterie Transylvania; de plus, la tour Orlando.

Art. 3. Toute la garnison, y compris les employés militaires qui s'y trouvent, quitteront la place avec les honneurs de la guerre.

Art. 4. Les troupes qui composent la garnison sortiront avec leurs drapeaux, armes et bagages, après quoi ces mêmes troupes déposeront les armes et drapeaux sur l'isthme, sauf les officiers, qui conserveront leurs armes, leurs chevaux de selle et tout leur avoir. De plus, ces officiers sont autorisés à garder auprès d'eux leurs brossiers respectifs.

Art. 5. D'abord sortiront les troupes étrangères, les autres viendront après, suivant leur ordre de bataille, la gauche en tête.

Art. 6. La sortie de la garnison de la place s'effectuera par la porte de terre, à dater du 15 courant, à 8 heures du matin, de manière à être complètement terminée à 8 heures du soir du même jour.

Art. 7. Les infirmes, les malades, les blessés, avec le personnel sanitaire attaché au service des hôpitaux, resteront seuls dans la place; tous les autres militaires et employés qui resteraient dans la place sans motif légitime et sans autorisation préalable, après l'heure fixée dans l'article précédent, seront considérés comme déserteurs de guerre.

Art. 8. Toutes les troupes qui composent la garnison de Gaëte seront prisonnières de guerre jusqu'à la reddition de la citadelle de Messine et de la forteresse de Civitella del Tronto.

Art. 9. A tous les officiers et employés militaires nationaux qui ont capitulé, il est accordé deux mois de solde sur le pied de temps de paix. Ces mêmes officiers auront deux mois de temps, à partir du jour de leur mise en liberté, ou auparavant, s'ils le désirent, pour déclarer s'ils entendent entrer dans l'armée nationale ou prendre leur retraite, ou bien quitter complètement le service militaire. A ceux d'entre ces officiers qui exprimeront le désir d'entrer dans l'armée nationale, ou de prendre leur retraite, on appliquera, comme aux autres officiers de l'ex-armée napolitaine, le règlement exposé dans le décret royal daté de Naples le 28 novembre 1860.

Art. 11. Les individus de troupe, soldats et autres, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, obtiendront leur congé absolu s'ils avaient rempli leur engagement militaire. A ceux d'entre eux qui n'auront pas accompli leur temps, il sera accordé un congé de deux mois, après quoi ils pourront être rappelés sous les armes. Tous, indistinctement, après l'expiration du terme comme prisonniers

de guerre, recevront deux mois de paye ou des vivres et un prêt pour les aider à rentrer dans leur patrie.

Art. 12. Les sous-officiers et les caporaux nationaux qui voudraient continuer leur service dans l'armée nationale y seront admis avec leurs grades, pourvu qu'ils remplissent les conditions voulues.

Art. 13. Il est accordé aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers, qui faisaient jadis partie des cinq corps suisses, tout ce qui leur revient d'après les anciennes capitulations et décrets postérieurs, jusqu'au 7 septembre 1860. Aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers qui ont pris du service après le mois d'août 1859 dans les nouveaux corps et qui ne faisaient point partie des corps anciens, il est accordé tout ce à quoi ils ont droit en vertu des décrets de formation, mais toujours antérieurs au 7 septembre 1860.

Art. 14. Tous les militaires vieux, infirmes et inutiles, quels qu'ils soient, et sans tenir compte de leur nationalité, seront accueillis dans les dépôts des invalides militaires, à moins qu'ils ne préfèrent se retirer auprès de leurs familles avec une pension qui sera fixée et réglée d'après les lois existantes de l'ancien royaume des Deux-Siciles.

Art. 15. A tous les employés civils, tant Napolitains que Siciliens, qui se trouvaient renfermés à Gaëte, et appartenant à quelques branches administratives ou judiciaires, on reconnaît le droit de retraite, et par conséquent le droit à une pension équivalente au grade que ces employés avaient avant le 7 septembre 1860.

Art. 16. Seront pourvues de moyens de transport toutes les familles siciliennes existant à Gaëte qui voudraient quitter la place.

Art. 17. Seront conservées aux officiers retraités dans la place, leurs pensions respectives, pourvu qu'elles soient conformes au règlement.

Art. 18. Aux veuves et aux orphelins des militaires de Gaëte seront conservées les pensions déjà accordées, et seront reconnus les droits de demander de telles pensions à l'avenir, aux termes de la loi.

Art. 19. Ceux des habitants de Gaëte qui se trouvent dans la place de Gaëte ne seront molestés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés à cause des opinions passées.

Art. 20. Les familles des militaires de Gaëte et qui se trouvent

dans la place seront placées sous la protection de l'armée du roi Victor-Emmanuel.

Art. 21. Aux militaires nationaux de Gaëte qui avaient quitté l'Etat par raison de haute convenance, il sera également appliqué les dispositions spécifiées dans les articles précédents.

Art. 22. Il reste convenu qu'après la signature de la présente capitulation, il ne doit exister aucune mine chargée dans la place, et si jamais on en découvrait, la présente capitulation serait de nul effet et la garnison serait considérée comme rendue à discrétion.

La même conséquence aurait lieu si on trouvait quelque part des pièces d'artillerie enclouées ou des armes brisées à dessein, des munitions détruites; à moins que les autorités de la place ne trouvent les coupables de tels actes et ne les livrent aux autorités piémontaises; ces coupables seront immédiatement fusillés.

Art. 23. Sera nommée par les parties contractantes une commission composée de : un officier d'artillerie, un du génie, un de la marine, un de l'intendance militaire ou bien un commissaire de guerre, avec le personnel nécessaire pour la consignation de la place.

Villa Caposele, in Castellone de Gaëte, le 13 février 1861.

Pour l'armée sarde :

Le chef d'état-major, colonel G. PIOLA CASELLI;
Le lieutenant-général, commandant supérieur du génie, L.-F. MENABREA.

Vu, ratifié et approuvé.

Le général d'armée commandant les troupes de siége, CIALDINI.

Pour la place de Gaëte :

Giovanni delle FRANCI, lieut.-col., chef d'état-major d'artillerie;
Robuti PASCA, général de la marine royale;
Francesco AMONCELLI, général chef d'état-major.

Vu, ratifié et approuvé.

Le gouverneur de la place de Gaëte,
Francesco MILON, lieutenant-général.

VI.

Mémorandum sarde précédant la campagne des Etats-Romains.

La paix de Villafranca, en assurant aux Italiens le droit de disposer de leur sort, a mis les populations de plusieurs provinces du nord et du centre de la Péninsule à même de substituer à des gouvernements soumis à l'influence étrangère le gouvernement national du roi Victor-Emmanuel.

Cette grande transformation s'est opérée avec un ordre admirable et sans qu'aucun des principes sur lesquels repose l'ordre social ait été ébranlé. Les évènements qui se sont accomplis dans l'Emilie et dans la Toscane ont prouvé à l'Europe que les Italiens, loin d'être travaillés par des passions anarchiques, ne demandaient qu'à être régis par des institutions libres et nationales.

Si cette transformation eût pu s'étendre à toute la Péninsule, la question italienne serait à cette heure pleinement résolue. Loin d'être pour l'Europe une cause d'appréhension et de dangers, l'Italie serait désormais un élément de paix et de conservation. Malheureusement la paix de Villafranca n'a pu embrasser qu'une partie de l'Italie. Elle a laissé la Vénétie sous la domination de l'Autriche et elle n'a produit aucun changement dans l'Italie méridionale et dans les provinces restées sous la domination temporelle du Saint-Siége.

Nous n'avons pas l'intention de traiter ici la question de la Vénétie. Il nous suffira de rappeler que tant que cette question ne sera pas résolue, l'Europe ne pourra pas jouir d'une paix solide et sincère. Il restera toujours en Italie une cause puissante de troubles et de révolution qui, en dépit des efforts des gouvernements, menacera incessamment de faire éclater au centre du continent l'insurrection et la guerre. Mais cette solution, il faut savoir l'attendre du temps. Quelle que soit la sympathie qu'inspire à bon droit le sort chaque jour plus malheureux des Vénitiens, l'Europe est si préoccupée des conséquences incalculables d'une guerre, elle a un si vif désir, un besoin si irrésistible de la paix, qu'il serait peu sage de ne pas respecter sa volonté. Il n'en est pas de même pour les questions relatives au centre et au midi de la Péninsule.

Attaché à un système traditionnel de politique, qui n'a pas été moins fatal à sa famille qu'à son peuple, le jeune roi de Naples s'est mis, dès son avènement au trône, en opposition flagrante avec les sentiments nationaux des Italiens, aussi bien qu'avec les principes qui gouvernent les pays civilisés. Sourd aux conseils de la France et de l'Angleterre, refusant même de suivre les avis qui lui venaient d'un gouvernement dont il ne pouvait mettre en doute ni l'amitié constante et sincère, ni l'attachement au principe de l'autorité, il a repoussé pendant une année tous les efforts du roi de Sardaigne pour l'amener à un système de politique plus conforme aux sentiments qui dominent le peuple italien.

Ce que la justice et la raison n'ont pu obtenir, une révolution vient de l'accomplir. Révolution prodigieuse, qui a rempli l'Europe d'étonnement par la manière presque providentielle dont elle s'est opérée, et l'a saisie d'admiration pour le guerrier illustre dont les glorieux exploits rappellent ce que la poésie et l'histoire racontent de plus surprenant.

La transformation qui s'est faite dans le royaume de Naples pour s'être opérée par des moyens moins pacifiques et réguliers que celle de l'Italie centrale n'en est pas moins légitime : ses conséquences n'en sont pas moins favorables aux véritables intérêts de l'ordre et à la consolidation de l'équilibre européen.

Une fois que la Sicile et Naples feront partie intégrante de la grande famille italienne, les ennemis des trônes n'auront plus aucun puissant argument à faire valoir contre les principes monarchiques; les passions révolutionnaires ne trouveront plus un théâtre où les entreprises les plus insensées avaient des chances de réussir, ou du moins d'exciter la sympathie de tous les hommes généreux.

On serait donc autorisé à penser que l'Italie peut rentrer enfin dans une phase pacifique de nature à dissiper les préoccupations européennes, si les deux grandes régions du nord et du midi de la Péninsule n'étaient séparées par des provinces qui se trouvent dans un état déplorable.

Le gouvernement romain s'étant refusé à s'associer en quoi que ce soit au grand mouvement national, ayant au contraire continué à le combattre avec le plus regrettable acharnement, s'est mis depuis longtemps en lutte formelle avec les populations qui n'ont pas réussi à se soustraire à sa domination.

Pour les contenir, pour les empêcher de manifester les sentiments nationaux dont elles sont animées, il a fait usage du pouvoir spirituel que la Providence lui a confié dans un but bien autrement grand que celui assigné au gouvernement politique. En présentant aux populations catholiques la situation de l'Italie sous des couleurs sombres et fausses, en faisant un appel passionné au sentiment, ou pour mieux dire au fanatisme qui exerce encore tant d'empire dans certaines classes peu éclairées de la société, il est parvenu à réunir de l'argent et des hommes de tous les coins de l'Europe, et à former une armée composée presque exclusivement d'individus étrangers non-seulement aux Etats-Romains, mais à toute l'Italie.

Il était réservé aux Etats-Romains de présenter dans notre siècle l'étrange et douloureux spectacle d'un gouvernement réduit à maintenir son autorité sur ses sujets au moyen de mercenaires étrangers, aveuglés par le fanatisme ou animés par l'appât de promesses qui ne sauraient être réalisées qu'en jetant dans la détresse des populations tout entières.

De tels faits provoquent au plus haut degré l'indignation des Italiens qui ont conquis la liberté et l'indépendance. Pleins de sympathies pour leurs frères de l'Ombrie et des Marches, ils manifestent de tous côtés le désir de concourir à faire cesser un état de choses qui est un outrage aux principes de justice et d'humanité et qui froisse vivement le sentiment national.

Bien qu'il partageât cette douloureuse émotion, le gouvernement du roi a cru devoir jusqu'à présent empêcher et prévenir toute tentative désordonnée pour délivrer les peuples de l'Ombrie et des Marches du joug qui les opprime. Mais il ne saurait se dissimuler que l'irritation croissante des populations ne pourrait être contenue plus longtemps sans avoir recours à la force et à des mesures violentes. D'ailleurs, la révolution ayant triomphé à Naples, pourrait-on l'arrêter à la frontière des Etats-Romains où l'appellent des abus non moins graves que ceux qui ont entraîné irrésistiblement en Sicile les volontaires de la haute Italie ?

Aux cris des insurgés des Marches et de l'Ombrie, l'Italie entière s'est émue. Aucune force ne saurait empêcher que du midi et du nord de la Péninsule des milliers d'Italiens accourent à l'aide de leurs frères, menacés de désastres semblables à ceux de Pérouse.

S'il demeurait impassible au milieu de cet entraînement universel,

le gouvernement du roi se mettrait en opposition directe avec la nation. L'effervescence généreuse que les événements de Naples et de la Sicile ont produite dans les multitudes dégénérerait aussitôt en anarchie et en désordre.

Il serait alors possible et même probable que le mouvement régulier qui s'est opéré jusqu'ici prît tout à coup les caractères de la violence et de la passion. Quelle que soit la puissance des idées d'ordre sur les Italiens, il est des provocations auxquelles les peuples les plus civilisés ne sauraient résister. Certes ils seraient plus à plaindre qu'à blâmer si pour la première fois ils se laissaient entraîner à des réactions violentes qui amèneraient les plus funestes conséquences. L'histoire nous apprend que des peuples qui sont aujourd'hui à la tête de la civilisation ont commis, sous l'empire de causes moins graves, les plus déplorables excès.

S'il exposait la Péninsulo à de pareils dangers, le gouvernement du roi serait coupable envers l'Italie ; il ne lo serait pas moins vis-à-vis de l'Europe.

Il manquerait à ses devoirs envers les Italiens, qui ont toujours écouté les conseils de modération qu'il leur a donnés et qui lui ont confié la haute mission de diriger le mouvement national.

Il manquerait à ses devoirs vis-à-vis de l'Europe, car il a contracté envers olle l'engagement moral de ne pas laisser le mouvemont italien se perdre dans l'anarchie et lo désordro.

C'est pour remplir ce double devoir que le gouvernement du roi, dès que les populations insurgées de l'Ombrie et des Marches lui ont envoyé des députations pour invoquer sa protection, s'est empressé de la leur accorder. En même temps il a expédié à Rome un agent diplomatique pour demander au gouvernement pontifical l'éloignement des légions étrangères dont il ne pourrait se servir pour comprimer les manifestations des provinces qui touchent à nos frontières sans nous forcer à intervenir en leur faveur.

Sur le refus de la cour de Rome d'obtempérer à cette demande, le roi a donné l'ordre à ses troupes d'entrer daus l'Ombrie et dans les Marches, avec la mission d'y rétablir l'ordre et de laisser libre champ aux populations de manifester leurs sentiments.

Les troupes royales doivent respecter scrupuleusement Rome et le territoire qui l'entoure. Elles concourraient, si jamais il en était besoin, à préserver la résidence du Saint-Père de toute attaque et de toute

menace; car le gouvernement du roi saura concilier toujours les grands intérêts de l'Italie avec le respect dû au chef auguste de la religion à laquelle le pays est sincèrement attaché.

En agissant ainsi, il a la conviction de ne pas froisser les sentiments des catholiques éclairés, qui ne confondent pas le pouvoir temporel, dont la cour de Rome a été investie pendant une période de son histoire, avec le pouvoir spirituel, qui est la base éternelle et inébranlable de son autorité religieuse.

Mais nos espérances vont plus loin encore. Nous avons la confiance que le spectacle de l'unanimité des sentiments patriotiques qui éclatent aujourd'hui dans toute l'Italie rappellera au Souverain-Pontife qu'il a été il y a quelques années le sublime inspirateur de ce grand mouvement national. Le voile que des conseillers animés par des intérêts mondains avaient mis sur ses yeux tombera, et alors, reconnaissant que la régénération de l'Italie est dans les desseins de la Providence, il redeviendra le père des Italiens, comme il n'a jamais cessé d'être le père auguste et vénérable de tous les fidèles.

Turin, ce 12 septembre 1860.

Signé, DE CAVOUR.

VII.

Note du gouvernement français.

Le Ministre des affaires étrangères à M. le duc de Gramont, à Rome.

Paris, le 24 septembre 1860.

Monsieur le duc, j'ai placé sous les yeux de l'Empereur les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous les n°s 81 et 82. Le rappel de M. de Talleyrand a hautement témoigné des sentiments de vive désapprobation qu'inspire à Sa Majesté l'agression dirigée contre les Etats-Romains. Le gouvernement sarde s'est si peu mépris sur le caractère de cette mesure, que son ministre quitte Paris.

Cela posé, Monsieur le duc, que devons-nous, que pouvons-nous faire ?

En restant à Rome pour protéger le Pape et sauvegarder son autorité, nous sommes dans le rôle que nous nous sommes tracé et que l'Europe a accepté depuis dix ans. En intervenant militairement dans les Marches et l'Ombrie, il nous serait impossible de ne pas toucher à toutes les questions brûlantes qui s'agitent en Italie, et nous assumerions des obligations qui ne découleraient plus seulement de notre intérêt pour la cause du Saint-Père. Nous serions entraînés par la force des choses à nous placer, vis-à-vis de la Péninsule entière, dans une position analogue à celle que nous reprochions à l'Autriche d'occuper avant la guerre. L'Empereur donnerait ainsi un démenti éclatant à sa politique, et il en naîtrait des complications sérieuses dans nos rapports avec les autres puissances.

Déjà nous nous sommes empressés d'augmenter notre corps d'occupation ; s'il le faut, nous le fortifierons encore afin de le mettre en mesure de remplir, dans toutes les éventualités, la mission qui lui est confiée. Le Pape peut donc attendre à Rome, en toute sécurité et en toute liberté, l'issue d'une crise qui n'est pas moins douloureuse pour l'Empereur que pour Sa Sainteté. En dehors des stipulations de Villafranca et de Zurich, Sa Majesté n'a pris aucun engagement, et c'est dans un congrès qu'elle pourra donner une nouvelle preuve de ses bonnes dispositions pour le Saint-Siége. Si, nonobstant ces assurances, le Pape quitte Rome, il nous force à nous retirer avec lui, et, en rendant les solutions plus difficiles dans l'avenir, il prépare lui-même à ses adversaires un triomphe immédiat.

Je vous laisse le soin, Monsieur le duc, de développer ces considérations au cardinal Antonelli. Son Eminence ne saurait s'abuser, au point de vue religieux comme au point de vue politique, sur la grave responsabilité qui incombe aux conseillers du Saint-Père.

Signé THOUVENEL.

Le Ministre des affaires étrangères à M. le duc de Gramont, à Rome.

Paris, le 26 septembre 1860.

Veuillez faire remettre la dépêche suivante du ministre de la guerre à M. le général de Goyon :

« L'Empereur a décidé l'envoi à Rome d'une deuxième division
» formée d'un bataillon de chasseurs, de quatre régiments d'infan-
» terie, d'une batterie d'artillerie et de deux escadrons de cavalerie.

» Ces troupes seront embarquées sous très peu de temps à Toulon.

» Avec ces forces vous pourrez, conformément à vos instructions, » assurer la défense de Civita-Vecchia, le maintien de vos communi- » cations et l'inviolabilité des environs de Rome.

» Signé Randon. »

VIII.

Note du gouvernement russe à son ambassadeur à Turin, prince Gargarine.

Saint-Pétersbourg, le 28 septembre (10 octobre).

Mon prince, depuis que les préliminaires de Villafranca ont mis un terme à la guerre d'Italie, une série d'actes contraires au droit a été accomplie dans la Péninsule, et y a créé la situation anormale dont nous voyons maintenant les conséquences extrêmes se développer. Le gouvernement impérial, depuis que cette situation a commencé à se dessiner a cru qu'il était de son devoir d'appeler l'attention du gouvernement sarde sur la responsabilité qu'il prenait sur lui en cédant à de dangereux entraînements. Nous lui avons adressé nos représentations amicales au moment où la révolution de Sicile a commencé à recevoir du Piémont cet appui moral et matériel qui seul a permis à ce mouvement de prendre les proportions qu'il a atteintes depuis. A notre avis, la question sort de la sphère des complications locales. Elle touche directement aux principes admis comme règles des relations internationales, et elle tend à ébranler la base sur laquelle repose l'autorité des gouvernements établis. Nous avons accueilli avec un regret profond les motifs allégués par le comte de Cavour comme l'ayant empêché d'opposer des obstacles plus efficaces à ces menées, et nous avons pris acte du désaveu qu'il leur a infligé. Le gouvernement impérial croit par cette attitude avoir donné à la cour de Turin un gage sincère de son désir de rester en bons termes avec cette cour; mais il croit aussi l'avoir suffisamment averti de la résolution que S. M. l'Empereur serait obligé de prendre le jour où le gouvernement sarde se laisserait entraîner par ces influences que le sentiment de ses

devoirs internationaux lui avait fait répudier jusqu'alors. Je regrette de dire que cette résolution n'a pu être ajournée plus longtemps. Le gouvernement sarde a ordonné à ses troupes, au milieu d'une paix profonde, sans déclaration de guerre et sans provocation, de passer la frontière romaine; il a pactisé ouvertement avec la révolution établie à Naples; il a sanctionné ces actes par la présence des troupes piémontaises et des hauts fonctionnaires sardes qui ont été mis à la tête des forces insurgées, sans cesser d'être au service du roi Victor-Emmanuel. Enfin il vient de couronner cette série de violations du droit en annonçant à la face de l'Europe son intention d'accepter l'annexion au Piémont de territoires appartenant à des souverains qui sont encore dans leurs Etats, et qui défendent leur autorité contre les violentes attaques de la révolution. Par ces actes, le gouvernement sarde ne nous permet plus de le considérer comme étranger au mouvement qui a bouleversé la Péninsule. Il prend sur lui leur responsabilité et se met en opposition flagrante avec le droit des nations. La nécessité qu'il allègue de combattre l'anarchie ne le justifie pas, puisqu'il se place sur la voie de la révolution pour recueillir son héritage et non pour arrêter sa marche ou réparer ses iniquités. Des prétextes de cette nature ne sont pas admissibles. Il ne s'agit pas ici d'intérêts purement italiens, mais d'un intérêt général commun à tous les gouvernements. Il s'agit de ces lois éternelles sans lesquelles il ne peut y avoir ni ordre social, ni paix, ni sécurité pour l'Europe.

S. M. l'empereur ne voit pas qu'il soit possible que sa légation réside là où elle peut assister à des actes que sa conscience et sa conviction réprouvent. S. M. I. est obligée de mettre un terme aux fonctions que vous remplissez à la cour de Sardaigne. C'est donc la volonté de notre auguste maître qu'en recevant ces instructions vous demandiez vos passeports et que vous quittiez immédiatement Turin avec tout le personnel de la légation.

Vous informerez le comte de Cavour des motifs de cette décision suprême, vous lui lirez la présente dépêche et vous lui en laisserez copie.

Signé GORTSCHAKOFF.

IX.

Note du gouvernement prussien.

A S. Exc. M. le comte Brassier de Saint-Simon, à Turin.

Coblentz, le 13 octobre 1860.

Monsieur le comte,

Le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne, en nous faisant communiquer par l'intermédiaire de son ministre à Berlin le Mémorandum du 12 septembre, semble lui-même avoir voulu nous engager à lui faire part de l'impression que ses derniers actes et les principes d'après lesquels il a cherché à les justifier ont produite sur le cabinet de S. A. R. Mgr le prince-régent. Si ce n'est qu'aujourd'hui que nous répondons à cette démarche, Votre Excellence aura su apprécier d'avance les motifs de ce retard. Car, d'un côté, elle sait combien nous désirons maintenir de bons rapports avec le cabinet de Turin, et, de l'autre, les règles fondamentales de notre politique sont trop présentes à son esprit pour qu'elle n'ait pas dû pressentir la profonde divergence de principes que toute explication devait nécessairement constater entre nous et le gouvernement du roi Victor-Emmanuel. Mais, en présence de la marche de plus en plus rapide des événements, nous ne saurions prolonger un silence qui pourrait donner lieu à des malentendus regrettables et jeter un faux jour sur nos véritables sentiments. C'est donc afin de prévenir des appréciations erronées que, d'ordre de S. A. Mgr le prince-régent, je vous exposerai sans réserve la manière dont nous envisageons les derniers actes du gouvernement sarde et les principes développés dans son Mémorandum précité.

Tous les arguments de cette pièce aboutissent au principe du droit absolu des nationalités. Certes, nous sommes loin de vouloir contester la haute valeur de l'idée nationale. Elle est le mobile essentiel et hautement avoué de notre propre politique, qui en Allemagne aura toujours pour but le développement et la réunion dans une organisation plus efficace et plus puissante des forces nationales. Mais, tout en attribuant au principe des nationalités une importance majeure, le gouvernement prussien ne saurait y puiser la justification d'une poli-

tique qui renoncerait au respect dû au principe du droit Au contraire, loin de regarder comme incompatibles ces deux principes, il pense que c'est uniquement *dans la voie légale des réformes*, et en respectant les droits existants, qu'il est permis à un gouvernement régulier de réaliser les vœux légitimes des nations.

D'après le Mémorandum sarde, tout devrait céder aux exigences des aspirations nationales, et toutes les fois que l'opinion publique se serait prononcée en faveur de ces aspirations, les autorités existantes n'auraient qu'à abdiquer leur pouvoir devant une pareille manifestation.

Or une maxime aussi diamétralement opposée aux règles les plus élémentaires du droit des gens ne saurait trouver son application sans les plus graves dangers pour le repos de l'Italie, pour l'équilibre politique et la paix de l'Europe ; en la soutenant, on abandonne la voie des réformes, pour se jeter dans celle des révolutions.

Cependant, c'est en s'appuyant sur le droit absolu de la nationalité italienne, et sans avoir à alléguer aucune autre raison, que le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne a demandé au Saint-Siége le renvoi de ses troupes non italiennes, et que, sans même attendre le refus de celui-ci, il a envahi les Etats pontificaux, dont il occupe à l'heure qu'il est la majeure partie. Sous ce même prétexte, les insurrections qui éclatèrent à la suite de cette invasion ont été soutenues ; l'armée que le Souverain-Pontife avait formée pour maintenir l'ordre public a été attaquée et dispersée. Et, loin de s'arrêter dans cette voie qu'il poursuit au mépris du droit international, le gouvernement sarde vient de faire donner l'ordre à son armée de franchir sur différents points les frontières du royaume de Naples, dans le but avoué de venir au secours de l'insurrection et d'occuper militairement le pays. En même temps, les Chambres piémontaises sont saisies d'un projet de loi tendant à effectuer de nouvelles annexions en vertu du suffrage universel et à inviter ainsi les populations italiennes à déclarer formellement la déchéance de leurs princes. C'est de cette manière que le gouvernement sarde, tout en invoquant le principe de non-intervention en faveur de l'Italie, ne recule pas devant les infractions les plus flagrantes au même principe, dans ses rapports avec les autres Etats italiens. Appelés à nous prononcer sur de tels actes et de tels principes, nous ne pouvons que les déplorer profondément et sincèrement, et nous croyons remplir un devoir rigoureux en exprimant de

la manière la plus explicite et la plus formelle notre désapprobation et de ces principes, et de l'application que l'on a cru pouvoir en faire.

En vous invitant, monsieur le comte, à donner lecture de la présente dépêche à M. le comte de Caveur et à lui en laisser copie, je saisis cette occasion pour vous réitérer l'assurance, etc., etc.

Signé, SCHLEINITZ.

X.

Note du gouvernement anglais à son ambassadeur à Turin.

A sir James Hudson, etc.

Foreign-office, le 27 octobre.

Monsieur, quelques-unes des principales cours de l'Europe ont, à ce qu'il paraît, vivement désapprouvé les derniers actes du roi de Sardaigne.

En apprenant que l'armée du général Cialdini avait envahi les Etats pontificaux, l'empereur des Français a rappelé son ministre de Turin, déclarant en même temps que le gouvernement impérial condamnait l'invasion du territoire romain. L'empereur de Russie a, nous dit-on, manifesté son indignation à la nouvelle de l'entrée de l'armée du roi de Sardaigne sur le sol napolitain, et il a rappelé de Turin l'ambassadeur russe et tout le personnel de l'ambassade. Le prince-régent de Prusse a aussi jugé nécessaire d'exprimer son vif déplaisir, mais il n'a pas cru devoir rappeler de Turin son ministre.

Après ces actes diplomatiques, le gouvernement de S. M. ne montrerait guère de justice envers l'Italie ou d'égards vis-à-vis des autres grandes puissances de l'Europe, s'il s'abstenait plus longtemps d'exprimer son opinion.

Toutefois, en le faisant, le gouvernement de S. M. n'a nullement l'intention de soulever une discussion au sujet des motifs qui, au nom du roi de Sardaigne, ont été donnés pour justifier l'invasion des Etats romains et napolitains. Le Pape était-il autorisé à défendre son auto-

rité au moyen de troupes étrangères? Peut-on dire que le roi de Naples, qui maintient encore son drapeau à Capoue et à Gaëte, a abdiqué? Ce ne sont pas là les arguments que le gouvernement de S. M. se propose d'invoquer.

Mais voici les grandes questions qui lui paraissent être en litige. Les populations d'Italie avaient-elles le droit de demander l'assistance du roi de Sardaigne pour être délivrées de gouvernements dont elles étaient mécontentes? Et le roi de Sardaigne avait-il raison de prêter le concours de ses armes aux populations des Etats romains et napolitains? Deux motifs, à ce qu'il semble, ont engagé les populations des Etats romains et napolitains à faire cause commune pour renverser leurs gouvernements. Le premier a été que le Pape et le roi des Deux-Siciles pourvoyaient si mal à l'administration de la justice, à la protection de la liberté individuelle et au bonheur général du peuple, que la chute de leurs gouvernants a paru à leurs sujets être un préliminaire indispensable de toutes les améliorations.

Le second motif a été que depuis 1849 on est venu généralement à se convaincre que la seule manière dont les Italiens puissent assurer leur indépendance en dehors de toute influence étrangère, c'est de constituer pour toute l'Italie un gouvernement fort et puissant. La lutte de Charles-Albert en 1848, et la sympathie qu'a toujours manifestée le roi de Sardaigne actuel en faveur de la cause italienne ont naturellement associé le nom de Victor-Emmanuel à l'autorité unique sous laquelle les Italiens aspirent à vivre.

Envisageant la question à ce point de vue, le gouvernement de S. M. doit reconnaître que les Italiens eux-mêmes sont les meilleurs juges en ce qui touche leurs propres intérêts.

L'éminent juriste Vattel, en discutant la légitimité de l'assistance donnée par les Provinces-Unies au prince d'Orange lorsqu'il envahit l'Angleterre et renversa le trône de Jaques II, dit : « L'autorité du » prince d'Orange a eu, sans aucun doute, de l'influence sur les délibérations des Etats-Généraux, mais elle ne les a point poussés à » commettre un acte d'injustice ; car lorsque pour de bonnes raisons » un peuple prend les armes contre un oppresseur, aider de braves gens » à défendre leurs libertés, c'est faire acte de justice et de générosité. »

Donc, suivant Vattel, la question se réduit à celle-ci : Les populations de Naples et des Etats romains ont-elles pris, pour de bonnes raisons, les armes contre leurs gouvernements?

Sur cette grave question, le gouvernement de S. M. estime que les populations dont il s'agit sont elles-mêmes les meilleurs juges de leurs affaires. Le gouvernement de S. M. ne se croit point autorisé à déclarer que les populations de l'Italie méridionale n'avaient point de bons motifs pour cesser d'être soumises à leurs anciens gouvernements, et le gouvernement de S. M. ne peut en conséquence prétendre blâmer le roi de Sardaigne de les assister. Reste cependant une question de fait : les partisans des gouvernements déchus affirment que les populations des Etats romains étaient attachées au Pape et que celles du royaume de Naples l'étaient à François II, et que des agents sardes et des aventuriers étrangers ont par la force et l'intrigue renversé les trônes de ces souverains.

Il est difficile toutefois, après les événements étonnants dont nous avons été témoins, de croire que le Pape et le roi des Deux-Siciles aient eu pour eux l'amour de leurs sujets. On doit demander comment il s'est fait que le Pape ait jugé impossible de lever une armée romaine et qu'il ait été forcé de s'appuyer presque entièrement sur des mercenaires étrangers.

Comment, se demandera-t-on encore, s'est-il fait que Garibaldi ait conquis presque toute la Sicile avec 2000 hommes et qu'il ait marché de Reggio à Naples avec 5000 hommes? Comment tout cela est-il arrivé, si ce n'est à cause de la désaffection universelle du peuple des Deux-Siciles? On ne peut pas dire que cette manifestation de la volonté populaire ait été sans cause ou l'effet du caprice. Il y a quarante ans que le peuple napolitain a tenté régulièrement et avec modération de réformer son gouvernement sous la dynastie régnante. Les puissances de l'Europe, assemblées à Laybach, résolurent, à l'exception de l'Angleterre, de réprimer cette tentative par la force. Elle fut réprimée, et on laissa dans les Deux-Siciles, pour maintenir l'ordre social, une nombreuse armée étrangère. En 1848, le peuple napolitain tenta de nouveau d'obtenir la liberté sous la dynastie des Bourbons; mais ses meilleurs patriotes expièrent par un emprisonnement de dix années le crime de s'être efforcés d'affranchir leur pays. Qu'y a-t-il alors d'étonnant qu'en 1860 les Napolitains, défiants et pleins de ressentiments, chassent les Bourbons comme en 1688 l'Angleterre a chassé les Stuarts? Il faut, sans contredit, avouer que la rupture des liens qui unissent ensemble un souverain et ses sujets est en soi-même un malheur. Les idées de dévouement et de fidélité deviennent

confuses; la succession du trône est contestée; des partis hostiles les uns aux autres menacent la paix de la société; les droits et les prétentions s'entre-choquent et rompent l'harmonie de l'Etat. D'un autre côté cependant, il faut bien reconnaitre que la révolution italienne a été conduite et dirigée avec une modération rare et singulière. Le renversement du pouvoir existant n'a été, comme cela n'arrive que trop souvent, suivi d'aucun excès de vengeance populaire. Les opinions extrêmes des démocrates n'ont prévalu nulle part. L'opinion publique a refréné les excès qui accompagnent un triomphe public. Les formes vénérées de la monarchie constitutionnelle ont été associées au nom d'un prince qui représente une ancienne et glorieuse dynastie.

Puisque telles ont été les causes et les circonstances simultanées de la révolution d'Italie, le gouvernement de S. M. ne peut voir aucun motif suffisant pour le blâme sévère dont l'Autriche, la Prusse et la Russie ont frappé les actes du roi de Sardaigne. Le gouvernement de S. M. préfère tourner ses regards vers l'agréable spectacle d'un peuple élevant l'édifice de ses libertés et consolidant l'œuvre de son indépendance au milieu des sympathies et des vœux sincères de l'Europe.

Signé, John Russell.

P. S. Vous êtes libre de remettre au comte Cavour une copie de cette dépêche.

XI.

Réplique du gouvernement sarde à la note prussienne ci-dessus.

A M. le comte de Launay, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. à Berlin.

Turin, le 9 novembre 1860.

Monsieur le comte,

M. le comte Brassier de Saint-Simon m'a donné communication d'une dépêche datée de Coblence, le 13 octobre dernier, dans laquelle M. le baron de Schleinitz, tout en témoignant le désir du cabinet de

Berlin de maintenir de bons rapports avec la Sardaigne, nous fait connaître la divergence de vues qui existe entre le gouvernement du roi et celui du prince-régent dans l'appréciation des événements qui se sont accomplis en Italie.

Le baron de Schleinitz, après avoir fait observer que la politique du gouvernement du roi, exposée dans le Mémorandum du 12 septembre, se fonde sur le droit absolu des nationalités, s'empresse d'ajouter qu'il est loin de contester la haute valeur de l'idée nationale, idée qui est au contraire le mobile essentiel et hautement avoué de la politique prussienne en Allemagne.

Mais à ses yeux ce principe ne doit pas se mettre en opposition avec les règles du droit des gens conventionnel, sous peine de troubler le repos de l'Europe, et d'entraîner peuples et gouvernements dans la voie des révolutions.

Nous sommes heureux de voir que le gouvernement du prince-régent non seulement reconnaît l'idée nationale comme un des éléments essentiels du droit public, mais qu'il s'honore d'être le noble représentant de cette idée en Allemagne. D'un autre côté, si nous devons regretter aujourd'hui de voir désapprouvée l'application nécessaire d'un principe qu'on respecte, il nous est cependant permis d'espérer que le cabinet de Berlin, mieux éclairé sur la véritable portée des événements, pourra un jour les envisager d'une manière plus bienveillante et plus équitable.

Il y a un point qu'il importe de bien définir, et sur lequel nous devons insister, c'est que la question des Marches, de l'Ombrie et des Deux-Siciles est une question purement italienne, et que comme telle elle n'affecte en rien les droits positifs des autres puissances.

En effet, le droit public de tous les temps a reconnu à chaque nation la faculté de régler ses propres destinées, de se donner des institutions conformes à ses intérêts, de se constituer, en un mot, de la manière qu'elle juge la plus propre à sauvegarder la sécurité et la prospérité de l'Etat.

Ce droit n'a jamais été dénoncé comme contraire aux lois internationales. Il en est même le fondement, car s'il était méconnu ou violé, il n'y aurait plus en Europe ni indépendance ni liberté.

Mais on nous objecte : les divisions territoriales de l'Italie ont été sanctionnées par des traités solennels; l'Europe y a par conséquent une juridiction qu'elle ne saurait abdiquer sans renoncer en même

temps à toutes les traditions du passé, sans exposer l'avenir à l'inconnu des révolutions et aux dangers des entraînements populaires.

Je n'examinerai pas ici jusqu'à quel point les stipulations internationales auxquelles on fait allusion ont été dictées dans le véritable intérêt de l'Italie. Mais le fait en lui-même, c'est-à-dire les dispositions d'un traité, peuvent-elles impliquer l'abdication complète et perpétuelle de la nation au règlement de sa constitution intérieure? Ce n'est certainement pas le cabinet de Berlin qui voudrait soutenir une telle doctrine.

L'histoire des derniers quarante ans nous démontre que les conventions publiques sont destinées à subir les modifications exigées par le temps, et que l'Europe ne croit pas se déjuger en respectant d'abord et en reconnaissant plus tard les changements accomplis en dehors de son initiative.

L'Europe avait depuis longtemps admis que la situation de l'Italie devait être modifiée dans l'intérêt de la paix et de l'ordre. Le cabinet de Berlin, par l'organe de M. le baron de Schleinitz, vous a plus d'une fois, monsieur le comte, parlé dans ce sens, et son langage était conforme à celui de la plupart des autres cabinets. Mais aujourd'hui, en présence de ce qui s'est passé dans les Marches et à Naples, on nous dit : Votre conduite n'a pas toujours été correcte ; tel acte est contraire aux maximes du droit, tel autre établit un précédé dangereux.

Mais je crois qu'à notre tour nous avons le droit de demander : Est-ce bien à nous la faute si l'Italie a quitté la voie des réformes qui nous est recommandée par le gouvernement prussien et dont nous avons donné l'exemple pendant dix ans? Il ne faut pas oublier les causes lorsqu'il s'agit de juger les faits. Ce sont les petits Etats de l'Italie centrale, c'est le Saint-Siége et le gouvernement de Naples, qui, lorsqu'il en était temps, ont refusé tous les expédients de conciliation avec les populations aigries et opprimées. C'est l'Autriche qui, l'année dernière, en attaquant le Piémont, a précipité les évènements; c'est elle qui a prouvé aux Italiens que la Péninsule n'aurait ni sécurité ni indépendance réelle tant qu'elle ne serait pas réunie en un même Etat.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce fait, qui domine la situation tout entière, et nous demandons quel est le grief qu'on fait au gouvernement du roi. On l'accuse d'être venu en aide à des populations qui s'étaient affranchies de leur gouvernement, d'un gouvernement avec

lequel elles étaient en lutte depuis quarante ans. Mais ce que nous avons fait dans des circonstances qui, à elles seules, justifieraient notre conduite, les différents Etats de l'Europe ne l'ont-ils pas fait en d'autres temps et dans des circonstances qui cependant étaient loin d'offrir la même justification? Est-ce que la France et l'Angleterre, lorsqu'elles prêtaient leur appui aux Flandres soulevées, foulaient aux pieds les lois internationales? Ces lois étaient-elles enfreintes par Louis XIV lorsqu'il donnait la main à l'insurrection hongroise, par les Etats généraux lorsqu'ils soutenaient Guillaume d'Orange contre Jaques II, par Louis XVI, qui a si noblement concouru à l'affranchissement des Etats-Unis d'Amérique, par l'Europe chrétienne, qui a soustrait la Grèce à la domination ottomane.

Nous ne pouvons en conséquence accepter le blâme que les derniers actes du gouvernement du roi ont encouru à Berlin, et qui se trouve exprimé dans la dépêche du 13 octobre. Nous sommes peiné de voir aussi rigoureusement appréciée, par un cabinet libéral et conservateur, notre conduite, qui s'est constamment inspirée de ces deux principes. Nous en sommes peiné, car l'Europe ne doit pas se méprendre à ce point sur les évènements dont la Péninsule est le théâtre. L'Europe ne devrait pas perdre de vue que le gouvernement du roi est en Italie le seul pouvoir conservateur capable d'opposer une digue à l'esprit vraiment révolutionnaire et de le dompter.

Il n'est ni juste ni prudent de débiliter ce pouvoir en l'isolant et en le forçant pour ainsi dire à s'appuyer, dans des circonstances données, sur des éléments qui pourraient devenir dangereux. On devrait au contraire s'associer à ses efforts dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, en l'aidant à surmonter les difficultés dont il est entouré.

Nous n'avons rien à cacher, nous n'avons rien à dissimuler. Nous sommes l'Italie, nous agissons en son nom. Mais nous sommes en même temps les modérateurs du mouvement national; nos efforts, nos soins les plus constants n'ont d'autre but que de le diriger, de le retenir dans les voies régulières et d'empêcher qu'il ne se dénature par des alliages impurs.

Nous sommes les représentants du principe monarchique qui, en Italie, avait disparu des cœurs avant d'être renversé par la vengeance populaire. Ce principe, nous l'avons relevé, nous l'avons retrempé, nous lui avons donné une nouvelle consécration. Il fait notre force dans le présent, il sera le bouclier de l'avenir.

CHAPITRE CINQUIEME.

Opérations dans la Terre de Labour et siége de Gaëte.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



des garanties à ses sujets, il pouvait se croire dans le droit de faire un appel au tribunal des grandes nations, qui se sont posées pour le bien commun en arbitres du droit public et de l'équilibre politique du monde, dans diverses circonstances que l'Europe a traversées à partir de 1815, et dans des époques relativement anciennes, ainsi que dans des temps plus récents.

Qu'un souverain ne doive ni demander ni espérer aucun appui extérieur dans les agitations purement intérieures de ses peuples, que l'intervention étrangère ne puisse pas venir assurer alternativement le triomphe de la révolution ou de l'autorité, qu'on laisse, en un mot, les gouvernements et les peuples libres de modifier le régime politique de leur propre pays, cette doctrine semble pouvoir être admise comme théorie générale par tout le monde, et être fondée sur les principes de liberté et de justice qui règlent aujourd'hui la politique des grands Etats de l'Europe.

Mais lorsqu'un monarque combat loyalement pour assurer l'ordre public, pour l'indépendance et pour la liberté de ses peuples, il peut au moins demander la garantie des lois communes entre les nations, qui ne permettent pas à un autre gouvernement de violer le droit public, les traités solennels qui forment le seul lien, la seule garantie de la société politique de l'Europe. Le roi des Deux-Siciles pouvait se croire dans la même position des autres souverains et avait droit à la même protection contre l'agression étrangère, que ne réclameraient pas en vain la Porte ottomane, le vice-roi d'Egypte ou les Régences barbaresques d'Afrique.

Et il ne suffit pas de dire, pour nier les conséquences de ce principe, qu'il s'agit d'une question entre Italiens. L'Italie, telle que l'histoire l'a faite, telle que l'Europe l'a constituée, se compose de divers Etats avec des gouvernements indépendants. Voilà le droit reconnu. Que les peuples qui se constituent soient libres de choisir leur gouvernement, qu'ils soient libres, si l'on veut, de pousser jusqu'à ses dernières limites la théorie de leur souveraineté, de renoncer à leur indépendance; mais on ne peut permettre, sans fouler aux pieds tous les principes, que ces mêmes peuples soient envahis sans déclaration de guerre, sous le prétexte d'unité et de liberté, en laissant une seule puissance violer dans son ambition la loi commune des nations.

Le roi a cru qu'il était de son devoir de satisfaire les aspirations légitimes de ses peuples et de lutter contre la révolution intérieure;

il pouvait sans scrupule en appeler au tribunal européen, lorsque des aventuriers de tous les pays, reniés officiellement par le gouvernement de Sardaigne, mais couverts par son drapeau, traversaient par milliers la Méditerranée, pour faire leur champ de bataille du territoire des Deux-Siciles. Une armée entière, une marine, des parcs d'artillerie, des munitions, tous les moyens furent employés pour semer la mort et la désolation dans les Etats d'un souverain pacifique, comme dans l'antiquité barbare.

Frappé à l'improviste par ces évènements, ne trouvant pas d'aide dans la loi commune, le roi se retira avec les restes de son armée fidèle derrière les rives du Volturne, pour épargner à sa capitale les horreurs d'un bombardement et pour défendre ses droits. On vit bientôt que les troupes royales étaient suffisantes, malgré la pénurie de leurs ressources, pour reconquérir le royaume. Alors, sans motif et sans déclaration de guerre, en violant la sainteté des traités, le souverain du Piémont entra à la tête de son armée et occupa le territoire des Deux-Siciles comme un pays conquis.

Malgré les soupçons que la politique déloyale de la Sardaigne pouvait inspirer depuis longtemps, le roi ne pouvait croire qu'elle aurait tant osé et que l'Europe l'aurait souffert. Attaquer un souverain qui était en paix avec le monde entier, qui avait offert au Piémont son alliance, et qui avait encore à Turin ses représentants pour la négocier, qui avait à Naples un ministre de Sardaigne accrédité auprès de sa personne; violer tous les traités, fouler aux pieds toutes les lois, détruire à son profit le droit public, sauvegarde et patrimoine de tous, était une énormité telle que personne n'aurait pu supposer, puisque toute nation avait intérêt et devoir de la punir. Le Piémont violait le droit public et spécialement l'engagement pris à Paris dans le protocole du 14 avril 1856, d'après lequel la guerre ne pouvait avoir lieu entre deux Etats qui auraient accepté cette déclaration, sans se soumettre d'avance à la médiation des autres. C'était précisément le cas où se trouvaient Naples et le Piémont : on comprend que S. M. n'ait pu croire l'agression possible, et qu'une fois attaquée elle ait pu et dû croire que les grandes puissances d'Europe l'assisteraient.

Il n'en fut rien.

La note rappelle quels furent les résultats de cette agression, qu'on ne pouvait prévoir : le roi, forcé d'abandonner les positions du Volturne et la défense sur le Garigliano, par suite de la présence de la

flotte sarde, ravie par la trahison au roi de Naples, et sa retraite à Gaëte, sans finances, sans ressources militaires ni administratives, il a résisté pendant plus de trois mois, avec une poignée d'hommes qui combattaient depuis un an, dans des privations terribles, aux attaques incessantes d'une armée qui disposait des moyens de presque toute l'Italie.

Confiant dans la justice de sa cause et dans l'intérêt bien entendu des autres souverains, le roi affronta les dangers d'un siége qui, prolongé, pouvait lui créer des ressources dans la politique des souverains d'Europe. On sait la conduite magnanime de la jeune reine, du roi et des deux jeunes princes napolitains pendant cette lutte désespérée.

Les circonstances politiques obligèrent enfin l'Empereur à retirer la flotte de Gaëte. Le roi, sans se faire illusion sur le résultat d'une lutte inégale, crut ne devoir pas abandonner une position dans laquelle, comme dans d'autres, Sa Majesté défendait sa couronne non-seulement, mais l'indépendance de ses peuples, le droit public et la loi en vertu de laquelle les souverains règnent, et les nations sont indépendantes et respectées. Sans cette loi, il n'y a plus de justice ni de sécurité pour personne; c'est cette base de la société que le roi est fier d'avoir soutenue autant que ses forces le lui ont permis.

La note insiste de nouveau sur l'inégalité de la lutte impolitique résultant de ce fait que l'ennemi s'était, par la corruption et la trahison, emparé du trésor, des arsenaux, des dépôts de guerre; qu'ainsi il pouvait renouveler et augmenter tous les jours ses moyens d'attaque.

Contre des soldats toujours renouvelés et augmentés, nous ne pouvions opposer que des braves fatigués par des luttes qu'ils soutenaient depuis le mois d'août, de Palerme à Messine, de Messine aux Calabres, des Calabres au Volturne, du Volturne au Garigliano, du Garigliano à Mola, de Mola à Gaëte, exposés aux rigueurs de la saison, couchés par terre sans tentes ni couvertures! Aussi aux ravages que faisait parmi eux le canon de l'ennemi, vinrent s'ajouter les ravages des maladies. Le courage et le dévoûment ne leur firent jamais défaut au milieu d'aussi grands sacrifices! Jusqu'au moment où le roi espérait un secours, il crut devoir continuer à défendre la cause de la justice et celle de ses peuples.

La note constate que la conférence de Varsovie ne fit espérer aucun résultat, et le discours de l'Empereur, « malgré ses nobles sentiments, » ne permit pas de croire que la « France pouvait ou voulait

limiter l'ambition du Piémont. » Le résultat des élections, opérées sous la pression de l'invasion, faisait triompher la politique du comte de Cavour, et, éloignant la guerre avec l'Autriche, donnait au gouvernement de Turin le temps de concentrer tous ses efforts contre Gaëte abandonnée à elle-même, et contre le roi douloureusement convaincu que sa cause, qui était celle de la royauté, n'était partagée par aucun prince régnant en Europe.

La note constate que la supériorité de l'artillerie donnait aux Piémontais l'avantage de tirer de dessus les hauteurs éloignées entourant la place, de la détruire, à l'abri de tout danger. Elle fait remarquer pourtant que, pendant trois mois, ils n'osèrent approcher leurs batteries de la place. La résistance, au milieu de tant de désastres et de massacres, aurait continué jusqu'à l'assaut décisif, sans deux circonstances qui l'ont brisée. La note raconte les désastres résultant de l'explosion de deux poudrières.

La résistance aux moyens de guerre devenait impossible quand le typhus nous tuait chaque jour 60 à 80 hommes. Quinze cents soldats étaient à l'hôpital. Une sœur de charité avait péri, sept étaient au lit, il n'en restait que sept de valides. Dans la casemate du roi et de la reine, le typhus enlevait le duc de Sangro et M. Ferrari, lieutenants généraux : on craignait des symptômes de peste. Alors le roi convoqua un conseil de guerre, composé des généraux et des chefs de corps. La reddition fut décidée à l'unanimité. La garnison renouvela même, en ce moment horrible, son serment de dévouement que jamais elle n'avait pensé de démentir. Le roi aurait préféré tomber à la tête de cette poignée de braves qui venaient d'élever si haut l'honneur de l'armée napolitaine. Mais le cœur d'un père devait borner les sacrifices de ses enfants, désormais sans utilité, sans espoir aucun. Sa Majesté autorisa les négociations pour la reddition. A peine eut-on vent de cette décision, que l'ennemi, au lieu de suspendre son feu, l'augmenta d'une manière extraordinairement barbare, couvrant de bombes et de matières incendiaires une place qui demandait à capituler.

On était tombé d'accord sur les bases de la cession, il ne manquait que les formalités et la ratification, mais le feu continuait avec une cruauté sans exemple de la part de l'armée d'une nation regardée comme civilisée. Il y eut, pendant les heures qu'on négociait, un massacre de soldats et de familles qui n'avaient plus un abri nulle part.

Je me permets de vous faire une digression que je vons prie de bien remarquer. En réponse aux observations mesurées mais dignes du général Ritucci, le général piémontais justifie sa conduite sur ce qu'on avait manqué à la promesse de ne pas réparor la brèche pendant le dernier armistice. Mettons de côté le langage au moins insolite de la part d'un ennemi heureux, éclaircissons le fait qu'on nous reproche.

La noto démontre ici, en effet, la fausseté de cette accusation.

Le roi, désolé de se séparer de ses braves, s'embarque avec la famille royale sur la corvette française la *Mouette*, que l'empereur Napoléon III laissait dans le port de Naples à la disposition du roi. Obligeante prévoyance qu'eurent aussi la reine d'Espagno et l'empereur de Russie, laissant à Civita-Vecchia et à Villafranca des vaisseaux aux ordres de Sa Majesté.

Au départ du roi et de sa famille, la garnison faisant deux ailes sur son chemin, et la foule suivant Leurs Majestés, pleuraient et acclamaient avec des cris enthousiates leur jeune, brave et infortuné souverain.

En arrivant dans cette ville où Leurs Majestés ont reçu l'accueil le plus flatteur du Souverain-Pontife et d'un immense public, le roi croit de son devoir de faire protester encore une fois de sa part et en son nom contre la violence dont il est victime, réservant tous ses droits et décidé à en appeler à la justice de l'Europe. Sa Majesté ne veut nullement provoquer d'agitations dans le royaume, mais quand ses fidèles sujets trompés, trahis, opprimés, dépouillés, léveront leurs bras animés d'un sentiment commun contre l'oppression, le roi n'abandonnera pas leur cause. Pour éviter cependant l'effusion du sang, l'anarchie qui menace de ruiner la Péninsule italienne, Sa Majesté croit que l'Europe réunie en un congrès doit être appelée à décider des affaires d'Italie.

Le seul but de sa politique étrangère sera désormais de manifester cette idée et de travailler à sa réalisation.

Quant au régime intérieur, ses convictions n'ont pas changé. Les promesses du manifeste du 8 décembre sont toujours son programme unique et invariable.



TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

Coup-d'œil sur la situation politique.

CHAPITRE SECOND.

Débarquement et opérations de Garibaldi en Sicile.


F. du
F. des Capu





